
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
—
VOL. LXIV

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION DE 1930

DU 7 JANVIER AU 4 AVRIL 1930

Dans la vingtième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

TROISIÈME SESSION DE LA DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR RÉDEMPTE PARADIS
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

ANNO DOMINI 1930



PROCLAMATION

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce TREN-
TIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-neuf et de Notre règne le vingtième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne

en chancellerie à Québec.

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

20 GEORGE V, 1930

MARDI 7 JANVIER 1930

La législature ayant été, par proclamation (ci-annexée), convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires,
Et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

MESSIEURS,

“Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.”

En conséquence, le greffier et les députés se rendent auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil,

L'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime comme suit:

Honorables Messieurs,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur pour l'Assemblée législative ait

été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Et, les députés étant de retour,

L'honorable M. Taschereau, député du collège électoral de Montmorency, s'adressant au Greffier de l'Assemblée législative, propose, secondé par l'honorable M. Mercier, député du collège électoral de Châteauguay, que M. Télesphore-Damien Bouchard, député du collège électoral de Saint-Hyacinthe, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

Et la motion étant soumise à la Chambre par le Greffier, il est—

Résolu nemine contradicente que M. Télesphore-Damien Bouchard prenne place au fauteuil en qualité d'Orateur.

Et, le greffier ayant déclaré M. Télesphore-Damien Bouchard dûment élu, ce dernier est conduit au fauteuil présidentiel par l'honorable M. Taschereau et l'honorable M. Mercier, puis M. l'Orateur, se tenant au degré supérieur de l'estrade, remercie la Chambre dans les termes suivants:

Messieurs,

Je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre, pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et nos privilèges, à faire respecter notre règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Puis M. l'Orateur prend place au fauteuil et la masse est posée sur le bureau.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que la séance soit suspendue.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. L'ORATEUR,

"Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif, et là parle comme suit :

“Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

L'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.”

Alors, l'Orateur du Conseil législatif répond en ces termes :

“Monsieur l'Orateur,

“J'ai ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.”

Les députés étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, son prédécesseur a adressé au Greffier de la couronne en chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collègue électoral de L'Islet :

Québec, le 24 avril 1929.

L'honorable M. HECTOR LAFERTÉ,

*Président de l'Assemblée législative,
à Québec.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous donner par les présentes ma démission de député à l'Assemblée législative de Québec

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

ÉLISÉE THÉRIAULT.

Signé en présence de

L.-A. TASCHEREAU,
JACOB NICOL.

M. l'Orateur informe la chambre qu'à la réception des notifications suivantes, le greffier de la couronne en chancellerie a émis de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Compton, de Richelieu, de Montcalm et de Beauce.

*A Monsieur le Greffier de la Couronne en chancellerie,
à Québec.*

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que l'honorable M. Jacob Nicol a accepté la charge de conseiller législatif et que le collège électoral de Compton se trouve sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 du chapitre 3 des Statuts refondus de 1925, d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Compton.

Donné à Québec, le 12 septembre 1929.

L.-A. TASCHEREAU,
député de Montmorency.

ANTONIN GALIPEAULT,
député de Bellechasse.

Québec, le 2 octobre 1929.

*Au Greffier de la Couronne en chancellerie,
à Québec.*

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que M. Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, député de Richelieu à l'Assemblée législative de Québec a accepté de la Couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel et que le collège électoral de Richelieu se trouve actuellement sans représentant dans ladite Assemblée législative. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 de la Loi de la législature, d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Richelieu.

L.-A. TASCHEREAU,
député de Montmorency,

J.-E. PERRAULT,
député d'Arthabaska.

Québec, le 30 octobre 1929.

*Au Greffier de la Couronne en chancellerie,
à Québec.*

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que l'honorable M. Joseph-Ferdinand Daniel a accepté un siège au Conseil législatif de Québec et que le collège électoral de Montcalm se trouve maintenant sans représentant à l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons sous l'autorité de l'article 35 de la Loi de la Législature d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Montcalm.

L.-A. TASCHEREAU,
député de Montmorency,

HONORÉ MERCIER,
député de Châteauguay.

Québec, le 28 novembre 1929.

*Au Greffier de la Couronne en chancellerie,
à Québec.*

Nous avons l'honneur de vous informer que M. Hugues Fortier ayant accepté une charge à laquelle est attaché un traitement annuel venant de la province de Québec, le collège électoral de Beauce, dont il était le député, se trouve sans représentant à l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 de la Loi de la Législature, d'émettre un bref enjoignant de procéder à l'élection d'un nouveau député dans le district électoral de Beauce.

L.-A. TASCHEREAU,
député de Montmorency,

HONORÉ MERCIER,
député de Châteauguay.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier en Chancellerie les certificats d'élection suivants:

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930.

*A Monsieur l'Orateur**de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le premier mai mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. Joseph-N. Bernier, registraire et officier rapporteur résidant à Saint-Jean-Port-Joli, M. J.-Adéland Godbout, professeur d'agriculture à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de L'Islet à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Élisée Thériault, démissionnaire.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930.

*A Monsieur l'Orateur**de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le douze septembre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. J.-Emile Beaudoin, notaire et officier-rapporteur résidant à Scotstown, l'honorable M. Andrew-Ross McMaster, avocat à Westmount, a été ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Compton à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Jacob Nicol, nommé membre du Conseil législatif de Québec.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930.

*A Monsieur l'Orateur**de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze octobre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. Alfred Guèvremont, régis-

trateur et officier-rapporteur résidant à Sorel, M. Joseph-Célestin-Avila Turcotte, comptable à Sorel, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Richelieu à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, qui a accepté une charge salariée de la Couronne.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trente octobre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. J.-O.-E. Forest, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Sainte-Julienne, l'honorable M. Joseph-Léonide Perron, avocat à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montcalm à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Joseph-Ferdinand Daniel, qui a accepté un siège au Conseil législatif de Québec.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-huit novembre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. Philippe Angers, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Beauceville, M. Joseph-Edouard Fortin, avocat et journaliste à Beauceville, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu

député du collège électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Hugues Fortier, qui a accepté une charge à laquelle est attaché un traitement annuel venant de la province de Québec.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

M. J.-Adélard Godbout, député du collège électoral de L'Islet, l'honorable M. Andrew-Ross McMaster, député du collège électoral de Compton, M. Jos.-Célestin-Avila Turcotte, député du collège électoral de Richelieu, l'honorable M. Joseph-Léonide Perron, député du collège électoral de Montcalm, M. Joseph-Édouard Fortin, député du collège électoral de Beauce, ayant respectivement prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, sont présentés et prennent séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office" est présenté et lu une première fois.

Puis, M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En présidant pour la première fois l'ouverture de la Législature et avant de vous inviter à commencer vos travaux, je désire vous offrir, ainsi qu'à vos familles, mes meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année. Puisse la Providence vous combler de ses bienfaits et continuer à se montrer généreuse envers notre province.

Nous avons lieu d'être reconnaissants pour l'année qui vient de s'écouler. Une abondante récolte a couronné les efforts de nos cultivateurs. Pendant la saison active, nos ouvriers ont trouvé un travail abondant et rémunérateur. Les touristes ont envahi notre province en plus grand nombre que jamais, grâce à nos bonnes routes et à l'amélioration de notre hôtellerie. Au cours du dernier exercice financier, les recettes ont atteint un chiffre sans précédent, qui a permis à mon gouvernement de multiplier ses octrois à l'assistance publique, à l'hygiène, à l'instruction publique, à l'agriculture, à la voirie et à la colonisation.

Rien n'atteste mieux le prodigieux développement de notre province, sa prospérité et sa richesse, que l'accroissement de ses revenus sans augmentation d'impôts.

Cette marche ascendante fait nécessairement surgir de nouveaux problèmes, et crée des besoins auxquels mon gouvernement doit faire face. La province n'est réfractaire à aucun progrès. Elle est prête à toutes les initiatives, en restant cependant dans les bornes que lui dictent la prudence et ses moyens financiers.

L'agriculture et la colonisation étant la base de notre prospérité, mon gouvernement croit qu'il est nécessaire d'augmenter le nombre de nos comtés agricoles. Plusieurs circonscriptions électorales actuelles sont trop étendues pour qu'un député puisse donner à ceux qui les habitent l'attention voulue.

En vue de mieux protéger l'épargne populaire, mon gouvernement vous demandera de remettre à l'étude le projet de loi qui vous a été soumis l'année dernière relativement à la vente des actions et obligations de certaines compagnies.

Les dispositions de nos lois qui règlent les droits auxquelles sont assujetties les successions demandent à être révisées. Vous aurez à étudier un projet de loi visant à diminuer les impôts sur les successions modestes, à favoriser les familles nombreuses et à exempter de tout impôt les legs destinés à certains hôpitaux.

Après avoir pris à sa charge tout l'entretien des grandes routes de la province et avoir ainsi soulagé les contribuables d'un fardeau parfois très lourd, mon gouvernement désire faire encore davantage. Il se propose d'assumer maintenant à ses frais l'entretien des ponts situés sur ces grandes routes.

Plusieurs problèmes sociaux d'une grande importance sont à l'ordre du jour. Dans les autres provinces et à l'étranger, on a tenté, avec plus ou moins de succès, d'en résoudre quelques-uns. Mon gouvernement n'entend pas se soustraire à son devoir. Il a l'intention de vous soumettre un projet de loi créant une commission composée d'économistes pour étudier les divers systèmes d'assurance sociale, de placement familial, de pension de vieillesse, et certains autres problèmes sociaux de cet ordre. Il croit qu'une étude complète de ces différentes questions, faite à la lumière de l'expérience acquise ailleurs, nous vaudra une solution satisfaisante.

Mon gouvernement se propose de faire immédiatement l'essai du système Grancher, qui réussit fort bien en France, pour le placement des enfants débiles et menacés de contagion. Il fera également un vigoureux effort pour prendre soin des personnes âgées et des enfants indigents.

Diverses autres mesures vous seront soumises, dont les unes sont destinées à protéger et répandre l'élevage du renard et des animaux à fourrure, et dont les autres visent à fournir des octrois additionnels à nos écoles d'agriculture, à encourager nos petites industries domestiques, tout particulièrement la mise en conserve des fruits et légumes, et à favoriser l'agriculture en général.

On vous demandera également de légiférer pour assurer une coopération plus étroite entre les cultivateurs, mon gouvernement étant convaincu que le succès de l'agriculture dépend d'une telle coopération.

Messieurs de l'Assemblée législative,

L'étude des comptes publics vous démontrera l'état florissant de nos finances. L'excédant budgétaire du dernier exercice, dont partie a été appliquée au rachat de notre dette provinciale, est un des plus considérables que nous ayons enregistrés. Nos revenus n'ont jamais atteint un chiffre aussi élevé depuis la Confédération. Obtenus sans surcroît d'impôts, ils sont un indice manifeste des progrès que notre province a réalisés.

Il vous incombera de voter les crédits nécessaires à l'administration pour le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses questions d'intérêt général. Je prie Dieu de vous éclairer et de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de sa Majesté le Roi.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir :

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la bibliothèque de la législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés, qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Ordonné que les honorables MM. Taschereau, Mercier et McMaster, MM. Blain, Bullock, Côté, Delisle, Houde, Pilon, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur, lequel message est lu par M. l'Orateur, comme suit:

H.-G. CARROLL.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 7 janvier 1930.

(*Document de la session No 3*).

L'honorable M. Galipeault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du Ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1929.
(*Document de la session No 5*).

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Ministère de la voirie et du bureau des mines pour l'année finissant le 30 juin 1929. (*Document de la session No 6*).

L'honorable M. Perron dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Ministre de l'agriculture de la province de Québec, 1928-29. (*Document de la session No 4*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 8 JANVIER 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente au nom de ce comité, le premier rapport suivant:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité des règlements:

Les honorables MM. Dillon, Lapierre, Leduc; MM. Authier, Bédard, Bullock, Cantin, Delisle, Duplessis, Pilon, Rochette, Roy, Samson, Sauvé.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Leduc, Mercier, McMaster, Moreau, Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Blain, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Francœur, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Oliver, Papineau, Paquet, Phaneuf, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Renaud, Rochette, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Leduc, McMaster, Mercier, Moreau, Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufour, Farand, Francœur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Godbout, Houde, Lafleur, Lahaie, Laperrière, Lamoureux, Lemieux (Gaspé), Lortie, Marchand, Oliver, Paquet, Phaneuf, Piché, Pilon, Reed, Renaud, Roy, Sauvé, Savoie, Smart, Tremblay, Turcotte.

Comité des comptes publics:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, McMaster, Mercier, Moreau, Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Blain, Bullock, Casgrain, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Godbout, Grant, Gault, Guertin, Houde, Lafleur, Marchand, McDonald, Papineau, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité des bills publics en général:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, McMaster, Mercier, Perrault, Perron; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Blain, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Cohen, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Fortin, Francœur, Gault, Gauthier, Lemieux (Wolfe), Moreault (Rimouski), Papineau, Plante, Poulin, Rochette, Smart, Vautrin.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Les honorables MM. Moreau, Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Duplessis, Farand, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant,

Guertin, Houde, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Messier, Oliver, Phaneuf, Piché, Pilon, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie.

Comité des industries et du commerce:

Les honorables MM. Lapierre, Leduc, Moreau, Ouellet; MM. Bailargeon, Bastien, Bissonnet, Bullock, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duplessis, Frigon, Gault, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Roy, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, McMaster, Mercier, Perrault; MM. Bercovitch, Blain, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Houde, Sauvé, Tremblay.

Comité du code municipal:

Les honorables MM. Taschereau, David, Moreau, Ouellet, Perrault; MM. Bédard, Bergeron, Blain, Bullock, Caron, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Frigon, Gauthier, Godbout, Lamoureux, Oliver, Papineau, Renaud, Rochette, Samson, Sauvé, Thurber, Turcotte.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur, lequel message est lu par M. l'Orateur, comme suit:

H.-G. CARROLL.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 7 janvier 1930.

(Document de la session No 8).

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre: Rapport du Ministre des affaires municipales de la province de Québec, 1928-29.

(Document de la session No 12.)

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, 1928-29. (*Document de la session No 15*).

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, 1928-29. (*Document de la session No 17*).

État financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929. (*Document de la session No 16*).

Rapport du Directeur de l'Assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1929. (*Document de la session No 13*).

Rapport annuel du Dr A.-H. Desloges, directeur médical des Hôpitaux d'Aliénés, des Écoles de Réformes et d'Industries pour l'année 1928. (*Document de la session No 11*).

Rapport annuel du Dr C.-S. Roy, Surintendant médical de l'Hôpital Saint-Michel-Archange, pour l'année 1928. (*Document de la session No 9*).

Rapport annuel du Dr F.-E. Devlin, Surintendant Médical de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, pour l'année 1928. (*Document de la session No 10*).

Rapport de l'Archiviste de la province de Québec pour 1928-1929. (*Document de la session No 19*).

L'honorable M. Laferté dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du Ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1929. (*Document de la session No 18*).

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

État des cautionnements fournis par des employés publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 9 janvier 1929 au 7 janvier 1930. (*Document de la session No 7*).

M. Godbout propose, secondé par M. McDonald, que l'Adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. Sauvé, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 mars 1929, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1926 inclusivement concernant la fabrication du cidre de pomme.
(*Document de la session No 20*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 6 mars 1929, pour copie de toute correspondance, lettres, contrats, etc., depuis 1926, entre le ministère de la Colonisation et toute personne relativement à un chemin entre St-Paul du Buton et St-Fabien de Panet, ainsi qu'à une soumission des citoyens de Bellechasse.
(*Document de la session No 21*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 mars 1929, pour copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., depuis 1926, entre le gouvernement et toutes personnes au sujet d'octrois pour un chemin dans le rang du Chicot, paroisse de Saint-Eustache.
(*Document de la session No 22*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 mars 1929, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1925, relativement à la culture et à l'industrie du lin.
(*Document de la session No 23*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mars 1929, pour copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., depuis 1927, entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou les médecins vétérinaires à son emploi, entre autres le docteur J.-S. Jasmin, de la cité de Montréal, relativement à la tuberculose chez les animaux et à l'épreuve de la tuberculine.
(*Document de la session No 24*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 mars 1929, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1925 inclusivement, au sujet des mauvaises herbes dans la province de Québec.
(*Document de la session No 25*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 9 JANVIER 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De M. J.-Arthur Gadoury, demandant l'adoption d'une loi décla-

rant valide un acte de vente par Albert Lamarche *et al.*, à J.-Arthur Gadoury.—M. Bastien.

De “Les Pères Eudistes de la province de Québec”, demandant l’adoption d’une loi modifiant leur charte.—M. Bédard.

De MM. Joseph Dinovitzer et autres, demandant l’adoption d’une loi les constituant en corporation sous le nom de “Congregation Bnai Israel”.—M. Bercovitch.

De M. Cedric Hands, demandant l’adoption d’une loi autorisant le Barreau à l’admettre à l’étude de la profession d’avocat, sans examen.—M. Bercovitch.

De MM. Robert P. Jellett et autres, demandant l’adoption d’une loi les constituant en corporation sous le nom de “The Pension Fund Society of the Royal Trust Company”.—M. Bercovitch.

De M. Willie Fredette, demandant l’adoption d’une loi autorisant la vente d’un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.—M. Bouthillier.

Du Bureau des Commissaires d’Ecoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l’adoption d’une loi modifiant les lois le concernant.—M. Cantin.

De la ville de Bagotville, demandant l’adoption d’une loi établissant la limite est de la ville.—M. Delisle.

De “University Club of Montreal”, demandant l’adoption d’une loi amendant sa charte.—M. Marchand.

De M. Paul Allard, demandant l’adoption d’une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l’admettre à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire.—M. Marchand.

De MM. Israel Dupré et autres, demandant l’adoption d’une loi confirmant la nomination des exécuteurs testamentaires de la succession de feu J.-Arthur Villeneuve, ratifiant certains actes et pour autres fins.—M. Plante.

De la “Commission Métropolitaine de Montréal”, demandant l’adoption d’une loi modifiant la loi la constituant en corporation.—M. Plante.

De M. Joseph Allard, demandant l’adoption d’une loi ratifiant un acte de vente à lui consenti par les protonotaires du district de Montcalm concernant certains lots de la paroisse Saint-Nicolas.—M. Roy.

De Dames Claudia Beaulieu et autres, demandant l’adoption d’une loi les constituant en corporation sous le nom de “Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis”.—M. Roy.

De "The Montreal Protestant Central School Board", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Smart.

Des Révérends Joseph Douglas Williams et autres, représentant la "Christian Missionary Alliance in Canada", demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Christian Missionary Alliance in Quebec".—M. Smart.

Des Révérends John Martin Jensen et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church in Quebec".—M. Smart.

De M. Frederick Gerald Abraham, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille et celui d'autres personnes portant le nom d'Abraham en celui de Charters.—M. Vautrin.

De la Commission des Ecoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Vautrin.

De "Anglo Canadian Insurance Corporation, Limited", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui donnant certains pouvoirs.—M. Vautrin.

De "L'Association d'assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Vautrin.

De "La Prévoyance", demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation.—M. Vautrin.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Mercier, du comité des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande de réduire le quorum à sept.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Galipeault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi l'honorable M. Galipeault pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Perron, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi l'honorable M. Perron pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Roy, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi M. Roy pour son président et il recommande de réduire le quorum à quatre.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport:

M. Bercovitch, du comité des Comptes Publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et il recommande de réduire le quorum à dix.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Côté, du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi M. Côté pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Laferté fasse partie du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, du comité du Code municipal, du comité des bills privés en général, du comité des bills publics en général et du comité des privilèges et élections.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Annuaire Statistique de Québec, 1929.

(Document de la session No 27).

Statistiques de l'Enseignement, pour l'année scolaire 1928-29.

(Document de la session No 28).

Statistiques des Établissements pénitentiaires (prisons, écoles de réforme et écoles d'industrie), pour l'année 1928.

(Document de la session No 14).

Liste des municipalités scolaires des Écoles et du personnel enseignant, 1929.

(Document de la session No 26).

Rapport des Fiefs et Seigneuries. (Document de la session No 29).

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, dépose les documents suivants sur le bureau de la Chambre:

État des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

(Document de la session No 2).

ÉTAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'art. 10, chap. 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du parlement, préparé par l'Auditeur de la province.

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1.—DIVERS SERVICES :—			
<i>Législation :</i>			
Assemblée législative—Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature.	35,000.00	35,000.00	
<i>Administration de la justice.</i>	115,000.00	115,000.00	
<i>Département du Secrétaire provincial :—</i>			
(Instruction publique.)			
Écoles normales.	8,000.00	8,000.00	
Encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense.	10,000.00	10,000.00	
Pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français dans les académies protestantes.	2,600.00	2,600.00	
Octroi à la municipalité scolaire de St-Juste-de-la-Bretonnière, Montmagny.	3,000.00	3,000.00	
Écoles du soir et écoles de coupe.	10,000.00	5,531.51	4,468.49
<i>Asiles d'aliénés.</i>	180,000.00	180,000.00	
<i>Écoles de réforme et d'industrie.</i>	100,000.00	92,443.93	7,556.07

ÉTAT des mandats spéciaux, etc.—*Suite.*

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant		Dépensé		Non dépensé	
	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
<i>Travaux publics et Travail :—</i>						
Entretien de certains édifices publics	17,000.00		17,000.00			
Inspections, explorations, etc.	1,500.00		1,500.00			
Bureaux du gouvernement, Montréal—entretien	8,500.00		8,500.00			
Ponts-routes	200,000.00		200,000.00			
(Imputable au fonds des bâtisses et des jurés.)						
Palais de justice et prisons: entretien et réparations	22,000.00		22,000.00			
(Travail.)						
Loi des établissements industriels	13,000.00		13,000.00			
<i>Agriculture :—</i>						
Encouragement à l'agriculture en général	92,000.00		92,000.00			
Société d'agriculture	15,000.00		15,000.00			
Médecine vétérinaire	12,000.00		12,000.00			
Journal d'agriculture	4,000.00		4,000.00			
École de laiterie de la province de Québec, St-Hyacinthe	2,000.00		2,000.00			
Écoles d'agriculture	34,000.00		34,000.00			
Économie domestique	11,000.00		11,000.00			
Horticulture	25,000.00		25,000.00			
Aviculture	5,000.00		5,000.00			
<i>Terres et Forêts :—</i>						
Protection des forêts	20,000.00		20,000.00			
Service d'hydroplans	25,000.00		25,000.00			
Service forestier et inspection des terres	23,000.00		23,000.00			
Dépenses générales	861.35		861.35			
<i>Colonisation et Pêcheries :—</i>						
Chemins de colonisation et aide à la colonisation	200,000.00		200,000.00			
<i>Charges sur le revenu :—</i>						
Régistrateurs: traitements et dépenses contingentes	9,900.00		9,900.00			
Imprimeur du Roi: "Gazette officielle de Québec"	3,000.00		3,000.00			
<i>Services divers :—</i>						
Funérailles de Sir Lomer Gouin, ancien Lieutenant-Gouverneur de la province (O. C. 1250, 20 juin 1929).	5,752.26		5,752.26			
2.—SERVICES DIVERS :—						
Contribution pour venir en aide aux victimes de l'inondation dans les districts du Lac Saint-Jean (O. C. 2417, 22 novembre 1929.)	10,278.00		10,278.00			

ÉTAT des mandats spéciaux, etc.—*Suite.*

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
3.— <i>Palais de justice et prison, Roberval :—</i>			
Balance du prix de vente de la propriété, 2 Geo. V, chap. 6 (O. C. 2603, 13 décembre 1929.)	16,875. 00	16,875. 00	
4.— <i>TRAVAUX PUBLICS ET TRAVAIL :—</i>			
Taxe d'eau sur les édifices parlementaires..... (O. C. 2604, 13 décembre 1929.)	562. 50	562. 50	
	1,240,829. 11	1,228,804. 55	12,024. 56

Département du Trésor,

EDGAR VÉZINA,

Bureau de l'Auditeur.

Auditeur de la province.

Québec, 9 janvier 1930.

(Document de la session No 30).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 8 janvier courant :

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

*A Son Honneur**Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 14 JANVIER 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De M. Gédéon Fredette et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certains biens.—M. Bouthillier.

De M. Louis Marvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey".—M. Cohen.

De M. Saul Meyer Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey".—M. Cohen.

De M. Joseph Alvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey".—M. Cohen.

De M. Victor Capelovitch, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille de "Capelovitch" en celui de "Cape".—M. Cohen.

De M. Maurice Hartt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre comme l'un de ses membres immédiatement après la passation de l'examen à la pratique du droit.—M. Cohen.

De "The Quebec & Western Railway Company" demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Drouin.

De La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Drouin.

De M. Joseph Goldberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine après examen.—M. Drouin.

De "The James MacLaren Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant et approuvant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson, dans le comté de Papineau, et ratifiant et approuvant une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges de Masson.—M. Lahaie.

De la Ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Marchand.

De "La Cité de Lachine", demandant l'adoption d'une loi validant une vente d'immeuble par ladite cité à la "Dominion Bridge Company, Limited".—M. Marchand.

De Dame Régina Gougeon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite Dame Régina Gougeon, es-qualité de grevée de substitution de feu Maurice Gougeon, à faire un emprunt et à changer ou vendre les biens substitués.—M. Marchand.

De M. François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.—M. Marchand.

De M. Adélard Lépine et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Association des Directeurs de Funérailles de la province de Québec".—M. Plante.

De La Congrégation du Très Saint-Rédempteur, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Rochette.

De M. J.-N. Cabana et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Montreal Mutual Insurance Company".—M. Vautrin.

De "Shawinigan Water and Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Grant.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi concernant la Cour juvénile et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la nomination des constables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux registres tenus par les juges de paix".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des coroners".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des timbres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi des palais de justice et prisons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

"A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Phaneuf, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 15 JANVIER 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De "Montreal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Cohen.

De la corporation de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Crépeau.

De la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Delisle.

De la compagnie "Les Rentiers de l'Avenir", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Drouin.

De la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un arrangement, entre ladite cité et diverses compagnies.—M. Frigon.

De la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Frigon.

De la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un règlement.—M. Grant.

De la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, définissant son territoire et ratifiant un règlement d'emprunt.—M. Grant.

De Robert Oliver Sweezey et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Beauharnois Railway Company".—M. Papineau.

De M. Adrien Lepage et autres, demandant l'adoption d'une loi leur accordant une pension payable par la cité de Montréal et pour autres fins.—M. Plante.

De la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, déterminant l'évaluation des terres en culture, et validant certaines ventes de terrain.—M. Marchand.

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Roy.

De M. Stewart Alton Robinson, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire.—M. Thurber.

De Dame Marie-Louise Evelina Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.—M. Thurber.

De Lia St-Denis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Blanche St-Denis.—M. Thurber.

De Dame Honorine Melançon, épouse de J.-Edouard Parent, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble No 231 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme.—M. Vautrin.

Des "Syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque", demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt.—M. Grant.

De la corporation du comté de Hull, demandant l'adoption d'une loi légalisant les travaux faits au "Pont Alonzo Wright", et les autorisant à faire un emprunt.—M. Guertin.

De "Les Prévoyants du Canada", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Drouin.

De "Beauharnois Light, Heat & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Papineau.

M. Roy, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "Les Pères Eudistes de la province de Québec", demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

De MM. Joseph Dinovitzer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Bnai Israel".

De Cedric Hands, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

De Willie Fredette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.

Du Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant.

De la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi établissant la limite est de la ville.

De "University Club of Montreal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la "Commission Métropolitaine de Montréal", demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.

De "The Montreal Protestant Central School Board", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De M. Frederick Gerald Abraham, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille et celui d'autres personnes portant le nom d'Abraham en celui de Charters.

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De l'Association d'assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De "La Prévoyance", demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation.

De M. Victor Capelovitch, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille "Capelovitch" en celui de Cape.

De "The Quebec & Western Railway Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De M. Joseph Goldberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen.

De MM. Robert P. Jellett et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Pension Fund Society of the Royal Trust Company".

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Pension Fund Society of the Royal Trust Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Bnai Israel".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bouthillier ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 138) intitulé: "Loi concernant le Bureau Central des écoles protestantes de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, de "Abraham" en celui de "Charters".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cantin ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

En conséquence il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Pères Eudistes de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi concernant "University Club of Montreal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre:
Rapport de la Commission des Services publics pour l'année finissant le 30 juin 1929. (*Document de la session No 31*).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 2) intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 16 JANVIER 1930

Prière. .

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratiifiant le règlement No 187, nouvelle série, de ladite ville et accordant une évaluation fixe à la "Dominion Rubber Company, Limited".—M. Vautrin.

Des "Syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos", demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant un acte de cotisation, et les autorisant à tenir compte de certains démembrements dans leurs révisions à venir.—M. Authier.

De L'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Côté.

De la Ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Delisle.

De M. Eugène Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.—M. Plante.

M. Roy, du comité des Règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De MM. Israel Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi confirmant la nomination des exécuteurs testamentaires de la succession de feu J.-Arthur Villeneuve, ratifiant certains actes et pour autres fins.

De la Ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi validant une vente d'immeuble par ladite cité à la "Dominion Bridge Company, Limited".

De Dame Régina Gougeon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite Dame Régina Gougeon, es-qualité de grevée de substitution de feu Maurice Gougeon, à faire un emprunt et à échanger ou vendre les biens substitués.

De la Congrégation du Très Saint-Rédempteur, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De "Montreal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Dame Marie-Louise Evéline Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

De "Shawinigan Water & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

M. Bullock, du Comité des Industries, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande de réduire le quorum à six.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No (126) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Jos.-Arthur Villeneuve.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de "La Congrégation du Très Saint-Rédempteur".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Frigon ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water & Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de Maurice Gougeon".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Lasalle".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Montreal Trust Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie le mercredi, 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sept heures et demie.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill 134.—Loi constituant en corporation "The Pension Fund Society of The Royal Trust Company".

Bill 78.—Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.

Bill 138.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Bill 128.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill 76.—Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Bill 77.—Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Bill 80.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 84.—Loi constituant en corporation la "Congregation Bnai Israel".

Bill 75.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Bill 86.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Bill 79.—Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.

Bill 82.—Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville.

Bill 93.—Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham en celui de Charters.

Bill 83.—Loi modifiant la charte de "les Pères Eudistes de la province de Québec".

Bill 117.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens.

Bill 102.—Loi concernant "University Club of Montreal".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

La Chambre continue le débat sur la motion, qui était en discussion à six heures du soir, ce jour,

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Duplessis, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Galipeault dépose sur la table de la Chambre:

Rapports des Compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, pour l'année finissant le 31 décembre 1928, en conformité de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 32).

Etats, rapports et statistiques des Compagnies de chemins de fer jusqu'au 31 décembre, 1928, en conformité de l'article 187, chapitre 230 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 33).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 17 JANVIER 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De L'Abbé G.-E. Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil".—M. Drouin.

De "St. Francis Valley Railway Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Laperrière.

De la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Marchand.

De la Municipalité du Comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.—M. Poulin.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Power.

De L'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Vautrin.

De la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Vautrin.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général :

Bill 126.—Loi concernant la succession de feu Jos.-Arthur Ville-neuve.

Bill 91.—Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water & Power Company".

Bill 110.—Loi concernant la succession de Maurice Gougeon.

Bill 96.—Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited".

Bill 81.—Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Bill 90.—Loi modifiant la charte de "Montreal Trust Company".

Les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général :

Bill 105.—Loi modifiant la charte de "la Congrégation du Très Saint-Rédempteur".

Bill 104.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 21 JANVIER 1930

Prière.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier, valider et confirmer une certaine vente, et que cette pétition soit reçue à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 8 janvier, 1930.

Résolu qu'un comité composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Pérodeau, Power et Simard soit nommé pour assister l'Orateur dans la direction de la bibliothèque de la législature en autant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et aussi pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité mixte de la bibliothèque.

Ordonné que ladite résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que les honorables MM. Taschereau, Mercier, Galipeault, Dillon, Ouellet et McMaster; MM. Bédard, Bernard, Blain, Bullock, Côté, Crépeau, Gault, Houde, Oliver, Roy, Thurber et Vautrin soient

nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

Ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David, Dillon et McMaster, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Houde, Saurette, Savoie et Smart, représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 8 janvier courant :

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 22 JANVIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 80.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Avec amendements:

Bill 76.—Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Bill 138.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bill suivants:

Bill 75.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Bill 93.—Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters.

Bill 117.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens.

Bill 102.—Loi concernant "University Club of Montreal".

Et avec amendements les bills suivants:

Bill 83.—Loi modifiant la charte de "Les Pères Eudistes de la province de Québec".

Bill 79.—Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.

M. Roy, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. Joseph Allard, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consenti par les protonotaires du district de Montcalm concernant certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas.

Des Révérends Joseph Douglas Williams et autres, représentant la "Christian Missionary Alliance in Canada", demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Christian Missionary Alliance in Quebec".

Des Révérends John Martin Jensen et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church in Quebec".

De la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un règlement.

De M. Adrien Lepage et autres, demandant l'adoption d'une loi leur accordant une pension payable par la cité de Montréal et pour autres fins.

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De "Les Prévoyants du Canada", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la municipalité du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.

De "Les Syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque", demandant l'adoption d'une loi des autorisant à faire un emprunt.

De la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la compagnie "Les Rentiers de l'Avenir", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un arrangement, entre ladite cité et diverses compagnies.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi constituant en corporation "Christian and Missionary Alliance in Quebec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans la dite paroisse."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Lévis."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Frigon ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables, qui ont payé des ruelles à leurs frais."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Bernard, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Quebec Labrador Railway, Company" demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit reçue à la présente séance.

En conséquence, la dite pétition est présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1929.

(Document de la session No 34).

L'honorable M. Laferté, dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, sur le rapatriement dans la province de Québec, pendant les années 1928 et 1929.

(Document de la session No 35).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la loi du barreau."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qui lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

M. Renaud propose par voie d'amendement, secondé par M. Crépeau:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Néanmoins, tout en constatant que le gouvernement paraît vouloir adopter, partiellement et tardivement, la politique de l'Opposition con-

cernant la diminution des impôts sur les successions modestes et l'encouragement aux industries connexes à l'agriculture, nous croyons devoir exprimer de respectueux regrets que le discours du Trône ne reconnaisse pas la nécessité immédiate d'une législation sociale appropriée aux besoins actuels;

Que nul projet n'y soit annoncé pour procurer du travail au grand nombre d'ouvriers qui chôment;

Que rien d'efficace n'ait été accompli pour la mise en valeur de nos ressources naturelles au profit comme à l'avantage de nos populations rurales et urbaines''.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Houde,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—10.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bernard,
Bouthillier,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Frigon,
Gagnon,
Galipeault,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lamoureux,*

*Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
McMaster,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Oliver,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Perron,
Plante,
Poulin,
Power,
Reed,
Rochette,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Turcotte,
Vautrin.—55.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix la Chambre l'adopte.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 22 janvier 1930.

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil législatif durant la présente session et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Martin, Miles, Pérodeau, Roberge et Turgeon, soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans le dit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que M. Irénée Vautrin, député du collège électoral de Montréal-Saint-Jacques, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 23 JANVIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 175.—Loi modifiant la loi du Barreau.

Bill 90.—Loi modifiant la charte de "Montreal Trust Company".

Bill 91.—Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

M. Roy, du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. J.-N. Cabana et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Montreal Mutual Insurance Company".

De l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Dame Claudia Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie-de-Lévis".

De la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De M. François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

De l'Abbé G.-E. Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil".

De Raymond Masson et autres, exécuteurs testamentaires des biens de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, demandant l'adoption d'une loi ratifiant, validant et confirmant une vente consentie par Georges-Edouard Masson à la Banque Royale, le 21 avril 1920, devant Victor Morin, notaire.

De "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui donnant certains pouvoirs.

De M. Eusèbe Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Votre comité recommande de prolonger au 27 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 13 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement les droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chamhre adopte ledit rapport.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 105.—Loi modifiant la charte de “la Congrégation du Très Saint-Rédempteur”.

Votre comité recommande de prolonger au 27 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 13 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: “Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: “Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: “Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 139) intitulé: “Loi modifiant la charte de la Société St-Jean-Baptiste de Québec”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 135) intitulé: “Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: “Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 132) intitulé: “Loi constituant en corporation “The Montreal Mutual Insurance Company”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de Les Rentiers de l'Avenir".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No. 109) intitulé: "Loi concernant la "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Œuvre de Notre-Dame du Bon-Conseil, à Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: 1. Quels sont les noms et adresses des inspecteurs nommés par les corporations municipales en vertu du règlement 3 de l'Arrêté-en-Conseil conforme à l'article 7 de la "Loi des mauvaises herbes"; 2. Combien de plaintes relatives à la non-exécution des prescriptions de ladite loi des mauvaises herbes, ont été faites depuis 1927.

L'honorable M. Perron dépose sur le bureau de la chambre:

Réponse à un ordre de cette chambre en date de ce jour, pour:

Etat indiquant: 1. Quels sont les noms et adresses des inspecteurs nommés par les corporations municipales en vertu du règlement 3 de l'Arrêté-en-Conseil conforme à l'article 7 de la "Loi des mauvaises herbes"; 2. Combien de plaintes relatives à la non-exécution des prescriptions de ladite loi des mauvaises herbes, ont été faites depuis 1927.

(*Document de la Session No 36*).

Question par M. Sauvé.—1. Quelle a été la production du beurre dans la province de Québec: *a.* en 1929; *b.* en 1928; *c.* en 1927?

2. Combien de livres de beurre de la Nouvelle-Zélande la province de Québec a-t-elle achetées: *a.* en 1928; *b.* en 1927?

3. Combien de livres de beurre de l'Australie, la province a-t-elle achetées: *a.* en 1928; *b.* en 1927?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* Un état préliminaire sera publié vers le 15 février prochain;
- b.* 52,526,248 livres; *c.* 55,098,768 livres.
2. *a.* et *b.* Ces chiffres, colligés et publiés par le gouvernement fédéral ne sont pas donnés par provinces pour les années du calendrier.
3. *a.* et *b.* Ces chiffres, colligés et publiés par le gouvernement fédéral, ne sont pas donnés par provinces pour les années du calendrier.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de fermes dans la province ont été vendues par l'entremise du ministère de l'Agriculture en 1929?

2. Combien ont été mises en vente par l'entremise du ministère?

3. Combien: *a.* dans les vieilles paroisses; *b.* dans les régions dites de colonisation?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. 2 et 3. Le ministère de l'Agriculture a mis un grand nombre de propriétaires de fermes en communication avec des acheteurs possibles, mais il n'a pas de statistiques sur le nombre des fermes qui ont été vendues par son entremise.

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province:

H.-G. CARROLL,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1931, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 23 janvier 1930.

(Document de la Session No. 1.)

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par M. Laferté, il est—

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. McMaster propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Duplessis, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance".

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi concernant "University Club of Montreal"

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la charte de "les Pères Eudistes de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape".

En conséquence la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church".

Bill (No 124) intitulé: "Loi constituant en corporation "Christian and Missionary Alliance in Quebec".

Bill (No 98) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Lévis."

Bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont".

Bill (No 112) intitulé: "Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval".

Bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque".

Bill (No 97) intitulé: "Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, dans ladite paroisse".

Bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis".

Bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville".

Bill (No 129) intitulé: "Loi déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Su la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 24 JANVIER 1930

Onze heures du matin.

Le Greffier de la Chambre annonce que M. l'Orateur est absent, et l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Roy, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. Gédéon Fredette et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certains biens.

De Robert Sweezey et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Beauharnois Railway Company".

De "Beauharnois Light, Heat & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, définissant son territoire et ratifiant un règlement d'emprunt.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue la municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bouthillier ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé "Loi autorisant Gédéon Fredette *et al.*, à vendre certains biens substitués".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Papineau ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Papineau ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 131) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont payé des ruelles à leurs frais.

Bill (No 127) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle."

Bill (No 111) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal".

Bill (No 122) "Loi modifiant le charte des Prévoyants du Canada".

Bill (No 109) intitulé: "Loi concernant la "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 101) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis".

Bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste-de Québec."

Bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec."

Bill (No 106), intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", à Québec."

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 28 JANVIER 1930

Prière.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Last Post Fund" demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet de posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 76.—Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Avec amendements:

Bill 94.—Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis.

Bill 96.—Loi validant une vente d'immeubles par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 98.—Loi refondant la charte de la cité de Lévis.

M. Roy, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. J. Gadoury, demandant l'adoption d'une loi déclarant valide un acte de vente par Albert Lamarche *et al.*, à J.-Arthur Gadoury.

De M. Paul Allard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.

De "The James MacLaren Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant et approuvant le règlement No 54 de la municipalité du village Masson dans le comté de Papineau, et ratifiant, et approuvant une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges de Masson.

De Lia St-Denis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Blanche St-Denis.

Ordonné que M. Bastien ait la permission de présenter un bill (No 145) intitulé: "Loi validant un acte de vente consenti par J.-Arthur Gadoury."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lahaie ait la permission de présenter un bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges de Masson, en date du 29 décembre 1929."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Blanche Céline St-Denis."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du code municipal concernant l'aide aux établissements de charité."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Gault.—1. Combien a-t-il été dépensé à date sur la route commençant dans le voisinage de Laprairie et s'étendant jusqu'au nouveau pont sur la rive sud?

2. Quels sont les noms des propriétaires riverains dont les propriétés ont été acquises pour la confection de cette route?

3. Quel montant a été payé à chaque propriétaire?

4. A combien s'élèvent les montants payés aux propriétaires riverains par pied ou par arpent?

5. Quelle est l'estimation du prix total de cette route?

6. Vers quelle date croit-on qu'elle sera complétée?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$560,483.02.

2., 3. et 4.—

<i>Propriétaires:</i>	<i>Montant payé:</i>	<i>Prix l'arpent ou le pied:</i>
Alfred Lamarre,	\$ 1,000.00	Prix global.
The Suburban Land Company,	6,395.60	\$0.10 le pd et \$200. l'arp.
J.-B. Boucher,	3,624.60	\$200.00 l'arpent.
Alex. Brossard,	24.00	" "
Henri Moquin,	74.00	" "
Noé Ste-Marie,	49.80	" "
J.-W. Goyette,	396.00	" "
Hormidas Dumontet,	74.40	" "
Roch Despatis,	118.40	" "
Alexandre Perron,	28.00	" "
Alphonse et Armand Surprenant,	246.80	" "
Henri Brossard,	1,200.00	" "
Joseph et Alfred Surprenant,	335.20	" "
Auguste Beauvais,	4,436.40	2.35 arpents à \$300.0 l'arp. et 17.907 arp à \$200.00 l'arpent.

Hector Brassard,	343.00	\$200.00 l'arpent
J.-Clovis Brossard,	35.40	" "
Jos. Boyer,	287.00	" "
Louis Gravel,	858.00	" "
Succession N.-G. Valiquette,	332.80	" "
Ernest Perras,	561.80	" "
Alphonse Moquin,	95.60	\$200.00 l'arpent.
Succession Navert,	152.80	" "
Napoléon et Henri Bourassa,	602.00	" "
Emile Perras,	2.80	" "
A.-L. Caron,	313.60	" "
Georges Rémillard,	98.80	" "
Aimé Brossard,		Echange de terrains.
Ernest Brossard,	652.00	\$200.00 l'arpent.
Mme A. McAvity,	780.00	" "
Holmes & Minogue,	3,315.00	\$500.00 l'arpent.
J.-D. Bérard,	1,166.40	0.08 le pied.
John Saunderson,	100.00	Prix global.
Dr R. W. Edmison,	504.00	0.10 le pied.
Moïse Gauthier,	424.62	0.07 "
Dovina-E. Joyal,	680.40	" "
Peter McManus,	160.16	" "
St. Lambert Realty Company,	5,041.20	\$600.00 l'arpent.
Miss Margaret F. Edgar,	127.50	0.06 le pied.
Mme McKay,	5,425.00	\$500.00 l'arpent.
P. Colpron,	157.50	0.07 le pied.
Louis Poitras,	5,000.00	Prix global.
Aimé Geoffrion,	10,988.65	\$600.00 l'arpent.
Emile Géolier,	945.00	0.07 le pied.
J. Groholsky,	2,700.00	Prix global.
Paul-E. Thibault,	875.70	0.07 le pied.
Succession Hon. R. MacKay,	1,985.00	\$500.00 l'arpent.
Charles Mitchell,	238.91	0.07 le pied.
Wm J. Murray,	720.51	0.07 le pied.
Mme Vve Omer Lécuyer,	625.00	0.08 le pied.
James Slater,	8,000.00	Prix global.
R. E. Lording,	1,664.80	0.20 le pied.
Mme Bouthillier,	442.00	" "
Succession Paugman,	63.20	" "
5. \$1,954,580.04.		
6. Vers le premier novembre 1930.		

Question par M. Guertin.—1. Quelles sont les routes ou parties de routes entretenues par le gouvernement pour la circulation des véhicules moteurs durant la présente session ?

2. Quelle est la longueur totale de ces routes ?

3. Quel est le coût de leur entretien et dans quelle proportion les municipalités sont-elles appelées à souscrire ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Durant la présente saison, le département de la voirie entretient les chemins suivants:

La route No 15, depuis le tunnel du C.N.R. dans la cité de Québec jusqu'aux limites nord du village de Charlesbourg; le rang St-Joseph dans le village de Charlesbourg; le chemin St-Charles-Sud dans la municipalité de la Petite-Rivière; le chemin St-Charles-Sud; une partie du chemin de la Côte St-Paul; les routes du Moulin et de l'Eglise, et le chemin de l'Ormière dans la municipalité de L'Ancienne-Lorette; le chemin de l'Ormière dans la paroisse de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; une partie du chemin Principal dans le village de Loretteville; le chemin St-Louis; une partie du chemin Gomin et les avenues Maguire et Holland dans la paroisse de St-Colomb-de-Sillery; les chemins St-Louis et Ste-Foy; une partie du chemin du Calvaire et de la route de l'Eglise dans la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge; les chemins Ste-Foy et St-Louis dans la paroisse de Ste-Foy; la route No 15, depuis les limites est de la cité de Québec jusqu'au pont sur la rivière Montmorency; une partie de la route No 3 dans la cité de Lévis; la route No 3 dans les paroisses de St-David-de-l'Aube-Rivière et de St-Télesphore; une partie de la route No 3 dans les paroisses de St-Romuald et de St-Nicolas; la voie sur le pont de Québec ainsi que les chemins d'approches de ce pont; la route No 15 entre les villes de Chicoutimi et de Jonquières; la route Montreal-Rouse-Point via St-Jean.—Les chemins Côte des Neiges et Côte de Liesse dans la ville de Mont-Royal; le chemin Côte de Liesse dans la ville de St-Laurent; la montée de Cartierville dans la paroisse de St-Laurent.—La route No 37 dans la ville de Roxboro.—La route No 37, la montée St-Charles et le chemin du Cap-St-Jacques dans la paroisse de Ste-Geneviève.—La route No 37 et la rue du Pont dans le village de Ste-Geneviève.—Une partie du chemin du Village dans la paroisse de St-Raphael-de-l'Ile-Bizard;—La route No 37 dans le village de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds.—La route No. 37, les avenues Elmwood et Pacifique et la montée Ste-Marie dans le village de Senneville.—La route No 2 dans la ville de Baie-d'Urfée.—La route No 2, une partie du chemin royal longeant le bord du lac, et la montée St-Charles dans la ville de Beaconsfield; le rang St-Charles dans la paroisse de St-Joachim-de-la-Pointe-Claire.—La route No 37 dans la ville de Montréal-Nord et dans la paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies.—La route No 8 dans le village de Pont-Viau.—La route No 8, la rue du Pont et la route No 38 dans le village de l'Abord-à-Plouffe.—La route No 8 dans les paroisses de St-Martin et de Ste-Dorothée.—Les routes Nos 8 et 38 dans la municipalité de la partie ouest de la paroisse de Ste-Rose.—La route No 38 dans la ville de Laval-sur-le-Lac.—Le chemin privé Bellefeuille (route No 8).—La route No 11, depuis les limites nord du village de Pont-Viau jusqu'aux limites nord de la ville de Ste-Thérèse.—La route No 38, du village de Pont-Viau jusqu'aux limites nord de la municipalité de St-François-de-Sales.—La route No 1, de la cité de Longueuil jusqu'à l'aérodrome de St-Hubert.

2. 181.24 milles.

3. Le coût d'entretien de ces routes ne sera connu qu'une fois la

saison d'hiver terminée.—Le département a demandé aux municipalités de souscrire \$100.00 par mille de chemin entretenu.

- Question* par M. Guertin.—1. Combien y a-t-il de fermes de démonstration dans chacun des comtés de Hull, Pontiac et Papineau ?
2. Est-ce l'intention du gouvernement d'en établir, si oui, quand ?
3. A quels endroits seront-elles établies ?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. Hull: aucune. Pontiac: aucune. Papineau: une.
2. et 3. La chose est sous considération.

Question par M. Guertin.—1. Les plans et devis pour la reconstruction du Pont de la Pointe-Gatineau, entre les municipalités de la cité de Hull et de la Pointe-Gatineau, ont-ils été préparés ?

2. Dans la négative, quand le seront-ils ?
3. Dans l'affirmative, quand les travaux commenceront-ils et quelle proportion du coût le gouvernement a-t-il l'intention de payer ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. et 2. A l'étude.
3. Décision à être prise par les intéressés. Le gouvernement en pourparlers avec eux concernant la construction et l'octroi.

Question par M. Guertin.—1. Combien coûtera le pont de Cameron situé entre les municipalités de Bouchette et Cameron, comté de Hull ?

2. Des soumissions ont-elles été demandées ?
3. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire ?
4. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives ?
5. La clause du salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat ?
6. Sinon, pourquoi ?
7. Quelle est la proportion du coût payé par le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. \$41,800. si des modifications ne sont pas apportées.
2. Oui par la municipalité.
3. Oui.
4.

Laflamme & Laflamme, Montréal...	\$ 41,800.00
McLaughlin Bros., Ottawa.....	45,000.00
J.-B. Nault & Fils, Ltée, Maniwaki.....	46,988.48
J.-B. Nault & Fils, Ltée, Maniwaki.....	49,000.00
J.-E. & A. Amyot, Hull.....	49,508.84
5. Non.
6. Le Gouvernement n'est pas partie au contrat intervenu entre la municipalité et les entrepreneurs.
7. 65%.

Question par M. Guertin.—1. Combien a coûté le pont “Alonzo Wright”, sur la rivière Gatineau, dans la municipalité de Hull-Est, comté de Hull?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

4. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?

5. La clause du salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat?

6. Sinon, pourquoi?

7. Quelle est la proportion du coût payé par le gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Les travaux ne sont pas entièrement complétés.

2. Oui, par la municipalité.

3. Oui.

4. Laflamme & Laflamme, Montréal.....\$ 59,974.70

McLaughlin Bros., Ottawa..... 62,060.00

Arthur Leduc, Montréal..... 64,500.00

Genest & Cie, Hull..... 69,860.80

5. Non.

6. Le Gouvernement n'est pas partie au contrat intervenu entre la municipalité et les entrepreneurs.

7. 70%.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 23 janvier courant: “Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil” (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que l'article 511 du règlement soit suspendu et que la pétition de la Cité de Hull demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte soit maintenant lue et reçue; que, de plus, la cité de Hull soit dispensée de payer des droits additionnels pour profiter de cette suspension ainsi que de la prolongation des délais relatifs à la présentation des bills privés.

Ladite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 119) intitulé: “Loi modifiant la charte de “Les Rentiers de l'Avenir”.

Bill (No 130) intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Grand' Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt”.

Bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat and Power Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 29 JANVIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 81.—Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Et avec des amendements, les bills suivants:

Bill 126.—Loi concernant la succession de feu Joseph-Arthur Ville-neuve.

Bill 127.—Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 103.—Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.

L'honorable M. Galipeault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements le bill suivant:

Bill 89.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières.

M. Roy, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'ils suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, déterminant l'évaluation des terres en culture, et validant certaines ventes de terrain.

De la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la dite ville et accordant une évaluation fixe à la "Dominion Rubber Company, Limited".

De la Corporation de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De M. Adélarde Lépine et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Association des Directeurs de Funérailles de la Province de Québec".

De "Last Post Fund", demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet de l'autoriser à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de St-Laurent".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la ville de St-Jérôme accordant une évaluation fixe pour fins de taxes municipales à la "Dominion Rubber Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 149) intitulé: "Loi autorisant "Last Post Fund" à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'honorable M. Laferté propose, secondé par l'honorable M. McMaster:

Qu'un comité composé de l'honorable M. Laferté et de MM. Oliver, Delisle, Casgrain, Bastien, Houde et Blain soit formé et chargé de s'enquérir de la manière dont de nouvelles circonscriptions électorales devront être créées dans la province, conformément à la déclaration à cet effet dans le discours du trône; à ce que ce comité procède avec toute la diligence possible, entende et reçoive les représentations qui lui seront adressées et fasse rapport à cette chambre dès qu'il aura terminé ses travaux.

Et, la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

L'honorable M. Mercier propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Perron:

Que le nom de M. Houde dans la motion principale, soit remplacé par celui de M. Renaud.

Et la motion d'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi, 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens".

Bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens".

Bill (No 135) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

Bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 85) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 30 JANVIER 1930

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 121.—Loi modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Bill 86.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission Métropolitaine de Montréal.

Bill 106.—Loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil".

Sans amendement:

Bill 139.—Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 11.—Loi modifiant le Code de procédure civile, relativement aux jugements en séparation de biens.

Bill 12.—Loi modifiant le Code Civil relativement aux interdictions, aux nominations de Conseils Judiciaires et aux séparations de biens.

Avec amendements:

Bill 78.—Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.

Bill 109.—Loi concernant "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited".

Bill 134.—Loi constituant en corporation "The Pension Fund Society of The Royal Trust Company".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 23 janvier courant:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en Comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Montreal Trust Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Congrégation du Très-Saint-Rédempteur".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Lévis".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés en général, pour étude.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 145) intitulé: "Loi validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury".

Bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Blanche Céline St-Denis".

Bill (No 115) intitulé: "Loi concernant L'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec".

Bill (No 88) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la ville Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes municipales, à la "Dominion Rubber Company, Limited".

Bill (No 149) intitulé: "Loi autorisant "Last Post Fund" à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville".

Bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent".

La Chambre continue le débat sur la motion, qui était en discussion à six heures du soir, ce jour.

Et le débat se continue.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que tous les mots après le mot: "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

“Cette Chambre tout en étant disposée à voter les subsides à Sa Majesté, exprime l’opinion que des auditeurs ou vérificateurs experts offrant toutes les garanties d’impartialité et de compétence devraient être immédiatement nommés pour faire une audition complète et exacte de la situation financière, de la comptabilité et de la tenue des livres de la province.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit :

POUR

Messieurs :

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,*

*Guertin,
Houde,
Tremblay.—7.*

CONTRE

Messieurs :

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bernard,
Cantin,
Charbonneau,
Cohen,
David,
Delisle,
Drouin,
Dugas,
Gagnon,
Galipeault,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,*

*Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
McMaster,
Mercier,
Moreau (Lac Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perron,
Piché,
Power,
Rochette,
Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thurber,
Turcotte.—40.*

L’amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Paquet, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l’honorable M. Taschereau, secondé par l’honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s’ajournera, aujourd’hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

VENDREDI 31 JANVIER 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Le Greffier de la Chambre annonce que M. l'Orateur est absent et l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou les institutions charitables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens"

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 109) intitulé: "Loi concernant "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Pension Fund Society of the Royal Trust Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 86) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: "Loi constituant en corporation L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 132) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Montreal Mutual Insurance Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Galipeault dépose sur le bureau de la Chambre: Deuxième rapport de la Commission des Accidents du Travail (année 1929). *(Document de la session No 37).*

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 4 FÉVRIER 1930

Le Greffier de la Chambre annonce que M. l'Orateur est absent et l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 131.—Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan-Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui y ont payé des ruelles à leurs frais.

Avec amendements:

Bill 125.—Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

Bill 130.—Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt.

Bill 140.—Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges, en date du 29 décembre 1929.

Le bill suivant a été rapporté:

Bill 76.—Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 85.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.

Bill 113.—Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat and Power Company".

Bill 101.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis".

Avec amendements:

Bill 84.—Loi constituant en corporation la "Congregation Bnai Israel".

Bill 98.—Loi refondant la charte de la cité de Lévis.

M. Roy, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. Stewart Alton Robinson, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire.

De Dame Honorine Mélançon, épouse de J.-Edouard Parent, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble No 231 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme.

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte,

De la Ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

L'honorable M. Laferté, du comité spécial de redistribution, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité s'est réuni ce matin à dix heures et demie et a choisi comme son président, l'honorable M. Hector Laferté.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 147) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la cité de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 144) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie-dentaire".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 148) intitulé: "Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Le huitième Rapport annuel de la Commission des Liqueurs de Québec, 1928-29. *(Document de la session No 38).*

Question par M. Guertin.—1. Combien a coûté à date la construction de cette partie de la route Hull-Maniwaki qui se trouve dans les limites de la municipalité du canton de Wakefield?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Quels ont été: *a.* les soumissionnaires; *b.* le montant de chaque soumission?

4. A qui le contrat a-t-il été accordé et à quel prix?

5. L'entrepreneur a-t-il terminé les travaux?

6. Sinon, pourquoi a-t-il abandonné?

7. Combien a-t-il reçu pour les travaux faits?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$160,847.90: dont \$85,128.90 par contrat, et \$75,719.00 à la journée.

2. Oui.

3.—*a.*

b.

La Société Générale des Ponts et Chaussées, Ltée.....	\$ 85,128.90
Nap. Trudel & Fils.....	86,539.66
Laganière, Houde & Cie.....	88,203.81
Prosper & Geo. Frigon.....	89,132.81
Canada Construction Co.....	89,293.78
Kennedy Construction Co.....	91,543.48
South Shore Construction Co.....	99,752.79
Papineauville Lumber Co.....	109,451.40
James Nault.....	125,000.00

4. A La Société Générale des Ponts et Chaussées, Ltée: \$85,128.90.

5. Oui, l'entrepreneur a terminé tous les travaux prévus par son contrat.

6. Répondu à la question 5.
7. \$85,128.90.

Question par M. Guertin.—1. Combien de livres “Sur les routes de Québec, Guide pour les touristes”, le gouvernement a-t-il fait imprimer ?
2. Combien ces livres ont-ils coûté à la province ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 10,000 exemplaires.
2. \$16,429.39.

Question par M. Renaud.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours ?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes ?
3. Combien pour vergers de démonstration ?
4. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires ?

Réponse par l'honorable M. Perron :

1. \$23,343.62.
2. \$6,308.16.
3. Il n'existe aucun verger de démonstration.
4. \$1,700.00.

Question par M. Renaud.—1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement ?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 13 février 1929 ?
3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées ?
4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date ?

Réponse par l'honorable M. Perron :

1. 43, \$203,373.92.
2. 7.
3. et 4. David Caouette, Amos, comté d'Abitibi, \$265.50;; William Boily, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, \$692.36; Wellesse Boulanger, La Patrie, comté de Compton, \$556.97; Euclide Desmarais, St-Alexandre comté d'Iberville, \$264.50; Alphonse Rheault, Deschaillons, comté de Lotbinière, \$541.12; Pierre Sanfaçon, Charlesbourg, comté de Québec, \$123.90; Alfred Allard, St-François-du-Lac, comté d'Yamaska, \$176.50.

Question par M. Renaud.—1. Combien de médecins vétérinaires ont-ils été employés par le gouvernement pour faire subir aux troupeaux, dans la province, l'épreuve de la tuberculine en 1929 ?

2. Quels sont leurs noms et adresses ?
3. Dans quels paroisses et comtés a été ainsi employé chacun d'eux ?
4. A combien d'animaux chacun a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine ?

5. Combien d'animaux, chacun de ces médecins vétérinaires a-t-il condamnés ?

6. Combien de médecins vétérinaires, employés par le gouvernement pour faire subir aux troupeaux dans la province l'épreuve de la tuberculine, ne sont plus à l'emploi du gouvernement ?

7. Quels sont leurs noms et adresses et dans quels paroisses et comtés était employé chacun d'eux ?

8. Chacun d'eux a-t-il été destitué ou a-t-il démissionné ?

9. S'il s'agit de destitution, quelle en est la raison dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. 35.

2. 4 et 5:—

<i>Nom du médecin vétérinaire</i>	<i>Adresse</i>	<i>Sujets éprouvés</i>	<i>Tuber- culeux</i>
Bélangier, J.-A., 15, rue Manseau, Joliette,		1,392	8
Bigras, J.-I., Notre-Dame-de-Ham, Wolfe,		1,323	4
Canuel, J.-L., Mont-Joli, Matane,		609	20
Champagne, Eug., St-Geo.-de-Windsor, Richm.,		1,423	96
Champagne, Félix, Victoriaville, Arthabaska,		3,087	43
Cherrier, Alf., St-Jérôme, Terrebonne,		1,199	46
Dubois, J.-P., Plessisville, Mégantic,		651	15
Duchêne, T.-R., Chicoutimi,		1,876	315
Dupré, J.-A., Ste-Anne de la Pocatière, Kamour.,		3,862	123
Fortier, J.-A., St-Anselme, Dorchester,		2,196	62
Fortin, F., Danville, Richmond,		156	5
Gingras, Edm., 159 Commerciale, Lévis,		1,748	98
Grignon, L.-M., Mont-Laurier, Labelle,		1,797	14
Grothé, J.-D.-M., 8,321 St-Denis, Montréal,		5,803	53
Guévin, J.-M., Rimouski,		1,349	3
Jacques, J.-M., Deschaillons, Lotbinière,		1,237	6
Labelle, E.-C., Rivière-du-Loup, Témiscouata,		2,206	13
Jasmin, L.-P., Ste-Thérèse, Terrebonne,		599	17
Labelle, Gust., St-Eustache, Deux-Montagnes,		3,282	50
Lafèche, O.-R., Louiseville, Maskinongé,		734	1
Lajoie, L.-G., 166 Bonaventure, Trois-Rivières,		1,646	7
Massé, J.-A., St-Ferdinand, Mégantic,		4,906	12
Major, J.-O.-A., Amos, Abitibi,		943	18
O'Neill, J.-J., Roberval, Lac-St-Jean.		3,281	131
Ouellet, G.-A., St-Casimir, Portneuf,		1,901	41
Rajotte, Art., Drummondville,		5,570	177
Rajotte, G.-H., L'Assomption,		2,434	64
Rivard, R., Gentilly, Nicolet,		2,572	35
Robert, A., St-Gabriel de Brandon, Berthier,		695	10
Roy, C., Thetford-Mines, Mégantic,		1,650	2
St-Amand, H., 915 St-Vallier, Québec,		510	31
Touchette, J.-O., Lachute, Argenteuil,		3,009	
Turgeon, Elie, Montmagny, Qué.,		2,738	108
Veilleux, J.-M., St-Georges, Beauce,		2,259	54
Veilleux, Pierre, Lac-Mégantic, Frontenac,		931	14

3. Bélanger, J.-A.: les comtés de Joliette et Montcalm; Bigras, J. I.: les paroisses et municipalités de Notre-Dame-de-Ham, Ham-Nord, St-Fortunat, Samborne, St-Jacques, St-Adrien-de-Ha, Ham-Sud, Wotton, St-Camille; Canuel, J.-L.: les comtés de Matane, Matapédia, Gaspé et Bonaventure; Champagne, Eug.: les paroisses et municipalités de St-Georges de Windsor, Windsor-Mills, le canton Stoke, Ascot, Greenlay, St-Hippolyte de Wolfe et la partie est de Bromptonville; Champagne, Félix: le comté d'Arthabaska; Cherrier, Alf.: le comté de Terrebonne; Dubois, J.-P., paroisse de Notre-Dame de Lourdes, Ste-Julie, Laurierville, Lyster, Ste-Anastasia, Inverness, Plessisville, Nelson, Sommerset; Duchêne, T.-R., comté de Chicoutimi; Dupré, J.-A.: comtés de l'Islet et Kamouraska; Fortier, J.-A.: paroisses et municipalités de Ste-Marie, St-Elzéar, Naud, St-Séverin, Sts-Anges et St-Maxime dans la Beauce, St-Anselme, Ste-Claire, St-Malachie, Standon, St-Luc, Ste-Hénédine, St-Isidore, Ste-Marguerite, Scott Jct., St-Bernard et Abénakis dans Dorchester, Honfleur dans Bellechasse; Fortin, F.: Danville, Shipton, Cleveland, Richmond, St-Claude et St-Cyr dans Richmond; Gingras, Edm.: comtés de Lévis et paroisses de St-Charles, St-Michel, St-Vallier et Ladurantaye, dans Bellechasse; Grignon, L.-M.: comté de Labelle; Grothé, J.-D.-M.: comtés de Hull, Papineau, Témiscamingue et Pontiac; Guévin, J.-M.: comté de Rimouski; Jacques, L.-M.: comté de Lotbinière; Labelle, E.-C.: comté de Témiscouata; Labelle, Gust.: comté de Deux-Montagnes moins St-Hermas et St-Canut; Lafèche, O.-R.: comté de Maskinongé; Lajoie, L.-G.: comtés de Trois-Rivières, St-Maurice et Labissonnière, St-Maurice, Grande-Pile et Champlain dans Champlain; Leblanc, H.-A.: comté de Compton moins cantons Lingwick et Gould et la paroisse de Ste-Catherine de Hatley dans Stanstead; Major J.-O.-A.: comté d'Abitibi; Massé, J.-A.: St-Ferdinand, St-Adrien, Maple Grove, St-Pierre-Baptiste, Ste-Sophie, Chandonnet, Irlande-Sud, Irlande-Nord, Richardville, St-Damase, Cranberry, Bennett, Kimberley, Lower Irlande Hillcrest et St-Julien dans Wolfe; O'Neill, J.-J.: comté du Lac St-Jean; Ouellet, G.-A.: comtés de Portneuf et Champlain moins paroisses de Labissonnière, St-Maurice, Grande Pile et Champlain; Rajotte, G.-H.: comté de l'Assomption; Rajotte, J.-A.: comtés de Drummond et Yamaska excepté toute la partie sud-ouest de la rivière St-François; Rivard, R.: comté de Nicolet; Robert, A.: comté de Berthier; Roy, C.: paroisses et municipalités de Thetford-Mines, Robertson, St-Cœur-de-Marie, St-Antoine, West Broughton, East Broughton, Leeds, Black Lake, Coleraine, St-Méthode, St-Joseph, Disraéli, Stratford Centre, St-Gérard, Weedon, St-Raymond, Garthby, Marbleton et les cantons Price et Astock dans Frontenac; St-Amand, Hector: comtés de Charlevoix, Montmorency et Québec; Touchette, J.-O., comté d'Argenteuil et paroisse de St-Hermas et St-Canut dans Deux-Montagnes; Turgeon, Elie: comtés de Montmagny et Bellechasse moins Beaumont, St-Michel, St-Vallier, St-Charles, Ladurantaye et les paroisses près de la frontière du Maine et Honfleur; Veilleux, J.-M.: paroisses et municipalités de Peauce Jct., St-Frédéric, Tring Jct., St-Victor, St-Ephrem, St-Honoré, Shenley, St-Benoit, St-Georges, St-Joseph, St-François, St-Théophile, Armstrong, St-Côme, St-Zacharie, Ste-Aurélie dans la Beauce, St-Evariste, St-Hilaire et St-Gédéon dans Frontenac, St-Prosper, Ste-Rose, St-Louis, St-Cyprien, St-Benjamin, Morisset, St-Odilon de Cranbourne,

Ste-Justine, Ste-Germaine dans Dorchester, St-Fabien, Ste-Lucie et Daaquam dans Montmagny; Ste-Sabine, St-Magloire, St-Camille dans Bellechasse; Veilleux, Pierre: comté Frontenac moins St-Evariste, St-Hilaire, St-Gédéon et les cantons Adstock et Price.

6. 31.

7. Bélanger, J.-A., 15 rue Manseau, Joliette; Bigras, J.-I., Notre-Dame-de-Ham, Wolfe; Canuel, J.-L., Mont-Joli, Matane; Champagne, Eug., St-Georges de Windsor, Richmond; Champagne, Félix, Victoriaville; Dubois, J.-P., Plessisville, Mégantic; Duchêne, T.-R., Chicoutimi; Fortier, J.-A., St-Anselme, Dorchester; Fortin, F., Danville, Richmond; Gingras, Edm., 159 Commerciale, Lévis; Grignon, L.-M., Mont-Laurier, Labelle; Guévin, J.-M., Rimouski; Jacques, J.-M., Deschailons, Lotbinière; Jasmin, L.-P., Ste-Thérèse, Terrebonne; Labelle, Gust., St-Eustache, Deux-Montagnes; Laflèche, O.-R., Louiseville, Maskinongé; Lajoie, L.-G., 166 Bonaventure, Trois-Rivières; Massé, J.-A., St-Ferdinand, Mégantic; Major, J.-O.-A., Amos, Abitibi; O'Neill, J.-J., Roberval, Lac-St-Jean; Ouellet, G.-A., St-Casimir, Portneuf; Rajotte Arthur, Drummondville; Rajotte, G.-H., l'Assomption; Rivard, R., Gentilly, Nicolet; Robert, A., St-Gabriel de Brandon, Berthier; Roy, C., Thetford Mines, Mégantic; St-Amard, H., 915 St-Vallier, Québec; Turgeon, Elie, Montmagny; Veilleux, J.-M., St-Georges-Est, Beauce; Veilleux, Pierre, Lac-Mégantic, Frontenac.

8. et 9. Aucun d'eux n'a été destitué ou a démissionné.

Question par M. Renaud.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$2,142,458.68, tel qu'il apparaît à la page 238 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1929?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

<i>Corporations:</i>	<i>Honoraires:</i>
Abitibi:	
Dupuy.....	\$35.00
Villemontel.....	20.00
Beauce:—	
Beauceville.....	10.00
St-Georges-de-Beauce.....	35.00
Brome:—	
Foster.....	10.00
Chambly:—	
Longueuil, paroisse.....	62.50
Longueuil, ville et par., prot.....	35.00
St-Hubert.....	10.00
St-Lambert dissidents.....	327.50
Champlain:—	
Grand'Mère.....	100.00
La-Tuque.....	30.20
Chicoutimi:	
Kénogami.....	157.50
Port-Alfred.....	187.50
Compton:—	
Eaton.....	25.00
St-Isidore-d'Auckland.....	10.00

Dorchester:—	
St-Isidore.....	10.00
St-Isidore.....	10.00
Drummond:—	
Drummondville.....	75.00
Drummondville.....	20.00
Kingsey-Falls.....	10.00
St-Joseph-de-Grantham.....	100.00
Frontenac:—	
Adstock.....	10.00
Agnès et Mégantic.....	20.00
St-Hyacinthe-de-Ditchfield.....	10.00
St-Méthode-d'Adstock.....	10.00
Gaspé:—	
Grand-Cloridorme.....	10.00
Percé.....	10.00
Rivière-aux-Renards.....	10.00
Iberville:—	
Iberville.....	35.00
Jacques-Cartier:—	
St-Laurent, village.....	65.40
St-Laurent, village.....	171.00
Joliette:—	
Grand-Rang de Ste-Mélanie.....	10.00
Joliette.....	162.50
St-Côme.....	10.00
Kamouraska:—	
St-Pacôme.....	10.00
Labelle:—	
Lac-des-Iles.....	10.00
Notre-Dame-de-Pontmain.....	10.00
St-François-Régis.....	10.00
Lac-St-Jean:—	
Dolbeau.....	145.00
Normandin.....	25.00
Roberval, paroisse.....	10.00
Roberval, paroisse.....	10.00
St-Cœur-de-Marie.....	72.50
St-Emilien, village.....	35.00
St-Félicien, village.....	50.00
Laval:—	
Montréal-Est.....	35.00
St-Charles-du-Bas-du-Sault.....	10.00
L'Islet:—	
Bonsecours, village.....	35.00
Matapédia:—	
Causapscal.....	25.00
Montmagny:—	
Montmagny, ville.....	50.00
Montmorency:—	
Notre-Dame-du-St-Rosaire.....	110.00

Papineau:—	
Ripon.....	25.00
Pontiac:—	
Ste-Elizabeth-de-Franktown.....	20.00
Portneuf:—	
Montauban-les-Mines.....	20.00
Pointe-aux-Trembles.....	10.00
St-Raymond, village.....	62.50
Québec:—	
Ste-Foy.....	10.00
Trait-Carré-de-Charlesbourg.....	10.00
Richelieu:—	
St-Aimé.....	10.00
Rimouski:—	
St-Germain-de-Rimouski.....	36.00
St-Narcisse.....	10.00
Saguenay:—	
Escoumains.....	20.00
Shefford:—	
St-François-Xavier-de-Shefford.....	10.00
Stanstead:—	
Magog, Ville.....	149.00
St-Wilfrid-de-Barnston.....	10.00
St-Jean:—	
St-Jean, diss., (Prot).....	66.50
St-Maurice:—	
Shawinigan-Falls.....	162.50
Trois-Rivières.....	50.00
Trois-Rivières.....	100.00
Témiscamingue:—	
Noranda, ville (cath).....	50.00
Noranda, ville (prot.).....	70.00
Rouyn (prot).....	60.00
Rouyn, (prot).....	15.00
Témiscouata:—	
St-Hubert.....	10.00
Terrebonne:—	
St-Jérôme.....	70.00
Vaudreuil:—	
Rigaud.....	35.00
Verchères:—	
Belœil, village.....	63.00
Wolfe:—	
Ham-Nord.....	20.00
Yamaska:—	
St-Michel.....	10.00

Question par M. Houde.—1. Depuis la réponse du 12 mars 1929, combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la voirie a-t-il accordés à "L'Amiésie Asphalt, Ltd." ?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Aucun contrat n'a été accordé par le ministère de la voirie à l'"Amiesite Asphalt, Ltd", depuis la réponse du 12 mars 1929.

Question par M. Houde.—1. Depuis la réponse du 12 mars 1929, combien de contrats le gouvernement ou le ministre de la voirie a-t-il accordés à "Macurban Asphalt, Ltd."?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Huit.

2.—

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>d.</i>
24 avril, 1929..	\$ 124,432.50	Route Montréal-Mont-Laurier: sections Piedmont, St-Joseph-de-Mt-Rolland et Ste-Adèle.....	Béton bitumineux Macurban.
24 avril, 1929..	255,515.75	Route Lévis-Rimouski: sections St-Michel, St-Vallier et Berthier....	
17 avril, 1929..	94,990.00	Route Montréal-St. Alban's; sections Sabrevois et Henryville.....	" " "
6 juillet, 1929..	22,907.70	Route Montréal-Mont-Laurier: section ville Ste-Agathe-des-Monts...	" " "
26 juillet, 1929.	89,365.50	Route Montréal-St. Albans: sections Henryville et St-Sébastien.....	" " "
30 juillet, 1929.	36,753.00	Route Montréal-Rouses's Point via St-Jean: section paroisse de Laprairie.....	" " "
9 octobre, 1929.	20,678.70	Route Montréal-Mont-Laurier: section Ste-Adèle (Montagne du Sauvage).....	" " "
22 octobre 1929	15,313.50	Route Montréal-Sherbrooke: section ville de Magog.....	" " "

Question par M. Houde.—1. Les travaux de reconstruction ou de réparations du Palais de justice de Québec, qui, d'après une réponse du 19 mars 1929, devaient être terminés en septembre 1929, sont-ils terminés?

2. Dans la négative, quand le seront-ils?

3. Quel est à date le coût des dits travaux?

4. Quel en sera le coût total?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. et 2. Voir rapport du Ministère des Travaux publics et du Travail, pour l'année expirée le 30 juin 1929. (Pages 21 et 22).

3. \$2,124,338.24.

4. Estimé à \$2,890,000.00.

Question par M. Sauvé.—1. L'école de Médecine vétérinaire de la province a-t-elle été définitivement transportée à l'Institut Agricole d'Oka?

2. Si oui, quelle somme a-t-il été consentie pour l'organisation et le fonctionnement de cette école?

3. Sinon, quelle en est la cause?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. Oui.

2. et 3. \$16,000.00.

Question par M. Houde.—1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du Ministère des Travaux publics et du Travail, 1929, (page 15), ont été construits en 1928-29 et subventionnés par le gouvernement et dans quels municipalité et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 58 ponts?

3. Quelles ont été: a. les subventions du gouvernement; b. la contribution des municipalités dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

(1)	(1)	(1)	(2)	(3a)	(3b)
Municipalités	Comté	Rivière ou nom du pont	Coût du pont	Subventions du gouvernement	Contribution des municipalités
St-Simon	Bagot	P. Gowley	\$21,713.80	\$13,028.28	\$8,685.52
St-Théodore	"	Noire	10,920.00	6,552.00	4,368.00
St-Magloire	Bellechasse	Aux-Orignaux	4,437.35	3,549.88	887.47
St-Charles	"	Boyer	35,500.00	28,400.00	7,100.00
Buckland	"	P. Therrien	4,530.00	3,397.50	1,132.50
St-Lazare	"	R.-du-Lac	5,728.60	4,296.45	1,432.15
"	"	P. Corriveau	3,996.22	2,997.17	999.05
"	"	P. Goupil	3,892.00	2,919.00	973.00
St-Raphael	"	P. Picard	4,481.60	3,585.28	896.32
"	"	P. Gonthier	4,378.00	3,502.40	875.60
"	"	R. Raby	4,715.00	3,772.00	943.00
St-Vallier	"	R. Blanche	14,286.30	10,714.72	3,571.58
St-Cuthbert	Berthier	Chicot	25,665.78	19,249.33	6,416.45
Baie-St-Paul	Charlevoix	P. Gariépy	15,620.80	9,372.48	6,248.32
Canton Newport	Compton	Statton	2,379.00	1,189.50	1,189.50
St-Narcisse	Champlain	Fourche	14,985.00	8,991.00	5,994.00
St-Léon-Standon	Dorchester	Les-Fleurs	9,426.20	5,891.36	3,534.84
Canton Watford	"	Famine	43,007.50	27,954.55	15,052.95
St-Claire	"	Des-Aulnaies	6,000.00	4,200.00	1,800.00
St-Germain	Drummond	P. Germain, P. Lafond	12,220.68	7,332.40	4,888.28
Canton Grantham	"	Noire	9,507.00	5,704.20	3,802.80
Hull-Ouest	Hull	Gilmour	13,873.00	8,323.80	5,549.20
Maniwaki	"	Bitoubi	10,900.00	5,450.00	5,450.00
Ile Demeules	Iles-Madeleine	Havre-eux-Maisons	25,000.00	12,500.00	12,500.00 (1)
Crabtree-Mills	Joliette	P. Gaboury	20,180.98	13,117.00	7,063.98
Laprairie	Laprairie	P. Racine	13,889.33	9,028.06	4,861.27
St-Léon	Maskinongé	P. Laperrière	23,225.00	17,418.75	5,806.25
Halifax-Sud	Mégantic	P. Veillancourt	9,138.50	5,940.00	3,198.50
Leeds-Est	"	Westone	3,332.00	2,499.00	833.00
Somerset-Nord	"	Noire	5,500.00	3,850.00	1,650.00
Canton Inverness	"	Mill	4,517.00	2,710.20	1,806.80
St-Théodore	Montcalm	Ouareau	30,120.00	25,602.00	4,518.00
St-Jacques	"	Vacher	3,680.00	2,208.00	1,472.00
St-Wenceslas	Nicolet	Blanche	9,761.77	5,857.06	3,904.71
Québec & Québec-Ouest	Québec	P. Scott	57,977.27	34,768.91	23,178.36
Petite-Rivière	"	St-Charles	2,294.29	2,294.29	
Château-d'Eau	"	"	12,833.00	7,699.80	5,133.20
Richmond	Richmond	Doughty	7,335.30	5,501.47	1,833.83
Melbourne	"	Fallona	6,023.00	3,011.50	3,011.50
"	"	Ste-Marie	6,665.50	3,332.75	3,332.75
Canton Shipton	"	Spruce Hill	12,267.50	6,133.75	6,133.75
"	"	P. Leet	9,909.60	4,954.80	4,954.80
"	"	P. Lockwood	3,475.00	1,737.50	1,737.50
Stoke-Centre	"	P. Gagnon	4,300.00	2,150.00	2,150.00

(1)	(1)	(1)	(2)	(3a)	(3b)
Municipalités	Comté	Rivière ou nom du pont	Coût du pont	Subventions du gouvernement	Contribution des municipalités
Les-Escoumains...	Saguenay.....	Escoumains.....	22,452.00	16,839.00	5,613.00
Canton Roxton...	Shefford.....	Noire.....	20,886.65	10,443.33	10,443.32
Canton-d'Ely.....	".....	P. Racine.....	7,973.70	5,673.33	2,300.37
Magog.....	".....	Ligne C.P.R.....	25,000.00	6,250.00	18,750.00 (2)
St-Antoine.....	Témiscouata.....	Du-Loup.....	10,657.40	7,993.05	2,664.35
St-Mathias.....	".....	Cabano.....	12,000.00	7,200.00	4,800.00
St-Janvier.....	Terrebonne.....	Jourdain.....	4,965.00	2,979.00	1,986.00
St-Jovite.....	".....	Noire.....	10,556.00	6,861.40	3,694.60
St-Louis.....	".....	Ste-Marie.....	5,475.00	2,737.50	2,737.50
Weedon-Centre.....	Wolfe.....	Weedon.....	10,523.90	9,419.12	1,104.78
St-Michel.....	Yamaska.....	Ste-Catherine.....	9,142.30	5,942.50	3,199.80
St-Guillaume.....	".....	P. Arpin.....	10,284.20	6,684.73	3,599.47
".....	".....	P. Bourret.....	13,217.58	8,591.42	4,626.16

(1) Payé par Département de la Colonisation.

(2) Payé par C.P.R. et Municipalité.

Question par M. Houde.—1. Quels sont les 59 ponts qui, d'après le rapport du Ministre des Travaux publics et du Travail, 1929, (page 15), étaient en construction au 1er juillet 1929 ?

2. Quel est le coût de chacun d'eux ?

3. Quelles sont: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas ?

4. Quels ponts sont actuellement terminés ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

(1)	(1)	(2)	(3a)	(3b)	(4)
Municipalités	Rivières ou nom du pont	Coût ou estimé	Subventions du gouvernement	Contribution des municipalités	
St-Paul-Chester.....	P. Leblanc.....	\$ 18,752.00	\$ 14,064.00	\$ 4,688.00	X
Ste-Hélène.....	Chibouette.....	4,331.00	2,598.60	1,732.40	X
St-Gervais.....	P. Labrecque.....	7,585.00	5,688.75	1,896.25	X
".....	P. Patoine.....	7,077.40	5,308.00	1,769.40	X
".....	P. Letellier.....	7,292.00	5,469.00	1,823.00	X
Honfleur.....	P. Lavoie.....	7,080.00	5,310.00	1,770.00	X
".....	P. E. Audet.....	6,533.00	4,899.75	1,633.25	X
St-Damien.....	P. Caouette.....	5,302.50	3,976.88	1,325.62	X
St-Magloire.....	Noire.....	6,412.00	4,809.00	1,603.00	X
St-Raphael.....	P. Lemieux.....	4,281.30	3,425.04	856.26	X
".....	P. Remillard.....	4,692.00	3,753.60	938.40	X
St-Nérée.....	P. Aubé.....	3,598.00	2,698.50	899.50	X
Lavaltrie.....	St-Antoine.....	5,160.00	3,612.00	1,548.00	X
Ste-Marie.....	Domaine.....	24,690.35	20,986.80	3,703.55	
St-Georges.....	Chaudière.....	75,940.60	49,361.39	26,579.21	
Sutton East Richford.....	Missisquoi.....	38,651.70	19,325.85	19,325.85 (1)	
Champlain.....	Champlain.....	62,573.00	50,048.00	12,525.00	
St-Siméon.....	Noire.....	30,650.12	21,455.08	9,195.04	
Bury.....	P. Strapp.....	2,600.00	1,300.00	1,300.00	X
Canton Tremblay.....	Caribou.....	12,700.00	6,985.00	5,715.00	
Châteauguay.....	P. Laberge.....	7,255.00	4,353.00	2,902.00	
Ste-Marguerite.....	Ste-Anne.....	3,368.80	2,189.72	1,179.08	X
".....	P. Pomerleau.....	4,763.00	3,095.95	1,667.05	X
Ste-Claire.....	Abenakis.....	9,971.53	6,481.50	3,490.03	
St-Luc.....	Des Fleurs.....	10,600.00	7,420.00	3,180.00	
Ste-Anne-des-Monts.....	Ste-Anne.....	5,498.00	4,123.50	1,374.50	
Joliette.....	L'Assomption.....	28,499.00	17,099.40	11,399.60	X

(1)	(1)	(2)	(3a)	(3b)	(4)
Municipalités	Rivières ou nom du pont	Coût ou estimé	Subventions du gouver- nement	Contribu- tion des municipalités	
Canton Godmanchester	Beaver.....	11,384.00	5,692.00	5,692.00	X
Canton Hinchbrook	Hinchen.....	3,401.00	1,700.50	1,700.50	X
Hébertville.....	P. Langevin.....	21,000.00	10,500.00	10,500.00	X
Laprairie.....	St-Jacques.....	87,370.40	87,370.40	(2)	
St-Antoine-Tilly.....	P. de la Plaine.....	12,178.70	7,307.22	4,871.48	X
St-Léon.....	Ferree.....	15,943.45	11,957.59	3,985.86	X
St-Didace.....	Maskinongé.....	26,663.85	18,664.70	7,999.15	
St-Liguori.....	P. Lachapelle.....	10,475.70	6,809.20	3,666.50	X
Ste-Lucie.....	P. Turcotte.....	2,625.45	1,969.09	656.36	X
Cap-St-Ignace.....	St-Nicolas.....	39,790.82	27,853.57	11,937.25	X
St-Pierre.....	Du Midi.....	3,948.00	2,763.60	1,184.40	X
St-Paul-du-Buton.....	Boilard.....	4,250.00	3,187.50	1,062.50	X
Canton Talon.....	P. Roberge.....	4,847.00	3,635.25	1,211.75	X
Canton Durham.....	Yamaska.....	4,367.00	2,461.85	1,965.15	X
".....	Stevens.....	13,893.00	7,641.15	6,251.85	X
St-Wenceslas.....	Blanche.....	6,929.20	4,850.44	2,078.76	X
Ste-Gertrude.....	St-Louis.....	16,475.00	8,237.50	8,237.50	
Ste-Sophie.....	Aux-Orignaux.....	9,064.50	5,438.70	3,625.80	X
St-Grégoire.....	Pointue.....	3,120.20	1,872.12	1,248.08	X
Papineauville.....	P. Lauzon.....	7,557.10	4,654.26	2,902.84	X
Canton Watthom.....	Calumet.....	2,000.00	1,200.00	800.00	X
St-Marcel.....	Métivier.....	14,600.00	8,760.00	5,840.00	
St-Louis.....	Salvail.....	26,969.40	21,575.52	5,393.88	
Ste-Flavie.....	Métis.....	50,441.50	40,353.20	10,088.30	
Canton-d'Ely.....	P. Racine.....	7,973.70	5,673.33	2,300.37	X
Shefford-Ouest.....	Yamaska.....	17,323.00	12,126.10	5,196.90	X
St-Mathieu.....	Shawinigan.....	21,632.82	18,387.90	3,244.92	
St-Boniface.....	Yamachiche.....	7,424.99	5,568.75	1,856.24	X
Magog.....	R. Rouge.....	9,707.19	4,853.60	4,853.59	X
St-Arsène.....	Verte.....	14,617.31	9,501.25	5,116.06	
St-Jérôme.....	Du-Nord.....	51,500.00	33,475.00	18,025.00	
St-Gérard.....	Aux-Canards.....	16,182.00	13,502.50	2,679.50	X

X. Pont terminé.

(1) Payé par l'état du Vermont.

(2) Payé par le Département de la Voirie.

Question par M. Tremblay.—1. Depuis la réponse du 5 mars 1929, de quelles industries la Commission *re* salaires minimums des femmes a-t-elle déterminé les salaires minimums et dans quelles cités et villes pour chaque cas ?

2. Quel salaire minimum a été fixé dans chaque cas pour chaque cité ou ville ?

3. Qui en est le président et qu'a-t-il retiré à date: *a.* en salaire; *b.* en dépenses de voyages ou autrement ?

4. Qu'a coûté à date la dite commission ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. et 2. En outre de celles mentionnées au rapport général du ministre des travaux publics et du travail, 1929, pages 71 et suivantes, des ordonnances ont été émises pour les industries suivantes:

INDUSTRIE DU VÊTEMENT

Ordonnance No 8.—Comprenant les manufactures de hardes-faites pour hommes, femmes et enfants, chapeaux et casquettes de drap. De la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

<i>Ouvrières expérimentées:</i>	<i>Apprenties:</i>
Après 24 mois, pas moins de	1ère période de 6 mois . . . \$7.00
\$12.50	2e " " 6 " 8.00
	3e " " 6 " 9.50
	4e " " 6 " 11.00

Ordonnance 8a:—Comprenant les manufactures de hardes-faites pour hommes, femmes et enfants, chapeaux et casquettes de drap. De la province de Québec, à l'exception de la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

<i>Ouvrières expérimentées:</i>	<i>Apprenties:</i>
Après 24 mois, pas moins de	1ère période de 6 mois . . . \$6.00
\$10.00	2e " " 6 " 7.00
	3e " " 6 " 8.00
	4e " " 6 " 9.00

INDUSTRIE DE L'AIGUILLE

Ordonnance No 9:—Comprenant les manufactures de salopettes, habits et chemises de travail, chemises fines et cols, sous-vêtements, mackinaws et autres marchandises du genre pour hommes et garçons; robes de maison en coton, blouses et jupons, autres marchandises similaires pour femmes et enfants. De la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

<i>Ouvrières expérimentées:</i>	<i>Apprenties:</i>
Après 24 mois, pas moins de	1ère période de 6 mois . . . \$7.00
\$11.00	2e " " 6 " 8.00
	3e " " 6 " 9.00
	4e " " 6 " 10.00

Ordonnance No 9a:—Comprenant les manufactures de salopettes, habits et chemises de travail, chemises fines et cols, sous-vêtements, mackinaws et autres marchandises du genre pour hommes et garçons, robes de maison en coton, blouses et jupons, autres marchandises similaires pour femmes et enfants. Dans toutes les municipalités de la province de Québec ayant une population de plus de 10,000 à l'exception de la ville et de l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

<i>Ouvrières expérimentées:</i>	<i>Apprenties:</i>
Après 24 mois, pas moins de	1ère période de 6 mois . . . \$6.00
\$10.00	2e " " 6 " 7.00
	3e " " 6 " 8.00
	4e " " 6 " 9.00

Ordonnance No 9b:—Comprenant les manufactures de salopettes, habits et chemises de travail, chemises fines et cols, sous-vêtements, mackinaws et autres marchandises du genre pour hommes et garçons, robes de maison en coton, blouses et jupons, autres marchandises similaires pour femmes et enfants. Dans toutes les municipalités de la province dont la population ne dépasse pas 10,000 âmes.

<i>Ouvrières expérimentées:</i>	<i>Apprenties:</i>			
Après 24 mois, pas moins de	1ère période de	6 mois . . .		\$6.00
	2e	" "	6 "	6.50
\$9.00	3e	" "	6 "	7.00
	4e	" "	6 "	8.00

Dans les parties rurales de la province, une Ordonnance spéciale pourra être appliquée sur demande couvrant les petites manufactures employant moins de vingt-cinq machines à coudre, fixant les minima de salaires suivants:

<i>Ouvrières expérimentées:</i>	<i>Apprenties:</i>			
Après 24 mois, pas moins de	1ère période de	6 mois . . .		\$5.00
	2e	" "	6 "	5.50
\$8.00	3e	" "	6 "	6.00
	4e	" "	6 "	7.00

3. Gustave Franck; a. \$3,666.67; b. \$622.93.

4. \$12,596.48.

Question par M. Tremblay.—1. La Coopérative Fédérée de Québec paie-t-elle quelque taxe à la cité de Montréal?

2. Dans l'affirmative, quelles taxes lui a-t-elle payées chaque année depuis qu'elle est en opération et pour quel montant dans chacun des cas?

3. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. 2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Renaud.—1. M. Rosario Rajotte a-t-il été envoyé à l'étranger pour se spécialiser aux frais du gouvernement, dans les maladies des animaux à fourrure?

2. Si oui, où a-t-il été envoyé et pour combien de temps?

3. Est-il médecin vétérinaire?

4. A-t-il suivi des cours de médecine vétérinaire? Si oui, où et quand?

5. Est-il le même M. Rajotte qui a eu des difficultés avec des autorités de l'École Vétérinaire à l'Institut Agricole d'Oka.?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Monsieur Rosario Rajotte a été envoyé aux frais du gouvernement pour se spécialiser dans les maladies des animaux à fourrure, non pas à l'étranger, mais à Summerside dans l'Île du Prince Édouard.

2. A Summerside, le temps requis pour son perfectionnement.

3. Il est bachelier en médecine vétérinaire.

4. Il a étudié la médecine-vétérinaire pendant deux années à l'Université de Montréal, soit en 1926-27 et en 1927-28, et il a ensuite continué ses études pendant quelque temps à Oka.

5. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Renaud.—1. Quelle somme a coûté le service des publications du ministère de l'agriculture du 1er janvier 1929 au 1er janvier 1930?

Réponse par l'honorable M. Perron:

\$28,920.54.

Question par M. Duplessis.—Combien a-t-il été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales, depuis le premier janvier 1929 inclusivement jusqu'au premier janvier 1930 exclusivement?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
\$22,887.96.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1929 inclusive ment jusqu'au 1er janvier 1930 exclusivement, quels sont les revenus net provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:
1. *a.* \$104,242.66; *b.* \$86,795.08; *c.* \$67,255.33.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1929 inclusive ment jusqu'au 1er janvier 1930 exclusivement, quels sont les revenus bruts provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:
1. *a.* \$121,679.97; *b.* \$103,578.94; *c.* \$73,150.80.

Question par l'honorable M. Francœur.—1. La construction de la voie carrossable sur le pont de Québec est-elle terminée?

2. Combien a coûté, à date, cette construction?
3. Quand cette voie a-t-elle été ouverte à la circulation?
4. Combien de véhicules de toutes sortes y ont passé à date?
5. Quels sont les taux de péage à acquitter pour passer sur cette voie?
6. Quel montant ces taux de péage ont-ils rapporté à date?
7. Des représentations ont-elles été faites au Gouvernement concernant ces taux de péage?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Pas complètement terminée.

2. \$294,550.87.

3. 22 septembre 1929.

4. 41,223.

5. Taux de péage:

Voitures à traction animale:—Simples.....	\$0.15
Voitures à traction animale:—Doubles.....	0.25
Motocyclettes: sans panier.....	0.10
Motocyclettes: avec panier.....	0.15
Automobiles.....	0.50
(10 passages pour \$2.50)	
Remorques.....	0.25
Camions de moins de 2 tonnes.....	0.50
(10 passages pour \$2.50)	
Camions de 2 tonnes et plus, autobus et tracteurs	0.60

Passagers (toute personne au-dessus de 5 ans). 0.10

(10 billets pour 0.50; 25 billets pour \$1.00)

(Aucune charge pour piétons).

6. \$12,746.10 dans lequel figurent les recettes pour divers billets vendus et en circulation. De ce montant, il faut déduire la somme due au Gouvernement Fédéral en vertu de 19 George V, chapitre 6, et cédule.

7. Oui.

Question par M. Houde.—Quels sont les contrats accordés à date par le gouvernement à la compagnie Adélarde Deslauriers, Ltée et quel montant a été payé dans chaque cas, y compris les “extras”?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

Depuis la réponse apparaissant aux Journaux de la Chambre du 26 mars 1929, aucun nouveau contrat.

Au Musée Provincial, montant payé \$351,786.54.

Au Palais de Justice, Québec, (restauration) montant payé: \$129,-908.28.

Question par M. Houde.—1. A quelle date la “Robertson & Jasmin, Ltd” a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 10 juillet 1929.

2. *a.* A. W. Robertson, A. Janin, C. J. Malone; *b.* 480 Roslyn Avenue, Westmount, Qué.; 140 Pagnuelo Avenue, Outremont, Qué.; 703a Bloomfield Ave., Outremont, Qué.

Question par M. Houde.—A quelle date la “Amiesite Asphalt, Limited” a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 21 septembre 1929.

2. *a.* John I. McDonald, Thomas F. Spellane, Armand Sicotte; *b.* 2,020 Union Avenue, Montréal.

Question par M. Houde.—1. A quelle date la “Macurban Asphalt, Limited” a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 21 septembre, 1929.

2. *a.* John I. McDonald, Thomas F. Spellane, E. H. Falardeau; *b.* 2,020, Union Avenue, Montréal.

Question par M. Houde.—1. A quelle date la Cie Adélarde Deslauriers, Limitée a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 8 juillet 1929.

2. a. Adélarde Deslauriers, J.-Achille Plamondon, Arthur Corriveau;
b. 171 Boulevard Langelier, 121 rue Richardson, 192, Avenue Brown,
Québec.

Question par M. Crépeau.—1. A quelle date “Le Soleil, Ltée” a-t-il
déposé pour la dernière fois un sommaire conformément à l’article 187
de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors les noms et adresses de ses directeurs?

Réponse par l’hon. M. David:

1. Le 29 janvier 1930.

2. Georges Parent, 70 rue St-Paul, Québec; Henri Gagnon, rue de
la Couronne, Québec; Léon Mercier Gouin, 11 Place d’Armes, Montréal;
Charles Parent, 111 Côte de la Montagne, Québec; C.-E. Taschereau,
71 rue St-Pierre, Québec.

Question par M. Laffeur.—Quels ont été les droits du pauvre perçus
dans toute la province en 1928-29: a. dans la cité de Montréal; b. dans
toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre
189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

Réponse par l’honorable M. David:

a. \$371,524.68; b. \$676,582.35.

Question par M. Laffeur.—Quel est le pourcentage des contributions
scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement:
a. en 1927-28; b. en 1928-29?

Réponse par l’honorable M. David:

a. En 1927-28: par les contribuables, 80%; par le gouvernement
20%; b. en 1928-29: Statistiques des contribuables pas encore prêtes.

Question par M. Duplessis.—Quels sont: a. les revenus bruts; b. les
revenus nets de la province provenant de la loi 16 George V, chapitre 55,
depuis le 1er janvier 1929 inclusivement, jusqu’au 1er janvier 1930 exclu-
sivement?

Réponse par l’honorable M. David:

a. \$314,558.07; b. \$305,512.64.

Question par M. Crépeau.—1. Quelle a été la moyenne des salaires
payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province:
a. pour l’année scolaire 1927-28; b. pour l’année scolaire 1928-29?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province:
a. pour l’année scolaire 1927-28; b. pour l’année scolaire 1928-29?

Réponse par l’honorable M. David:

a. Pour toute la province: \$526. (Année scolaire 1927-28); b. Pour
chacun des comtés de la province:

Abitibi.....	\$ 356.00	Matane.....	\$275.00
Argenteuil.....	511.00	Matapédia.....	266.00
Arthabaska.....	254.00	Mégantic.....	324.00
Bagot.....	276.00	Missisquoi.....	478.00
Beauce.....	270.00	Montcalm.....	317.00
Beauharnois.....	444.00	Montmagny.....	266.00
Bellechasse.....	256.00	Montmorency.....	310.00
Berthier.....	279.00	Montréal, cité.....	1,147.00

Bonaventure.....	347.00	Napierville.....	315.00
Brome.....	491.00	Nicolet.....	225.00
Chambly.....	710.00	Papineau.....	403.00
Champlain.....	331.00	Pontiac.....	545.00
Charlevoix.....	283.00	Portneuf.....	292.00
Châteauguay.....	418.00	Québec, cité.....	738.00
Chicoutimi.....	355.00	Québec, comté.....	327.00
Compton.....	471.00	Richelieu.....	259.00
Deux-Montagnes.....	332.00	Richmond.....	436.00
Dorchester.....	264.00	Rimouski.....	269.00
Drummond.....	301.00	Rouville.....	326.00
Frontenac.....	301.00	Saguenay.....	350.00
Gaspé.....	318.00	Shefford.....	392.00
Hull.....	533.00	Sherbrooke.....	717.00
Huntingdon.....	506.00	Soulanges.....	384.00
Iberville.....	315.00	Stanstead.....	571.00
Iles-de-la-Madeleine...	253.00	St-Hyacinthe.....	334.00
Jacques-Cartier.....	902.00	St-Jean.....	409.00
Joliette.....	302.00	St-Maurice.....	365.00
Kamouraska.....	233.00	Témiscamingue.....	389.00
Labelle.....	336.00	Témiscouata.....	280.00
Lac-St-Jean.....	344.00	Terrebonne.....	379.00
Laprairie.....	352.00	Trois-Rivières, cité...	622.00
L'Assomption.....	294.00	Vaudreuil.....	413.00
Laval.....	516.00	Verchères.....	326.00
Lévis.....	312.00	Westmount.....	1,387.00
L'Islet.....	238.00	Wolfe.....	322.00
Lotbinière.....	269.00	Yamaska.....	209.00
Maskinongé.....	266.00		

La compilation des statistiques pour l'année 1928-29 n'est pas terminée.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre

État indiquant: Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$68,664,509.86, tel qu'il apparaît à la page 227 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1929.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette chambre, en date de ce jour, pour:

État indiquant: Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$68,664,509.86, tel qu'il apparaît à la page 227 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1929.

(Document de la session No 39).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 23 janvier dernier:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

La Chambre continue le débat sur la motion, qui était en discussion à six heures du soir, ce jour.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Farand, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 5 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 108.—Loi autorisant Gédéon Fredette *et al*, à vendre certains biens substitués.

Bill 110.—Loi concernant la succession de Maurice Gougeon.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente la huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 112.—Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.

M. Roy, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De Maurice Hartt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre comme l'un de ses membres immédiatement après la passation de l'examen à la pratique du droit.

L'honorable M. Galipeault, du comité des chemins et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 92.—Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company".

Bill 114.—Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Qu'a coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités: la construction des 12,502 milles de "chemins améliorés de façon permanente", tel qu'il appert à la page 12 du Rapport du ministère de la voirie, 1929?

2. Combien de milles des dits chemins ont dû être refaits?

3. Qu'a coûté la réfection: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

4. Qu'ont coûté l'entretien et la réparation: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Pour les 10,531 milles améliorés antérieurement à 1929, voir les Journaux de l'Assemblée législative, 2ème session, 17ème législature, 1929, page 104. Pour les 1,971 milles améliorés en 1929: *a.* \$3,883,021.44; *b.* \$1,507,830.76.

2. Aucun chemin amélioré d'une façon permanente n'a été refait.

Pour les revêtements de surface faits antérieurement à 1929, voir les Journaux de l'Assemblée législative, 2ème session, 17ème législature 1929, page 104. Pour 1929, des revêtements de surface ont été faits sur 124.07 milles.

3. Pour les revêtements de surface faits antérieurement à 1929, voir les Journaux de l'Assemblée législative, 2ème session, 17ème législature 1929, page 104. Pour les revêtements de surface faits en 1929: *a.* \$3,500,347.67; *b.* rien.

4. *a.* Pour 1929: \$4,711,146.88.—Pour les années antérieures à 1929, voir les Journaux de l'Assemblée législative, 2ème session, 17ème législature, 1929, page 104; *b.* Rien depuis 1927. Pour les années antérieures à 1927, le gouvernement l'ignore.

Question par M. Renaud.—1. A combien de municipalité le gouvernement a-t-il fait envoyer à date des lettres d'avocat au sujet de travaux de voirie ?

2. Quelle somme globale représentent les réclamations du gouvernement à date, au sujet de travaux de voirie contre les municipalités auxquelles il a fait envoyer des lettres d'avocat ?

3. A combien de municipalités le gouvernement a-t-il intenté des poursuites au sujet de travaux de voirie ?

4. Quelle somme globale représentent toutes les poursuites intentées par le gouvernement à date à certaines municipalités au sujet de travaux de voirie ?

5. Quelle somme globale représentent les poursuites qui sont maintenant réglées et quel montant total a retiré ou retirera le gouvernement ?

6. Quelle somme globale ont coûté ces actions ou poursuites, en frais de cour ou autres: *a.* aux municipalités intéressées; *b.* au gouvernement ?

7. Depuis la réponse du 13 février 1929, quels sont les noms et prénoms de ceux qui ont agi au dossier comme avocats du gouvernement dans chacune des poursuites intentées par le gouvernement à ces municipalités au sujet de travaux de voirie et à quelle étude ou raison sociale appartenait chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 222.

2. \$1,369,025.55.

3. A 107 municipalités.

4. 889,178.47.

5. Montant des règlements, \$532,475.35; montant total retiré sur ces règlements, \$464,689.24; montant à retirer sur ces règlements, \$67,786.11.

6. Pour les actions réglées: *a.* \$6,399.74; *b.* \$33,773.68.

7. Aucune poursuite n'a été intentée depuis le 13 février 1929.

Question par M. Guertin.—1. La commission chargée d'étudier la question se rapportant au mesurage du bois ainsi qu'au tarif du cubage a-t-elle terminé ses travaux ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ?

3. Quelles sont les conclusions de son rapport ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 2. et 3. La Commission chargée d'étudier les questions se rapportant au mesurage ainsi que le tarif de cubage des bois n'ayant pas terminé ses travaux n'a pas encore présenté de rapport final.

Question par M. Sauvé.—1. A quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours ?

2. A quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. Recettes: \$25,276,789.36; Dépenses: \$22,852,678.93.

2. Recettes totales: \$27,550.850,75; Dépenses totales: \$31,859,-623.77.

Question par M. Sauvé.—Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province le 31 décembre 1929 ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1.— PASSIF 31 DÉCEMBRE 1929.

Dette consolidée due.....	\$80,322,491.58	
Moins:		
Fonds d'amortissement.....	\$8,036,259.13	
Paievements différés <i>re</i> obligations émises à la Banque d'Hochelaga en vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3 payables par versements annuels de... \$124,172.40	14,142,610.38	
Argent spécialement déposé au compte du rachat de l'emprunt, 10 Geo. V, chap. 3	\$1,936,858.13	24,115,727.64
		<u>56,206,763.94</u>
Puissance du Canada, balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
“ “ Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q.M.O. & O. Ry.....	25,000.00	
Prêts de la Puissance du Canada <i>re</i> Logements ouvriers.....	5,800,702.72	
Dépôts en fidéicommiss.....	3,451,968.64	
Mandats non payés.....	1,041,833.63	
Fonds de l'assistance publique.....	1,171,360.70	
Avances de la banque.....	4,478,359.12	
		<u>73,649,598.38</u>

ACTIF 31 DÉCEMBRE 1929.

Puissance du Canada: part de Québec au fonds des écoles communes.....	\$1,186,759.13
Argent en banques.....	484,911.43
Diverses avances par la province de Québec..	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice.....	2,599,852.27
Endiguement des eaux de la rivière St-François.....	794,092.18
Endiguement des eaux des rivières Ste-Anne et Savane.....	285,713.69
Endiguement des eaux du lac Kénogami.....	4,648,430.72
Endiguement des eaux de la rivière Métis... ..	273,531.41
Endiguement des eaux de la rivière du Nord.	26,747.71
Sanatorium à Ste-Agathe des Monts: agrandissement: avances autorisées par la loi 9 Geo. V, chap. 4.....	180,000.00

Construction d'une annexe au Palais de Justice de Montréal: avances autorisées par la Loi 10 Geo. V, chap. 4.	4,989,074.08
Construction d'une annexe au Palais de Justice de Québec: avances autorisées par la Loi 12 Geo. V, ch. 3.	1,100,497.87
Nouvelle prison, district de Montréal: avances autorisées par la Loi 7 Ed. VII, chap. 36	4,035,647.07
Palais de Justice et prison, district de Montcalm: avances autorisées par la Loi 1 Geo. V, chap. 8.	87,857.74
Palais de Justice et pris n, district de Roberval: avances autorisées par la Loi 2 Geo. V, chap. 6.	42,364.60
Construction d'un Palais de Justice et d'une prison, district d'Abitibi, à Amos: avances autorisées par la Loi 11 Geo. V, chap. 13. . .	98,480.16
Palais de Justice et prison, district d'Abitibi à Rouyn, avances autorisées par la Loi 17 George V, chap. 8.	2,748.45
Construction d'un Palais de Justice et d'une prison à St-Jérôme: avances autorisées par la Loi 12 Geo. V, chap. 21.	166,973.17
Construction d'un Palais de Justice et d'une Prison à Campbell's Bay: avances autorisées par la Loi 13 Geo. V, chap. 16.	165,147.24
Construction d'un Musée d'Histoire naturelle à Québec: avances autorisées par la Loi 13 Geo. V, chap. 3.	999,872.14
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des Hautes Études Commerciales, Montréal.	45,000.00
Construction et ameublement de l'École des gardes-forestiers: avances autorisées par R.S., 1925, chap. 48.	6,843.70
Palais de Justice et prison à Ville-Marie: avances autorisées par la Loi 17 Geo. V, chap. 7.	5,937.45
Installation et ameublement de l'École de papeterie: avances autorisées par S.R., 1925, chap. 48.	20,799.75
Achat d'une propriété 89a du cadastre quartier est, Montréal, pour servir de Morgue, autorisé par arrêté Ministériel No 711, du 30 avril 1925.	55,000.00
Propriété: 73, Grande Allée, Québec, pour servir de logement à la Commission des accidents du travail autorisé par arrêté ministériel No 868 du 16 mai 1928.	56,346.08

Construction de ponts à l'Île Perrot, avances autorisées par la loi 11 Geo. V, ch. 9.....	731,793.77	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 Geo. V, ch. 5.....	446,868.88	
Loi des accidents du travail, 18 Geo. V, chap. 79, sec. 10.....	63,785.27	
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de Justice de Québec: avances autorisées par 18 Geo. V, chap. 3..	2,106,660.72	
Chemin carrossable du pont de Québec pour la circulation des véhicules: avances autorisées par la Loi 19 Geo. V, chap. 6.....	265,333.71	
Prêts aux municipalités <i>re</i> Logements ouvriers.....	7,300,702.72	
		33,381,210.40
Excédant du passif sur l'actif le 31 décembre 1929.....	40,268,387.98	

Question par M. Lafleur.—1. Quels ont été les droits perçus en 1928-29: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1928-29: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1928-29: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur les dits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. *a.* \$52,731.68; *b.* \$24,789.65.

2. *a.* Pour les licences, \$9,175.00; pour les droits d'entrée, \$13,136.85; *b.* pour les licences, \$26,946.10; pour les droits d'entrée, \$24,444.95.

3. *a.* Pour enregistrement des appareils, \$355.00; pour les droits sur les paris ou gageures, \$148,867.37; *b.* Pour enregistrement des appareils, \$940.00; pour les droits sur les paris ou gageures, \$270,847.83.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi, 23 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 147) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull".

Bill (No 144) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 148) intitulé: "Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

La Chambre continue le débat sur la motion qui était en discussion à six heures du soir, ce jour.

Et le débat se continue.

M. l'Orateur décide que seul le député à qui on a imputé des propos, qu'il n'aurait pas tenus, peut nier avoir tenu ces propos.

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait et mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Charbonneau,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Drouin,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,

Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McMaster,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Ouellet,
Perron,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Saurette,
Taschereau,
Turcotte,
Vautrin.—46.

CONTRE

Messieurs :

Blain,
Gault,
Houde,

Renaud,
Tremblay.—5.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Frigon, secondé par M. Piché, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 6 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 118.—Loi concernant la succession de feu Blanche-Célina *alias* Céline St-Denis.

Bill 145.—Loi validant un acte de vente consenti à L.-Arthur Gaudoury.

Avec amendements:

Bill 77.—Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Bill 149.—Loi autorisant "Last Post Fund" à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel est rapport lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 116.—Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville.

Bill 107.—Loi constituant en corporation "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church".

Bill 124.—Loi constituant en corporation "Christian and Missionary Alliance in Quebec".

Bill 120.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.

M. Roy, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Louis Marvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey".

De Saul Mayer Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey".

De Joseph Alvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey".

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille Dobrofsky en celui de Dorsey".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 142) intitulé: "Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 143) intitulé: "Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'expropriation."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 23 janvier dernier: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité de subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

La Chambre continue le débat sur la motion qui était en discussion à six du soir, ce jour.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 133) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examen."

Bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides."

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre:
Dix-huitième rapport de la Commission des Eaux Courantes de
Québec. (*Document de la session No 40*).

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:
Statistiques des Institutions d'Assistance pour l'année 1928.
(*Document de la session No 41*).

État financier des Corporations Scolaires, pour l'année finissant le
30 juin 1928. (*Document de la session No 42*).

Statistiques Municipales pour l'année civile 1928.
(*Document de la session No 43*).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable
M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit
ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 7 FÉVRIER 1930

Onze heures du matin.

Le Greffier de la Chambre annonce que M. l'Orateur est absent, et,
en conséquence, l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Question par M. Tremblay.—1. Depuis le premier mars 1929, quel
est le nombre des cas que la Commission des accidents du Travail a eu
à étudier à date?

2. Depuis le premier mars 1929, quel est le nombre de ces cas que la
Commission des accidents du Travail a réglés à date et pour quel mon-
tant global?

3. Quel est le nombre de cas soumis à la Commission des accidents
du Travail avant le premier mars 1929 et non réglés à cette date, qui l'ont
été depuis et pour quel montant global?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 2. et 3. Voir le deuxième rapport de la Commission des Accidents
du Travail, déposé devant cette Chambre le 31 janvier 1930. Document
de la session No 37.

Question par M. Guertin.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il
avancé pour aider aux colons à se bâtir maisons ou granges durant l'an-
née 1929?

2. Quels sont les noms et adresses de chacun des colons qui ont reçu
de telles avances?

Réponse par l'honorable M. LaFerté:

1. Un montant de \$22,419.88 a été prêté aux colons pour la période depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre 1929.

2. *Comté d'Abitibi*:—Noel Sabourin, St-Félix-de-D'alquier; Adjutor Brochu, St-Marc de Figuary; Alphée Roy, St-Marc de Figuary; Georges Groleau, Belcourt; Horenne Boisvert, Landrienne; Athanase Saloie, Villemontel; Donat Périgny, St-Marc de Figuary; Cajetan Bourassa, Launay Station; Apollinaire Grenier, St-Marc de Figuary; Philias Trudel, Amos; Alfred Jacob, La Motte; Motthé Lord, St-Félix de Dalquier; Jos.-Philias Trudel, Amos; Maurice Sartori, Launay; Onésime Tanguay, La Sarre; Delphis Aliette, Macamic; Albert Genesse, Authier; Cléophas Bourassa, Ste-Rose de Poularies, Adolphe Grenier, Amos; Amable Lamarche, Senneterre; Alfred Bouchard, Macamic; Honoré Fortier, Senneterre; Emile-A. Allard, Amos; Odilon Morasse, Dupuy; Arsène Duchesneau, Belcourt.

Comté de Chicoutimi:—Thomas Harvey, St-Nazaire; Jean Tremblay, St-Nazaire, Almas Lavoie, St-Nazaire; Edouard Bertrand, Bégin; Uldéric Fradette, Bégin; Pitre Blanchette, St-Léon; Joseph Pellerin, St-Léon; Cyrille Asselin, St-Ambroise; Ludger Gérard, St-Charles-Boromé, Augustin Bradet, St-Ambroise.

Comté du Lac St-Jean:—Ephrem Allard, Ste-Jeanne-d'Arc; Mme Léonidas Larouche, l'Ascension; Eugène Gauthier, l'Ascension; Raoul Jobin, Didyme; Ménalque Simard, Didyme; Georges Roberge, Didyme; Henri Leroyer, Ste-Jeanne-d'Arc; Willie Doré, La Trappe et Ethelbert Lavoie, Albanel.

Comté de Matapédia:—Gérard Gauthier, Nemtayé; J.-Clément Lavoie, Nemtayé; François Pelletier, Nemtayé; André Lavoie, Nemtayé; Albert Lavoie, Nemtayé; Edgar Lavoie, Nemtayé; Ovila Gauthier, Nemtayé; Joseph Pelletier, Nemtayé; Alfred Gauthier, Nemtayé; Georges Courchesne, Blais; Joseph Plourde, Blais; Hormidas Rodrigue, Amqui.

Comté de Témiscouata:—Bernardin Nadeau, St-Benoit de Packington; Jean-Baptiste Dumont, St-Benoit de Packington; Henri Bouchard, St-Benoit de Packington.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Gauthier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, de tout document, et de tout contrat entre le gouvernement de cette province ou l'un de ses membres et toute personne ou corporation relativement à la "Beauharnois Light, Heat & Power Company", depuis le 1er janvier 1927 inclusivement jusqu'au 15 janvier 1930 inclusivement.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Gauthier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, de tous documents et de tous contrats entre le gouvernement de cette province ou l'un de ses membres et toute personne ou corporation relativement à la Loi 19 George V, chapitre 31.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 7) intitulé: "Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal".

Bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des coroners.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé, "Loi modifiant la Loi des palais de justice et prisons."

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company."

M. Grant propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en Comité.

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que cet ordre soit révoqué et que le dit bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre le rejette.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan-Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand-Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de Chirurgie dentaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 77) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 137) intitulé: "Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey."

Bill (No 142) intitulé: "Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey."

Bill (No 143) intitulé: "Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 11 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 123.—Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque.

Bill 148.—Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.

Avec amendements:

Bill 97.—Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse.

Bill 122.—Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 115.—Loi concernant l'association des directeurs de funérailles de la province de Québec.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant l'article 1622 du Code civil."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales. "

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant les articles 455 et 949 du Code civil."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État indiquant: 1. Quels emprunts permanents ou temporaires ont été effectués par le gouvernement depuis l'exercice financier 1919-20; 2. Quelle maison financière a négocié chaque emprunt pour le gouvernement; 3. Quel a été dans chaque cas le taux d'intérêt payé.

L'honorable M. McMaster dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour:

État indiquant: 1. Quels emprunts permanents ou temporaires ont été effectués par le gouvernement depuis l'exercice financier 1919-20; 2. Quelle maison financière a négocié chaque emprunt pour le gouvernement; 3. Quel a été dans chaque cas le taux d'intérêt payé.

(Document de la Session No 44).

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État demandant: 1. Depuis la réponse du 21 mars 1929, (Document de la session No 54) combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: a. le nom de l'entrepreneur; b. la date du contrat; c. le prix du contrat; d. le nom de la route; e. la nature des matériaux employés.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour:

État demandant: 1. Depuis la réponse du 21 mars 1929, (Document de la session No 54) combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: a. le nom de l'entrepreneur; b. la date du contrat; c. le prix du contrat; d. le nom de la route; e. la nature des matériaux employés.

(Document de la Session No 45).

Question par M. Guertin.—1. Des procédures ont-elles été prises par les avocats du Procureur-Général pour faire annuler le transfert de l'actif de la "Dominion Financial Corporation, Limited" à la "Vermont Mortgage Corporation"?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. A quel stage en sont actuellement ces procédures?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. 9 décembre 1929.

3. Le bref a été rapporté et presque tous les défendeurs et mis-en-cause ont comparu par ministère d'avocat. L'action a été attaquée par deux exceptions à la forme et par exception déclinatoire de la part des défendeurs domiciliés dans le district de Bedford. Ces exceptions ont été plaidées le 27 janvier et le juge les a prises en délibéré.

Question par M. Tremblay.—1. Depuis la réponse du 6 février 1929, combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement ?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster :

1. \$29,322.00.

2. Achat d'un terrain à Québec.

Question par M. Tremblay.—1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1929 ?

2. Combien dans la cité de Québec ?

3. Combien dans le reste de la province ?

4. Combien de transports de licences de tavernes ont-ils été accordés dans la même année: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province ?

5. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. McMaster :

1. 314.

2. 62.

3. 245.

4. *a.* 22; *b.* 1; *c.* 33.

5. 44.

Question par M. Tremblay.—1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1er mai 1928 au 30 avril 1929, et combien a-t-il rapporté ?

2. Même question, du 30 avril 1929 à date ?

Réponse par l'honorable M. McMaster :

1. *a.* \$2,453.19; *b.* rien.

2. *a.* \$1,818.97; *b.* rien.

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* du 1er mai 1928 au 1er mai 1929; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930 ?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1er mai 1928 au 1er mai 1929; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.; *a.* du 1er mai 1928 au 1er mai 1929; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1er mai 1928 au 1er mai 1929; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1er mai 1928 au 1er mai 1929; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. *a.* \$27,007,430.92; *b.* \$20,056,540.30.

2. *a.* \$61,358.30; *b.* \$47,816.70.

3. *a.* \$943,362.46; *b.* \$971,934.14.

4. *a.* \$69,599.15; *b.* \$48,541.00.

5. *a.* \$17,701.55; *b.* \$8,793.70.

Question par M. Guertin.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1928-29?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Hull \$162.50; Wakefield, \$20.00; Aylwin, \$72.50; Bouchette, \$45.00; Hardley, \$70.00; Hull, partie-ouest, \$10.00; Kensington, \$20.00; Maniwaki, \$40.00; Wright, \$90.00.

Question par M. Guertin.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1928-29?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Aucune corporation scolaire du comté de Hull n'a fait d'emprunt en 1928-1929?

Question par M. Guertin.—1. Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1928-29?

2. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc. dans le comté de Hull, pour l'année 1928-29?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull pour l'année 1928-29?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs, dans le district de Hull pour l'année 1928-29?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. \$998,057.60.
2. \$16,479.65.
3. \$2,185.00.
4. \$1,243.33.

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Ouellet, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 23) intitulé: "Loi concernant "Verdun Protestant Hospital".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 23 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Piché, secondé par M. Messier, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

M. Grant propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion est soumise à la Chambre.

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

"Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Guertin,
Houde,*

*Lafleur,
Renaud,
Tremblay.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Baillargeon,
Bastien,
Bédard,*

*Grant,
Laferté,
Lahaie,*

Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,
Galipeault,
Gauthier,
Godbout,

Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
McMaster,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Oliver,
Ouellet,
Papineau,
Perrault,
Piché,
Plante,
Rochette,
Roy,
Taschereau,
Turcotte.—51.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est de nouveau soumise à la Chambre.

M. Lafleur propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud:

“Que tous les mots après “Que” dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: “le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction d'en retrancher les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 7.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Duplessis,
Guertin,
Houde,

Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—8.

CONTRE

Messieurs:

Baillargeon,
Bastien,
Bergeron,

Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,

*Bernard,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Dugas,
Farand,
Frigon,
Gagnon,
Gault,
Gauthier,
Grant,*

*Leduc,
Lemieux (Gaspé),
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac Saint-Jean),
Paquet,
Plante,
Rochette,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Turcotte,
Vautrin.—35.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est de nouveau soumise à la Chambre.

M. Houde propose par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:
Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient
remplacés par les suivants:

"Le bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier avec instruction
de l'amender en retranchant l'article 1."

L'honorable M. Taschereau objecte que cet amendement est irrégulier parce qu'il remet en question un principe sur lequel la Chambre s'est prononcée à l'occasion de l'amendement précédent.

L'Orateur décide que l'amendement est irrégulier parce qu'on a déjà proposé de renvoyer le bill au comité plénier et que la Chambre s'est déjà prononcée sur ce point.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Baillargeon,
Bastien,
Bergeron,
Charbonneau,
Cohen,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Dugas,
Farand,
Gagnon,
Gauthier,
Grant,*

*Laperrière,
Lapierre.
Leduc,
Lortie,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Plante,
Rochette,
Saurette,
Taschereau,
Turcotte.—27.*

CONTRE

Messieurs:

Blain,
Duplessis,
Guertin,
Houde,

Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—7.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Bnai Israel".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant Gédéon Fredette *et al* à vendre certains biens substitués."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de Maurice Gougeon."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Blanche Celema *alias* Celina St-Denis."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise au voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 145) intitulé: "Loi validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 149) intitulé: "Loi autorisant "Last Post Fund" à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi constituant en corporation "Christian and Missionary Alliance in Quebec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Septième rapport annuel du service provincial d'hygiène pour l'année 1928-29 et de la Démographie pour l'année 1928.

(Document de la Session No 46).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 27 mars 1929, pour:

Copie de toute correspondance, documents, requêtes, pétitions, etc., entre le gouvernement de cette province et toutes personnes relativement aux traitements des inspecteurs d'écoles de la province.

(Document de la session No 47).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 12 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 7.—Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal.

Avec amendements:

Bill 132.—Loi constituant en corporation la "Montreal Mutual Insurance Company".

Bill 135.—Loi ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 144.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.

Le comité fait de plus rapport que les promoteurs du bill numéro 104,

intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", ont demandé la permission de retirer leur bill et que le comité recommande à la Chambre d'accéder à cette demande.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Question par M. Lafleur.—1. Depuis la réponse du 22 mars 1929, combien le département des pêcheries a-t-il dépensé soit pour détruire le marsouin dans les eaux de cette province, soit pour étudier les meilleurs moyens à prendre pour le chasser, le détruire ou l'utiliser au point de vue commercial?

2. A qui a été confié le soin de poursuivre les dites études ou de tenter cette œuvre de destruction?

3. Quelle somme a été dépensée ou sera payée par le gouvernement à chacune des personnes à qui fut confié ce travail?

4. Quel procédé a été employé et quel résultat obtenu dans chaque cas?

5. Le département a-t-il eu un rapport sur le nombre de marsouins tués ou capturés: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

6. Dans l'affirmative, combien de marsouins ont été: *a.* tués; *b.* capturés au cours de chacune de ces années?

7. Dans la négative, pourquoi le département n'a-t-il pas eu de rapport?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. \$27,214.53.

2. Les divers aspects du problème créé par la présence des marsouins ont été étudiés par M. F.-M. Gibault, surintendant des Pêcheries Maritimes, et par le Père Garnier, missionnaire sur la Côte-Nord. Quant aux tentatives de destruction, elles ont été faites sous la direction de M. Eugène Comeau et du Docteur L. Cuisinier.

3. Comme quelques centaines de pêcheurs ont été employés pour chasser les marsouins à bord d'embarcations armées, la liste de ces personnes pourra être produite sur demande de production de documents. Pour résumer, le salaire de ces hommes a été de \$18,466.35; d'autre part, il a été payé une somme de \$5,295.76 pour l'usage d'un avion, pour le traitement du pilote et de son mécanicien et pour l'achat des bombes.

4. On a cherché à chasser les marsouins en les poursuivant avec des embarcations armées et en les bombardant du haut de l'avion. L'avion a eu pour résultat de renseigner le département sur quelques-uns des aspects qu'offrent les mœurs et les habitudes de ce mammifère. Quant aux embarcations armées, elles ont eu comme résultat, d'après le témoignage des pêcheurs de la Côte, de chasser les marsouins beaucoup plus tôt qu'ils n'étaient partis les étés précédents et d'aider ainsi à l'amélioration des conditions de la pêche, à partir du milieu d'août, depuis les Sept Îles jusqu'au Havre St-Pierre. Les dépenses faites sous ce rapport ont également eu pour résultat de permettre à un grand nombre de pêcheurs, en un temps où la pêche était complètement nulle, de gagner honorablement la vie de leurs familles.

5. Oui.

6. En 1927, 1; en 1928, 22; en 1929, 230.

7. Répondu précédemment.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques."

Bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret de certains règlements par les électeurs."

Bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant les articles 455 et 949 du Code civil."

Bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'expropriation."

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 23 janvier dernier: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929. "

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Lévis."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat and Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens".

Bill No 12, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens."

Bill No 79, intitulé: "Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape."

Bill No 80, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

Bill No 90, intitulé: "Loi modifiant la charte de "Montreal Trust Company".

Bill No 93, intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters."

Bill No 117, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens."

Bill No 126, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 86, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

Bill No 94, intitulé: "Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis".

Bill No 127, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 86) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal," et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 127) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perron, il est—

Ordonné que le nom de M. Houde soit ajouté à la liste des membres du comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 13 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 183.—Loi modifiant la loi relative aux rues publiques.

Bill 184.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

Bill 185.—Loi modifiant la loi de l'expropriation.

Avec amendements:

Bill 111.—Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 103.—Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Bill 82.—Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville.

M. Roy, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas suivants:

De la Corporation du comté de Hull, demandant l'adoption d'une loi légalisant les travaux faits au "Pont Alonzo Wright", et à faire un emprunt.

Des Syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant un acte de cotisation et les autorisant à tenir compte de certains démembrements dans leurs revisions à venir.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De "The Quebec Labrador Railway Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 146) intitulé: "Loi concernant le pont de comté appelé "Pont Alonzo Wright" dans le comté municipal de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Authier ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Quebec Labrador Railway Company"."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Power ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Cité de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un Bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le département de l'agriculture."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté, ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Houde.—Quel est chacun des cas de nécessité urgente pour lesquels des mandats spéciaux, ainsi qu'il appert aux pages 2 et 3 des Comptes Publics 1929, ont été émis pour:

- a. \$35,000.00 au service "Législation";
- b. \$115,000.00 au service "Administration de la justice";
- c. \$33,600.00 au service "Instruction publique";
- d. \$180,000.00 au service "Asiles d'aliénés";
- e. \$100,000.00 au service "Écoles de réforme et d'industrie";
- f. \$249,000.00 au service "Travaux publics";
- g. \$13,000.00 au service "Travail";
- h. \$200,000.00 au service "Agriculture";
- i. \$68,861.35 au service "Terres et Forêts";
- j. \$205,000.00 au service "Colonisation, Mines et Pêcheries";
- k. \$12,900.00 au service "Charges sur le revenu";
- l. \$5,752.00 à "Services divers"?

Réponse par l'honorable McMaster:

Les montants votés par la Chambre étant épuisés, il a été nécessaire de les combler pour le service public par ces montants.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à la compagnie "Le Soleil, Ltée" pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$221,307.07.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$720,00 pour “Rapports du surintendant”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l’honorable M. McMaster :

Voir état financier du Surintendant de l’Instruction publique, 1929, page 235.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$18,700.00 pour “Cartes”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l’honorable M. McMaster :

Voir état financier du Surintendant de l’Instruction publique, 1929, page 274.

Question par M. Blain.—Qui impriment : *a.* le journal français ; *b.* le journal anglais de l’Instruction publique pour la publication desquels il a été octroyé \$14,000,00 tel qu’il appert, à la page 156 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l’honorable M. McMaster :

Voir état financier du Surintendant de l’Instruction publique, 1929, page 150.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$18,000.00 pour l’impression de “Mon premier Livre”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l’honorable M. McMaster :

Voir état financier du Surintendant de l’Instruction publique, 1929, page 274.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$4,000.00 pour la distribution de “Mon premier Livre”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l’honorable M. McMaster :

Voir état financier du Surintendant de l’Instruction publique, 1929, page 275.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$3,500.00 pour “Rapports du département”, tel qu’il appert à la page 156 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l’honorable M. McMaster :

Voir état financier du Surintendant de l’Instruction publique, 1929, page 235.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$5,500.00 pour “reliure”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Voir état financier du Surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 275.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$2,200.00 pour “Livre de prix” ainsi qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Voir état financier du Surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$707.71 pour l'impression du bulletin météorologique, août 1927 à avril 1929, tel qu’il appert à la page 160 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Payé à l'ordre du Soleil, Limitée, tel qu’indiqué à la page 160 des Comptes publics 1928-29.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$6,792.20 pour “impression”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Voir état financier du Surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$6,604.69 pour l'impression de “loi scolaire”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Voir état financier du Surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

Question par M. Blain.—A qui ont été payées les \$750.00 pour “Journal scolaire”, tel qu’il appert à la page 155 des Comptes publics 1928-29 et quel montant a été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Voir état financier du Surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 150.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont la Chambre a été saisie le jeudi 23 janvier dernier: “Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil” (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La dite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés."

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 78, intitulé: "Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père."

Bill 102, intitulé: "Loi concernant "University Club of Montreal".

Bill 106, intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", à Québec".

Bill 134, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Pension Fund Society of The Royal Trust Company".

Bill 138, intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 105, intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Congrégation du Très Saint-Rédempteur".

Bill 109, intitulé: "Loi concernant "Anglo Canadian Insurance Corporation, Limited".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Congrégation du Très Saint-Rédempteur", et lesdits amendements sont lus une première et fois une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 109) intitulé: "Loi concernant "Anglo Canadian Insurance Corporation, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 97) intitulé: "Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans la dite paroisse."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 148) intitulé: "Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Montreal Mutual Insurance Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement, mais avec un changement dans le titre.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois avec le titre: Bill (No 132) intitulé: "Select Mutual Insurance Company".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 14 FÉVRIER 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 187) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Le ministre de la voirie a-t-il donné un contrat pour le remplissage de deux coulées dans le chemin de front du Lac Saint-Jean (rang de l'église de Saint-Bruno) ?

2. Dans l'affirmative, qui a obtenu ce contrat ?

3. Des soumissions ont-elles été demandées ? Si oui, dans quels journaux ont-elles été annoncées et pendant combien de temps ?

4. Quel prix a été accordé à l'entrepreneur ?

5. Le gouvernement sait-il que ledit entrepreneur n'emploie pas pour l'exécution de ces travaux des résidents de l'endroit ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. Paul Tremblay.

3. Oui. Annoncées le 27 avril 1929 dans *Le Colon* et *Le Progrès* du Saguenay, pour être reçues le 14 mai 1929.

4. \$26,281.49.

5. Non.

Question par M. Tremblay.—1. Des plaintes ont-elles été portées au ministre de la voirie au sujet de l'entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean, pour mauvais état des chemins, surtout du côté nord, et par qui ?

2. Le ministre a-t-il fait faire les travaux demandés et dans l'affirmative, à quelle date de la saison ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui. Par des contribuables des cantons de Normandin et d'Albanel; par le conseil municipal du canton de Delisle et par le maire de la ville de St-Joseph-d'Alma.

2. L'entrepreneur a reçu instructions d'exécuter les travaux de réparations nécessaires aux dates suivantes 5 juillet 1927, 10 mai 1929, 14 mai 1929 et 8 juillet 1929.

Sur la motion de M. Frigon, secondé par M. Gauthier, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 7) intitulé: "Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au faureuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre de disive et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 146) intitulé: "Loi concernant le pont de comté appelé "Pont Alonzo Wright", dans le comté municipal de Hull."

Bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 136) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Quebec Labrador Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et aux autres moyens de communications.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 18 FÉVRIER 1930

Prière.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 des Règlements de l'Assemblée législative soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie E. B. Eddy Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions relativement à l'évaluation de ses propriétés et que la dite pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 14.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations.

Bill 16.—Loi modifiant la loi des palais de justice et prisons.

Avec amendements:

Bill 10.—Loi modifiant la loi des coroners.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Combien de municipalités dans la province n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la loi des bons chemins: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

2. Quels sont les noms et les comtés de ces municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. En 1925 et 1926: Voir page 99 des Journaux de l'Assemblée législative, 1929; en 1927: six; en 1928: quatorze; en 1929: cent cinquante-une.

2. En 1925 et 1926: Voir page 99 des journaux, 1929, de l'Assemblée législative.

En 1927: Bellechasse: paroisse de St-Camille de Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Lac-Saint-Jean: corporation de St-Méthode; Montmagny: paroisse de St-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides.

En 1928: Bellechasse: paroisse de St-Camille de Lellis; Frontenac: corporation de Winslow-Sud; canton de Whitton; Lac Saint-Jean: paroisse de Saint-Louis-de-Chambord; paroisse de St-François-de-Sales; corporation de St-Méthode; Laval: paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies; Lévis: paroisse de St-Nicolas; Matapédia: paroisse de St-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal; paroisse de Ste-Florence-de-Beaurivage; Montmagny: paroisse de St-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides; Stanstead: paroisse de Ste-Catherine-de-Hatley.

En 1929: Abitibi: canton de La Sarre; Arthabaska: paroisse de Ste-Victoire; Bagot, paroisse de St-Hugues-de-Ramsay; village de St-Hugues; paroisse de Ste-Christine; Beauce: canton de Shenley; Beauharnois: paroisse de St-Timothée; ville de Beauharnois; paroisse de St-Clément; village du Lac Saint-Louis; Bellechasse: paroisse de St-Camille-de-Lellis; Berthier: ville de Berthier; paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier; Brôme: partie est du canton de Farnham; corporation de Bolton-Est; Chambly: village de Chambly Canton; cité de Longueuil; paroisse de St-Hubert; paroisse de St-Antoine-de-Longueuil; ville de Greenfield-Park; Champlain: ville de St-Tite; village de Ste-Thècle; paroisse de St-Tite; Charlevoix-Saguenay: paroisse de St-Etienne-de-la-Malbaie; Châteauguay: paroisse de St-Jean-Chrysostôme; paroisse de Ste-Philomène; partie-est de la paroisse de St-Antoine-Abbé; paroisse de Ste-Clotilde; Chicoutimi: ville de Bagotville; paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière; paroisse de St-Honoré; canton de Bourget; ville de Port-Alfred; Compton: canton de St-Edwidge-de-Clifton; canton de Ditton; corporation de Bury; canton de Westbury; canton de Lingwick; Deux-Montagnes: paroisse de St-Hermas; paroisse de St-Augustin; village de St-Benoit; Drummond, paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil; corporation de Kingsey-Falls; Frontenac: corporation de Winslow-Sud; canton de Winslow-Nord; canton de Whitton; Hull: ville d'Aylmer; Huntingdon: canton de Hemmingford; paroisse de St-Anicet; canton de Havelock; Iberville: paroisse de St-George-de-Henryville; paroisse de St-Alexandre; Jacques-Cartier: ville de Pointe-Claire; ville de St-Pierre; Joliette: paroisse de Ste-Emélie-de-l'Energie; Kamouraska; paroisse de St-André; Labelle: partie-est du canton de Campbell; village de Mont-Laurier; Lac-St-Jean: paroisse de St-Jérôme; paroisse de St-Prime; village de St-Félicien; paroisse de St-Joseph-d'Alma; paroisse de St-Gédéon; paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville; paroisse de St-Félicien; paroisse de St-Louis-de-Chambord; village de St-Bruno; ville de Roberval; paroisse de St-François-de-Sales; canton de Delisle; corporation de St-Méthode; village de St-Cœur-de-Marie; paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur; paroisse de St-Henri-de-Taillon; L'Assomption: village de l'Epiphanie; paroisse de l'Epiphanie; ville de Laurentides; paroisse de St-Lin; Laval: paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies;

paroisse de St-François-de-Sales; Lévis: paroisse de St-Nicolas; paroisse de St-Etienne-de-Lauzon; L'Islet: corporation de Tourville; Lotbinière: village de Lerclercville; Matapédia: paroisse de Ste-Marie-de-Sayabec; paroisse de St-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal; partie-nord de la paroisse de Ste-Florence-de-Beaurivage; Mégantic: paroisse de St-Antoine-de-Pontbriand; canton de Thetford-Sud; Missisquoi: paroisse de St-Pierre-de-Vérone-à-Pike-River; paroisse de St-Georges-de-Clarenceville; Montcalm: paroisse de St-Esprit; paroisse de Ste-Julienne; Montmagny: paroisse de St-Thomas; ville de Montmagny; paroisse de St-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Napierville-Laprairie: paroisse de St-Michel-Archange; paroisse de St-Edouard-de-St-Georges; paroisse de St-Isidore; paroisse de St-Mathieu; Nicolet: paroisse de St-Pierre-les-Becquets; paroisse de St-Léonard; ville de Nicolet; Papineau: village de St-André-Avellin; paroisse de St-André-Avellin; paroisse de Ste-Angélique; village de Pointe-à-Gatineau; paroisse de l'Ange-Gardien; Portneuf: paroisse de St-Alban; Québec: paroisse de St-Colomb-de-Sillery; paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides; paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge; paroisse de Beauport; paroisse de Ste-Foy: village de Loretteville; paroisse de St-Ambroise-la-Jeune-Lorette; ville de Courville; paroisse de St-Charles-de-Charlesbourg; ville de Québec-Ouest; Richmond: paroisse de St-François-Xavier-de-Brompton; canton de Stoke; Rouville: paroisse de St-Jean-Baptiste-de-Rouville; paroisse de St-Césaire; village de St-Césaire; paroisse de St-Michel-de-Rougemont; village de Rougemont; Sherbrooke: canton d'Ascot; corporation de Rock-Forest; Stanstead: paroisse de Ste-Catherine-de-Hatley; St-Jean: paroisse de St-Jean; paroisse de St-Bernard-de-Lacolle; paroisse de St-Valentin; paroisse de St-Blaise; corporation du comté de St-Jean; St-Maurice: paroisse de St-Barnabé; paroisse de St-Boniface-de-Shawignigan; Témiscamingue: village de Ville-Marie; Témiscouata: ville de Trois-Pistoles; Terrebonne: ville de Ste-Agathe-des-Monts; Trois-Rivières: cité de Trois-Rivières; Vaudreuil: paroisse de Ste-Madeleine-de-Rigaud; paroisse de Ste-Justine-de-Newton; ville de Rigaud; paroisse de Ste-Marthe; Verchères: paroisse de St-Marc-de-Cournoyer; paroisse de Varennes; village de Varennes; paroisse de St-Mathieu-de-Belœil: paroisse de Verchères; Yamaska: village de St-François-du-Lac.

Question par M. Blain.—1. Quelle somme représentent les mandats émis et non payés au 31 décembre 1929 pour les premiers six mois de l'exercice en cours ?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1929 ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1 \$1,041,833.63.

2. Avance par la Banque de Montréal: \$4,478,359.12

Moins:

Argent en différentes banques \$484,911.43

Dépôts spéciaux mis de côté

pour le rachat de l'em-

prunt devenant du le 1er

juin 1930.....

\$1,936,858.13 \$2,421,769.56

Avances nettes:

\$2,056,589.56

Question par M. Tremblay.—1. Le ministre de la voirie a-t-il donné un contrat pour le charroiage d'une certaine quantité de sable à gravelage pendant l'hiver courant, dans la paroisse de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean ?

2. Dans l'affirmative: *a.* a-t-il demandé des soumissions; *b.* dans quels journaux; *c.* pendant combien de temps ?

3. Combien de soumissions a-t-il reçues, par qui étaient-elles signées et quel était le montant de chacune d'elles ?

4. Qui a obtenu ce contrat et à quels prix et conditions ?

5. Dans le dit contrat, le ministre a-t-il obligé l'entrepreneur à employer pour charroyer ce sable, les cultivateurs de Saint-Gédéon et à quel prix à la journée ou à la verge ?

6. Quels sont les noms et prénoms du propriétaire du puits de sable et quel prix par verge lui est-il accordé ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. *a.* Oui; *b.* Le Colon; Le Progrès du Saguenay; *c.* Annoncées le 2 novembre 1929 pour être reçues le 12 novembre 1929.

3. Une soumission signée par Emile Plourde, pour la somme de \$11,300.00.

4. Emile Plourde; au prix de \$10,550.00; à forfait.

5. Non.

6. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement a-t-il, au cours de l'année 1929, donné un contrat de réparation ou de parachèvement de la route nationale de Bagotville en se dirigeant vers l'ouest jusqu'à Chicoutimi ou Jonquière, à M. E.-R. Truchon, entrepreneur de Roberval ?

2. Dans l'affirmative: *a.* des soumissions ont-elles été demandées; *b.* dans quels journaux; *c.* pendant combien de temps ?

3. Ce contrat a-t-il été accordé à la verge, à la journée, à commission ou pour un montant déterminé et à quel prix ?

4. Ce contrat a-t-il été donné pour un an seulement et dans la négative pour combien de temps ?

5. Quel montant a reçu le nommé Truchon pour le travail fait pendant la saison d'été 1929 ?

6. Y a-t-il eu des "extras" et dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. *a.* Oui; *b.* Le Colon; Le Progrès du Saguenay; Le Soleil; The Chronicle Telegraph; *c.* Annoncées le 25 mai 1929 pour être reçues le 12 juin 1929.

3. A forfait, pour le prix de \$340,452.55.

4. L'entrepreneur s'est engagé à exécuter les travaux au fur et à mesure que les travaux préliminaires faits à la journée par le département seront exécutés.

5. Aucun.

6. Non.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 3) intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 37) intitulé: "Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

Bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret de certains règlements par les électeurs".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'expropriation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Or onné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit".

M. Drouin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion est mise en délibération.

M. Dugas propose par voie d'amendement, secondé par M. Bédard: Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et y ajoutant les mots: "dans six mois".

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant l'article 1622 du Code civil".

M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tous contrats entre le gouvernement de la province ou aucun de ses membres et la "Quebec Development Company, Limited" ou toute autre personne ou compagnie, concernant la construction du barrage près de l'Ile Maligne, (Lac St-Jean), depuis le 1er novembre 1922 inclusivement jusqu'au 1er mai 1923 inclusivement.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième" fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 19 FÉVRIER 1930

Prière.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que les articles 498, 503 à 508, 510 à 516 et 531 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la "Masonic Memorial Temple Corporation", demandant l'adoption d'une loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal, que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance, et qu'il soit permis de présenter le bill No 153, intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal" et que ledit bill soit lu la première fois à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Gault, en conséquence, présente le bill (No 153) intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues, qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Commissaires du Hâvre de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de fidéicommiss entre lesdits commissaires, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill No 152, intitulé: "Loi ratifiant un acte de fidéicommiss entre les Commissaires du Hâvre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 152) intitulé: "Loi ratifiant un vote de fidéicommiss entre les commissaires du Hâvre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 182.—Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels.

Bill 88.—Loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la ville de St-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à la "Dominion Rubber Company, Limited".

Avec amendements:

Bill 179.—Loi modifiant l'article 1622 du Code civil.

Bill 181.—Loi modifiant les articles 455 et 949 du Code civil.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 146.—Loi concernant le pont de comté appelé "Pont Alonzo Wright", dans le comté municipal de Hull.

Bill 87.—Loi modifiant la charte de la Ville Saint-Laurent.

Votre comité a cru devoir ajouter au préambule de ce bill, parceque dans son opinion, il ne couvrirait pas suffisamment les amendements apportés par le bill.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 81, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt".

Question par M. Tremblay.—1. Combien a coûté: *a.* en 1928-29 la mise en vigueur de la Loi des liqueurs; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

2. Quel montant a été dépensé pour détectives et causes: *a.* en 1928-29; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

3. Quel montant a été payé aux avocats de la Commission des liqueurs: *a.* en 1928-29; *b.* du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. *a.* \$526,948.67; *b.* \$419,924.42.

2. *a.* \$477,602.39; *b.* \$379,199.90.

3. *a.* \$49,346.28; *b.* \$40,724.52.

Question par M. Guertin.—1. Les plans d'agrandissement ou de modifications, qui doivent être faits à la prison de Hull, sont-ils complétés?

2. Dans la négative, quand le seront-ils?

3. Dans l'affirmative, quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer les travaux?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 2. et 3. A l'étude.

Question par M. Crépeau.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes concernant la pose d'un ascenseur dans le Palais de Justice de Sherbrooke?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. A-t-il décidé de faire droit à ces demandes?

4. A-t-il accordé un contrat pour la pose de cet ascenseur, quand et à qui?

5. Quand les travaux seront-ils commencés et quand seront-ils terminés?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Oui.

2. En plusieurs circonstances.

3. Oui.

4. Oui. 2 décembre 1927. Otis-Fensom Elevator Co.

5. Au printemps prochain. A la fin de l'été.

Question par M. Tremblay.—1. Le Gouvernement s'est-il engagé à payer une somme d'argent quelconque pour la construction du pont projeté sur le Saguenay entre Sainte-Anne et Chicoutimi?

2. Dans l'affirmative, quel est ce montant et à qui doit-il être payé?

3. Dans la négative, a-t-il l'intention de contribuer à la dite construction et pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. et 2. Le Gouvernement s'est engagé, sous certaines conditions, de garantir des débentures jusqu'à concurrence d'une somme de \$200,000.00.

3. Réponse donnée par 1 et 2.

Question par M. Renaud.—1. Depuis quand les vergers de démonstration n'existent-ils plus ?

2. Pourquoi ont-ils cessé d'exister ?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. Depuis le 1er juillet 1929.

2. Parce que ces vergers avaient donné à peu près tous les résultats que le département pouvait en attendre. Nous avons cru qu'il valait mieux vulgariser les méthodes culturales déjà appliquées dans les vergers de démonstration, en groupant un certain nombre de producteurs qui s'engagent à suivre les avis d'un instructeur, qui les visite régulièrement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre, reprend le débat sur l'amendement à la motion qui lui a été soumise le mardi 18 février courant: "que le bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit" soit maintenant lu une deuxième fois", lequel amendement se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et y ajoutant les mots: "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Baillargeon,
Bédard,
Bergeron,
Blain,
Bouthillier,
Cantin,
Caron,
Côté,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,

Leduc,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Messier,
Moreau (Lac Saint-Jean),
Paquet,
Verrault,
Perron,
Phaneuf,
Piché,
Rochette,

*Dugas,
Farand,
Frigon,
Gagnon,
Galipeault,
Godbout,
Lamoureux,*

*Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Turcotte.—37.*

CONTRE

Messieurs :

*Authier,
Bastien,
Bercovitch,
Bernard,
Bullock,
Charbonneau,
Cohen,
Crépeau,
Dillon,
Drouin,
Duplessis,
Fortin,
Francœur,
Gault,
Gauthier.*

*Guertin,
Houde,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
McMaster,
Oliver,
Papineau,
Plante,
Poulin,
Renaud,
Smart,
Tremblay,
Vautrin.—29.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 177) intitulé : "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou établissements de charité".

M. Delisle propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé : "Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables".

M. Delisle propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 122) intitulé: "Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bill suivants:

Bill 75, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen."

Bill 76, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance".

Bill 77, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal."

Bill 85, intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire."

Bill 89, intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières."

Bill 101, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer les bills suivants :

Bill 7, intitulé: "Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal".

Bill 95, intitulé "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

Bill 96, intitulé: "Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company", Limited.

Bill 121, intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec".

Bill 125, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville".

Bill 130, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 7) intitulé: "Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 20 FÉVRIER 1930

Prière,

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la compagnie de chemin de fer Montréal & Sud-Ouest; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill No 155, intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal & Sud-Ouest" et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie de Chemin de fer Montréal & Sud-Ouest", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la compagnie de Chemin de Fer Colonisation Montréal & Nord; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill No 156, intitulé: "Loi modifiant la Charte de la Compagnie de Chemin de fer Colonisation Montréal & Nord" et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la Charte de la Compagnie de Chemin de fer Colonisation Montréal & Nord", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés, (sauf celles qui ont trait au paiement de droits additionnels) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de J.-H. Desrochers et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter ledit bill No 154, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville" comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Fortin, en conséquence, présente le bill (No 154) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 177.—Loi modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité.

Bill 178.—Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables.

M. Roy, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la compagnie E. B. Eddy Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions relativement à l'évaluation de ses propriétés, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été toutefois régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 137.—Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky, de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides" n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 151) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault, ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines",

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Guertin, ait la permission de présenter un bill (No 191) intitulé: "Loi du salaire minimum pour les hommes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Quelles ont été les conclusions de l'enquête instituée au sujet des bois qui auraient été coupés durant l'hiver 1928-29 dans divers rangs du canton Duvernay, transportés à la scierie de la compagnie Lemay à Landrienne et saisis par les officiers du ministère des Terres et Forêts, ainsi qu'il appert à la page 350 des Journaux de l'Assemblée législative, 1929?

2. Combien de temps a duré cette enquête et par qui a-t-elle été conduite?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Exiger deux droits de coupe et les frais d'inspection.

2. Environ 10 jours en plusieurs reprises. Par des officiers du Département.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif à apportés au bill (No 7) intitulé: "Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi des palais de justice et prisons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la loi des vues animées".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant l'article 1622 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

M. Lemieux (Wolfe) propose, secondé par M. McDonald:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

La motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Godbout, secondé par M. Turcotte, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

M. Marchand propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 83, intitulé: "Loi modifiant la charte de "les Pères Eudistes de la province de Québec".

Bill 91, intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

Bill 108, intitulé: "Loi autorisant Gédéon Fredette *et al*, à vendre certains biens substitués."

Bill 116, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville".

Bill 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer le bill suivant:

Bill 118, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Blanche-Celema *alias* Celina St-Denis".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Blanche-Celema *alias* Celina St-Denis", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la ville Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à la "Dominion Rubber Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 146) intitulé: "Loi concernant le pont de comté appelé "Pont Alonzo Wright", dans le comté municipal de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 21 FÉVRIER 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires". En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois. *Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant les privilèges sur les immeubles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois. *Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport de la Commission des droits civils de la Femme.

Document de la Session No 48).

Question par M. Guertin.—1. Quels sont: *a.* les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre les cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 4 mars 1929, jusqu'à date; *b.* Quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* Jules Bazin, Raoul Bélanger, Gérard Bornais, J.-Calixte Favreau, A.-L. Frizzle, S. Leblond, Antoine Montreuil, Léo-R. Payeur, L.-P. Tremblay, Oscar Auger, M. Mayrand, R.-G. Parent; *b.* Oscar Auger, N. Mayrand, R.-G. Parent.

2. 31 juillet 1929.

3. Oscar Auger, diction française; Jules Bazin, Économie Politique et histoire; Raoul Bélanger, chirurgie; Gérard Bornais, musique; J.-Calixte Favreau, chirurgie; A.-L. Frizzle, français et lettres; S. Leblond, médecine; Napoléon Myrand, sciences politiques, économie politique; Antoine Montreuil, musique, violon; Raymond-G. Parent, lettres, doctorat d'Université; Léo-R. Payeur, physiothérapie, radiologie; L.-P. Tremblay, médecine générale.

Question par M. Dugas.—Quelle rémunération reçoivent du gouvernement, les médecins et chirurgiens qui traitent les malades indigents accueillis dans les institutions d'assistance publique ?

Réponse par l'honorable M. David:
Aucune.

Question par M. Sauvé.—Pour combien de fermes à vendre le ministère de l'agriculture a-t-il mis en 1929 leurs propriétaires en communication avec des acheteurs possibles ?

Réponse par l'honorable M. Perron:

178. En outre, un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs sont mis en relation par les agronomes. Il est impossible d'en connaître le nombre.

Question par M. Sauvé.—Combien, d'après les renseignements les plus complets et les plus récents obtenus par le ministère de l'agriculture, y aurait-il de fermes à vendre actuellement dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Perron:
7,833.

Question par M. Lafleur.—Quel était le passif des corporations scolaires de la province de Québec en 1928-29 ?

Réponse par l'honorable M. David:
Compilation non encore terminée.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état démontrant:

1. Depuis la réponse du 26 mars 1929 jusqu'au 30 juin 1929 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies, auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure ;

2. Combien, au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un Ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour:

Un état démontrant:

1. Depuis la réponse du 26 mars 1929 jusqu'au 30 juin 1929 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies, auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure;

2. Combien au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

(Document de la Session No 49).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième" fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième" fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé "Loi modifiant la Loi de la nomination des constables".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué,

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 153) intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 152) intitulé: "Loi ratifiant un acte de fidéicommiss entre les Commissaires du Hâvre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi".

Bill (No 151) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

Bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal & Sud-Ouest".

Bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal & Nord".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 25 FÉVRIER 1930

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bill suivants:

Bill 133.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit après examens.

Bill 142.—Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Bill 143.—Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 6.—Loi modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil.

Bill 24.—Loi modifiant la loi des vues animées.

Bill 27.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

Bill 37.—Loi modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

L'honorable M. Galipeault, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 150.—Loi modifiant la charte de "The Quebec Labrador Railway Company".

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gauthier ait la permission de présenter un bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 642 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation des utilités publiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois, en 1929, dans les magasins de la Commission des liqueurs, à: a. Valleyfield; b. Hull; c. Sherbrooke; d. St-Jean; e. Joliette; f. Trois-Rivières, et pour quel montant dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1929	a. Valleyfield		b. Hull		c. Sherbrooke	
	Gall.	Montants	Gall.	Montants	Gall.	Montants
Janvier,	3,754	\$49,379.	5,811	\$61,984.	3,667	\$36,162.
Février,	4,173	52,000.	5,043	55,311.	3,146	30,853.
Mars,	2,749	44,735.	5,760	65,939.	3,436	33,584.
Avril,	4,166	61,749.	5,338	60,418.	3,063	31,208.
Mai,	3,872	49,348.	5,733	67,492.	3,868	40,949.
Juin,	5,806	76,296.	5,956	73,158.	3,956	41,473.
Juillet,	6,470	96,529.	6,296	79,151.	4,569	51,084.
Août,	8,120	123,987.	8,313	113,884.	6,553	74,236.
Septembre,	6,279	95,910.	6,785	86,896.	4,911	52,689.
Octobre,	6,840	98,519.	7,853	94,787.	5,261	55,788.
Novembre,	5,721	80,206.	7,540	87,221.	5,300	51,901.
Décembre,	5,911	63,259.	13,245	129,851.	9,455	82,744.

1929	d. St-Jean		e. Joliette		f. Trois-Rivières	
	Gall.	Montants	Gall.	Montants	Gall.	Montants
Janvier,	1,397	\$ 11,261.	1,339	\$ 7,359.	4,876	\$33,057.
Février,	1,145	9,647.	827	6,445.	4,445	29,369.
Mars,	1,103	8,846.	1,116	7,270.	4,724	32,808.
Avril,	925	7,625.	1,027	6,384.	4,236	30,607.
Mai,	1,064	8,009.	1,217	7,376.	4,371	30,466.
Juin,	1,176	9,655.	1,253	7,687.	4,582	31,408.
Juillet,	1,381	12,427.	1,449	9,111.	4,811	39,642.
Août,	1,694	15,719.	1,620	10,715.	6,347	48,709.
Septembre,	1,287	11,401.	1,482	9,833.	5,215	39,533.
Octobre,	1,450	12,374.	1,658	10,616.	6,191	45,235.
Novembre,	1,497	12,735.	1,617	10,900.	5,693	40,145.
Décembre,	3,034	21,075.	4,001	21,965.	11,598	72,502.

Question par M. Tremblay.—1. Quel règlement a été effectué dans chacun des cas de coupes illégales de bois qui auraient été faites sur la réserve cantonale du canton de Racine, ainsi qu'il appert à la page 347 des journaux de l'Assemblée législative 1929?

2. A quelle date, le règlement a-t-il été effectué dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. et 2. Nous avons déjà répondu à la dernière session pour trois cas de coupes illégales (voir page 347 des Journaux de la Chambre, de 1929).

Dans le cas de M. Larouche, nous avons le 2 mai 1929, libéré les bois saisis qui avaient été coupés pour son compte vu qu'il s'agissait d'une entreprise pour la construction d'un pont sur la rivière Harvey, entreprise qui avait reçu l'assentiment du ministère de la Colonisation. C'est par suite d'une erreur du secrétaire de la municipalité intéressée, qui avait inscrit, par erreur, le nom du canton de Racine au lieu du canton de Dolbeau dans ses instructions à M. Larouche que cette coupe a été faite au mauvais endroit.

Dans le cas de M. Lamontagne, celui-ci a payé le 13 mars 1929, la somme de \$8.10 et le 11 avril 1929, un montant de \$1.62.

Question par M. Tremblay.—1. Le ministre des Terres a-t-il perçu des droits de coupe sur les arbres coupés sur le terrain occupé par la ligne de transmission du Lac St-Jean à Québec?

2. Dans l'affirmative, de qui et combien dans chaque cas?

3. Dans la négative, pourquoi ces droits de coupe n'ont-ils pas été perçus?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 2. et 3. Le gouvernement impose à la compagnie le paiement d'une rente annuelle mais a décidé de ne point réclamer de droit de coupe sur les bois qui pourraient être abattus au cours du défrichement de la ligne de transmission de l'Ile Maligne à Québec; mais la compagnie s'est engagée à construire une route parallèle à la ligne de transmission qui deviendrait la propriété de la Couronne et pourrait être utilisée par le public sans compensation pour la compagnie. Le gouvernement s'est aussi réservé le droit de poser des fils téléphoniques sur les poteaux de la compagnie, et cette dernière maintient une patrouille très active sur l'état de son emprise et contribue ainsi à augmenter l'efficacité de la protection contre les incendies dans cette région.

Question par M. Tremblay.—1. Combien de photographies ont été prises et de qui dans chaque cas pour les \$1,617.50 de photographies payées à Notman, W.-C. Son, ainsi qu'il appert à la page 179 des Comptes Publics 1927-28 sous l'item "Spencer-Wood"?

2. A quelles dates ont été prises ces photographies et à quelle occasion?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. et 2. 59 portraits, formant la galerie des Gouverneurs, régimes français et anglais. Pour ces portraits encadrés une somme de \$1,600.00

a été payée à laquelle a été ajoutée \$17.50, coût de la réparation d'un portrait de cette galerie, qui avait été taché et endommagé par l'eau.

Question par M. Blain.—1. Un nommé Arthur Lefort a-t-il travaillé pour le département de la police provinciale?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date et quel était son emploi?

3. A-t-il résigné ou a-t-il été destitué?

4. S'il a été destitué, pour quelle raison?

5. Mêmes questions pour un nommé Édouard Généreux?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 2. 3. 4. et 5. Oui, temporairement, du commencement de décembre 1925 à fin de janvier 1926, pour les seules fins de faire des causes à la demande des industriels et des autorités religieuses du Saguenay, contre des maisons de prostitution et débits clandestins de boissons alcooliques. De nombreuses tenancières de maisons et plusieurs vendeurs de boissons alcooliques ont été condamnés à la suite du travail fait par ces deux hommes.

Question par M. Houde.—Qu'a rapporté en 1928-29 chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc.," tel qu'il appert à la page 6 des Comptes Publics 1928-29?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Hôtels.....	\$ 52,566.31
Restaurants.....	41,307.37
Maisons de logement.....	4,692.25
Encanteurs (Lic.).....	8,343.42
Droits d'encan.....	13,994.62
Colporteurs.....	41,484.46
Tables de billard et jeux de quilles.....	60,079.13
Buanderies Publiques.....	27,524.17
Courtiers.....	168,965.71
Bureaux de Prêts.....	150.00
Poudre.....	1,134.00
Prêteurs sur Gages.....	5,025.00
Distributeurs Automatiques.....	3,544.47
Bureaux de placement.....	2,460.00
Échange sur Films.....	2,255.00
Amendes Licences.....	607.02

\$434,132.93

De la Commission des Liqueurs de Québec pour
permis, droits, amendes et saisies..... \$1,500,000.00

Total..... \$1,934,132.93

Question par M. Lafleur.—1. Quel était le passif des corporations municipales de la province de Québec: *a.* en 1928; *b.* en 1929?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* \$360,269,108; *b.* Compilation non terminée.

Question par M. Lafleur.—Quel est le sommaire des recettes et des dépenses pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Voir page 91, Journaux de cette Chambre, 5 février 1930.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date a commencé la construction de la prison nouvelle de Chicoutimi?

2. Quand a-t-elle été terminée?

3. Combien ont coûté: *a.* le terrain; *b.* la construction de la dite prison?

4. A quelle date et à qui le gouvernement a-t-il donné chacun des contrats d'entreprise et quel est le montant de chaque contrat?

5. La nouvelle prison est-elle maintenant utilisée?

6. Dans l'affirmative, depuis quand?

7. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 2 janvier 1928.

2. 27 juin 1929.

3. *a.* Prison construite sur une partie du terrain autrefois acquis par le gouvernement; *b.* \$260,537.13 comprenant honoraires professionnels et certains travaux de réparation.

4. 12 octobre 1927; Magloire Cauchon, Enr.; \$245,848.74 comprenant une somme de \$77,217.70 payée aux entrepreneurs ci-dessous:

Goulet & Bélanger,	Électricité et téléphones,	\$ 5,924.25
Léonard Claveau,	Plomberie et Chauffage,	15,224.68
Baulne & Léonard,	Armature,	8,900.00
J.-A. Sanfaçon,	Peinture et vitrage,	10,645.70
Deschambault Quarry,	Pierre de taille,	11,500.00
P. Marchand, Ltée,	Portes et grilles en fer,	15,632.43
Eug. Falardeau, Ltée,	Couverture et ventilation,	3,948.42
Chs Martin,	Grillage acier <i>re</i> radiateurs,	837.25
Ignace Bilodeau, Ltée,	Planchers Mosaïc,	430.37
Maison Leblanc Inc.,	Divisions acier,	2,229.00
Fort. Gingras,	Syst, chauffage Buckwheat,	1,011.00
Poulin & Messeley,	Escaliers en fer,	934.60

et une somme de \$76,428.27 payée en salaires, la balance étant pour les matériaux: bois, ciment, chaux, plâtre, rockwall, terra cota, etc.

5. Non.

6.

7. Ameublement vient d'être fourni. Sera occupé incessamment.

Question par M. Tremblay.—Où sont gardés les portraits à l'huile de Sir Chas Fitzpatrick et de l'hon. N. Pérodeau pour lesquels la pro-

vince a payé globalement la somme de \$2,000.00 ainsi qu'il appert à la page 179 des Comptes Publics 1927-28 sous l'item "Spencer-Wood" et à la page 321 du même volume sous l'item "Services divers".

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

Ces portraits font partie de la galerie de peinture du grand Hall de Spencer Wood.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 187) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions".

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie le jeudi 20 février courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Delisle, secondé par M. Thurber, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Tremblay.—1. G. Szoldaticzs à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de sir Chas. Fitzpatrick, ainsi qu'il appert à la page 179 des Comptes publics 1927-28 sous l'item "Spencer Wood"; Geo. Zsoldatch à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de l'hon. N. Pérodeau, ainsi qu'il appert à la page 321 des Comptes Publics 1927-28 sous l'item "Services divers", sont-ils des élèves ou est-il un élève de l'une des écoles des Beaux Arts de la province?

2. Dans l'affirmative, est-ce de l'École des Beaux-Arts de Québec ou de l'École des Beaux-Arts de Montréal?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non.

Question par M. Tremblay.—1. Les \$1,000 payées à Geo. Zsoldatch pour portrait à l'huile de l'hon. N. Pérodeau ainsi qu'il appert à la page 321 des Comptes Publics 1927-28, sont-elles imputables à "Spencer-Wood"?

2. Dans l'affirmative, pourquoi sont-elles inscrites sous l'item "Services divers"?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Le gouvernement actuel, comme les gouvernements antérieurs, a fait faire les portraits de nos Lieutenants-Gouverneurs et entre autres celui de l'hon. N. Pérodeau.

2. La somme de \$1,000 pour ce portrait a été inscrite sous l'item "Divers services" parce qu'elle a été payée à même les fonds votés pour ce service.

Question par M. Tremblay.—G. Szoldaticzs à qui il a été payé \$1,000. pour portrait à l'huile de sir Chas. Fitzpatrick, ainsi qu'il appert à la page 179 des Comptes Publics 1927-28 sous l'item "Spencer-Wood" et Geo. Zsoldatch à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de l'hon. N. Pérodeau, ainsi qu'il appert à la page 321 des Comptes Publics 1927-28 sous l'item "Services divers", sont-ils une même personne ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Oui.

Question par M. Blain.—1. Un nommé Arthur Lefort a-t-il été à l'emploi de la Commission des Liqueurs de Québec ?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date et quel était son emploi ?

3. A-t-il résigné ou a-t-il été destitué ?

4. S'il a été destitué, pour quelle raison ?

5. Mêmes questions pour un nommé Édouard Généreux ?

Réponse par l'honorable M. McMaster :

1. 2. 3. 4. et 5. Non, mais la Commission des liqueurs a payé leurs dépenses de voyage dans le Lac St-Jean vu qu'ils avaient fait des causes pour la Commission en même temps qu'ils faisaient des causes se rapportant à l'administration de la justice.

Question par M. Guertin.—1. Combien de rapports la Commission des Monuments Historiques a-t-elle fait imprimer chaque année depuis 1925 ?

2. Combien ont été distribués gratuitement ?

3. Combien ont été vendus chaque année ?

4. A qui ont-ils été vendus ?

5. A quel prix ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 2,000 en 1926.

2. Tous.

3. Aucun.

4.

5.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date “Le Bulletin de la Ferme, Limitée” a-t-il déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 10 janvier 1930.

2. *a.* Henri Gagnon, Georges-H. Bourgouin, Alex. Gagnon; *b.* 208 Avenue des Érables; 5 Place Georges V, Québec; 58 rue La Sarre, Québec.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date “La Tribune, Limitée”, a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des Compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 14 septembre 1929.

2. *a.* Florian Fortin, Wilfrid Lazure et J.-S. Couture; *b.* Sherbrooke, Qué.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date “L'Autorité Company” a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. et 2. Impossible de répondre, cette compagnie n'existe pas.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date la compagnie A.-P. Pigeon, Limitée a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. N'a pas transmis de sommaire.

2.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 22) intitulé: “Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde, et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada”.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant les articles 455 et 949 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited".

M. Marchand propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat and Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur auant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terre et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 26 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 151.—Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 147.—Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État indiquant:

1. Combien de verges de sable et gravelage M. E.-R. Truchon a-t-il employé chaque année, dans chaque paroisse, depuis la signature de son contrat, pour l'entretien de la route nationale, autour du lac Saint-Jean;

2. De qui a-t-il acheté ce sable à chaque endroit et à quel prix;
3. Quel montant a été payé à M. Truchon dans chaque cas;
4. Combien de ponceaux a-t-il construits et quel est le montant qui lui a été payé pour ce travail.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:
Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour:

État indiquant:

1. Combien de verges de sable et gravelage M. E.-R. Truchon a-t-il employé chaque année, dans chaque paroisse, depuis la signature de son contrat, pour l'entretien de la route nationale, autour du lac Saint-Jean;
2. De qui a-t-il acheté ce sable à chaque endroit et à quel prix;
3. Quel montant a été payé à M. Truchon dans chaque cas;
3. Combien de ponceaux a-t-il construit et quel est le montant qui lui a été payé pour ce travail.

(Document de la Session No 50).

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État démontrant:

1. Le gouvernement a-t-il loué ou cédé certains lots de grève compris entre le quai de Bagotville et l'embouchure de la rivière à Mars, sur la Baie des Ha! Ha! à certaines personnes ou compagnies;
2. Dans l'affirmative, à qui a-t-il loué ou cédé ces terrains et pour combien de temps;
3. Quel est le prix du loyer ou de la cession;
4. Quelles obligations a-t-il imposées dans chaque cas;

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour.

État démontrant:

1. Le gouvernement a-t-il loué ou cédé certains lots de grève compris entre le quai de Bagotville et l'embouchure de la rivière à Mars, sur la Baie des Ha! Ha! à certaines personnes ou compagnies;
2. Dans l'affirmative, à qui a-t-il loué ou cédé ces terrains et pour combien de temps;
3. Quel est le prix du loyer ou de la cession;
4. Quelles obligations a-t-il imposées dans chaque cas.

(Document de la Session No 51).

Question par M. Tremblay.—1. Quel montant a été payé chaque année à M. E.-R. Truchon pour l'entretien de la route régionale autour du lac Saint-Jean depuis la signature de son contrat?

2. Combien lui a été payé, chaque année, à titre d'"extras"?
3. Dans quelles paroisses ces "extras" ont-ils été faits et en quoi consistent-ils?

4. Quel est, d'après le contrat, le montant qui doit lui être payé chaque année ?

5. A quelle date doit expirer ce contrat ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. et 4. Le montant qui a été payé chaque année à M. Truchon et qui devait lui être payé est le suivant :

En 1925, \$52,996.68; en 1926, \$48,892.81; en 1927, \$82,538.32; en 1928, \$63,016.74; en 1929, \$86,578.14.

2. et 3. Il ne lui a été rien payé à titre d'extras.

5. Le contrat est expiré depuis le 1er janvier 1930.

Question par M. Lafleur.—A quelle date a été fait le premier paiement annuel à l'Assistance publique, soit \$1,000,000., provenant du revenu de la Commission des Liqueurs, tel qu'il appert à la page 338 des Comptes Publics 1928-29 ?

Réponse par l'honorable M. McMaster :

Le 21 juin 1929.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie le jeudi 20 février courant :

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des coroners".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 143) intitulé: "Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Quebec Labrador Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. 1. Le gouvernement qui, comme il appert à la page 302 des journaux de l'Assemblée législative 1929, était alors à étudier la question de payer aux inspecteurs d'écoles leurs dépenses réelles de voyages au lieu de continuer à leur allouer l'indemnité fixée par arrêté de l'exécutif, le 15 avril 1921, en est-il arrivé à quelque conclusion ?

2. Dans l'affirmative, qu'a décidé le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. et 2. Par arrêté ministériel le 22 février 1930, il a été décidé que toutes les dépenses de voyage des inspecteurs d'écoles leur seront payées intégralement.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement était-il représenté au congrès international des Aliénistes à Barcelone, Espagne, et dans l'affirmative par qui ?

2. De quelle date à quelle date a duré ce congrès ?

3. Le représentant du gouvernement a-t-il fait à celui-ci rapport de sa mission ?

4. Dans l'affirmative, ce rapport sera-t-il déposé et quand ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Oui. Le Secrétaire de la Province.

2. Du 21 au 25 mai 1929.

3. et 4. Le gouvernement, étant représenté par un de ses membres, n'a requis aucun rapport.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La dite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 27 FÉVRIER 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 46.—Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.

Avec amendements:

Bill 152.—Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du Havre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 153.—Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de toutes taxes municipales, à Montréal.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale dans la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, concernant la réorganisation de certains départements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 14, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations".

Bill 16, intitulé: "Loi modifiant la Loi des palais de justice et prisons".

Bill 30, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture".

Bill 84, intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Bnai Israel".

Bill 97, intitulé: "Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de la Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse."

Bill 107, intitulé: "Loi constituant en corporation "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church".

Bill 124, intitulé: "Loi constituant en corporation "Christian and Missionary Alliance in Quebec".

Bill 132, intitulé: "Loi constituant en corporation la "Select Mutual Insurance Company".

Bill 144, intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie-dentaire".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 123, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque".

Bill 135, intitulé: "Loi ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 135) intitulé: "Loi ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, etc., depuis novembre 1929, entre le ministre de l'agriculture et toute personne au sujet du traitement que font subir certaines compagnies à des cultivateurs qui, l'automne dernier, ont pris part à la grève de l'Union des producteurs de lait des districts de Montréal et de Terrebonne.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Crépeau, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toutes soumissions, contrats, correspondances et autres documents se rapportant à la construction de cette partie de la route Hull-Maniwaki, qui se trouve dans les limites de la municipalité du Canton de Wakefield.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 151) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 147) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 154) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des musées de la province".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des timbres".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 112, intitulé: "Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 110, intitulé: "Loi concernant la succession de Maurice Gougeon".

Bill 145, intitulé: "Loi validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury".

Bill 148, intitulé: "Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de Maurice Gougeon", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 145) intitulé: "Loi validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 148) intitulé: "Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 18 février 1930 pour: Copie de tous contrats entre le gouvernement de la province ou aucun de ses membres et la "Quebec Development Company, Limited" ou toute autre personne ou compagnie concernant la construction du barrage près de l'Ile Maligne, (Lac St-Jean), depuis le 1er novembre 1922, inclusivement jusqu'au 1er mai 1923 inclusivement.

(*Document de la session No 52*).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 28 FÉVRIER 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement a-t-il payé au cours de 1929 à certaines personnes du Lac-Saint-Jean, des sommes d'argent pour dommages causés par l'inondation causée par les eaux du lac Saint-Jean, au printemps 1928 ?

2. Dans l'affirmative, à qui a-t-il payé ces indemnités et dans quelles paroisses ?

3. Est-ce que le gouvernement a ainsi payé ces argents parce qu'il admet sa responsabilité dans la cause de ces inondations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster :

1. et 2.—St-Joseph-d'Alma: MM. Simon Pearson, \$50.00; Philippe Morin, \$50.00; A.-A. Nadon, \$200.00; Théodore Fortin, \$150.00; Albert Tremblay, \$150.00; Théodule Tremblay (jr.), \$150.00; Onésime Tremblay, \$100.00; Henri Cauchon, \$75.00; Louis Savard, \$75.00; Jean Boudreault, \$75.00; François Harvey, \$75.00; Joseph Boudreault, \$75.00; Ernest Meunier, \$75.00; Xavier Harvey, \$75.00; Joseph Tremblay (9ième rang), \$75.00; Désiré Gagné, \$75.00; Eugène Boivin, \$250.00; Joseph Fradette, \$150.00; Albert Tremblay, \$200.00; Joseph Girard, \$200.00; Joseph Desmeules, \$150.00.—Total \$2,475.00.

Roberval:—Adolphe Allaire, \$200.00.—Total \$200.00.

St-Gédéon:—Rév. Elz. Lavoie, \$100.00; Wilfrid Boivin, \$50.00; Joseph Nadeau, \$50.00; Adolphe Larouche, \$75.00; Eugène Côté, \$50.00; Arthur Bergeron, \$100.00; Louis Lessard, \$100.00; Cyranus Murray, \$50.00; Alexandre Ross, \$100.00; Esdras Desjardins, \$50.00; Georges Côté, \$75.00; Médéric Duchêne (fils d'Hector), \$25.00; Georges Girard, \$75.00; Adrien Lavoie, \$100.00; Dominique Tremblay, \$100.00; Amable Simard, \$75.00; Jos. Huot, \$75.00; Charles Huot, \$100.00; Yves Côté, \$25.00; Edmond Desmeules, \$75.00; Philippe Néron, \$100.00; Ernest Gagnon, \$50.00; Chs.-Ant. Potvin, \$100.00; Élie Murray (Florent), \$100.00.—Total \$1,800.00.

St-Prime:—Arsène Lalancette, \$50.00; Edmond Bouliane, \$100.00; Mme Auguste Allard, \$50.00; Michel Lalancette, \$50.00; Louis Fradette, \$50.00; Tancrede Lessard, \$50.00; Amédée Coulombe, \$50.00.—Total \$400.00.

Pointe-Taillon:—Achille Aubin, \$50.00; Auguste Douillard, \$50.00; René Bossard, \$100.00; Pierre Douillard, \$25.00; Oscar Bolduc, \$25.00; Joseph Tramblay (Bej.), \$25.00; Mathias Rousseau, \$25.00; Zoël Rousseau, \$25.00; Léon Rousseau, \$25.00; Omer Rousseau, \$25.00; Joseph Rouleau, \$25.00; Louis Rouleau, \$25.00; Donat Rouleau, \$25.00; John Rouleau, \$25.00; Zéphirin Gagné, \$25.00; David Claveau, \$25.00; Mme Vve Philippe Villeneuve, \$100.00.—Total \$625.00.

St-Méthode:—Lorenzo Guénard, \$100.00; Arthur Millot, \$100.00; Rémi Maillot, \$50.00; Pierre Maillot, \$50.00; Joseph Maillot, \$50.00; Albert Maillot, \$50.00; Zéphirin Poisson, \$50.00; Emmanuel Goudreau, \$50.00; Pierre Roy, \$50.00.—Total \$550.00.

St-Henri-de-Taillon:—David Tremblay, \$200.00.—Total \$200.00.

Péribonka:—Léopold Boivin, \$25.00; Adélarde Belley, \$25.00; Félix Potvin, \$25.00; George Tremblay, \$25.00; Ferdinand Larouche, \$25.00; Jean Bérubé, \$25.00; Joseph Raymond, \$25.00; Antoine Bergeron, \$25.-

00; Arthur Miquet, \$25.00; Édouard Miquet, \$25.00; Napoléon Devint, \$10.00; Édouard Chiquette, \$25.00; Nil Bouchard, \$25.00; Joseph Pelletier, \$15.00; Edgar Imbeau, \$25.00; Émile Aubin, \$25.00; Nazaire Aubin, \$25.00; Chs. Lenouiller, \$10.00; Chs.-Eug. Gauthier, \$25.00; Arthur Côté \$25.00; Joseph Boivin, \$125.00; Joseph Gaudreault, \$168.00; Samuel Bédard, \$75.00; Joseph Savard, \$25.00; Edmond Dufour, \$25.00; Pitre Villeneuve, \$25.00; Urbain St-Pierre, \$100.00; Siméon, St-Pierre, \$25.00; Michel Michaud, \$25.00; Henri Duchêne, \$25.00; Célestin Morin, \$25.00; Théodore Devin, \$25.00; Henri Fortin, \$25.00; Joseph Voyer, \$50.00; S. Desjardins, fils, \$50.00; Osias Plante, \$25.00; Thérance Potvin, \$100.00; Joseph Côté (Médore), \$50.00; Eugène Côté (Élie), \$50.00; Eugène Gagné, \$25.00; Ths.-Ls. Boily, \$25.00; Élie Bergeron, \$100.00; Henri Bergeron, \$50.00; Ernest Bergeron, \$25.00; J.-Aug. Gagné, \$25.00; Théophile Gagnon, \$25.00; Horace Fortin, \$25.00; Joseph Fortin, \$25.00; Joseph Larouche (Mars), \$25.00.—Total \$1,828.00.

Chambord:—Cléophe Bolduc, \$50.00; Norbert Fortin, \$125.00; Isaac Bérubé, \$50.00; Joseph Bérubé, \$50.00; Adélarde Fortin, \$150.00; Gustave Desgrand'maison, \$75.00; Denis Bérubé, \$150.00; Armand Bolduc, \$150.00; Joseph Hudon, \$150.00; Joseph Laberge, \$150.00; Sérénus Girard, \$300.00; Édouard Girard, \$300.00; Joseph Gagnon (Alfred), \$100.00; Mme Vve Hypolite Fortin, \$75.00; Ernest Bouchard, \$25.00; Octave Goulet, \$250.00; Samuel Laforest, \$50.00; David Chartern, \$50.00; Charles et Conrad Potvin, \$250.00.—Total \$2,500.00.

St-Jérôme:—Johnny Tremblay (Camille), \$100.00; Bazile Néron, \$100.00; Thomas Lapointe, \$50.00; Ulysse Boivin, \$200.00; Edgar Gagnon, \$100.00; Nil Dufour, \$150.00.—Total \$700.00.

St-Félicien:—Joseph Perron (Boivin), \$150.00.—Total \$150.00.—Grand total \$11,428.00.

3. Non.

Question par M. Crépeau.—1. Quels sont les conseils municipaux auxquels le gouvernement a refusé des demandes d'emprunt pour un montant total de \$814,724, ainsi qu'il appert à la page 2 du Rapport du Ministre des Affaires Municipales 1928-29?

2. Dans quel comté est situé chacun d'eux et pour quelle somme dans chaque cas les demandes d'emprunt ont été ainsi refusées?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les noms de ces municipalités.

Question par M. Crépeau.—1. Quels sont les noms, prénoms et occupation de chacun des maires et des conseillers nommés par le gouvernement, ainsi qu'il appert à la page 20 du Rapport du Ministre des Affaires Municipales 1928-29?

2. Dans quels municipalités et comtés a été remplie par le gouvernement: a. chacune des deux vacances dans la charge du maire; b. chacune des dix vacances dans la charge de conseiller?

3. Quelles ont été: *a.* la raison; *b.* la durée de chacune de ces vacances.

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 2. (*a. b.*)—Maires:

Bérubé, Alcide, rentier.

St-Modeste, paroisse, Témiscouata.

Langelier, Ernest, industriel.

Ste-Angèle de Mérici village, Matane.

Conseillers:

Lowry, A., marchand.

Sawyerville village, Compton.

Gaulin, J., commerçant.

Sawyerville village, Compton.

Hunt, Lloyd H., marchand.

Sawyerville village, Compton.

Evans, Morton-M., cultivateur.

Sawyerville village, Compton.

Langelier, Pierre,

Ste-Angèle de Mérici, Matane.

Dufour, Édouard,

Ste-Angèle de Mérici, Matane.

Guimond, Guillaume,

Ste-Angèle de Mérici, Matane.

Laurendeau, Wilfrid, cultivateur.

Chester-Nord, Arthabaska.

Sheepwash, Thomas,

Delson village, Laprarie.

Lizotte, Joseph,

La Reine village, Abitibi.

3.

a) Décès du maire.

b) 19 juin 1928 au 19 juillet 1928.

a) Démission du maire.

b) 15 janvier 1929 au 28 janvier 1929.

a) Jugement de la Cour supérieure.

b) 29 juin 1928 au 26 juillet 1928.

a) Démission.

b) au 26 juillet 1928.

a) Démission.

b) au 26 juillet 1928 du 3 juillet 1928.

a) Démission.

b) au 10 août 1928, du 2 avril 1928.

a) Démission.

b) 15 janvier 1929 au 28 février 1929.

a) Démission.

b) 15 janvier 1929 au 28 février 1929.

a) Démission.

b) 15 janvier 1929 au 28 février 1929.

a) Nombre insuffisant de conseillers mis en nomination.

b) 9 janvier 1929 au 28 février 1929.

a) Nombre insuffisant de conseillers élus.

b) 9 janvier 1929 au 11 mai 1929.

a) Démission.

b) 20 mai 1929 au 6 juin 1929.

Question par M. Lafleur.—Quel est l'état des recettes et des dépenses du 1er juillet 1929 au 31 décembre 1929?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

ÉTAT DES RECETTES DU 1er JUILLET 1929 AU 31 DÉCEMBRE 1929:

Puissance du Canada	\$ 1,157,877.34
Terres et Forêts	3,764,834.61
Mines, Pêcheries et Chasse	408,570.13
Administration de la Justice	483,760.24

Timbres d'Enregistrement.....	187,636.90
Licences.....	1,791,809.99
La loi des liqueurs alcooliques—Compte de la vente.....	6,316,885.51
Loi des vues animées, revenu.....	17,201.27
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	3,254,509.28
Droits sur les successions.....	2,733,594.09
Droits sur certains transports de propriété.....	43,685.02
Taxe en vertu de 12 Geo. V, chap. 90 (Saisine).....	16,460.94
Taxe sur le transfert d'actions, obligations, etc.....	519,984.06
Loi des véhicules automobiles.....	618,467.26
Gazoline—Droits et honoraires.....	2,656,487.26
Loi des droits de propriété des véhicules-automobiles, honoraires.....	882.95
Loi de la protection des édifices publics contre le feu, S.R.Q., 1925, chap. 178—Droits.....	148,866.47
Inspection des hôtels et des maisons de pension—Droits.....	2,246.00
Loi des mécaniciens de machines fixes—Droits.....	18,237.05
Commission des services publics de Québec—Droits.....	26,000.00
Loi des détectives privés.....	820.00
Honoraires des officiers publics, etc.....	5,475.30
Législation.....	2,837.47
Asiles d'aliénés.....	161,168.73
Écoles de réformes et d'industrie.....	16,962.05
Gazette Officielle.....	29,142.17
Revenu Casuel.....	165,406.23
Service civil—contribution au fonds de pension.....	39,665.99
Loi des assurances—Revenu.....	14,762.46
Loi des compagnies de fidéicommiss—Revenu.....	1,472.04
Travaux d'édifices publics—Loyers.....	1,381.30
Intérêt sur prêts et dépôts.....	321,199.49
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., chap. 2, sec. 5, art. 5.....	18,499.26
Primes, escompte et change.....	261.74
Crédit pour la dette publique en vertu de 7 Éd. VII, chap. 2.....	68.00
Intérêt des municipalités en vertu de la loi de la voirie, (13 Geo. V, chap. 34, arts 31 et 32).....	303,522.19
Contributions des municipalités en vertu de la loi de la voirie, sec. 20, (13 Geo. V, chap. 34, sec. 16).....	6,812.76
Contributions des municipalités en vertu de 7 Geo. V, chap. 10, sec. 2 (13 Geo. V, chap. 34, secs. 59 et 63).....	3,381.37
Prévention des incendies, taxes en vertu de S.R.Q., 1925, chap. 180.....	15,954.44
Total des recettes ordinaires.....	\$ 25,276,789.36
Fonds de l'assistance publique,—Revenu.....	1,322,135.36
Pont Scott sur la rivière St-Charles, Québec.....	13,907.35
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers.....	3,500.00
Endiguement des eaux de la rivière St-François.....	650.00

Endiguement des eaux du lac Kénogami.....	1,412. 24
Loi des bons chemins, 1912.....	69,935. 81
Païement différés,—La Banque d'Hochelaga—14 Geo. V, chap. 3.....	161,310. 79
Fonds en fidéicommiss.....	701,209. 84
Total des recettes.....	\$ 27,550,850. 75

ÉTAT DES DÉPENSES, DU 1^{er} JUILLET 1929, AU 31 DÉCEMBRE 1929.

Dette publique.....	\$ 2,073,953. 86
Législation.....	258,616. 49
Gouvernement Civil:	
Salaires dans les départements.....	879,909. 47
Dépenses contingentes des départements.....	117,541. 46
Administration de la Justice.....	1,238,894. 04
Instruction publique, etc.....	2,287,159. 94
Hygiène.....	249,205. 56
Colonisation, etc.....	1,271,023. 69
Mines, Chasse et Pêche et service d'enregistrement, (Cadastre).....	257,361. 98
Mines.....	271,414. 08
Travaux Publics et Travail:	
Ordinaires.....	905,448. 54
Travail.....	139,773. 86
Agriculture.....	1,246,437. 80
Chemins—Construction, réparations et entretiens.....	4,962,847. 19
“ revêtement.....	2,752,672. 98
“ Élimination des traverses à niveau.....	24,879. 25
Terres et Forêts.....	1,703,474. 04
Asiles d'Aliénés.....	795,104. 54
Écoles de réforme et d'industrie.....	216,924. 32
Institutions de bienfaisance.....	27,290. 00
Charges sur le revenu.....	685,129. 81
Services Divers.....	487,616. 03

Total des dépenses ordinaires..... \$ 22,852,678. 93

Loi des bons chemins.....	2,138,818. 96
Fonds de l'assistance publique.....	1,526,488. 48
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	3,201. 00
Restauration et amélioration du Palais de justice de Québec.....	408,372. 72
Prison de Chicoutimi: Construction.....	42,320. 00
Prison pour les femmes: construction.....	23,154. 30
Construction d'un Palais de Justice et d'une prison, Roberval.....	16,875. 00
Propriété pour servir de logement à la Commission des Accidents du Travail.....	298. 48
Musée d'histoire naturelle, Québec: Construction.....	406,273. 45

Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice.....	25,000. 00
Pont de Québec, construction d'un chemin carrossable...	184,290. 00
Pont Scott sur la rivière St-Charles.....	15,610. 21
Emprunts de la Puissance du Canada <i>re</i> : logements ouvriers.....	1,503,500. 00
Fonds d'amortissement en vertu de 14 Geo. V, chap. 3...	161,310. 79
Emprunts temporaires.....	2,000,000. 00
Fonds en fidéicommiss.....	551,431. 45
<hr/>	
Total des dépenses.....	\$ 31,859,623. 75

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne. depuis 1927, relativement aux publications agricoles dans la province.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides" a été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Perron, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 4) intitulé: "Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du Havre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de toutes taxes municipales, à Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Alexandre Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa majesté pour Asile St-Joseph du Bon-Pasteur, 1730, rue Fullum, (antérieurement Hospice St-Joseph du Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Catholic Sailors' Club", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Church Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Joseph, Sœurs Grises, rue Cathédrale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Dispensary", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Sailors' Institute", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Old Brewery Mission", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat St-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1931.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prisoners' Aid Association", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sheltering Home", pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Alliance Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Œuvre du Patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ouvroir des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Patronage Laval, 40 Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Quebec Seamen's Institute", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salvation Army", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Young Women's Christian Association", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital de Beauceville, Co. Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat St-Joseph, Co. Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence de Valleyfield, Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu-de-Valleyfield, Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence de Lanoraie, Co. Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, (Longueuil), Co. Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Co. Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Youville de St-Benoît, Co. des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drummondville Hospital", Co. Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Joseph de Lachine, Co Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Jardin de l'Enfance St-Joseph, Joliette, Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat de la Providence Ste-Élizabeth, Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, St-André, Co. Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Anne de la Pocatière, Co. Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-André-Avellin, Co. Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de Laprairie, Co. Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence, L'Assomption, Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence, St-Henri-de-Mascouche, Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Antoine, St-Lin, Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison de la Providence, St-Vincent-de-Paul, Co. Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Joseph de la Délivrance, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Joseph de la Délivrance, (section orphelinat), Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Edouard, Co. Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, St-Jean-Deschailons, Co. Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Ursule, Co. Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, (antérieurement "Children's Hospital"), St-Louis, Black Lake, Co. Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Elizabeth-de-Farnham Co. Brome, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Célestin, Co. Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, Nicolet, Co. Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1931.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Casimir, Co. Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, (Rimouski), Co. Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital de Magog, Co. Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Brehme est", Ste-Agathe-des-Monts, Co. Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Dominicains du Rosaire, Co. Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Victor, Belœil, Co. Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Lachine General Hospital", Co. Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 4 MARS 1930

Prière.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill No 157, intitulé: "Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci" et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules-automobiles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la Loi du paiement des pénalités".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant les articles 502 et 503 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des échafaudages".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Les deux fonctions d'inspecteurs d'écoles protestantes vacantes, l'une depuis le 1er janvier 1927, l'autre depuis le 1er septembre 1928, ainsi qu'il appert à la page 302 des Journaux de l'Assemblée législative 1929, ont-elles été remplies?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Quels sont les noms et prénoms de ces inspecteurs et quel est le salaire de chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Non.

2.

3.

Question par M. Crépeau.—1. Combien a coûté chaque unité sanitaire; a. au gouvernement; b. au comté ou groupe de comtés où elle a été établie, chaque année depuis son établissement?

2. Depuis la réponse du 19 février 1929, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. David:

	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
1.—Beauce:—				
a. Gouvernement:	\$1,589.31	\$6,088.17	\$ 6,602.47	\$ 6,872.17
b. Comté:	433.56	2,029.79	2,750.59	4,009.22
St-Jean et Iberville:—				
a. Gouvernement:	510.35	5,789.41	5,378.22	5,980.35
b. Comté:	212.61	2,653.87	2,689.65	3,986.50
Lac-St-Jean:—				
a. Gouvernement:		4,520.06	6,211.51	6,207.24
b. Comté:		1,883.05	3,623.79	5,173.11
St-Hyacinthe-Rouville:—				
a. Gouvernement:		175.00	5,415.33	5,348.45
b. Comté:		64.16	2,707.11	3,565.28
Témiscouata:—				
a. Gouvernement:			2,564.41	6,227.58
b. Comté:			1,068.33	3,113.79

Nicolet:—	
a. Gouvernement:	6,406.35
b. Comté:	2,668.88
Joliette:—	
a. Gouvernement:	5,276.58
b. Comté:	2,198.22
Terrebonne:—	
a. Gouvernement:	3,451.34
b. Comté:	1,479.24
L'Assomption-Montcalm:—	
a. Gouvernement:	2,643.64
b. Comté:	1,233.77
Chicoutimi:—	
a. Gouvernement:	743.25
b. Comté:	445.95
2. Six.	

3. Chicoutimi, 1er juin 1929; Témiscamingue, 1er juillet 1929; Mégantic, 1er juillet 1929; Kamouraska-L'Islet, 1er octobre 1929; Matabele, 20 janvier 1930; Lotbinière, 20 janvier 1930.

4. Dans chacune des unités susdites, le personnel se compose: 1° d'un officier médical au traitement annuel de \$3,000.00, à l'exception de celle de Kamouraska-L'Islet, temporairement en charge de l'inspecteur régional d'hygiène dont le traitement est de \$3,500.00; 2° de deux infirmières au traitement annuel de \$1,200.00; Kamouraska-L'Islet a cependant trois infirmières; 3° d'un inspecteur sanitaire au traitement annuel de \$1,500.00; 4° d'une secrétaire à \$35.00 par mois.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date la Cie de Publication Le Nouvelliste, Limitée, a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 6 novembre 1929.

2. a. J.-H. Fortier, J.-O. Linteau, Hermann Fortier, Laval Fortier, Gérard Fortier; b. Québec, Montréal, Montréal, Québec, Québec.

Question par M. Lafleur.—A quelle date la "Compagnie de Publication du Canada, Limitée", a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Cette compagnie n'étant pas constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, n'est pas tenue de transmettre ce sommaire.

2.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date “La Cie de l'Événement a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors : *a.* les noms ; *b.* les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 6 novembre 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, Elzéar Baillargeon, J.-O. Linteau, Hermann Fortier, Noël Belleau, Laval Fortier ; *b.* Québec, Québec, Montréal, Montréal, Lévis, Québec.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date la “Provincial Transport Company”, a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors : *a.* les noms ; *b.* les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 23 août 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, J.-E. Savard, P.-S. Gregory, W. S. Hart, Beaudry Leman, Col. J.-E. Hutcheson ; *b.* a-s P.-T. Légaré Company, Québec ; Ch. 120, Edifice Insurance Exchange ; 276 St-Jacques, Montréal ; 611 Edifice Power, 83 rue Craig, Montréal ; 611 Edifice Power, 83 rue Craig, Montréal ; Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal ; a-s Montreal Tramways Co., 102, rue Craig Ouest, Montréal.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date “The Gazette Printing Company, Limited”, a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors : *a.* les noms ; *b.* les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Cette compagnie, n'étant pas constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, n'est pas tenue de transmettre ce sommaire.

2.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre :

État indiquant : Qui était secrétaire-trésorier (nom et prénoms) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté des poursuites pour travaux de voirie à la date où telle poursuite a été intentée.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de cette Chambre en date de ce jour :

État indiquant : Qui était secrétaire-trésorier (nom et prénoms) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté des poursuites pour travaux de voirie à la date où telle poursuite a été intentée.

(Document de la Session No 53).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, requêtes, pétitions, etc., entre le gouvernement de cette province et toutes personnes relativement aux traitements des inspecteurs d'écoles de la province.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté à date des poursuites au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté où est située chacune de ces municipalités, la date de chaque poursuite, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût de ces poursuites en frais de cour ou autres a) pour le gouvernement, b) pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénoms de celui qui a agi au dossier comme avocat du gouvernement dans chaque cas et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a envoyé à date des lettres d'avocat au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté où est située chacune de ces municipalités, la date de l'envoi de chacune de ces lettres d'avocat, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût a) pour le gouvernement, b) pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénoms de celui qui était l'avocat du gouvernement dans chaque cas et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité".

L'honorable M. Laferté propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Laferté informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation, de la chasse et des pêcheries à établir, à maintenir et à exploiter, à l'endroit choisi par le ministre, une ferme expérimentale pour l'élevage des animaux visés par la Loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86,) qu'on élève déjà en captivité ou qu'il serait possible d'élever en captivité, afin de poursuivre les expériences que ceux qui s'occupent de ce genre d'élevage ne peuvent entreprendre à leurs frais, mais qui cependant sont indispensables pour assurer le succès de cette industrie.

Résolu, 2.—Que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour l'établissement de cette ferme, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de la colonisation, de la chasse et des pêche-

ries à acquérir les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

Résolu, 3.—Que ledit ministre sera autorisé à faire l'acquisition d'animaux sauvages et à les placer pour des fins d'élevage dans ladite ferme expérimentale.

Résolu, 4.—Que le coût de l'établissement de cette ferme, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, l'achat des animaux, l'outillage et l'ameublement requis, ne devra pas excéder la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 5.—Que les autres dépenses nécessaires à la mise à exécution de la section VIIIA de la Loi de la chasse, telle qu'édictee par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et auxquelles il n'est pas autrement pourvu, seront payées à même les deniers votés chaque année, à ces fins, par la Législature.

Résolu, 6.—Que, tous les officiers et employés nécessaires à la mise à exécution de ladite section VIIIA de la Loi de la chasse pourront être nommés, et leurs traitements pourront être fixés, conformément aux dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10,) ou de la Loi du service extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), selon le cas.

Résolu, 7.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra :

a. Définir les conditions d'émission et de renouvellement des permis émis en vertu de la Loi de la chasse, et adopter un tarif d'honoraires pour l'émission de ces permis et pour tous les autres services prévus par ladite loi;

b. Autoriser ledit ministre, aux conditions fixées par celui-ci, à choisir des personnes et à les envoyer poursuivre des études spéciales dans les fermes expérimentales d'élevage d'animaux gardés en captivité, déjà établies soit au Canada, soit dans les pays étrangers, pourvu qu'il n'y ait pas plus de deux personnes à faire ces études spéciales chaque année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé : "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile".

Bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant les privilèges sur les immeubles".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 642 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Sur la motion de M. Thurber, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que le montant de cent piastres que le promoteur du bill (No 144) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire", a payé comme droit additionnel en vertu de l'article 498, lui soit remboursé, vu que le bill n'a pas été présenté en temps, parce que le Collège des chirurgiens-dentistes ne s'est réuni que le 27 décembre 1929, et que les copies des procès-verbaux du 27 décembre, 1929, ne lui ont été transmises que le 3 janvier.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 5 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 136.—Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos.

Et avec amendements:

Bill 122.—Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 189.—Loi modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 187.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions.

L'honorable M. McMaster, dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport sur les Sociétés de Secours Mutuels, 1929.

(Opérations de 1928)

(Document de la Session No 54).

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à la compagnie "Le Soleil, Ltée", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$154,555.66; *b.* \$159,956.17; *c.* \$146,353.72; *d.* \$202,580.97; *e.* \$148,191.99; *f.* \$170,996.34; *g.* \$219,063.57; *h.* \$223,981.53; *i.* \$181,513.13.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à la *Gazette* ou *The Gazette Printing Company, Limited*, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$126,212.56.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à la *Gazette* ou *The Gazette Printing Company, Limited*, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$543.00; *b.* \$1,307.75; *c.* \$2,308.83; *d.* \$2,767.09; *e.* \$2,259.84; *f.* \$2,967.85; *g.* \$3,955.03; *h.* \$17,626.26; *i.* \$42,690.18.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à l'Événement ou La Cie de l'Événement?

ment, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
\$24,435.71.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payé ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* 1926-27; *i.* en 1927-28 à l'Événement ou La Cie de l'Événement, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
a. \$587.16; *b.* \$1,468.73; *c.* \$2,806.65; *d.* \$13,203.26; *e.* \$22,351.99; *f.* \$29,485.32; *g.* \$15,571.17; *h.* \$27,129.75; *i.* \$20,770.20.

Question par M. Tremblay.—1. Outre les \$105,530.48 qui, comme il appert à la page 179 des Comptes Publics 1928-29 ont été dépensées pour l'entretien de Spencer Wood au cours de l'exercice 1928-29, y a-t-il d'autres dépenses imputables à "Spencer Wood", et qui apparaissent sous l'item "Services divers" ou d'autres rubriques ?

2. Dans l'affirmative: *a.* quelles sont ces dépenses; *b.* à qui a été payée chacune d'elles; *c.* à quelle page des Comptes publics 1928-29 est inscrite chacune d'elles; *d.* pourquoi chacune d'elles est-elle inscrite sous une autre rubrique que "Spencer Wood" ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
1. et 2. Aucune.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à La Tribune ou La Tribune, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
\$31,574.57.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à La Tribune ou La Tribune Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression ou publications de toutes sortes, reliure, etc.,

comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$12,168.98; b. \$11,755.61; c. \$18,101.45; d. \$16,102.10; e. \$19,910.11; f. \$15,048.14; g. \$22,899.04; h. \$18,361.96; i. \$28,648.47.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au Nouvelliste ou à La Cie de Publication Le Nouvelliste, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$1,030.03.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: a. en 1919-20; b. en 1920-21; c. en 1921-22; d. en 1922-23; e. en 1923-24; f. en 1924-25; g. en 1925-26; h. en 1926-27; i. en 1927-28 au Nouvelliste ou La Cie de Publication Le Nouvelliste, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$.; b. 20.45; c. \$413.29; d. \$560.03; e. \$872.40; f. \$803.50; g. \$157.86; h. \$179.54; i. \$122.60.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: a. en 1919-20; b. en 1920-21; c. en 1921-22; d. en 1922-23; e. en 1923-24; f. en 1924-25; g. 1925-26; h. en 1926-27; i. en 1927-28 à L'Éclaireur ou L'Éclaireur, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression ou publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$5,293.20; b. \$10,145.92; c. \$10,782.35; d. \$7,699.98; e. \$8,263.21; f. \$10,111.64; g. \$10,150.22; h. \$6,432.30; i. \$7,241.29.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à L'Éclaireur ou L'Éclaireur, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement

ment dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
\$7,951.46.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à La Riposte, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
\$789.34.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28, à La Riposte, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
a. ; *b.* ; *c.* ; *d.* ; *e.* ; *f.* ; *g.* ; *h.* ;
i. \$10.50.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à L'Abeille, ou l'Abeille et l'Érable, ou L'Abeille Enr., pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
\$1,328.55.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à l'Abeille, ou L'Abeille et l'Érable, ou L'Abeille Enr., pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement, dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux

qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$1,179.12; *b.* \$781.73; *c.* \$3,215.26; *d.* \$2,225.09; *e.* \$3,255. 51; *f.* \$1,947.25; *g.* \$1,644.80; *h.* \$2,105.09; *i.* \$377.19.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au Bulletin, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement, dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$14,852.16.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 au Bulletin, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression, et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales, ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$11,090.47; *b.* \$12,447.37; *c.* \$10,909.77; *d.* \$11,678.72; *e.* \$12,-004.47; *f.* \$12,860.86; *g.* \$14,163.63; *h.* \$13,772.21; *i.* \$11,243.71.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au Canada ou la "Compagnie de publication du Canada, Limitée", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$32,255.01.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 au Canada, ou la Compagnie de Publication du Canada, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux

qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$26,711.99; *b.* \$20,376.16; *c.* \$21,665.41; *d.* \$22,383.02; *e.* \$20,-451.85; *f.* \$20,269.55; *g.* \$22,293.87; *h.* \$25,382.82; *i.* \$24,278.33.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au Bulletin de la Ferme, ou le Bulletin de la Ferme, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus dans des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$11,143.41.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée et avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 au Bulletin de la Ferme ou le Bulletin de la Ferme, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement, dans les Comptes Publics de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$25.00; *b.* \$67.80; *c.* \$6,365.22; *d.* \$15,896.84; *e.* \$15,369.63; *f.* \$11,-330.50; *g.* \$17,292.72; *h.* \$12,275.51; *i.* \$11,502.75.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à l'Autorité Nouvelle ou "L'Autorité Company", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

\$1,525.50.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à l'Autorité Nouvelle ou "L'Autorité Company", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de chacun des exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

a. \$13.50; b. \$16.50; c. \$7.50; d. \$146.80; e. \$42.00; f. \$133.40; g. \$360.44; h. \$592.65; i. \$489.00.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

M. Guertin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre,

M. Bédard propose par voie amendement, secondé par M. Cantin:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bergeron,
Blain,
Bouthillier,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Dansereau,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Frigon,
Gagnon,
Galipeault,
Godbout,
Grant,
Houde,*

*Lamoureux,
Laperrière,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
McDonald,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Ouellet,
Perrault,
Perron,
Phaneuf,
Piché,
Renaud,
Roy,
Samson,
Saurette,
Aauvé,
Savoie,
Taschereau,
Turcotte.—44*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,
Bercovitch,
Bissonnet,
Bullock,
Cohen,
David,
Dillon,
Drouin,
Fortin,
Gault,
Gauthier,
Laferté,*

*Lafleur,
Lahaie,
Lapierre,
McMaster,
Mercier,
Oliver,
Papineau,
Plante,
Poulin,
Smart,
Tremblay,
Vautrin.—24*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill 6, intitulé: "Loi modifiant les articles 1056 et 2262 du Code Civil".

Bill 87, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill 82, intitulé: "Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville".

Bill 88, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 187 nouvelle série de la ville de Saint-Jérôme accordant une évaluation fixe pour fins de taxes municipales à "The Dominion Rubber Company, Limited".

Bill 92, intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company".

La Chambre prend en considération les amendements que la Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville", et les dits amendements sont lus une première et un seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise au voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législaif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 88) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 187 nouvelle série de la ville de Saint-Jérôme accordant une évaluation fixe pour fins de taxes municipales à "The Dominion Rubber Company, Limited", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle prise la en considération, en comité plénier, du bill (No 46) intitulé: "Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, le une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé :
"Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sept heures et demie du soir.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État démontrant:

1. Quelles sont les forces hydrauliques de cette province qui ont été vendues, louées ou aliénées à des particuliers, à des compagnies ou des corporations;

2. Quels sont les noms des acheteurs, concessionnaires ou locataires;

3. Dans les cas de location, quels sont ceux qui ont, depuis la date du bail original, changé de locataires;

4. Quelle a été la date de la vente ou de la location par la province dans chaque cas;

5. Dans les cas de vente, quel en a été le prix et quelles étaient les conditions imposées;

6. Dans les cas de location: *a.* quelle est la durée du bail; *b.* quel est le loyer annuel ou autre redevance; *c.* quelles sont les autres conditions principales de l'exploitation;

7. Quelle est la nature des restrictions quant à l'exportation dans chaque cas;

8. Quelles sont les chutes aménagées, à la connaissance du gouvernement et donner la capacité des installations de celles-ci.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour concernant:

État démontrant:

1. Quelles sont les forces hydrauliques de cette province qui ont été vendues, louées ou aliénées à des particuliers, à des compagnies ou des corporations;

2. Quels sont les noms des acheteurs, concessionnaires ou locataires;

3. Dans les cas de location, quels sont ceux qui ont, depuis la date du bail original, changé de locataires;

4. Quelle a été la date de la vente ou de la location par la province dans chaque cas;

5. Dans les cas de vente, quel en a été le prix et quelles étaient les conditions imposées;

6. Dans les cas de location: *a.* quelle est la durée du bail; *b.* quel est le loyer annuel ou autre redevance; *c.* quelles sont les autres conditions principales de l'exploitation;

7. Quelle est la nature des restrictions quant à l'exportation dans chaque cas;

8. Quelles sont les chutes aménagées, à la connaissance du gouvernement et donner la capacité des installations de celles-ci.

(Document de la Session No 55).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à la prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 6 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 128.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la présentation des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill No

158, intitulé: "Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et Mary Gillies", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Vautrin, en conséquence, présente le bill (No 158) intitulé: "Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et Mary Gillies", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Qu'ont coûté: a. au gouvernement; b. aux municipalités la construction, la réfection, la réparation et l'entretien des 407.51 milles de chemins améliorés en sable et glaise, ainsi qu'il appert à la page 98 du Rapport du ministère de la voirie, 1929?

2. Même question pour les 10,094.27 milles de chemins en gravier?

3. Même question pour les 1,421.76 milles de chemins en macadam?

4. Même question pour les 123.81 milles de chemins en macadam bitumineux?

5. Même question pour les 105.72 milles de chemins en béton de ciment?

6. Même question pour les 349.01 milles de chemins en béton bitumineux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. \$679,050.58.

2. a. \$60,358,096.98.

3. a. \$29,253,238.38.

4. a. \$3,069,922.71.

5. a. \$2,605,801.16.

6. a. \$8,597,902.09.

Le gouvernement ignore ce que ces travaux ont coûté aux municipalités.

Question par M. Crépeau.—1. A quelle date a commencé la construction de la partie de la route 34, allant de Lac Mégantic à Springhill, et quand a-t-elle été terminée?

2. Quel en a été l'entrepreneur?

3. Combien a coûté la construction?

4. Combien ont coûté chaque année à date, l'entretien et les réparations?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. La construction de toute cette partie de la route No 34 qui est située dans le canton de Whitton a fait l'objet d'un seul contrat. La

construction en a été commencée vers le 27 avril 1920 et s'est terminée vers le 25 septembre 1922.

2. Isidore Duquette.

3. La construction de la route No 34 dans le canton de Whitton a coûté \$142,078.87. La section de Lac Mégantic à Springhill n'est qu'une partie de la route No 34 dans le canton de Whitton.

4. L'entretien et les réparations de la route No 34 dans le canton de Whitton ont coûté: en 1924: \$10,292.84; en 1925: \$6,686.83; en 1926: \$3,556.56; en 1927: \$4,463.03; en 1928: \$7,263.77; en 1929: \$11,077.16.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Crépeau, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État indiquant:

Qui était secrétaire-trésorier (nom et prénoms) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a fait envoyer des lettres d'avocat pour travaux de voirie à la date où telle lettre d'avocat a été envoyée.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, concernant:

État indiquant:

Qui était secrétaire-trésorier (nom et prénoms) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a fait envoyer des lettres d'avocat pour travaux de voirie à la date où telle lettre d'avocat a été envoyée.

(Document de la Session No 56).

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 69) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires."

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant les articles 502 et 503 du Code municipal."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Houde, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, etc., depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'industrie des conserves alimentaires dans la province.

M. Dugas propose, secondé par M. Bergeron:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance échangée, depuis mai 1927, entre le gouvernement et toute personne au sujet de la tuberculose bovine, et les épreuves à la tuberculine dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Quebec, Labrador Railway Company."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

La Chambre reprend le débat sur la motion en discussion à six heures du soir, ce jour: Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance échangée, depuis mai 1927, entre le gouvernement et toute personne au sujet de la tuberculose bovine, et les épreuves à la tuberculine dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspecteur des écoles supérieures protestantes—Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. (Paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille cent dollars soit ouvert à sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Inst. cath. pour garçons, Montréal, \$25,000.00; Inst. cath. pour filles, Montréal, \$25,000.00; Institut Nazareth, Montréal, \$25,000.00; Institut McKay, Montréal, \$4,600.00; "Montreal Ass's for the Blind", \$8,000.00; "Quebec Ass'n for the Blind", \$2,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 7 MARS 1930

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. le Président des Comités prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des statistiques judiciaires"

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 10, intitulé: "Loi modifiant la loi des coroners".

Bill 24, intitulé: "Loi modifiant la loi des vues animées."

Bill 37, intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

Bill 111, intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill 98, intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Lévis".

Bill 131, intitulé: "Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan-Falls et certaines compagnies relativement à l'évaluation de leurs biens imposables approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais."

Bill 140, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 98) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Lévis", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 131) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan-Falls et certaines compagnies relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales,"

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 2 intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat reproduit comme cédule "A" de la loi qui sera basée sur cette résolution, relatif à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal, passé le seizième jour de mai mil neuf cent vingt-neuf, devant Francis Mackay, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec, et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, soit approuvé et ratifié.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame-de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 23, intitulé: "Loi concernant "Verdun Protestant Hospital".

L'honorable M. McMaster propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. McMaster informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le lieutenant-gouverneur en conseil a garanti, en vertu de la loi 9 Édouard VII, chapitre 3, le remboursement du capital et de l'intérêt de soixante-quinze mille dollars d'obligations émises pour un terme de vingt années par l'Hôpital protestant des aliénés;

Attendu que le nom de l'Hôpital protestant des aliénés a été changé en celui de *Verdun Protestant Hospital* par la section 2 de la loi 15 George V, chapitre 127;

Attendu que lesdites obligations sont devenues dues le 1er mai 1929, et qu'il est à propos de garantir, pour un terme d'au plus vingt années, une nouvelle émission d'obligations de *Verdun Protestant Hospital*, pour rembourser l'emprunt dont la garantie par le gouvernement a été autorisée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 3;

Attendu qu'en sus des soixante-quinze mille dollars d'obligations, il faudrait une somme de deux cent vingt-cinq mille dollars pour faire des améliorations à l'hôpital, et que, en conséquence, l'hôpital se trouve dans la nécessité d'emprunter la somme de trois cent mille dollars;

Attendu que l'hôpital n'est pas en mesure de négocier un tel emprunt, si ce n'est avec la garantie du gouvernement; et attendu qu'il est de l'intérêt public que cette garantie lui soit donnée;

Qu'il soit en conséquence:

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas cinq pour cent par an, d'un nouvel emprunt de trois cent mille dollars, pendant une période n'excédant pas vingt-cinq ans et avec le fonds d'amortissement voulu, qui sera fait par *Verdun Protestant Hospital*, lequel emprunt devra être employé, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, au remboursement de l'emprunt échu le 1er mai 1929, et pour payer le coût des améliorations à faire à l'hôpital, pourvu:

a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés;

b) Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur sa propriété située dans ou près de la cité de Verdun, ainsi que sur les édifices qui y sont érigés;

c) Que ledit hôpital assure lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte au gouvernement les polices constatant cette assurance.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi concernant "Verdun Protestant Hospital".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 158) intitulé: "Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et de Mary Gillies".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille sept cent vingt-trois dollars et vingt-trois centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'orateur du Conseil législatif, S. R., 1925, ch. 3, art. 13, amendé par 18 Geo. V, ch. 12, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature) pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le barreau de la province de Québec: aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Royal Military College of Canada Rifle Association", pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S. P. Robins, principal retiré de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel No 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les archives de la province de Québec, impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Fondation Strathecona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund"—2ème de 10 versements annuels, O.C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la maison des Étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le musée Laurier, à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la société Provancher d'Histoire Naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président, du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont les réservoirs construits par cette province pour la régularisation des cours d'eau ?

2. Quelle est la capacité de chacun d'eux ?

3. Qu'a coûté: a. à la province; b. à des individus; c. à des compagnies ou corporations, la construction de chacun de ces réservoirs ?

4. Dans les cas où le coût a été à la charge d'une compagnie ou d'un individu, quels sont les montants que la province rembourse à chacun et de quelle façon ces montants sont-ils remboursés ?

5. Dans chaque cas, la propriété absolue en est-elle à la province ?

6. Y a-t-il des servitudes ou autres biens en faveur de ceux qui ont payé la construction ?

7. Combien a coûté pour le dernier exercice financier l'entretien et les réparations nécessaires desdits réservoirs ?

8. Combien a rapporté à la province l'opération de chacun de ces barrages, durant la même période ?

9. L'opération de ces barrages est-elle entièrement sous le contrôle de la Commission des Eaux courantes ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Réservoirs construits par cette province:

Rivière St-Maurice:—Réservoir Gouin; Réservoirs A, B et C (rivière Manouane).

Rivière St-François:—Réservoir Allard et réservoir du lac Aylmer.

Rivière Ste-Anne-de-Beaupré:—Réservoir du lac Brûlé; Réservoir rivière Savane.

Rivière Chicoutimi:—Réservoir du lac Kénogami.

Rivière Mitis:—Réservoir Mitis.

Rivière du Nord:—Réservoir Lac Masson; Réservoir Lac Bédini; Réservoir Lac Long.

2.—Réservoir Gouin 160,000,000,000 pieds cubes.

Réservoirs de la riv. Manouane . . . 16,500,000,000 “ “

Réservoirs Allard et Lac Aylmer . . 15,600,000,000 “ “

Réservoir Savane 530,000,000 “ “

Réservoir Lac Brûlé 300,000,000 “ “

Réservoir lac Kénogami 13,600,000,000 “ “

Réservoir Mitis 3,050,000,000 “ “

Réservoirs Riv. du Nord 747,150,000 “ “

3. a. Réservoir Gouin et Réservoirs A, B et C \$2,500,000.00

Réservoirs Allard et Lac Aylmer 800,000.00

Réservoirs Savane et Lac Brûlé 300,000.00

Réservoirs Lac Kénogami 4,400,000.00

Réservoir Mitis 250,000.00

Réservoirs Rivière du Nord 26,000.00

b. Aucun.

c. Réservoir Baskatong 5,100,000.00

Réservoir Cabonga 800,000.00

4. La province ne rembourse rien.

5. Oui.

6. Non. Ils ont cependant l'usage, sous certaines conditions de l'eau emmagasinée.

7. Du 1er juillet 1928 au 30 juin 1929:

Opération	Réparations, construction de maison des gardiens, expro- priation, arpentage.
\$42,535.13.	\$97,330.49
8. Rivière St-Maurice	\$ 300,115.36
Rivière St-François	73,222.43
Rivière Ste-Anne-de-Beaupré	29,456.16
Lac Kénogami	248,459.64
Rivière Mitis	36,604.38
Rivière Gatineau	60,009.95
Rivière du Nord	4,116.00
9. Oui.	\$ 751,993.92

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi à huit heures et demie du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 10 MARS 1930

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. le Président des Comités prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que M. McDonald ait la permission de présenter un bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant les article 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les sociétés d'agriculture."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les cercles agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement ou la Coopérative Fédérée de Québec a-t-il fait l'achat de la laiterie Messier Frères, rue Notre-Dame, Montréal?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Quel a été le montant payé?

4. Le gouvernement ou la Coopérative Fédérée de Québec a-t-il acheté d'autres laiteries dans cette province?

5. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* où; *c.* et à quel prix dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. Non.

4. Non.

Question par M. Lafleur.—Pour combien de milles de chemins et quelles sommes ont été payées par le gouvernement pour travaux de voirie depuis 1910 dans les comtés: *a.* Terrebonne; *b.* Châteauguay; *c.* Dorchester; *d.* Bellechasse; *e.* Compton; *f.* Montmorency; *g.* Deux-Montagnes; *h.* Laval; *i.* Joliette; *j.* Papineau; *k.* Soulanges; *l.* Vaudreuil.

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. 211 milles, \$1,219,958.43; *b.* 228.62 milles, \$1,192,191.61; *c.* 176.98 milles, \$437,445.46; *d.* 245.65 milles, \$478,767.28; *e.* 241.17 milles, \$856,992.17; *f.* 123.92 milles, \$532,486.32; *g.* 169.19 milles, \$1,127,188.29; *h.* 169.35 milles, \$1,297,876.75; *i.* 142.88 milles, \$531,877.42; *j.* 239.22 milles, \$745,903.40; *k.* 77.35 milles, \$349,471.13; *l.* 143.19 milles, \$909,626.71.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance depuis 1927 entre le gouvernement et toute personne relativement à la bâtisse de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 172) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers".

L'honorable M. Perron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la Loi du paiement des pénalités".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Thurber secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il soit lui permis de présenter la pétition de la cité de Longueuil, demandant une loi pour modifier la charte de la cité de Longueuil;

Que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill No 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil", et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Thurber, en conséquence, présente le bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 11 MARS 1930

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 157.—Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame de la Merci.

Question par M. Guertin.—1. Le contrôle du barrage Mercier sur la rivière Gatineau est-il entre les mains de la Commission des Eaux Courantes ou de la Cie Gatineau Power ?

2. Quelle a été la cause de l'inondation causée par la rivière Gatineau au printemps de 1929 ?

3. Qui en est responsable ?

4. Quel a été le montant des dommages réels causés par les dites inondations ?

5. Quels sont: *a.* les noms des propriétaires qui ont réclamé des compensations pour dommages; *b.* quel était le montant de chacune de ces réclamations; *c.* combien le gouvernement a-t-il payé dans chaque cas ?

6. Y a-t-il des réclamations en souffrance ?

7. Si oui, quelles sont-elles et pour quelles raisons n'ont-elles pas encore été satisfaites ?

8. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour empêcher une répétition de ces inondations ?

9. Quelles sont-elles ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Le contrôle est exercé par la Commission des Eaux Courantes.

2. L'augmentation considérable du débit de la rivière dû à la fonte de la neige et à la pluie abondante.

3. Personne ne peut être tenu responsable.

4. Le gouvernement l'ignore.

5.—

VILLAGE ET CANTON DE MANIWAKI

<i>a.</i>	<i>b.</i> <i>Montant</i> <i>réclamé</i>	<i>c.</i> <i>Montant</i> <i>payé</i>
	x	
1.—Georges Langevin,	\$273.00	\$200.00
2.—André Nault,	300.00	150.00
3.—Jos. Poirier,	175.00	150.00
4.—Athanase Roy,	465.00	465.00
5.—Dominique Auger,	2,826.00	1,000.00
6.—Donat Patry,	.....	100.00

7.—Palma Joanis,	.....	15.00
8.—E. S. Gauthier,	350.00	350.00
9.—Osias Poirier,	494.00	250.00
10.—Antoine Morin,	.....	25.00
11.—Hugh Keeney,	.....	50.00
12.—Antoine Nadon,	137.00	100.00
13.—Élisée Nadon,	100.00	25.00
14.—T. Lacourcière,	60.00	15.00
15.—Jos. Mayrand,	289.00	200.00
16.—Donat Danis,	.....	100.00
17.—Owen Heaphy,	250.00	150.00
18.—Léo Dupont,	800.00	300.00
19.—Fred. Maoney,	500.00	100.00
20.—H. Ballière,	68.00	68.00
21.—Donavan Brothers,	201.00	200.00
22.—Chas. White,	.....	700.00
23.—William Gagnon,	200.00	100.00
24.—Foster Smith,	250.00	200.00
25.—Michel Brady,	.....	500.00
26.—D. J. Cavanagh,	.....	100.00
27.—R. J. Gale,	125.00	100.00
28.—Albert Chabot,	.....	25.00
29.—Salomon Whiteduck,	.....	15.00
30.—John Chaussé,	.....	25.00
31.—Hubert & Nault,	.....	50.00
32.—John Clément,	.....	75.00
33.—Francis Nault,	1,300.00	400.00
34.—Ben Langevin,	200.00	100.00
35.—Harry Ryan,	12.00	12.00
		<hr/>
		\$6,415.00

x Dans certains cas le réclamant n'a pas spécifié le montant de ses dommages.

CANTON EGAN

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
	<i>réclamé</i>	<i>payé</i>
1.—Cyrille Bernatchez,	\$150.00	\$ 75.00
2.—Municipalité de Egan-Sud,	225.00	225.00
3.—Willie River,	150.00	75.00
4.—Jos. Sloan,	50.00	50.00
5.—John Donohue,	100.00	50.00
6.—Henry Donohue,	1,000.00	600.00
7.—John Hébert,	250.00	150.00
8.—Hector Hubert,	350.00	200.00
9.—Willie Bruyère,	75.00	40.00

10.—John Heafy,	300.00	200.00
11.—Owen Nevins,	150.00	25.00
12.—John Moore,	100.00	100.00
13.—David Courtney,	400.00	350.00
14.—Mme Paul Patry,	125.00	75.00
15.—Robert Kelly,	200.00	100.00
16.—Mme Vve Narcisse Galarneau,	350.00	150.00
17.—Ferdinand Ethier,	500.00	375.00
18.—John Boisvenu,	100.00	60.00
19.—Hector Meunier,	600.00	300.00
20.—J.-B. Nault,	1,000.00	400.00
21.—Théophile Beauregard,	.....	50.00
22.—James Reilly,	200.00	125.00
23.—Madame Sam Desloges,	50.00	25.00
24.—Foster Bennett,	700.00	500.00
25.—Stephen McSheffrey,	.....	250.00
26.—Michel Kearney,	175.00	150.00
27.—Owen Milmore,	150.00	75.00
28.—Edmund Moore,	.....	.....
		<hr/>
		\$4,775.00

CANTON DE NORTHFIELD

a.	b.	c.
	<i>Montant réclamé</i>	<i>Montant payé</i>
1.—J. Marois,	\$450.00	\$400.00
2.—N. Nadon,	.....	400.00
3.—N. Tremblay,	150.00	100.00
4.—O. Therrien,	500.00	250.00
5.—T. Robitaille,	.....	800.00
6.—Jos. Therrien,	.....	200.00
7.—P. Clément,	1,200.00	950.00
8.—W. Roy,	.....	200.00
9.—Médard Roy,	.....	100.00
10.—A. Roy,	.....	125.00
11.—J. Roy,	.....	50.00
12.—H. Rochon.	800.00	300.00
13.—Albert Parker,	150.00	100.00
14.—Nap. Parker,	300.00	100.00
15.—Gerald Carr,	300.00	100.00
16.—John Perrier,	250.00	200.00
17.—Jos. Tremblay,	250.00	200.00
18.—Ruben Brown,	.....	100.00
19.—Omer St-Jacques,	.....	150.00
20.—Albien Cayen,	.....	600.00
21.—Edward Duffy,	.....	100.00

22.—Municipalité de Northfield,	.....	100.00
23.—Ernest St-Jacques,	250.00	150.00
24.—Alexandre Martin, père,	500.00	350.00
		<hr/>
		\$6,125.00

CANTON DE KENSINGTON

<i>a.</i>	<i>b.</i> <i>Montant</i> <i>réclamé</i>	<i>c.</i> <i>Montant</i> <i>payé</i>
1.—Télesphore Rivet,	\$589.25	\$200.00
2.—James McSheffrey,	200.00
3.—Wm. Thompson,	500.00
5.—M. Whelan,	50.00
5.—Télesphore Labelle,	200.00
6.—Robert Lanigan,	75.00
7.—Wm. I. Isbister,	100.00
8.—R. H. Ferguson,	60.00
9.—Michael Ryan,	125.00
10.—Nap. Valiquette,	25.00
11.—Jos. Gauthier,	40.00
12.—Mme I. Cromberg,	100.00
13.—Jos. Langevin,	150.00
14.—Léon Langevin,	100.00
15.—Edward Whelan,	100.00
16.—John Heafy,	200.00
17.—Phydime Godin,	300.00	200.00
18.—Joseph Robitaille, père,	25.00
19.—Xavier Labelle,	15.00
20.—Édouard Bruyère,	125.00
		<hr/>
		\$2,590.00

CANTON DE WRIGHT

<i>a.</i>	<i>b.</i> <i>Montant</i> <i>réclamé</i>	<i>c.</i> <i>Montant</i> <i>payé</i>
1.—S. Faure,	\$800.00	\$600.00
2.—Denis Clément,	1,000.00	800.00
3.—G. Vallières,	1,000.00	600.00
4.—E. Lacroix,	.....	500.00
5.—E. Labelle,	300.00	100.00
6.—H. M. Ellard,	.....	600.00
7.—D. Patry,	1,000.00	500.00
8.—Patrick Parker,	400.00	200.00

9.—Geo. Parker,	400.00	250.00
10.—Arthur Lécuyer, père,	.....	500.00
11.—Arthur Lécuyer, fils,	300.00	150.00
12.—Joseph Lauriault,	.....	75.00
13.—Joseph Larche,	.....	40.00
14.—Curé Mondoux de Gracefield,	.....	150.00
15.—Jules Lachapelle,	.....	5.00
16.—Mme Moïse Ethier,	.....	20.00
		<hr/>
		\$5,090.00

CANTON D'AUMOND

a.	b. <i>Montant réclamé</i>	c. <i>Montant payé</i>
1.—Willie Grondin,	\$170.00	\$100.00
2.—Alexandre Brunet,	300.00	200.00
3.—Ed. Robitaille,	100.00	60.00
4.—Edmond St-Amour,	10.00	10.00
5.—Martin Revah,	80.50	65.00
6.—Mme Élie Cousineau,	56.75	50.00
7.—John Scullion,	86.00	70.00
8.—Herménégilde Grondin,	95.00	95.00
9.—Municipalité d'Aumond,	.....	278.20
10.—Joseph Lirette,	.....	60.00
11.—Zéphirin Montreuil,	595.00	250.00
12.—Augustin Villeneuve,	.....	.....
		<hr/>
		\$1,238.20

CANTON CAMERON

a.	b. <i>Montant réclamé</i>	c. <i>Montant payé</i>
1.—Samuel Lefebvre,	.....	300.00
2.—Cyrille Morin,	.....	100.00
3.—Louis Giasson,	.....	125.00
4.—Jim Grant,	\$1,000.00	450.00
5.—Abraham Gagnon,	.....	100.00
6.—Adrien Larivière,	.....	75.00
		<hr/>
		\$1,150.00

6. Oui, deux.

7. MM. Edmond Moore et Augustin Villeneuve. Ces deux réclamations n'ont pas été encore réglées par suite de l'absence des partis intéressés.

8. Aucune mesure positive ne peut être prise pour empêcher ces inondations, le volume et l'intensité des inondations étant très variables d'une année à l'autre.

9. Le barrage sera utilisé, si possible, de façon à diminuer le volume des eaux d'inondation.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi concernant "Verdun Protestant Hospital".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 22, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdite sœurs et le Trust général du Canada".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat et l'acte suivants, savoir:

1. Le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots dans L'Hospice Dufrost, passé le six février mil neuf cent trente, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cinq cent cinq de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec; et

2. L'acte de fiducie passé le six février mil neuf cent trente, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cinq cent quatre de ses minutes entre les Sœurs de la Charité de Québec et le Trust Général du Canada, et le gouvernement de la province, pour ratifier un certain transport faisant partie dudit acte,

Reproduits comme cédules 1 et 2 de la loi qui sera basée sur cette résolution, soient approuvés et ratifiés.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada".

En conséquence, il présente ce bill, qui est une lu première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le département de l'agriculture."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur auant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1930, pour:

Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

(Document de la Session No 57).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1930, pour:

Copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1927, relativement aux publications agricoles dans la province.
(*Document de la Session No 58*).

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considérations des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1930, pour:

Copie de toutes correspondances entre: La municipalité de Wakefield et le département de la voirie; les entrepreneur et le département; diverses personnes.

(*Document de la Session No 59*).

Question par M. Crépeau.—1. Quel est le montant des droits de coupe payés par le Cie James Richardson pour son exploitation de Cap-Chat depuis 1924 à date?

2. Même question pour les droits de coupe payés par toutes autres personnes pour leur exploitation à Cap-Chat?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. \$19,860.49.

2. Aucun.

Question par M. Lafleur.—Quels droits de coupe a payés M. Frank Blais ou Frank Blais, Limited, depuis l'année 1926 inclusivement à date?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Frank Blais: \$53,839.88.

Frank Blais, Limitée: \$1,592.93.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 12 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 56.—Loi modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires.

Bill 193.—Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires.

Bill 158.—Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et de dame Mary Gillies.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 192.—Loi modifiant le Code civil relativement aux privilèges sur les immeubles.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 129.—Loi déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal.

Le comité fait rapport que le bill suivant ne peut être adopté vu qu'il aurait dû être précédé d'une résolution:

Bill 188.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 99.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

L'honorable M. Galipeault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communications, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements le bill suivant:

Bill 155.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.

Et avec des amendements:

Bill 156.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation, Montréal et Nord.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le ministre de l'agriculture et toute personne, depuis 1928, relativement au coût de la production du lait.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Houde, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, depuis 1928, entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'enseignement de la comptabilité agricole dans les écoles rurales.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le ministère des Terres et Forêts ou aucun de ses officiers ou départements et toute personne, au sujet du paiement des comptes de M. Hector Roy, inspecteur des garde-feux pour Gaspé-Ouest.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 113, intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat and Power Company".

Bill 133, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examen."

Bill 137, intitulé: "Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey".

Bill 142, intitulé: "Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey".

Bill 143, intitulé: "Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill 2, intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 2) intitulé: "Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégramme, documents, contrats, entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toute personne au sujet de la concession de certains lots du canton de Metgermette-Nord, à M. Philippe Thibodeau, de Saint-Georges.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement, un de ses membres, un de ses officiers, un de ses employés et la cité de Hull, ou tout autre corps public ou personne, concernant la reconstruction du Pont sur la Rivière Gatineau, entre la Cité de Hull et le Village de Pointe Gatineau.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites Sœurs et le Trust général du Canada."

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le département de l'agriculture."

L'honorable M. Perron propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels."

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies."

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour accorder une prime aux municipalités de ville ayant une population de moins de cinq mille âmes, et aux municipalités de village ou rurales, qui se pourvoiront d'appareils effectifs pour combattre les incendies, à la satisfaction du commissaires des incendies de la province, au lieu de la somme de cent mille dollars déjà autorisée par l'article 11 de la Loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180.)

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles."

L'honorable M. McMaster propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame de la Merci."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill No 4, intitulé: "Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec."

L'honorable M. Perron propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perron informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-Gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas

terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 13 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 9.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.

Bill 13.—Loi modifiant la loi des timbres.

Bill 15.—Loi modifiant la loi de la police et du bon ordre.

Bill 55.—Loi pour remplacer la Loi du paiement des pénalités.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 172.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 154.—Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Roy, du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Côté, du comité du Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements le bill suivant:

Bill 17.—Loi modifiant l'article 423 du Code municipal.

Avec amendements:

Bill 170.—Loi modifiant les articles 502 et 503 du Code municipal.

Bill 180.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies minières de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 5) intitulé: "Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose."

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires."

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 4, intitulé: "Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111, la Chambre passe à l'étude des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 158) intitulé: "Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et de dame Mary Gillies."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 4, intitulé: "Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est opportun d'établir, d'agrandir, d'aménager et d'outiller des écoles d'agriculture dans la province de Québec;

Attendu qu'il est opportun de construire des entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles;

Attendu qu'il est opportun de faire un prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou de garantir un emprunt de ladite société;

Qu'il soit en conséquence—

Résolu, 1.—Qu'un montant de six cent mille dollars sera affecté à l'établissement, l'agrandissement, l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, et que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de ce montant de six cent mille dollars, sur les certificats du ministre de l'agriculture, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût des constructions ou défrayer celui des améliorations ci-dessus mentionnées.

Résolu, 2.—Qu'un montant de cinq cent mille dollars sera affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles, et que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour ces constructions, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires, ainsi que tous droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

Résolu, 3.—Que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

Résolu, 4.—Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence du montant de cinq cent mille dollars mentionné dans la résolution 2, sur les certificats du ministre de l'agriculture, les montants requis pour payer le prix des immeubles et droits immobiliers ci-dessus mentionnés et

pour défrayer, en tout ou en partie, le coût des constructions; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, aux fins de faire les acquisitions et de rencontrer le coût des constructions, à contracter un ou des emprunts, n'excédant pas en tout cinq cent mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Résolu, 5.—Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indique.

Résolu, 6.—Que le ministre de l'agriculture sera autorisé à faire un prêt n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou à se porter garant pour un ou des emprunts, n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille dollars que pourrait faire ladite société, ladite somme à être payée au ministre de l'agriculture, s'il y a lieu, par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées

Ordonné que l'honorable M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins S. R., 1925, ch. 91, art. 74, tel qu'amendé par 18 Geo. V, ch. 35, sec. 6b, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 14 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Laferté, du Comité de la redistribution des collèges électoraux, présente le second et dernier rapport de ce comité, avec les exhibits qui l'accompagnent (*Documents de la session No 60*), lequel rapport est lu.

M. Côté, du comité du Code municipal, présente à la chambre, le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant: Bill 174.—Loi modifiant l'article 642 du Code municipal.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 196) intitulé: "Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Houde.—Qu'a rapporté en 1896-97 chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc", tel qu'il appert à la page 6 des Comptes Publics 1896-97?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Ces renseignements sont donnés dans l'état No 12, pages 44 à 53 des Comptes publics 1896-97.

Question par M. Houde.—Qu'a rapporté en 1919-20 chacune des sources de revenus, comprises sous la rubrique générale: "Licences: hôtels, magasins, etc", tel qu'il appert à la page 6 des Comptes Publics 1919-20?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Hôtels.....	\$ 35,911.40
Hôtels, (Bière et Vin).....	92,632.64
Restaurants.....	28,629.46
Restaurants, (Bière et Vin).....	120,875.00
Maisons de logement.....	1,213.50
Clubs, (Bière et Vin).....	18,572.75
Buffets de Chemins de fer.....	1,200.00
Wagons restaurants.....	187.50
Bateaux à Vapeur.....	675.00
Magasins de Liqueurs en gros.....	38,494.00
Magasins de Liqueurs en détail.....	181,658.65
Hôtels de Tempérance.....	25,939.59
Spéciales, (Art. 974, S.R.Q., 1909)....	2,480.00
Encanteurs.....	5,714.02
Encanteurs-Assistants.....	300.00
Cidre et Vin du pays.....	80.00
Colporteurs.....	7,661.99
Véhicules de Colporteurs.....	5,351.49
Billards et autres tables.....	36,198.78
Billards dans clubs.....	2,924.50
Jeux de quilles.....	1,067.52
Poudrières.....	1,407.08
Poudre (Gros et détail).....	558.00
Poudre (détail).....	1,847.00
Bureaux de placement.....	6,350.00
Bureaux de prêts.....	250.00
Prêteurs sur gages.....	1,000.00
Agents de Courtiers étrangers.....	15,500.00
Buanderies publiques.....	9,352.92
Réunions de Courses.....	31,432.20
Lieux d'amusements.....	16,497.76
Amusements temporaires.....	4,074.10
Salles de vues animées.....	35,102.13
Echange de pellicules.....	2,601.60
Cautionnements, (Encanteurs).....	462.00
Honoraires sur licences.....	22,223.00
Transferts de licences.....	26,733.88
Timbres de licences.....	9,637.00
Droits sur ventes par encan.....	19,034.38
Droits d'entrées aux courses.....	8,909.46
Produits, Liqueurs, etc., saisies.....	27,706.85
Examen de pellicules.....	20,884.00

Amendes.....	119,682.69
Frais recouvrés.....	4,135.96
	<hr/>
Total des perceptions au 30 juin 1920.	\$ 993,149.80
A déduire, montants reçus après le 30 juin, 1920.....	6,227.03
	<hr/>
Total des recettes au 30 juin 1920....	\$ 986,922.77
Reçu pour droits sur licences en vertu de la Loi de Prohibition de Québec..	440,487.52
Pour timbres de prohibition.....	126,669.13
	<hr/>
Total des recettes au 30 juin 1920....	\$1,154,079.42

Question par M. Lafleur.—Combien le ministère de la Colonisation a-t-il donné d'octrois depuis 1924 inclusivement à date, pour l'entretien des routes à Cap-Chat?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Pour la réparation de chemins et routes dans Cap-Chat: \$4,198.24.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 9, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le procureur général soit autorisé à fournir les registres qui doivent être tenus par les greffiers, conformément aux dispositions du paragraphe cinquième de la section deuxième de la Troisième partie de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145,) tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que les formules des rapports que ces greffiers doivent faire en vertu de cedit paragraphe.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des timbres."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps: puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les sociétés d'agriculture."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps: puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les cercles agricoles."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation des utilités publiques."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 154) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-est et modifiant la charte de la ville de Beauceville."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des Statistiques judiciaires."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, le bill suivant:

Bill 146.—Loi concernant le pont de comté appelé: "Pont Alonzo Wright" dans le comté municipal de Hull.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill 147, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull".

Bill 152, intitulé: "Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi."

Bill 153, intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de toutes taxes municipales à Montréal".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 147) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 152) intitulé: "Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 153) intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de toutes taxes municipales à Montréal", et lesdits amendement sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à lundi prochain à huit heures et demie du soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 17 MARS 1930

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. le Président des Comités prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant la Loi des habitations salubres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences de mariages".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 199) intitulé: "Loi remplaçant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 215) intitulé: "Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les district électoraux de Richmond et de Wolfe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 214) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 218) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires, chaque année depuis 1919-20 inclusivement?

2. Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement dans chacune de ces années?

Réponse par l'honorable M. David:

<i>Année</i>	<i>Maisons construites ou réparées en dehors des villes de Québec, Montréal et Trois-Rivières</i>	<i>Montant fourni par le Gouvernement</i>	<i>Pourcentage</i>
1920-21:	\$ 1,228,900.00	\$ 151,880.02	12.4%
1921-22:	1,263,699.39	140,585.00	11.1%
1922-23:	1,525,727.04	278,795.00	18.3%
1923-24:	1,833,160.59	235,080.00	12.9%
1924-25:	1,403,947.08	296,715.00	21.2%
1925-26:	1,107,330.65	338,020.00	30.5%
1926-27:	2,126,466.89	420,503.00	19.8%
1927-28:	1,372,623.00	448,168.00	32.7%
1928-29:	1,637,141.00	503,440.00	30.8%

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la motion :

Que, vu que le bill No 152, intitulé : Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi", a été présenté dans l'intérêt public, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que la motion soit retirée.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 642 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général.:

Bill (No 196) intitulé: "Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal".

Bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes."

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 213) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies".

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 217) intitulé: "Loi autorisant un certain octroi à L'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 216) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 210) intitulé: "Loi concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de districts".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 55) intitulé: "Loi pour remplacer la Loi du paiement des pénalités".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature".

Bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des échafaudages".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante et quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques rurales; pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, confor-

mément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent soixante et quinze dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq dollars. pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'écoles normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des S.R., 1925, ch. 133, art. 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité protestant du conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 déc. 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 18 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 65.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.

Avec amendement:

Bill 63.—Loi modifiant la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 34.—Loi modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 159.—Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Question par M. Blain.—1. Un nommé G.-H. Rioux a-t-il déjà été à l'emploi du département du procureur général?

2. Dans l'affirmative, dans quelles fonctions?

3. L'est-il encore?

4. Dans la négative, a-t-il été destitué ou a-t-il démissionné?

5. S'il a démissionné, à quelle date a-t-il présenté sa démission comme membre de la police provinciale?

6. L'a-t-il offerte librement ou la lui a-t-on demandée?

7. Dans ce dernier cas, à quelle date cette démission a-t-elle été demandée?

8. A quelle date cette démission a-t-elle été acceptée?

9. Cette démission a-t-elle quelque relation avec l'arrestation de l'indicateur Renaud, dans l'affaire de la tentative de vol de la Caisse d'Économie, à Québec?

10. Quelle est la raison officiellement donnée et officiellement acceptée de cette démission?

11. Quels étaient les émoluments de M. G.-H. Rioux?

12. A-t-il reçu en aucun temps, hors son salaire régulier, des sommes du gouvernement, et dans l'affirmative, pourquoi et pour quels montants?

13. Le gouvernement a-t-il payé pour le dit G.-H. Rioux la location d'un bureau, rue St-Joseph, Québec, ainsi que des comptes de lumière et de téléphone? Dans l'affirmative, à quelle date, à qui, quels montants dans chaque cas?

14. Le gouvernement a-t-il accordé au même G.-H. Rioux un permis de détective particulier, en vertu du chapitre 168 des Statuts refondus, 1925?

15. Dans l'affirmative, à quelle date?
16. Ledit G.-H. Rioux a-t-il fourni le cautionnement requis par la même loi?
17. Une enquête a-t-elle été faite suivant la même loi?
18. Quelle a été le résultat de cette enquête?
19. Des permis d'agents dudit Rioux ont-ils été fournis par le gouvernement à un nommé Lallemant *alias* Renaud, un nommé Murphy et un nommé Dion?
20. Y a-t-il eu enquête dans chacun de ces cas?
21. Quel en a été le résultat?
22. Depuis la date que ledit Rioux a quitté l'emploi du gouvernement, a-t-il reçu quelques argents, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'entremise de ses agents ou autrement?
23. Le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser directement ou indirectement les services de l'agence privée à la tête de laquelle est maintenant l'ancien détective Rioux?
24. Sinon, pourquoi? Si oui, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.
2. De détective.
3. Non.
4. Il a démissionné.
5. Dans le courant de l'automne 1929.
6. Librement.
7.
8. Accepté dans le courant de l'automne 1929 pour prendre effet le 1er janvier 1930.
9. Non; la démission a été donnée et acceptée dans le courant de l'automne 1929 et l'arrestation de Renaud a eu lieu en janvier, 1930.
10. Pour prendre une agence privée.
11. \$1,700.
12. Comme les autres policiers, il a reçu ses dépenses.
13. Non; le bureau du dit Rioux sur la rue St-Joseph forme partie d'une entreprise privée et le gouvernement n'a rien à y voir.
14. Oui.
15. 10 mars, 1930.
16. Oui.
17. Oui.
18. Favorable.
19. A James J. Murphy et Ernest Dion.
- 20 et 21. Ces personnes étant à l'emploi d'une agence privée, la loi ne pourvoit pas à une enquête.
22. 23 et 24. Le gouvernement a eu l'occasion d'employer l'agence de détectives G.-H. Rioux comme d'autres agences de détectives, mais il n'est pas dans l'intérêt public de dévoiler la nature ni l'étendue de ses services.

M. Sauvé propose, secondé par M. Gault:

Que, vu la nécessité de réformes à l'effet d'améliorer l'agriculture et la situation des cultivateurs de la province;

Vu l'importance reconnue d'un système de prêt ou de crédit agricole pouvant aider efficacement des cultivateurs pour des améliorations urgentes sur leurs fermes ou pour l'acquisition de terre à culture, l'achat d'engrais, etc.;

Vu que les règlements de la Commission instituée sous l'autorité de la "Loi du prêt agricole canadien", ne répondent pas suffisamment aux besoins des cultivateurs et de l'agriculture dans la province.

Cette Chambre invite le gouvernement:

a. A s'entendre avec le Conseil provincial institué conformément aux stipulations de la dite "Loi du prêt agricole canadien" et en vertu d'une législation adoptée par cette Législature, ainsi qu'avec les autorités compétentes du parlement fédéral, de façon à obtenir un taux d'intérêt ne dépassant pas quatre et demi pour cent;

b. A élever le montant du prêt à soixante-cinq pour cent de la valeur de la terre hypothéquée;

c. A se charger des frais prévus par la loi pour inspection, examen de titres, d'actes, enregistrement;

d. A rembourser lui-même, au cas de refus par les autorités fédérales, deux pour cent d'intérêt aux cultivateurs emprunteurs.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

M. Casgrain propose par voie d'amendement, secondé par M. Moreault (Rimouski):

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre invite le gouvernement à faire des démarches auprès des autorités compétentes du Parlement fédéral pour obtenir une réduction du taux d'intérêt sur les prêts à être faits sous l'autorité de la loi du Prêt Agricole Canadien.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Crépeau, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Crépeau, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, municipalité ou association relativement à la construction d'un nouveau pont vis-à-vis le Boulevard Pie IX pour relier l'île de Montréal à l'île Jésus.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill No 5, intitulé: "Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération. En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le directeur du service provincial d'hygiène soit autorisé à passer avec les chefs de familles nourricières les contrats nécessaires à la garde et à l'entretien des pupilles, à pourvoir au paiement de la pension de ceux-ci, à rémunérer les ministres du culte qui les surveillent, et les médecins qui à l'occasion sont appelés à leur donner des soins, enfin, à pourvoir à toutes les dépenses occasionnées par l'Œuvre du placement familial établie par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que les sommes nécessaires au fonctionnement de ladite Œuvre du placement familial seront prélevées sur le fonds consolidé du revenu sur demande écrite du secrétaire de la province, pour être versées à un fonds spécial détenu par le service provincial d'hygiène pour le fonctionnement et le maintien de ladite œuvre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant la Loi des habitations salubres".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Lafleur.—1. Combien de lots ont-ils été concédés à M. Philippe Thibodeau de Saint-Georges, dans le canton de Metgermette-Nord ?

2. A quelle date chacune de ces concessions a-t-elle été faite ?

3. A quel prix ?

4. Quel est le nombre de lots concédés et quelle est la grandeur en acres ?

5. Quelle quantité de bois a été coupée à date et quel a été le montant des droits de coupe perçu par le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. 2. 3. 4. et 5. Il n'a été faite aucune concession de lots à M. Philippe Thibodeau dans la canton de Metgermette-Nord.

Question par M. Rochette.—1. A quelle date les diverses concessions forestières de la "Manicouagan & English Bay Export Co." ont-elles été affermées ?

2. Quelle a été la prime d'affermage payée dans chaque cas ?

3. A-t-elle faite des améliorations sur ses limites et lesquelles ?

4. Quelle a été la date de ses dernières exploitations ?

5. Est-ce que cette compagnie avait maintenu ses installations en bon état, tels que moulins, usines, etc. ?

6. Est-ce que le contrôle de cette compagnie n'est pas passé dernièrement en d'autres mains et, dans l'affirmative, depuis quand ?

7. Est-ce que le Gouvernement a touché la prime de transfert sur cette transaction ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. et 2.—

<i>Date des affermages</i>	<i>Concessions</i>	<i>Superficies en milles carrés</i>	<i>Prime d'af- fermage en milles carrés</i>
25 oct. 1898:	Riv. Manicouagan No 2, ouest,	40	\$ 35.25
26 oct. 1898:	Riv. Manicouagan No 5, ouest,	56	115.25
30 mai 1900:	Riv. Amédée,	50	80.25
25 juin 1902:	Riv. à la Chasse et aux Anglais,	34	126.00
25 juin 1902:	St-Laurent-ouest,	30	62.00
25 juin 1902:	Riv. Manicouagan No 6,	58	151.00
25 juin 1902:	Riv. Manicouagan No 3,	24	101.00
25 juin 1902:	Riv. Manicouagan No 4,	27	101.00
22 juin 1904:	Riv. Manicouagan No 7,	50	131.00
22 juin 1905:	Riv. Manicouagan No 10,	50	130.00
22 juin 1905:	Riv. Manicouagan No 11,	50	130.00
22 juin 1905:	Riv. Manicouagan No 12,	50	130.00

3. Durant la période d'exploitation elle entretenait les chemins de portage de même que les écluses et autres travaux nécessaires pour le transport du bois qui avaient été commencés par ses prédécesseurs.

4. Ses dernières exploitations ont eu lieu de 1920 à 1922.

5. Après la fin de ses opérations, cette compagnie a nécessairement délaissé les installations qu'elle avait faites en forêt. Sa scierie ainsi

que ses maisons ouvrières, ses écluses et ses écuries de même que ses campements se sont dépréciés au cours de cette interruption et ce à tel point que les nouveaux acquéreurs n'ont pu, après de grosses réparations, rendre plus de deux maisons habitables.

6. Oui, en 1928.

7. Oui.

Question par M. Rochette.—1. Quand et comment la compagnie "Price Bros. & Co." a-t-elle obtenu les limites à bois qu'elle détient à Sainte-Catherine et à Sainte-Marguerite sur le Saguenay?

2. Quelle est la superficie de chaque concession? Par qui affermé? Date, prime d'affermage?

3. Est-ce qu'elle a exploité d'une façon continue ces deux établissements à Ste-Catherine et Ste-Marguerite?

4. Dans la négative, quand a-t-elle cessé, à chaque endroit, son exploitation régulière?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. et 2.—

<i>Date des afferriages</i>	<i>Concessions</i>	<i>Superficies en milles carrés</i>	<i>Primes d'affermages en milles carrés</i>
<i>a—Par locations privées:</i>			
Avant 1854:	Canton No 74 de St-Germain,	27	\$ 4.00
13 juin 1872:	Canton de Labrosse,	54	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 76,	20	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 77,	35	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 78,	14	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 79,	35	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 80,	24	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 81,	24	1.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 83,	18	4.00
13 juin 1872:	Riv. Ste-Marguerite No 84,	18	2.00

b.—Afferriages par enchère publique:

1 sept. 1878:	Riv. Ste-Marguerite No 75,	20	4.00
22 mars 1898:	Canton d'Albert No 89,	28	15.25
17 oct. 1888:	Riv. Ste-Marguerite, Br. N.-E.,	15	7.00
17 oct. 1888:	Riv. Ste-Marguerite, Br. N.-E., No 146,	79	9.00
17 oct. 1888:	Riv. Ste-Marguerite, Br. N.-E., No 147,	89	9.00
26 fév. 1895:	Riv. Ste-Marguerite, Br. N., No 148,	41	9.00
26 fév. 1895:	Riv. Ste-Marguerite Br. N.-E., No 149,	40	9.00
13 déc. 1892:	Riv. Ste-Marguerite No 169,	35	9.00
26 fév. 1895:	Riv. Ste-Marguerite Br. N. No 150	43	9.00
16 juin 1903:	Canton d'Albert No 88,	21	61.00

3. Non.

4. Vers 1909, la société Price Bros. & Co. a transporté sa scierie de Sainte-Catherine à Sainte-Marguerite et celle-ci a cessé de fonctionner vers 1923. Cependant, depuis trois ans, elle a conclu des arrangements avec M. D.-H. Pennington pour l'exploitation des arbres tués par les feux dans le bassin de la rivière aux Canards et chaque année celui-ci y coupe régulièrement du bois brûlé.

Question par M. Rochette.—1. Monsieur Thomas Maher, ingénieur forestier, a-t-il déjà été l'employé du ministère des Terres et Forêts ?

2. Dans l'affirmative, à quelles époques et quelles sont les diverses fonctions qu'il a remplies ?

3. Quels montants a-t-il touchés chaque année en paiement de ses services ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Oui.

2. a. Comme élève-assistant, du 16 janvier, 1914 au 29 février 1916.

b. Comme ingénieur-forestier, assistant du chef du district, du 1er novembre 1916 au 15 juillet 1920;

c. Comme ingénieur forestier, chargé d'exécuter par contrat des inventaires de forêts aux époques suivants :

I.—17 mars au 15 juillet 1924: Bassin des rivières Gatineau et le Lièvre;

II.—21 janvier au 7 octobre 1925: Bassin du Haut St-Maurice;

III.—28 mars 1928 au 9 avril 1929: Bassins des rivières Bell et Mégiscan (Bloc No 1);

IV.—17 octobre 1928 au 3 sept. 1929: Bassin rivière Mégiscan (Bloc No 2).

3. Les montants touchés chaque année par M. Maher, en paiement de ses services, ont été comme suit :

1. Exercice 1913-14.....	\$ 161.55
2.— “ 1914-15.....	253.55
3.— “ 1915-16.....	267.20
4.— “ 1916-17.....	755.10
5.— “ 1917-18.....	2,453.74
6.— “ 1918-19.....	1,862.36
7.— “ 1919-20.....	2,726.20
8.— “ 1920-21.....	138.90
9.— “ 1923-24.....	2,000.00
10.— “ 1924-25.....	13,107.79 (x)
11.— “ 1925-26.....	2,553.70
12.— “ 1927-28.....	5,000.00
13.— “ 1928-29.....	19,120.00
14.— “ 1929-30.....	23,555.00

Total..... \$73,935.00

(x) Dans le montant de \$13,107.79 sont comprises les sommes payées pour le compte de M. Maher pour l'achat de ses provisions, de son matériel (tentes, etc.), et du salaire de ses hommes; ces avances s'élevant à \$5,263.97.

Question par M. Rochette.—1. L'ingénieur forestier, Thomas Maher, a-t-il obtenu des contrats du gouvernement pour faire des inventaires des forêts?

2. Dans l'affirmative, donner pour chaque contrat la date du contrat, l'endroit où le travail a été fait, l'étendue du territoire inventorié et le montant reçu pour chaque contrat?

3. Monsieur Maher est-il complètement payé et quand a-t-il reçu le dernier montant en paiement de ses travaux?

4. Ces contrats ont-ils été accordés par soumissions?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. a. 17 mars, 1924: Bassins des rivières Gatineau et Le Lièvre, 345 milles carrés.

Total payé pour ce contrat \$8,625.00

b. 21 janvier, 1925: Bassin du Haut Saint-Maurice, 865 milles carrés.

Total payé pour ce contrat 9,533.70

c. 28 mars, 1928: Bassin des rivières Belle et Mégiscan (bloc No 1), 1,206 milles carrés.

Montant total payé pour ce contrat 24,120.00

d. 17 octobre, 1928: Bassin rivière Mégiscan (bloc No 2), 1,178 milles carrés.

Total payé pour ce contrat 23,555.50

3. Oui. Il a touché le dernier montant en paiement de ses travaux le 3 septembre 1929.

4. Non.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 12 mars 1930:

Pour: Copie de toute correspondance depuis 1928, entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'enseignement de la comptabilité agricole dans les écoles rurales. (*Document de la session No 61*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 7 février 1930:

Pour: Copie de toute correspondance, de tout document, et de tout contrat entre le gouvernement de cette province ou l'un de ses membres et toute personne ou corporation relativement à la "Beauharnois, Light, Heat & Power Company" depuis le 1er janvier 1927 inclusivement jusqu'au 15 janvier 1930 inclusivement. (*Document de la Session No 62*).

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 19 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 58.—Loi modifiant la Loi des Statistiques Judiciaires.

Avec amendement:

Bill 209.—Loi modifiant la Loi des habitations salubres.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 206) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska, pour toutes les fins".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement à certains enregistrements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: 'Loi modifiant la Loi des pouvoirs de certaines corporations'.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lemieux (Gaspé) ait la permission de présenter un bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales".

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile".

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose".

Ce bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux commis-saires et aux syndics d'écoles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill 18, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers".

Bill 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité".

Bill 46, intitulé: "Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences de mariages".

M. Smart propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 de Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération de bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (Colonisation, chasse et pêche), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 20 MARS 1930

Prière.

Un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.
- 6 Loi modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil.
- 7 Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal.
- 10 Loi modifiant la Loi des coroners.
- 11 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens.

-
- 12 Loi modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens.
 - 14 Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations.
 - 16 Loi modifiant la Loi des palais de justice et prisons.
 - 18 Loi modifiant la Loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers.
 - 24 Loi modifiant la Loi des vues animées.
 - 30 Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture.
 - 37 Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.
 - 41 Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.
 - 46 Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.
 - 75 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.
 - 76 Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.
 - 77 Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.
 - 78 Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.
 - 79 Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.
 - 80 Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
 - 81 Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.
 - 82 Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville.
 - 83 Loi modifiant la charte de "les Pères Eudistes de la province de Québec".
 - 84 Loi constituant en corporation la "Congregation Bnai Israel".
 - 85 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.
 - 86 Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.
 - 87 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.
 - 88 Loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à "The Dominion Rubber Company, Limited".
 - 89 Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières.
 - 90 Loi modifiant la charte de "Montreal Trust Company".
 - 91 Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".
 - 92 Loi modifiant la charte de la "Quebec & Western Railway Company".
 - 93 Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Char-
ters.

-
- 94 Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.
 - 95 Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.
 - 96 Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la "Dominion Bridge Company, Limited".
 - 97 Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse.
 - 98 Loi refondant la charte de la cité de Lévis.
 - 101 Loi constituant en corporation "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis".
 - 102 Loi concernant "University Club of Montreal".
 - 105 Loi modifiant la charte de "la Congrégation du Très Saint-Rédempteur".
 - 106 Loi constituant en corporation "l'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", à Québec.
 - 107 Loi constituant en corporation "St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church."
 - 108 Loi autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués.
 - 109 Loi concernant "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited".
 - 110 Loi concernant la succession de Maurice Gougeon.
 - 111 Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.
 - 112 Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.
 - 113 Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat and Power Company".
 - 116 Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville.
 - 117 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens.
 - 118 Loi concernant la succession de feu Blanche-Celema *alias* Celina St-Denis.
 - 121 Loi modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.
 - 123 Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque.
 - 124 Loi constituant en corporation "Christian and Missionary Alliance in Quebec".
 - 125 Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.
 - 126 Loi concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.
 - 127 Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.
 - 130 Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt.
 - 131 Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan-Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé les ruelles à leurs frais.
 - 132 Loi constituant en corporation la "Select Mutual Insurance Company".

-
- 133 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens.
 - 134 Loi constituant en corporation "The Pension Fund Society of The Royal Trust Company".
 - 135 Loi ratifiant certains actes de ventes par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.
 - 137 Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.
 - 138 Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.
 - 139 Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.
 - 140 Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929.
 - 142 Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.
 - 143 Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.
 - 144 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.
 - 145 Loi validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury.
 - 146 Loi concernant le pont de comté appelé: "Pont Alonzo Wright", dans le comté de Hull.
 - 147 Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull.
 - 148 Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.
 - 152 Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi.
 - 153 Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de la contribution foncière annuelle, à Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Au retour des députés:

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 197.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 119.—Loi modifiant la charte de “Les Rentiers de l’avenir”.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 180.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales.

Bill 189.—Loi modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

M. Côté, du comité du Code municipal, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu’il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendement le bill suivant:

Bill 194.—Loi modifiant l’article 700 du Code municipal relativement à l’imposition de certaines taxes.

Ordonné que l’honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 211) intitulé: “Loi modifiant la Loi des vues animées”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 168) intitulé: “Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cantin ait la permission de présenter un bill (No 173) intitulé: “Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l’assurance des véhicules automobiles”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien de demandes d’emprunts ont été reçues à date par la Commission du Prêt Agricole de Québec?

2. Quelle somme représentaient ces montants?

3. Combien de demandes ont été accordées?

4. Quel est le montant total des prêts consentis à date?

Réponse par l’honorable M. McMaster:

1. 1,826.

2. \$5,638,275.00.

3. 385.

4. \$153,600.00.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 26, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. McMaster propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. McMaster informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété l'usufruit ou la jouissance sera transmis par décès, en ligne directe, descendante ou ascendante; entre époux; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru,—soit frappé des droits suivants, sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

a) N'excède pas vingt-cinq mille dollars, nulle taxe n'est exigible;	
b) Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars.....	1 %
c) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars.....	2½%
d) Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	3½%
e) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars.....	5 %
f) Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars.....	5½%
g) Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	6 %
h) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	6½%
i) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	7 %
j) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	7½%
k) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	8 %
l) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	8½%

m) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.....	9 %
n) Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	9½%
o) Excède un million de dollars.....	10 %

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, lorsque le montant transmis à une seule personne excède cinquante mille dollars, un droit additionnel—en sus des taux mentionnés ci-dessus—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une seule personne:

a) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars.....	1½%
b) Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	2%
c) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars.....	2½%
d) Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	3%
e) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	3½%
f) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	4½%
g) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	5%
h) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	5½%
i) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent cinquante mille dollars.....	6%
j) Excède sept cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	6½%
k) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.....	7%
l) Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	7½%
m) Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million deux cent mille dollars.....	8%
n) Excède un million deux cent mille dollars, mais n'excède pas un million quatre cent mille dollars.....	8½%
o) Excède un million quatre cent mille dollars, mais n'excède pas un million six cent mille dollars.....	9 %
p) Excède un million six cent mille dollars, mais n'excède pas un million huit cent mille dollars.....	9½%
q) Excède un million huit cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars.....	10 %

r) Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions deux cent mille dollars.....	10½%
s) Excède deux millions deux cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions quatre cent mille dollars.....	11 %
t) Excède deux millions quatre cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions six cent mille dollars.....	12 %
u) Excède deux millions six cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions huit cent mille dollars.....	13 %
v) Excède deux millions huit cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars.....	14 %
w) Excède trois millions de dollars.....	15 %

Résolu, 2.—Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance sera transmis par décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, soit frappé des droits suivants sur la valeur totale du bien transmis:

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, et que la valeur totale des biens:

a) N'excède pas dix mille dollars, nul droit n'est exigible;	
b) Excède dix mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars.....	3%

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, et que la valeur totale des biens:

a) N'excède pas cinq mille dollars, nul droit n'est exigible;	
b) Excède cinq mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars.....	5%

Lorsque la succession échoit à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale, que mentionne la présente résolution, et lorsque la valeur totale des biens:

a) Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars.....	7%
b) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	10%
c) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars.....	12½%
d) Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	13%
e) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	14%
f) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	15%

g) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	16%
h) Excède un million de dollars.....	17%

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne collatérale, lorsque le montant transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution, excède dix mille dollars, un droit additionnel,—en sus des taux mentionnés ci-dessus,—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:	
a) Excède dix mille dollars, mais n'excède pas quinze mille dollars.....	1½%
b) Excède quinze mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars.....	1½%
c) Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars.....	2½%
d) Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars.....	3%
e) Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent cinquante mille dollars.....	3½%
f) Excède deux cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	4%
g) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent cinquante mille dollars.....	4½%
h) Excède trois cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille dollars.....	5%
i) Excède quatre cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	5½%
j) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	6%
k) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	6½%
l) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	7%
m) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.....	7½%
n) Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	8%
o) Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million cinq cent mille dollars.....	9%
p) Excède un million cinq cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars.....	10%
q) Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions cinq cent mille dollars.....	11%
r) Excède deux millions cinq cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars.....	12%
s) Excède trois millions de dollars.....	13%

Résolu, 3.—Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance, sera transmis par décès, à une personne

parente du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale que ceux qui sont mentionnés dans la résolution précédente, ou à un étranger au défunt, par le sang, soit frappé des droits suivants, sur la valeur totale des biens transmis, lorsque la valeur totale :

a) N'excède pas mille dollars, nul droit n'est exigible;	
b) Excède mille dollars, mais n'excède pas dix mille dollars.	7½%
c) Excède dix mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars.....	12½%
d) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	15%
e) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars.....	17½%
f) Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	20%
g) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	22½%
h) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	25%
i) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	27½%
j) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	30%
k) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	32½%
l) Excède huit cent mille dollars.....	35%

Résolu, 4.—Que “Valeur totale” signifie la valeur réelle des biens, après qu’on en a déduit les dettes et charges existant à la date du décès, et dont la déduction sera accordée; mais que nulle déduction ne devra être accordée :

a) Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession;

b) Quant à une dette ou toute partie de dette que, d’après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive. Mais, celui qui fait la déclaration peut, cependant, en appeler de la décision du percepteur, à la Commission des services publics de Québec, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur peut, avec l’approbation du trésorier de la province, référer la question à la dite commission.

Résolu, 5.—Que toute transmission dans cette province, résultant du décès d’une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province, à l’époque de ce décès, en ligne directe, ascendante ou descendante; entre époux; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru,—sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis :

Dans les successions dont la valeur totale:

a) N'excède pas vingt-cinq mille dollars, nul droit n'est exigible;	
b) Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars.....	1%
c) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars.....	2½%
d) Excède soixante quinze-mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	3½%
e) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars.....	5%
f) Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars.....	5½%
g) Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	6%
h) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	6½%
i) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	7%
j) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	7½%
k) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	8%
l) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	8½%
m) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.....	9%
n) Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	9½%
o) Excède un million de dollars.....	10%

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne directe ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, lorsque le montant transmis à une seule personne excède cinquante mille dollars, un droit additionnel—en sus des taux mentionnés ci-dessus—soit payé sur le montant ainsi transmis comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars.....	1½%
b) Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	2%
c) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars.....	2½%
d) Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	3%
e) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	3½%

f) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.	4½%
g) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.	5%
h) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.	5½%
i) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent cinquante mille dollars.	6%
j) Excède sept cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.	6½%
k) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.	7%
l) Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.	7½%
m) Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million deux cent mille dollars.	8%
n) Excède un million deux cent mille dollars, mais n'excède pas un million quatre cent mille dollars.	8½%
o) Excède un million quatre cent mille dollars, mais n'excède pas un million six cent mille dollars.	9%
p) Excède un million six cent mille dollars, mais n'excède pas un million huit cent mille dollars.	9½%
q) Excède un million huit cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars.	10%
r) Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions deux cent mille dollars.	10½%
s) Excède deux millions deux cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions quatre cent mille dollars.	11%
t) Excède deux millions quatre cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions six cent mille dollars.	12%
u) Excède deux millions six cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions huit cent mille dollars.	13%
v) Excède deux millions huit cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars.	14%
w) Excède trois millions de dollars.	15%

Résolu, 6.—Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y sera domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au descendant du frère ou de la sœur du défunt, et que la valeur totale des biens:

- a) N'excède pas dix mille dollars, nul droit n'est exigible;
 b) Excède dix mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars. 3%

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, et que la valeur totale des biens:

- a) N'excède pas cinq mille dollars, nul droit n'est exigible;
 b) Excède cinq mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars. 5%

Lorsque la succession échoit à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale, mentionnés dans la présente résolution, et que la valeur totale des biens:

- a) Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars. 7%
 b) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars. 10%
 c) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars. 12½%
 d) Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars. 13%
 e) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars. 14%
 f) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars. 15%
 g) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars. 16%
 h) Excède un million de dollars. 17%

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne collatérale, lorsque le montant transmis à une seule des personnes mentionnées dans la présente résolution, excède dix mille dollars, un droit additionnel,—en sus des taux mentionnés ci-dessus—, soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une seule personne:

- a) Excède dix mille dollars, mais n'excède pas quinze mille dollars. ½%
 b) Excède quinze mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars. 1½%
 c) Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars. 2½%
 d) Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars. 3%
 e) Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent cinquante mille dollars. 3½%
 f) Excède deux cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars. 4%

g) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent cinquante mille dollars.....	4½%
h) Excède trois cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille dollars.....	5%
i) Excède quatre cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	5½%
j) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	6%
k) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	6½%
l) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	7%
m) Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.....	7½%
n) Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	8%
o) Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million cinq cent mille dollars.....	9%
p) Excède un million cinq cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars.....	10%
q) Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions cinq cent mille dollars.....	11%
r) Excède deux millions cinq cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars.....	12%
s) Excède trois millions de dollars.....	13%

Résolu, 7.—Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers, situés en dehors de la province, à l'époque de ce décès, à une personne parente du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale, que ceux qui sont mentionnés dans la résolution précédente, ou à un étranger au défunt, par le sang, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis, lorsque la valeur totale:

a) N'excède pas mille dollars, nul droit n'est exigible;	
b) Excède mille dollars, mais n'excède pas dix mille dollars..	7½%
c) Excède dix mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars.....	12½%
d) Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars.....	15%
e) Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars.....	17½%
f) Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars.....	20%
g) Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars.....	22½%
h) Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars.....	25%

i) Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	27½%
j) Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	30%
k) Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	32½%
l) Excède huit cent mille dollars.....	35%

Résolu, 8.—Que “valeur totale” signifie la valeur réelle des biens, après qu’on en a déduit les dettes et charges existant à la date du décès et dont la déduction est accordée; mais que nulle déduction ne devra être accordée:

a) Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession;

b) Quant à une dette ou toute partie de dette que, d’après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive; mais que celui qui fera la déclaration, pourra, cependant, appeler de la décision du percepteur, à la Commission des services publics de Québec, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivront la décision du percepteur; et que le percepteur pourra, avec l’approbation du trésorier de la province, référer la question à ladite commission.

Résolutions à rapporter.

M. l’Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion “Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d’étudier le bill (No 26) intitulé: “Loi modifiant la Loi des droits sur les successions”.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: “Loi modifiant la Loi des droits sur les successions”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L’ordre du jour appelle la motion: “Que le bill No 188, intitulé: “Loi modifiant la loi électorale de Québec”, soit inscrit au feuilleton pour étude en comité plénier”.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que l’ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 139) intitulé: “Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec”, a pour objet l’expansion d’œuvres de bienfaisance publique et patriotique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de M. Roy, secondé par M. Bercovitch, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 101) intitulé: “Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Visitation de Sainte-Marie de Lévis”, a pour objet de favoriser l’expansion d’œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 107) intitulé: “Loi constituant en corporation “St. Ansgar’s Danish Evangelical Lutheran Church”, a pour objet des œuvres religieuses, les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill, leur soient remboursés, moins les frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 124) intitulé: “Loi constituant en corporation “Christian and Missionary Alliance, in Quebec”, a pour objet des œuvres religieuses, les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill, leur soient remboursés, moins les frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: “Loi modifiant la Loi des statistiques judiciaires”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 209) intitulé: “Loi modifiant la Loi des habitations salubres”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 3, intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau, informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires, payables lors de l'accomplissement de tout acte qui devra être fait par le secrétaire de la province, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, ou par une personne quelconque, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'il pourra adopter, et, de temps à autre, modifier, changer ou abroger les règlements non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour l'exécution des dispositions d'icelle, pour sa plus efficace administration, afin de prévenir la fraude dans le commerce des valeurs mobilières, soit à la bourse, soit ailleurs dans la province, et pour tout autre objet indiqué dans la dite loi; et que tous ces règlements, ainsi que les modifications, changements ou abrogations d'iceux, deviendront en vigueur, dès leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à tous égards, comme s'ils étaient édictés dans la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un officier spécial appelé "régistrare" et les autres officiers et employés jugés nécessaires pour mettre à exécution les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux salaires qu'il lui plaira de fixer, et que tous ces salaires devront être payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé d'étudier le bill (No 3) intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bil No 216, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le salaire du secrétaire de la Commission des services publics pourra être fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil à la somme de quatre mille dollars, au lieu de la somme de trois mille dollars mentionnée à l'article 22 de la Loi de la commission des services publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 17).

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 216) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à l'industrie des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

VENREDI 21 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 52.—Loi modifiant la Loi de la Législature.

Bill 60.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.

Bill 169.—Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Et avec amendement:

Bill 196.—Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des hôtels".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 220) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Bibliothécaire de la législature de Québec, janvier à décembre 1929.

(*Document de la Session No 63.*)

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Côté, il est—

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition des syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La Reine, demandant la ratification d'un acte de cotisation;

Que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 160, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La Reine, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill, soit maintenant lu une première fois.

La dite petition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Authier, en conséquence, présente le bill (No 160) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de la Reine", qui est reçu et lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre: Commission des droits civils de la femme, deuxième rapport des Commissaires, Québec 15 mars 1930. (*Document de la Session No 48a*).

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 106) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame du Bon Conseil", a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 199) intitulé: "Loi remplaçant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons".

Bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant le Loi des dentistes de Québec".

Bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'assurance des véhicules automobiles".

M. Cantin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 215) intitulé: "Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 206) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska, pour toutes les fins".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante et dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent soixante-quatre dollars et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 24 MARS 1930

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 222) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill 40, intitulé: "Loi validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt".

Bill 149, intitulé: "Loi autorisant "Last Post Fund" à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent".

Bill 150, intitulé: "Loi modifiant la charte de "Quebec Labrador Railway Company".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 122, intitulé: "Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada".

Bill 136, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos.

Bill 151, intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 122) intitulé: "Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 136) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 151) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Lafleur.—1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure: *a.* pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; *b.* du 31 décembre 1929 exclusivement à date?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
1 et 2:—

	Du 1er juillet au 31 décembre 1929.		Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930	
	a.	b. et c.	a.	b. et c.
	Impres- sion et reliure	Annon- ces, pu- blicité, etc.	Impres- sion et reliure	Annon- ces, pu- blicité, etc.
Abeille Enrg., L'—.....	\$ 550.32			
Académie Commerciale.....				30.00
Académie St-Joseph.....				10.00
Action Catholique, L'—.....		160.00		
Affaires, Les.....		60.00		
Allaire, Georges.....		7.00		
Argus de la Presse Internationale...		60.00		30.00
Association Athlétique d'Amateurs Nationale.....		30.00		
Association des Anciens Élèves des Frères des Écoles Chrétiennes, Section St-Laurent.....		20.00		25.00
Association des Anciens Élèves du Mont St-Louis.....		25.00		
Association des Bouchers de Mont- réal.....		60.00		
Association Catholique de la Jeu- nesse Canadienne-Française....		185.00		25.00
Association des Débardeurs de Montréal.....		95.00		
Association des Employés de Tram- ways.....		150.00		
Association des Marchands Détaill- lants du Canada, Inc.....				50.00
Association des Sports d'Hiver.....				100.00
Aubin & Grenon.....		60.00		
Automobile Blue Book Inc.....		4,231.25		
Autorité Nouvelle, L'—.....		648.75		230.00
Avenir du Nord, L'—.....	60.00			
Beatric, F.-E.....		10.00		
Beaudry & Frères Enrg.....		15.00		
Beaulieu, M.-L.....	123.13			
Beck Press Reg'd.....		16.00		
Bégin, J.-A.....	555.68		516.91	
Bélanger & Faguy.....				25.00
Bernatchez, J.-E.....	77.00		41.53	

Bien Public, Ltée, Le—	19.95		
Birks & Sons, Henry		116.50	
British American Bank Note Co.	1,041.08	437.75	
Brulotte, R.		470.00	
Bulletin, Le—		447.00	
Bulletin de la Chambre de Commerce de Montréal		150.00	
Bulletin de la Ferme, Le—	1,308.25	1,400.00	300.00
Bulletin des Missions d'Afrique		40.00	
Business System Ltd.	218.15	246.57	
Calendrier Ecclésiastique, Le—			25.00
Canada, Le—	6,502.92	526.00	1,341.98
Canada-Français, Le—		60.00	2,946.97
Canada Newspaper Co.		200.00	
Canada Photo Engraving	1,971.07	232.21	
Canadian Ayrshire Review		188.00	59.00
Canadian Bank Note Co.	246.00	312.50	
Canadian Congress Publishing Co.		225.00	45.00
Canadian Engineer		120.00	
Canadian Facts Publishing Co.			50.00
Canadian Fisherman		65.00	
Canadian Gazette			468.00
Canadian Jewish Chronicle		25.00	
Canadian Jewish Review			50.00
Canadian Manufacturers' Association		65.00	65.00
Canadian National Publishing Co.		60.00	
Canadian Newspaper Service		28.50	
Canadian Printing & Lithographing Co.	16,264.15	741.90	400.00
Canadian Progress			100.00
Canadian Review		59.50	
Canadian Trade Unionist		36.00	6.00
Cantin, Léone			25.00
Caron & Fils, J.-A.	3,750.00		
Caron, Mme Vve Jos.	1,298.06	460.50	
Chabot, L.-G.	6.55		
Chambre de Commerce Française de Montréal		50.00	50.00
Chambre de Commerce de Québec		287.50	
Chambre de Commerce de Ville-Marie		500.00	
Charrier & Dugal	30,109.98	501.32	
Chouinard, C.	287.28	138.80	
Chronicle-Telegraph	5,109.31	484.50	262.98
Churchill Press Co.	6.40		72.00
Cie de Feuilles Mobiles "O. K."	1,773.57	324.76	

Cie d'Imprimerie et Comptabilité de St-Hyacinthe.....	308.51	.....	.....	.....
Cie de Publication de Lévis.....	7,358.99	.....	10,855.33	.....
Cie de Publication du Nord.....	.....	50.00	.....	.....
Cie de Publication du St-Maurice..	122.53	100.00	.....	.....
Cie J.-B. Rolland & Fils, La—.....	.....	120.00	.....	.....
Cité des Trois-Rivières.....	.....	10.00	.....	.....
Clermont, Jos.....	98.95	.....	64.11	.....
Club Automobiles de Québec.....	.....	35.00	.....	.....
Collège Ste-Marie.....	.....	150.00	.....	.....
Commission des Guides Historiques de Québec.....	.....	1,000.00	.....	.....
Conférence Laval de la Société St- Vincent de Paul.....	.....	20.00	.....	.....
Congrégation des Frères Maristes..	.....	.....	.....	20.00
Congrégation des Frères Mineurs...	.....	.....	.....	75.51
Conseil Central Catholique Nation- al des Métiers et du Travail de Chicoutimi.....	.....	25.00	.....	.....
Conseil Central des Syndicats Ca- tholiques Nationaux.....	.....	30.00	.....	.....
Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et de Lévis....	.....	30.00	.....	.....
Contract Record & Engineering....	.....	.....	.....	60.00
Coopérative Fédérée de Québec....	.....	117.60	.....	.....
Copeland-Chatterson Co.....	232.87	.....	.....	.....
Courrier du Michigan.....	.....	25.00	.....	.....
Courrier du Nord.....	98.63	.....	.....	.....
Courrier Sentinelle.....	781.53	.....	272.44	.....
Dawson Bros., Ltd.....	47.00	39.00	71.43	.....
Dawson, W. V., Ltd.....	.....	.....	78.65	.....
De Belleval, J.-F.....	32.15	.....	.....	.....
Desbarats Advertising Agencies....	.....	527.95	.....	.....
Deschamps, Ltée.....	308.44	.....	159.85	.....
Deschesnes, l'Abbé A.-S.....	.....	87.50	.....	.....
Détaillant, Le—.....	.....	150.00	.....	.....
Devoir, Le—.....	.....	42.50	.....	.....
Dominion Blank Book Co.....	1,142.68	.....	443.19	.....
Dominion Publishing Co.....	.....	550.00	.....	.....
Drouin, J.-P.-R.....	276.00	.....	.....	.....
Écho du St-Maurice, L'—.....	17.21	250.00	181.89	.....
Éclair, L'—.....	100.00	.....	110.70	.....
Éclaireur, L'—.....	6,070.20	17.20	99.95	.....
École d'Agriculture de Ste-Anne-de la-Pocatière.....	227.76	100.00	.....	.....
École de Médec. Vétérin. d'Oka....	.....	100.00	.....	.....

École du Tourisme.....	1,000.00	.....	.....	.....
Egan, W. F.....	.....	.....	.....	25.00
Émancipation Magazine Co.....	100.00	.....	.....	.....
Enseignement Second. du Canada..	45.00	.....	.....	.....
Étoile du Nord, L'—.....	500.00	6.80	.....	.....
Évangile dans la Vie, L'—.....	.....	50.00	.....	.....
Événement, L'—.....	1,438.76	8,909.34	1,156.16	2,151.73
Exposition Provinciale de Québec..	450.00	.....	.....	.....
Faber, F.-N.....	850.34	.....	90.55	.....
Faculté de Droit.....	40.00	.....	.....	.....
Forum Printing Co.....	13.00	.....	123.50	.....
Frontenac Winter Sports.....	.....	.....	.....	75.00
Gagné, Ed.-S.....	.....	.....	.....	15.00
Garde-Malade, La—.....	.....	120.00	.....	.....
Garneau, Orens.....	1,870.49	.....	.....	.....
Gazette, The—.....	10,012.96	436.90	1,973.29	945.00
Gazette de Maniwaki et de la Gati- neau.....	.....	190.00	.....	120.00
Gendron, J.-B.....	9.45	.....	.....	15.00
Giles, J.-S.....	.....	.....	.....	200.00
Globe Encyclopedia Co.....	264.00	.....	.....	.....
Goutte de Lait, La—.....	15.00	.....	.....	.....
Groupe Pie X de l'A.C.J.C.....	25.00	.....	.....	.....
Groves-Contant, J.-C.....	39.50	.....	.....	.....
Guide Franco-Américain.....	100.90	.....	.....	.....
Heaton Publishing Co.....	.....	.....	.....	100.00
Hôtellerie, L'—.....	.....	50.00	.....	.....
Huntingdon Gleaner Co.....	756.86	75.00	175.32	.....
Illustration Économique et Finan- cière de Paris.....	.....	.....	.....	200.00
Imprimeurs de Roberval.....	5.25	.....	.....	9.40
Imprimerie Aubé.....	3,109.42	.....	109.54	.....
Imprimerie Commerciale.....	1,321.26	.....	141.26	.....
Imprimerie d'Arthabaska, Inc.....	90.43	.....	.....	.....
Imprimerie du Peuple.....	315.15	.....	1,654.55	.....
Imprimerie Modèle.....	166.50	.....	433.21	.....
Imprimerie Provinciale.....	417.80	.....	40.67	.....
Imprimerie Royale Enrg.....	301.91	.....	94.35	.....
Imprimerie St-Laurent.....	20.00	.....	.....	.....
Imprimerie Vincent.....	3,416.11	.....	459.67	.....
Imprimerie Yamaska.....	219.72	.....	1,396.86	10.15
International Press.....	174.00	168.00	.....	.....
International Publishing Co.....	8,803.12	.....	788.29	.....
International Publishing Railway Co.....	.....	.....	.....	400.00
Institut Agricole d'Oka.....	100.00	.....	.....	.....
Journal d'Agriculture, Le—.....	15.00	.....	.....	.....

Kieran Engravers Co.....	3.67	.....	.....	.....
Kiwanis Club of Quebec.....		30.00	.....	.....
Labor Holiday Souvenir.....		50.00	.....	.....
Lafrance, Victor.....	2,375.45	.....	2,591.16	.....
Landry, Georges.....		627.90	.....	.....
Larose, P.-Enr.....	520.36	.....	.....	.....
Lavoie, J.-H.....	97.46	.....	.....	.....
Lemieux, Joliette, P.....	195.52	.....	79.50	.....
Lépine, Pierre.....		200.00	.....	.....
Librairie Beauchemin.....	23,986.30	250.00	.....	.....
Lithographie du Peuple.....	6,977.68	.....	273.43	.....
MacLean Publishing Co.....		409.96	.....	199.96
Maheux, Georges.....	1,864.15	.....	.....	.....
Marguerite Bourgeoy's College Annual.....		25.00	.....	.....
Marier & Tremblay.....		116.00	.....	.....
Master Inc. Geo.-A.....		150.00	.....	150.00
Mégantic, Le—.....	222.06	74.75	168.35	13.00
Mercantile Printing.....	1,963.02	.....	306.39	.....
Mitchell Ure.....		440.00	.....	95.00
Monde Ouvrier, Le—.....		50.00	.....	.....
Monetary Times, The—.....		100.00	.....	125.00
Montminy & Cie.....		14.00	.....	9.00
Montreal Envelope Co.....	51.00	.....	239.02	.....
Montreal Financial Times Pub. Co.....		.....	.....	150.00
Montreal Herald.....		1,766.40	.....	900.00
Montreal Lithographing Co.....	1,666.66	.....	.....	.....
Morin, Adrien.....	4,934.53	.....	.....	.....
Mortimer Co., Ltd.....	644.00	.....	.....	.....
Mount Royal News & Advertising.....		5,833.40	.....	1,666.80
National Fire Protection Association.....		106.50	.....	.....
Nouvelliste Le—.....		486.48	.....	.....
Œuvre de Publicité Syndicale.....		360.00	.....	20.00
Opinion Publique, L'—.....		25.00	.....	.....
Orphelinat Agricole de St-Joseph... ..		12.00	.....	.....
Ottawa Journal.....		150.00	.....	.....
Ouellet, J.-A.....		40.00	.....	.....
Parent, O.....		20.00	.....	5.00
Paris-Canada.....		804.00	.....	.....
Parole Ltée, La—.....	3,473.13	.....	1,931.55	.....
Patrie, La—.....	3,071.92	1,087.00	.....	240.00
Patriote, Le—.....		25.00	.....	.....
Payne, André.....	51.00	.....	.....	.....

Perreault, U. & Cie.....	.....	3.75	.....
Petite Épargne Nationale, Ltée....	85.00	.....	.....
Petit Journal, Le—.....	160.50	.....	.....
Picard, A.-G.....	117.13	.....	.....
Pigeon, A.-P.....	100.00	.....	.....
Poitrass, G.....	7,581.23	3,284.35	.....
Presse, La—.....	2,804.30	.....	2,600.00
Prévotat, Mlle M.....	261.75	.....	.....
Printing Review of Canada.....	217.00	.....	.....
Prix Courant, Le—.....	50.00	.....	.....
Progrès du Golfe, Le—.....	8.20	.....	.....
Progrès de Hull, Le—.....	89.00	95.00	.....
Progrès du Saguenay, Le—.....	5.25	.....	.....
Publication Ltée, La—.....	1,015.23	335.00	.....
Publicité Canadienne.....	.....	.....	40.00
Publicité Générale.....	14.14	22.00	.....
Quartier Latin, Le—.....	25.00	.....	.....
Quebec Engraving Co.....	2,360.27	593.43	.....
Quebec Gossip.....	20.00	.....	.....
Quebec Journal.....	74.25	.....	.....
Rapid Grip, Ltd.....	1,199.07	222.32	.....
Revue des Éleveurs.....	70.00	.....	.....
Revue de l'Institut Agricole d'Oka..	316.66	.....	.....
Revue Trimestrielle Canadienne...	157.50	.....	.....
Richard, Jérémie.....	574.09	139.27	.....
Royer, J.....	33.75	.....	.....
Saguenay Industrial.....	50.00	.....	.....
Science Moderne, La—.....	90.00	.....	545.00
Semaine Commerciale, Ltée.....	342.50	260.13	.....
Semaine Religieuse de Québec.....	150.00	.....	.....
Sherbrooke Record Co.....	31.50	.....	150.00
Shoe & Leather Journal.....	60.00	.....	.....
Signs of Canada, Ltd.....	2,610.00	.....	.....
Smith Printing Co., Ltd, H. F.....	109.92	26.51	.....
Société Anonyme de Publicité.....	630.00	.....	.....
Société d'Agriculture.....	16.00	.....	.....
Société d'agriculture de Drummond	7.00	.....	.....
Société d'Agriculture (Div. B.), Lac	.....	.....	.....
St-Jean.....	10.00	.....	.....
Société d'Agriculture de Montma-	.....	.....	.....
gny.....	24.00	.....	.....
Société d'Agric. de Témiscouata.	5.00	.....	.....
Société d'Agriculture d'Yamaska...	8.00	.....	.....
Société d'Agriculture du comté de	.....	.....	.....
L'Islet.....	5.00	.....	.....
Société d'Agriculture du comté de	.....	.....	.....
Rimouski.....	.....	.....	10.00

Société d'Agriculture et d'Horticulture de Bellechasse.....	26.00	.....	.....
Société de l'Assomption.....	25.00	.....	.....
Société St-Jean-Baptiste-de-Limoilou.....	75.00	.....	50.00
Société St-Jean-Baptiste de Bienfaisance de New-York.....			25.00
Soleil, Le—.....	63,885.79	210.30	1,605.46 15.45
Spectateur, Le—.....		67.00	.....
Spur, The—.....		100.00	.....
Stevens, E. S. & Co.....	23.00	.....	.....
St-Laurent, Le—.....		11.25	.....
St. Maurice Valley Chronicle.....	440.47	242.80	13.00
Strahdee, J.-G.....			40.00
Syndicats Catholiques de Québec..		35.00	.....
Syndicat des Imprimeurs du Saguenay.....		134.50	.....
Système de Publicité Ottawa-Hull..			25.00
Tanguay, Mme A.-L.....		20.00	.....
Terroir, Le—.....		131.25	75.00
Tison, Chas.- Enrg.....	24.00	.....	.....
Todds Sales Co.....	111.45		104.95
Tremblay, Ernest.....	2,764.24		448.99
Tribune, La—.....	5,000.06	210.00	7,547.09
Union Catholique des Cultivateurs de la Province de Québec.....		25.00	.....
Union des Commis Épiciers de Montréal.....		145.00	.....
Vie Nouvelle, La—.....		100.00	.....
Voix des Bois Francs, La—.....			25.00
Voyageur de Commerce, Le—.....		150.00	.....

Question par M. Blain.—1. Est-il à la connaissance du procureur-général qu'un nommé Roger Mercier, de Montmagny, a été à l'emploi de la Commission des Liqueurs comme informateur?

2. Est-il à la connaissance du procureur-général que ledit Roger Mercier a été condamné à un mois de prison et à trois mois additionnels, à défaut de paiement des frais, par le magistrat Romuald Fiset, pour vente de liqueurs alcooliques?

3. Ledit Mercier a-t-il subi sa peine?

4. Dans la négative, pourquoi?

5. Est-il à la connaissance du procureur-général que ledit Mercier dans une cause de la Commission des Liqueurs vs Jules Ricard, antérieurement à sa condamnation, avait juré n'avoir jamais vendu de liqueurs alcooliques en contravention à la loi?

6. Le procureur-général a-t-il l'intention de procéder contre lui pour parjure?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non.
3. et 4. Répondu par 1 et 2.
5. Non.
6. La réponse à la question précédente dispense de répondre à cette question.

Question par M. Blain.—1. Un M. Keelman, officier de l'agence de détectives Pinkerton, a-t-il fait quelque travail pour la Commission des Liqueurs, au cours de l'année 1928 ?

2. Combien d'hommes avait-il à son emploi et sur ce nombre, combien étaient Canadiens ?

3. Combien le dit Keelman a-t-il reçu de la Commission des Liqueurs ou de la trésorerie provinciale pour son travail ?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. Non.
2.
3.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La Reine".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 153) intitulé: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de toutes taxes municipales, à Montréal", a pour objet des œuvres de charité, les droits ordinaires et les amendes payés par les promoteurs du bill leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bédard, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Pères Eudistes de la province de Québec", a pour objet des œuvres religieuses et de bienfaisance publique, les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant les articles 502 et 503 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

M. Guertin, propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 210) intitulé: "Loi concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de districts".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, à compter de la date de la sanction de la loi qui accompagne la présente résolution, une pension de douze cents dollars par année sera payée à la veuve d'un juge des sessions de la paix, d'un magistrat de police ou d'un magistrat de district qui est décédé le ou avant le 21 novembre 1927, et que cette pension sera payée à cette veuve sa vie durant et pendant viduité.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 210) intitulé: "Loi concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police, et des magistrats de districts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'honorable M. Laferté propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Laferté informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le montant de la prime accordée à tout habitant de la province qui aura prouvé qu'il a tué un ou plusieurs loups dans les limites de cette province, fixé à quinze dollars par l'article 47 de la Loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86,) soit à l'avenir fixé

par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux dispositions dudit article 47, tel que remplacé par la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement à certains enregistrements".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à une comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: assurance, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons, Joliette: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Rivière-du-Loup, réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Hull: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, La Malbaie: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Sherbrooke: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour prison de Chicoutimi: ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la prison de Bordeaux: ventilation de la section pour détenus aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cent cinquante dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Montréal: ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des établissements industriels, S. R., 1925, ch. 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, S. R., 1925, ch. 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 25 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Le bill 195.—Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile a été rejeté.

Question par M. Lafleur.—1. Quelle a été la somme globale des octrois accordés à la paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement: *a.* en 1928; *b.* en 1929?

2. Quand, comment et à qui ces octrois ont-ils été payés dans chaque cas?

3. A quels travaux ont servi ces octrois?

4. Lesdits travaux ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée?

5. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

6. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. *a.* \$1,841.88; *b.* \$6,565.05.

2. Par le département de la colonisation:

Le 3 août 1928:	chèque de	\$ 1,291.39	à l'ordre de	Wilfrid Lepage.
Le 3 octobre 1928:	"	\$ 550.49	"	" "
Le 2 juillet 1929:	"	\$ 150.00	"	Adrien Gagné.
Le 3 juillet 1929:	"	\$ 199.75	"	Adjudant Thériault.
Le 10 juillet 1929:	"	\$ 100.25	"	Amédée Mailloux, fils de Jos.
Le 10 juillet 1929:	"	\$ 232.37	"	Bélanger & Bolduc.
Le 10 juillet 1929:	"	\$ 91.00	"	Sherwin Williams.
Le 18 juillet 1929:	"	\$ 223.39	"	E. Bélanger.
Le 24 juillet 1929:	"	\$ 628.40	"	Conseil Municipal de Saint-Côme.
Le 26 juillet 1929:	"	\$ 100.25	"	Eugène Mailloux.
Le 6 août 1929:	"	\$ 175.95	"	B. Dresochers.
Le 6 août 1929:	"	\$ 552.32	"	Conseil municipal de Saint-Côme.
Le 15 août 1929:	"	\$ 7.36	"	Bélanger & Bolduc.
Le 20 août 1929:	"	98.31	"	Conseil municipal de Saint-Côme.
Le 29 août 1929:	"	5.70	"	J. Marcoux.

Par le département de la voirie:

Le 19 août 1929:	chèque de	\$ 3,500.00	à l'ordre de la	Paroisse de Saint-Côme.
Le 19 mars 1930:	"	500.00	"	Paroisse de Saint-Côme.

3. Par le département de la colonisation; à la confection et l'amélioration de la route à travers les lots 29 à 35 sur les rangs VI, VII et VIII du canton de Cathcart, du chemin de front vis-à-vis le lot 36 du rang VI du canton de Cathcart, du chemin de front vis-à-vis les lots 37 et 38 du rang VII du canton de Cathcart, du chemin de front du lot 15 au lot 22 inclusivement du rang IX du canton de Cathcart, du chemin de front vis-à-vis les lots 5 à 15 inclusivement du rang VIII du canton de Cathcart pour la construction d'un pont sur la rivière L'Assomption, lot 28, rangs X et XI du canton de Cathcart.

Par le département de la voirie: à la construction de la route Berthier-Joliette-Saint-Côme.

4. A la journée.

5. Répondu à la question 4.

6. Au département de la colonisation:

Wilfrid Lepage, St-Côme.

Adrien Gagné, Saint-Côme;

Adjutor Thériault, Saint-Côme;

Amédée Mailloux, fils de Jos., St-Côme;

Eugène Mailloux, Saint-Côme;

Bernardin Desrochers, Ville-Marie, comté de Témiscamingue.

Au département de la voirie:

Rosario Beaudry, Saint-Côme.

Question par M. Lafleur.—1. Quel était le maire de la paroisse de Saint-Norbert, comté de Joliette: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

2. Quel était le cantonnier de ladite paroisse: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

3. Quels ont été les entrepreneurs de ponts et chemins dans la même paroisse: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

4. Qui a fourni le gravier pour la construction et les réparations des chemins de la même paroisse: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

Réponse par l'honorable 'M. Perrault:

1. Edouard-Charles Lafrenière était maire en 1927, 1928 et 1929.

2. Edouard-Charles Lafrenière était cantonnier en 1927, 1928 et 1929.

3. Aucun.

4. *a.* Raymond Fréchette; Edmond Dubois; Ernest Desaliers; *b.* Le département de la voirie n'a fait aucun paiement de gravier en 1928; *c.* Ovide Marquis; Mme Jos. Coutu; Ernest Desaliers; Rémi Généreux; Jos. Champagne; Wilfrid Dubeau; Donat Aubin; Nap. St-Louis.

Question par M. Lafleur.—Quelle a été la somme globale des octrois accordés à la paroisse de Sainte-Émélie-de-L'Énergie, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement, en 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

\$16,523.80.

Question par M. Lafleur.—1. Quelle a été la somme globale des octrois accordés à la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier: pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

2. De cette somme combien a été affecté à la confection des chemins et à la construction de ponts ou ponceaux?

3. Combien a été affecté à la réparation et à l'entretien des chemins?

4. Combien de milles de chemins ont-ils été faits?

5. Les travaux ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée?

6. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

7. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

8. Quelle quantité de gravier a été achetée, de qui et à quel prix?

9. Qui a contrôlé la livraison du gravier?

10. Une certaine quantité de gravier a-t-elle été d'abord refusée, puis acceptée par l'inspecteur Rocher?

11. Dans l'affirmative, qui a fait changer la décision dudit inspecteur?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. *a.* \$1,450.00; *b.* \$1,375.00; *c.* \$2,000.50.

2. \$3,025.00.

3. \$1,800.50 pour la réparation et rien pour l'entretien.

4. 4.24 milles.

5. A la journée.

6. Répondu à la question 5.

7. Pour les travaux de colonisation: E.-C. Lafrenière; Damien Coulombe; Ernest Dezalier, tous trois de Saint-Norbert.

Pour les travaux de voirie: Arclès Dubeau, St-Norbert.

8. 278 verges cubes à 0.10 la verge cube, de Raymond Fréchette; et 2,000 verges cubes à \$0.10 la verge cube, d'Ovide Marquis, pour la construction.

9. Le gravier pour la construction a été contrôlé par la municipalité qui a fourni au département de la voirie un état assermenté.

10. Aucune quantité de gravier nécessaire à la confection des chemins n'a été refusée d'abord puis acceptée par la suite.

11. Répondu à la question 10.

Question par M. Lafleur.—Le gouvernement ou aucun de ses ministères, s'est-il engagé à rembourser le coût de la confection de deux milles

de chemins faits en 1929, dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Joliette ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

Non.

Question par M. Guertin.—Combien a coûté la route Rouyn-Angliers ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

\$685,966.45.

Question par M. Guertin.—Quels montants ont été payés au gouvernement en royauté ou autrement par la "Noranda Mines, Ltd" : *a.* en 1928; *b.* en 1929 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

a. Aucun; *b.* \$118,125.87 dont \$43,127.97 payés au début de 1930, droits provenant des opérations de l'année du calendrier 1928. Pour les opérations de l'année 1929, le montant dû n'est pas encore établi.

Question par M. Guertin.—1. Combien de permis d'exploitation minière ont-ils été émis dans le comté de Témiscamingue : *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

a. 87; *b.* 242; *c.* 195; *d.* 113; *e.* 49.

Question par M. Guertin.—Quel est le nombre de chevaux-vapeur développés actuellement au pouvoir des Quinze ?

2. Quel est le nombre de ces chevaux-vapeur exportés en Ontario ?

3. Combien l'exploitation de ce pouvoir d'eau a-t-elle rapporté au gouvernement, chaque année, à date ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. A la date du 20 janvier 1929, la puissance des turbines installées à l'usine de la concession No 3, était de 40,000 HP.

2. 11,517 HP.

3. 1923-1924: \$80,100.00

1924-1925: 85,208.94

1925-1926: 88,645.36

1926-1927: 89,520.82

1927-1928: 90,676.60

1928-1929: 90,858.00

Question par M. Guertin.—Combien de concessions minières ont-elles été émises pour le comté de Témiscamingue: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. 6; *b.* 9; *c.* 14; *d.* 4; *e.* 3.

Question par M. Guertin.—Quel est le nombre des certificats de mineurs émis pour le comté de Témiscamingue: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Les certificats de mineurs sont émis pour toute la province et non pour une région en particulier.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement a-t-il renouvelé le contrat pour l'entretien de la route régionale autour du Lac Saint-Jean donné à M. E.-R. Truchon, de Roberval, et expiré le 1er janvier dernier?

2. Dans l'affirmative, le contrat a-t-il été renouvelé audit E.-R. Truchon?

3. Quel prix a été établi et pour combien de temps?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de renouveler ledit contrat, s'il ne l'a pas fait encore?

5. Dans l'affirmative, ce contrat sera-t-il accordé au moyen de soumissions régulièrement demandées ou par renouvellement en faveur dudit E.-R. Truchon?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. et 3. Répondu à la question 1.

4. Non.

5. Répondu à la question 4.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement a-t-il offert aux paroisses intéressées, de construire lui-même un pont sur la rivière Saguenay, entre Sainte-Anne et Chicoutimi, sans qu'il en coûte un sou aux dites municipalités et ce, par l'entremise du député provincial de Chicoutimi?

2. Dans l'affirmative, les municipalités ont-elles accepté ou refusé l'offre du gouvernement?

3. Par qui ledit pont sera-t-il construit et à quel prix?

4. Quel est le montant des estimés?

Réponse par l'honorable M. Galipeault :

1. Par l'entremise du député provincial de Chicoutimi le gouvernement a fait aux intéressés des suggestions qui, si elles étaient acceptées, réduiraient au minimum la responsabilité des municipalités.

2. L'offre a été refusée.

3. On l'ignore.

4. Aucun projet définitif n'a été arrêté.

Question par M. Tremblay.—1. Le contrat donné à Émile Plourde, de Saint-Prime, du Lac Saint-Jean, pour charroiyage d'une certaine quantité de sable à gravelage, dans la paroisse de Saint-Gédéon a-t-il été annulé ou suspendu ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement s'est-il engagé à rembourser à l'entrepreneur, le montant des dépenses qu'il a faites à date, et le coût de la machinerie achetée spécialement pour ce travail ?

3. Combien a-t-il été ou sera-t-il remboursé au dit entrepreneur ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Non. Le délai pour l'exécution des travaux a été prolongé.

2. et 3. Le gouvernement s'en tient au contrat.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 210) intitulé : "Loi concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de districts".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 26) intitulé : "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 42) intitulé : "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, afin de pourvoir plus efficacement à l'administration de la Loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 80,) il

sera établi par le département auquel le lieutenant-gouverneur en conseil aura, de temps à autre, transféré les mines du contrôle d'un membre du Conseil exécutif au contrôle d'un autre membre, en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6,) une division spéciale appelée "Service des mines".

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un directeur du Service des mines et pourvoir à sa rémunération suivant les dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10,); que celui-ci, sous l'autorité du ministre, aura la direction de toutes les matières relevant de ce service, et qu'il pourra, à ce titre, valablement apposer sa signature officielle et par là donner force et autorité à tous documents quelconques qui seront ou pourront être émis en vertu de ladite Loi des mines de Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies minières de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, concernant la réorganisation de certains départements".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

L'honorable M. McMaster propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. McMaster informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, pour défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur d'assurance nommé en vertu des dispositions de l'article 244 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1925, chapitre 243), tel que modifié par la section 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une somme, dont le montant sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, n'excédant pas douze mille dollars, au lieu de celle de quatre mille dollars mentionnée à l'article 254 de la Loi des assurances de Québec, sera fournie et payée au trésorier de la province, chaque année, par les compagnies d'assurance mentionnées audit article 244.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire et amender le tarif des droits et honoraires qu'il pourra juger à propos de déclarer payables sur les licences ordonnées par la Loi des assurances de Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 69, intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les membres de la Commission des assurances sociales de Québec, qui pourra être nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour étudier la situation relativement à l'établissement, dans cette province, d'un système d'assurance sociale et au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard, recevront l'indemnité fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, sur recommandation du ministre des travaux publics et du travail, le personnel requis pour la commission et pourvoir à sa rémunération.

Résolu, 3.—Que l'indemnité des membres, les traitements du personnel et les autres dépenses encourues par la commission seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 69) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province".

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 11 mars 1929.

Pour: Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, au sujet de travaux d'électriciens dans l'annexe du palais de justice de Montréal, de M. William Rochon, en charge de ces travaux, et de ses employés, depuis 1927 inclusivement.

(Document de la Session No 64.)

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 18 mars 1930.

Pour: Copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, municipalité ou association relativement à la construction d'un nouveau pont vis-à-vis le Boulevard Pie IX pour relier l'île de Montréal à l'île Jésus.

(Document de la Session No 65.)

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 10 mars, 1930.

Pour: Copie de toute correspondance depuis 1927 entre le gouvernement et toute personne relativement à la bâtisse de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique.

(Document de la session No 66.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des hôtels".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 196) intitulé: "Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code, municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé le 18 mars courant à la motion de M. Sauvé:

Que, vu la nécessité de réformes à l'effet d'améliorer l'agriculture et la situation des cultivateurs de la province;

Vu l'importance reconnue d'un système de prêt ou de crédit agricole pouvant aider efficacement des cultivateurs pour des améliorations urgentes sur leurs fermes ou pour l'acquisition de terre à culture, l'achat d'engrais, etc;

Vu que les règlements de la Commission instituée sous l'autorité de la "Loi du prêt agricole canadien", ne répondent pas suffisamment aux besoins des cultivateurs et de l'agriculture dans la province.

Cette Chambre invite le gouvernement:

a. A s'entendre avec le Conseil provincial institué conformément aux stipulations de la dite "Loi du prêt agricole canadien" et en vertu d'une législation adoptée par cette Législature, ainsi qu'avec les autorités compétentes du parlement fédéral, de façon à obtenir un taux d'intérêt ne dépassant pas quatre et demi pour cent;

b. A élever le montant du prêt à soixante-cinq pour cent de la valeur de la terre hypothéquée;

c. A se charger des frais prévus par la loi pour inspection, examen de titres, d'actes, enregistrement;

d. A rembourser lui-même, au cas de refus par les autorités fédérales, deux pour cent d'intérêt aux cultivateurs emprunteurs.

Lequel amendement se lit comme suit:

"Que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre invite le gouvernement à faire des démarches auprès des autorités compétentes du parlement fédéral pour obtenir une réduction du taux d'intérêt sur les prêts à être faits sous l'autorité de la loi du Prêt Agricole Canadien".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, 13 Geo. V, ch. 36, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 26 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 206.—Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins.

Et avec amendements :

Bill 3.—Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.

Bill 29.—Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies.

Bill 59.—Loi modifiant le Code municipal.

Bill 167.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.

Le bill suivant est rapporté :

Bill 166.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.

Le bill suivant a été rejeté :

Bill 28.—Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné qu'à partir de vendredi, le 28 mars courant, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le dimanche : la première de trois à six heures du soir, et la seconde de huit heures et demie à l'ajournement ; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill 13, intitulé: "Loi modifiant la Loi des timbres".

Bill 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre".

Bill 23, intitulé: "Loi concernant "Verdun Protestant Hospital".

Bill 61, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation de certaines utilités publiques".

Bill 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Bill 74, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des échafaudages".

Bill 201, intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 103, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont".

Bill 120, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Lafleur.—1. Combien a coûté le chemin "des Sept Chutes" entre le village de Sainte-Émilie-de-L'Énergie, comté de Joliette, et les limites de la paroisse de Sainte-Émilie?

2. Les travaux ont-ils été exécutés par contrat, ou à la journée?

3. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

4. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$24,649.94.

2. 3. et 4. Le département de la colonisation a fait faire à la journée, sous la surveillance de Louis Sylvestre, Joliette, au prix de \$5,149.94, des travaux de serpage, minage et élargissement, et construire 26 ponceaux et un pont en bois de 30 pieds de long. La municipalité a accordé un contrat à M. Louis Sylvestre, de Joliette, pour parachever et graveler ce chemin, aux prix de \$19,500.00. Le département de la voirie paie 50% du montant du contrat, à la municipalité.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Blain, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant:

1. Qui est inspecteur de la Voirie dans le comté de Saint-Hyacinthe et environs;
2. Combien de municipalités a-t-il sous son contrôle et quelles sont ces municipalités;
3. Des travaux de voirie ont-ils été faits dans ces municipalités au cours du printemps de 1928;
4. Dans l'affirmative, où ces travaux ont-ils été faits et quelle en a été la nature dans chaque cas;
5. Quand ces travaux ont-ils été faits dans chaque cas;
6. Ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée;
7. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas;
8. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas;
9. Quel a été le coût de ces travaux dans chaque cas;
10. A quelle date les chemins ont-ils été ouverts à la circulation des lourds véhicules.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre en date de ce jour, concernant:

Un état indiquant:

1. Qui est inspecteur de la Voirie dans le comté de Saint-Hyacinthe et environs;
2. Combien de municipalités a-t-il sous son contrôle et quelles sont ces municipalités;
3. Des travaux de voirie ont-ils été faits dans ces municipalités au cours du printemps de 1928;
4. Dans l'affirmative, où ces travaux ont-ils été faits et quelle en a été la nature dans chaque cas;
5. Quand ces travaux ont-ils été faits dans chaque cas;
6. Ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée;
7. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas;
8. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas;

9. Quel a été le coût de ces travaux dans chaque cas;
10. A quelle date les chemins ont-ils été ouverts à la circulation des lourds véhicules;

(Document de la Session No 67).

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance depuis 1928 entre le gouvernement et toute personne relativement aux personnes qui ont été poursuivre des études concernant l'agriculture, en Europe ou aux États-Unis aux frais de la province.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Congrégation du Très-Saint-Rédempteur" a pour objet des œuvres religieuses, les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill leur soient remboursés, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Farand, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 145) intitulé: "Loi validant un acte de vente a J.-Arthur Gadoury" a été déposé après les délais prescrits pour des causes indépendantes de la volonté du promoteur, les droits additionnels que celui-ci a payés lui soient remboursés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 191) intitulé: "Loi du salaire minimum pour les hommes".

M. l'Orateur signale à la Chambre le fait que l'application de la loi projetée entraînerait une augmentation de dépense pour le gouvernement et que le bill semble en conséquence irrégulier.

La question d'ordre est débattue.

M. l'Orateur décide que le bill ne peut être présenté par un simple député parce que l'application des dispositions qu'il contient entraînerait une augmentation de dépense pour le gouvernement dans l'exécution des travaux publics et, en conséquence, il le déclare irrégulier.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le trans-

port de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état démontrant:

1. Quels sont les emprunts contractés par les différentes institutions de la province et dont le paiement a été garanti en entier ou en partie par la province en vertu de la Loi de l'assistance publique 1922?

2. Quel est dans chaque cas: *a)* la date de l'emprunt; *b)* la date de l'échéance; *c)* le nom de l'institution; *d)* le nom de la maison financière ou de fiducie qui a consenti le prêt; *e)* le taux d'intérêt?

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre en date de ce jour, concernant:

Un état démontrant:

1. Quels sont les emprunts contractés par les différentes institutions de la province et dont le paiement a été garanti en entier ou en partie par la province en vertu de la Loi de l'assistance publique 1922?

2. Quel est dans chaque cas: *a)* la date de l'emprunt; *b)* la date de l'échéance; *c)* le nom de l'institution; *d)* le nom de la maison financière ou de fiducie qui a consenti le prêt; *e)* le taux d'intérêt?

(Document de la session No 69).

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 12 mars 1930, pour:

Copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement, un de ses membres, un de ses officiers, un de ses employés et la cité de Hull, ou tout autre corps public ou personne, concernant la reconstruction du Pont sur la Rivière Gatineau, entre la Cité de Hull et le Village de Pointe Gatineau.

(Document de la session No 68).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 214) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs de certaines corporations".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant l'introduction de narcotiques à la prison de Bordeaux.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne relativement à l'administration municipale dans le canton Marchand et dans le comté de Labelle.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Vict., c. 23, art. 17, tel que modifié par la loi 17 Geo. V, ch. 45, s. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et cours professionnels, S. R., 1925, ch. 136, art. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour rapports du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Mérite scolaire, 18 Geo. V, chap. 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour académie de musique de Québec, S. R., 1925, ch. 139, art. 2.—Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe. (Sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour monument National Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: (sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel No 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire National de Musique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 Geo. V, chap. 47, sec. 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, S. R., 1925, ch. 18, arts. 30-37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 27 MARS 1930

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 198.—Loi modifiant la Loi des licences de mariage.

Bill 32.—Loi modifiant la Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Bill 215.—Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 168.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.

Bill 199.—Loi remplaçant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 223) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill 19, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de l'Agriculture".

Bill 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

Bill 128, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill 155, intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest".

Bill 156, intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord".

Bill 157, intitulé: "Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 9, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix".

Bill 22, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada.

Bill 48, intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires".

Bill 114, intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 22) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Dugas.—1. Le gouvernement exécute-t-il des travaux pour faciliter la circulation sur les chemins de sortie de la cité de Montréal?

2. Le gouvernement fait-il exécuter des travaux en rapport avec la construction des ponts Viau et Lachapelle? Dans l'affirmative, quel est le coût de ces travaux?

3. Quel est le coût des travaux que le département a entrepris ou doit entreprendre pour relier les routes de la rive sud au nouveau pont du Havre de Montréal: *a.* pour la route Edouard VII; *b.* pour St-Jean; *c.* pour Chambly; *d.* pour le champ d'aviation de St-Hubert?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. Oui. Le coût des travaux exécutés par le département s'élève: *a.* au pont Viau à \$69,680.83; *b.* au pont Lachapelle à \$28,841.70.

3. *a.* Le coût des travaux que le département de la Voirie a entrepris et exécute pour relier la route Édouard VII au nouveau pont du Havre de Montréal s'élève à \$1,954,580.04. Les travaux que le département de la Voirie doit entreprendre pour relier les routes de Saint-Jean, Chambly, et le champ d'aviation de Saint-Hubert au nouveau pont du Havre de Montréal sont les suivants: *b.* pour la route de Saint-Jean, \$204,000.00; *c.* pour la route de Chambly, \$666,200.00; *d.* pour le champ d'aviation de Saint-Hubert, \$200,324.00.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 206) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale dans la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des musées de la province".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, pour payer le coût des acquisitions et des constructions mentionnées dans l'article 3 de la Loi des musées de la province (Statuts refondus, 1925, chapitre 143,) pour l'établissement d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas un million cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de un million deux cent mille dollars autorisée par la loi 19 George V, chapitre 52, section 1.

Résolu, 2.—Que, pour payer le coût de l'ameublement et de l'aménagement d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars, et que les montants requis seront payés au ministre des travaux publics et du travail sur demande accompagnée d'un certificat établissant qu'ils sont nécessaires pour les fins ci-dessus.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des musées de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise en délibération.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette l'imprévoyance et l'extravagance du gouvernement relativement au coût de la construction d'un musée à Québec."

L'honorable M. Taschereau objecte que l'amendement est irrégulier, et, après discussion de la question d'ordre, M. l'Orateur suppléant décide que l'amendement n'énonçant aucune raison particulière à l'en-

contre de la deuxième lecture du bill, est irrégulier (Art. 457 du Règlement) et il le met en conséquence de côté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill, est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 3) intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill 4, intitulé: "Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec."

Bill 5, intitulé: "Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose."

Bill 17, intitulé: "Loi modifiant l'article 423 du Code municipal".

Bill 49, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les sociétés coopératives agricoles".

Bill 50, intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec".

Bill 51, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Bill 56, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires."

Bill 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des statistiques judiciaires".

Bill 63, intitulé: "Loi modifiant la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales."

Bill 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires."

Bill 70, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles."

Bill 174, intitulé: "Loi modifiant l'article 642 du Code municipal."

Bill 182, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels."

Bill 203, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les cercles agricoles".

Bill 204, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les sociétés d'agriculture."

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 28 MARS 1930

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trentième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 35, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux enregistrements".

Bill 214, intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats".

Avec amendements:

Bill 160, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine."

Le bill suivant a été retiré:

Bill 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs de certaines corporations".

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 173, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'assurance des véhicules automobiles".

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Est-il vrai que le géolier de la prison de Montmagny, Évariste Paquet, aurait laissé la garde de la prison pendant son absence à un prisonnier du nom de Wellie Mann?

2. Est-il vrai que le dit Wellie Mann aurait, à plusieurs reprises la nuit, laissé la prison pour aller chez lui?

3. Le dit Evariste Paquet a-t-il été suspendu?

4. Dans l'affirmative, quand et pourquoi?

5. A-t-il été réinstallé?

6. Dans l'affirmative, quand?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. Une fois.

3. Oui, le 3 décembre 1928.

4. Pour les faits ci-dessus.

5. Oui.

6. Le 26 janvier 1929.

Question par M. Renaud.—1. Combien le ministère de l'agriculture a-t-il dépensé pour automobiles à date?

2. Quel est le nombre d'automobiles appartenant au ministère de l'agriculture?

3. Ces automobiles sont-elles réparées au garage de la pépinière de Deschambault?

4. Qu'ont coûté: a. l'entretien; b. les réparations en 1929-30?

Réponse par l'honorable M. Perron:

1. \$583,796.34, pour achats, réparations et entretien d'automobiles depuis 1917.

2. 82.

3. Oui, pour la plupart.

4. a. \$22,669.68; b. \$3,801.31.

Question par M. Guertin.—1. Quels salaires sont payés par jour pour travaux de voirie: *a.* au journalier; *b.* à un homme avec un cheval; *c.* à un homme avec deux chevaux?

2. Même question pour les chemins de colonisation?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Pour travaux de voirie:

<i>Entretien:</i>	<i>Construction à 50%</i>	<i>Construction et ré- fection à la jour- née par le départe- ment</i>
<i>a.</i> De \$2.00 à \$2.50.	\$2.00	De \$2.25 à \$3.50
<i>b.</i> De \$3.00 à \$4.00	\$3.00	De \$3.25 à \$4.00
<i>c.</i> De \$4.00 à \$6.00.	\$4.00	De \$4.50 à \$6.50
2. Pour chemins de colonisation: <i>a.</i> \$2.00; <i>b.</i> \$3.00; <i>c.</i> \$4.00.		

Question par M. Lafleur.—1. Depuis la réponse du 21 janvier 1925, les droits sur l'amiante ont-ils été augmentés?

2. Dans l'affirmative, quand et de combien?

3. Quels sont-ils actuellement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non. Les droits sont payables sur les profits en vertu de 15 George V, chapitre 37, section 2.

2. Répondu à la question 1.

3. Voir article 12 du chapitre 80, Statuts refondus de Québec, 1925.

Question par M. Lafleur.—Pour combien de milles de chemin et quelles sommes ont été payées par le gouvernement pour travaux de voirie, depuis 1910 inclusivement, dans chacun des comtés de la province, à l'exception des comtés mentionnés dans la réponse du 10 mars 1930, à la page 226 des procès-verbaux de l'Assemblée législative 1930?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Abitibi: 349.51 milles, \$35,436.68; Argenteuil: 196.78 milles, \$502,186.85; Arthabaska: 225.16 milles, \$631,685.43; Bagot: 118.25 milles, \$369,467.23; Beauce: 229.54 milles, \$626,388.55; Beauharnois: 109.07 milles, \$802,392.64; Berthier: 126.13 milles, \$455,229.02; Bonaventure: 208.99 milles, \$182,671.19; Brome: 131.50 milles, \$509,291.64; Chambly: 119.68 milles, \$989,568.32; Champlain: 203.62 milles, \$590,579.07; Charlevoix: 138.41 milles, \$221,893.02; Chicoutimi: 334.60 milles, \$1,737,855.77; Drummond: 153.78 milles, \$475,986.95; Frontenac, 180.84 milles, \$872,013.30; Gaspé: 300.45 milles, \$287,420.52; Hull: 221.28 milles, \$371,152.96; Huntingdon, 338.14 milles, \$1,121,811.70; Iberville: 151.39 milles, \$458,647.82; Iles-de-la-Madeleine: 45.08 milles, \$90,901.63; Jacques-Cartier: 145.10 milles, \$622,495.64; Kamouraska, 322.33 milles, \$459,166.75; Labelle: 133.12 milles, \$87,889.42; Lac-Saint-Jean: 427.40 milles, \$1,680,892.50; Laprairie: 124.82 milles, \$576,801.97; L'Assomption: 135.80 milles, \$418,005.51; Lévis: 158.50 milles, \$674,043.07; L'Islet: 226.04 milles, \$416,454.46; Lotbinière: 199.51 milles,

\$907,612.90; Maskinongé: 72.68 milles, \$168,518.77; Matane: 138.15 milles, \$102,793.98; Matapédia: 104.29 milles, \$257,090.75; Mégantic: 139.20 milles, \$614,566.40; Missisquoi: 208.07 milles, \$706,213.30; Montcalm, 164.47 milles, \$411,292.16; Montmagny: 195.20 milles, \$361,235.56; Napierville: 125.04 milles, \$615,144.25; Nicolet: 151.64 milles, \$807,590.17; Pontiac: 164.26 milles, \$205,328.77; Portneuf: 239.39 milles, \$855,841.52; Québec: 157.91 milles; \$1,176,282.37; Richelieu: 32.24 milles; \$184,558.46; Richmond: 169.89 milles, \$711,502.39; Rimouski: 163.13 milles, \$212,022.07; Rouville: 194.34 milles, \$1,021,517.46; Saguenay: 33.22 milles, \$36,948.68; Shefford: 148.20 milles, \$487,583.13; Sherbrooke: 63.72 milles, \$231,986.40; Stanstead: 159.04 milles; \$517,960.56; Saint-Hyacinthe: 104.46 milles, \$397,350.72; Saint-Jean: 112.06 milles, \$580,240.94; Saint-Maurice: 72.31 milles; \$374,953.03; Témiscamingue: 159.35 milles, \$102,976.47; Témiscouata: 528.03 milles, \$422,955.64; Verchères: 178.05 milles, \$944,017.56; Wolfe: 190.34 milles \$696,606.10; Yamaska: 78.36 milles, \$230,571.10.

Question par M. Lafleur.—Combien de licences d'automobiles ont été émises dans la province: a. en 1925-26; b. en 1926-27; c. en 1927-28; d. en 1928-29; e. en 1929-30?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Le nombre d'enregistrements d'automobiles a été comme suit:

a. En 1925-26: 97,438; b. en 1926-27: 107,994; c. en 1927-28: 128,104; d. en 1928-29: 148,090; e. en 1929-30: 169,105.

Question par M. Lafleur.—Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de la gazoline et la perception de la taxe de 5 sous par gallon?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Quatre à l'extérieur, trois à l'intérieur et, de temps à autre, un quatrième et un cinquième.

Question par M. Lafleur.—Quelle est la longueur des chemins améliorés des cités et villes dans la province, outre les 12,502 milles mentionnés à la page 12 du rapport du ministère de la voirie, 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1,381.09 milles.

Question par M. Houde.—Qu'a rapporté chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique général "Licences: hôtels, magasins, etc., du 1er juillet 1929 au 31 décembre 1929?"

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Hôtels.....	\$ 10,893.91
Restaurants.....	10,416.56
Maisons de logements.....	4,403.00

Encanteurs.....	1,651.19
Droits sur encans.....	6,207.55
Colporteurs.....	13,789.68
Voitures de Colporteurs.....	4,360.71
Billards.....	28,644.41
Buanderies.....	6,955.50
Poudre.....	180.60
Distributeurs Automatiques.....	3,619.40
Amendes.....	665.30
Bureaux de Placements.....	820.00
Films.....	205.00
Courtiers.....	15,882.69
	<hr/>
	\$ 108,695.50
De la Commission des Liqueurs pour permis, droits, amendes et saisies..	\$ 1,683,114.49
	<hr/>
Total.....	\$ 1,791,809.99

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 217, intitulé: "Loi autorisant un certain octroi à L'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique".

L'honorable M. David, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à donner annuellement à l'Université Laval de Québec une somme de cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu pour aider à la création et au maintien d'un institut biologique par ladite université.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 217) intitulé: "Loi autorisant un certain octroi à L'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 207, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à faire, pour et au nom du gouvernement de cette province, un contrat avec la Corporation du pont du lac St-Louis pour aider à la construction, à l'entretien et à l'exploitation du pont de ladite corporation, sur le fleuve Saint-Laurent, vis-à-vis la réserve de Caughnawaga, sur le lac Saint-Louis.

Résolu, 2.—Que, dans le même contrat ou dans tout contrat subséquent, il pourra être pourvu que, dans le cas où le montant d'argent provenant des droits de péage établis en vertu de l'article 17 de la loi 18 George V, chapitre 110, ne serait pas suffisant pour rencontrer, chaque année, à l'échéance, les sommes nécessaires pour payer les charges annuelles d'exploitation et d'entretien dudit pont et de ses approches, les intérêts sur tout emprunt contracté pour fins de construction dudit pont et de ses approches et le fonds d'amortissement de l'emprunt, le gouvernement s'engage à payer les deux tiers du déficit annuel à ladite corporation, aussi longtemps que subsistera tel déficit mais pendant une période n'excédant pas quarante années.

Résolu, 3.—Que les contributions stipulées ci-dessus seront payées à qui de droit par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des travaux publics et du travail, déclarant que les conditions du contrat ont jusqu'à date été observées, et spécifiant le montant dû.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter l'insertion dans ledit contrat de toutes autres conditions non incompatibles avec la loi 18 George V, chapitre 110, qui pourraient assurer la construction du pont, son entretien, son exploitation, et en même temps mieux protéger et garantir la province à raison des obligations qu'elle assume en vertu de ladite loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 215) intitulé: "Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 225) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 226) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre:

Rapport sur les compagnies d'assurances 1929 (opérations de 1928).
(Document de la Session No 70).

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 219) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal".

Question par M. Guertin.—1. M. Noël Bégin, de Palmarolle, comté d'Abitibi, a-t-il reçu du gouvernement la prime de \$24.00 pour les trois acres de culture qu'il a fait sur son lot en 1929?

2. Dans l'affirmative, à quelle date l'a-t-il reçue?

3. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. 2. et 3. Non, aucune prime n'a été payée à M. Bégin parce que les conditions n'étaient pas remplies.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 160) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La-Reine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 149) intitulé: "Loi autorisant "Last Post Fund", à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rappotent" a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et patriotique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 136) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos" a pour objet d'éviter à certains contribuables les frais de construction de deux églises dans une paroisse pauvre située dans un centre de colonisation, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais de traduction et d'impression.

Sur la motion de M. Côté, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville" a pour objet de favoriser l'expansion d'une œuvre de bienfaisance sociale, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 146) intitulé: "Loi concernant le pont de comté appelé Pont Alonzo Wright dans le comté de Hull", a pour objet de régulariser des procédures qui intéressent plusieurs municipalités, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., au sujet de la plantation d'arbres d'ornements, le long du Boulevard Perron dans les municipalités du village Cap-Chat et la paroisse Cap-Chat, ainsi que les connaissances des arbres envoyés par le ministère de la voirie.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le ministère de la voirie ou aucun de ses officiers ou toute autre personne, au sujet de la nomination de cantonniers pour Cap-Chat en 1928, et en 1929.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences de mariage".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux enregistrements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau, la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille dollars, le coût des travaux nécessaires pour restaurer et améliorer l'ancienne partie du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, au lieu du montant de deux millions trois cent quinze mille dollars, mentionné dans la loi 19 George V, chapitre 9.

Résolu, 2.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tout le ou partie du montant ci-dessus mentionné, d'autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout ce montant de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille dollars au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, au lieu du montant de deux millions trois cent quinze mille dollars mentionné dans la loi 19 George V, chapitre 9.

Résolu, 3.—Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur le certificat du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de quatre cent mille dollars le coût de l'ameublement dudit palais de justice.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que lesdites résolutions soient lues une seconde fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 223) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 31 MARS 1930

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur-suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné qu'à partir de mercredi, le 2 avril prochain, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche; la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi et la troisième de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Question par M. Lafleur.—1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'annexe du Palais de Justice de Montréal?

2. Même question pour la prison de Bordeaux?
3. Même question pour l'École des Hautes Études de Montréal.
4. Même question pour l'École technique de Montréal.
5. Même question pour l'École des Beaux-Arts de Montréal.
6. Même question pour l'École des Beaux-Arts de Québec.

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. \$4,991,074.08.
2. \$4,047,075.41.
3. \$772,558.48.
4. \$1,120,948.29.
5. \$434,419.12.
6. \$134,733.55.

Question par M. Lafleur.—Combien la Commission des liqueurs a-t-elle dépensé en 1929 pour frais de publicité?

Réponse par l'honorable M. McMaster:
\$8,641.92.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 224) intitulé: "Loi concernant la construction d'un pont sur la Baie de Gaspé".

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Ouellet, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 227) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec", lesquelles résolutions ont été rapportées du comité plénier et lues une première fois vendredi le 28 mars courant.

L'honorable M. Galipeault propose:

"Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois".

Et la motion est mise en délibération.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Vu les déclarations faites par le ministre des Travaux Publics et du Travail:

a. Qu'une fois restaurée, l'ancienne partie du Palais de Justice de Québec aura une capacité de 2,390,906 pieds cubes;

b. Que le coût des travaux de restauration et d'amélioration de cette ancienne partie s'élèvera à \$2,890,000.00.

c. Que le ministre des Travaux Publics et du Travail a déclaré l'an dernier que le coût ne dépasserait pas \$2,315,000.00;

d. Que les travaux ont été donnés sans soumission à raison de 12½ pour cent de commission basée sur le prix coûtant;

e. Que, outre les matériaux de démolition qui leur ont été donnés, les entrepreneurs ont reçu \$0.40, plus 12½ pour cent, soit \$0.45, par heure pour le travail de journaliers qu'ils avaient payés de \$0.30 à \$0.35;

f. Qu'il y a eu un gaspillage honteux de matériaux;

Cette Chambre condamne la pratique suivie d'accorder aux entrepreneurs, une marge de 30 à 50 pour cent, sur les salaires payés par eux à des journaliers, dénonce le recours inexplicable à un montant de \$550,000, en mandats spéciaux, déplore le refus du gouvernement de tenir enquête durant la dernière vacance parlementaire, considère totalement exorbitant le coût des travaux et injustifiable la demande de nouveau crédits.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,

Guertin.—2.

CONTRE

Messieurs:

Berconitch,

Casgrain,

Cohen,

Côté,

Delisle,

Drouin,

Dufour,

Dugas,

Galipeault,

Gauthier,

Laferté,

Laperrière,

McMaster,

Mercier,

Moreault (Rimouski),

Ouellet,

Paquet,

Perrault,

Perron,

Roy,

Taschereau.—21.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 222) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

A six heures, M. l'Orateur-suppléant prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur-suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, en sus de l'allocation annuelle qui est maintenant payée en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, section 17; telle que modifiée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (1911), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1; 8 George V, chapitre 41, section 1; 11 George V, chapitre 53, section 1, et 17 George V, chapitre 45, section 2, il sera payé à La Corporation de l'École polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme additionnelle de vingt-cinq mille dollars annuellement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'École polytechnique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 219) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'attribuer annuellement, pour une période de dix années en sus de celle de quinze années, fixée par la loi 14 George V, chapitre 40, section 1, à même le fonds consolidé du revenu, aux dames religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, une somme de vingt-cinq mille dollars pour les aider à établir et à maintenir un institut pédagogique ou école normale supérieure en la cité de Montréal.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 219) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 213) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à construire un pont sur la rivière des Prairies, devant relier la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël de l'île Bizard à la municipalité de la ville de Laval-sur-le-Lac, dans ou près de leurs limites, à l'endroit le plus favorable, pour la route Sainte-Geneviève—Saint-Eustache, avec les chemins d'approche ou autres travaux nécessaires, le tout à un prix n'excédant pas trois cent mille dollars.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, piliers, approches ou autres travaux nécessaires; et que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

Résolu, 3.—Que, pour payer la construction du pont et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions autorisés par les résolutions 1 et 2, le trésorier de la province pourra payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des travaux publics et du travail, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de trois cent mille dollars; et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 6.—Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la résolution 2, ainsi que le coût de construction dudit pont; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter, amender et remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 213) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Cantin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 154) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville", a pour objet de terminer des difficultés qui intéressent ces deux municipalités et dont le règlement a été affectué trop tard pour que le bill fut présenté dans les délais prescrits, et vu que les frais ont été versés par les contribuables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, déduction faite de tous les frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Bissonnet, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 160) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La Reine", a pour objet d'éviter aux contribuables les frais et déboursés considérables pour refaire un acte de cotisation, les droits additionnels ou amendes que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

L'ordre du jour appelle la motion concernant le remboursement des droits payés au sujet du bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant Gédéon Fredette *et al* à vendre certains biens substitués".

M. Bouthillier propose, secondé par M. Paquet:

Que les droits soient remboursés.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre la rejette.

L'ordre du jour appelle la motion concernant le remboursement des droits payés au sujet du bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père".

M. Bouthillier propose, secondé par M. Paquet:

Que les droits soient remboursés.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre la rejette.

Sur la motion de M. Thurber, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 159) intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil”, a dû être déposé et présenté après l’expiration des délais prescrits par les articles 498 et 516 des règles qui régissent les bills privés, parce que le département des affaires municipales n’avait pas eu le temps d’étudier ce projet de loi avant le 27 janvier 1930, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu’il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, contrats, etc., entre le ministère de la voirie ou aucun de ses officiers et toute personne, au sujet de la confection du chemin dit Boulevard Perron dans les limites des municipalités du village Cap-Chat et de la paroisse Cap-Chat.

Question par M. Guertin.—1. Combien de verges de gravier ont été charroyées en 1927, dans le rang 6-7 Royal-Roussillon, à Macamic, comté de l’Abitibi.

2. Quel montant a été payé à M. Philippe Levesque en rapport avec le transport de ce gravier?

3. Combien de verges de gravier ont-elles été charroyées dans la route 7 et 8 du même canton en 1929?

4. Quel montant a-t-il été payé audit M. Levesque pour le transport de ce gravier?

Réponse par l’honorable M. Laferté:

1. 614 verges cubes.

2. \$263.39.

3. 1,961 verges cubes.

4. \$568.00.

Question par M. Blain.—De faux affidavit ont-ils été faits en rapport avec des coupes de bois dans le haut du comté de Bellechasse et dans l’affirmative par qui ces affidavit ont-ils été signés?

Réponse par l’honorable M. Mercier:

Le gouvernement est incapable de répondre à cette question sans plus amples précisions.

Question par M. Crépeau.—Combien le gouvernement avait-il: a. de gardes-chasses; b. de gardes-pêches à son emploi: a. en 1925; b. en 1926; c. en 1927; d. en 1928; e. en 1929?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Tous les gardes-chasse sont également nommés gardes-pêche et vice-versa.

	<i>Avec salaire:</i>	<i>Sans salaire:</i>
a. 1925:	164	22
b. 1926:	163	16
c. 1927:	165	53
d. 1928:	166	50
e. 1929:	138	91

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 1er AVRIL 1930

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rejeter les bills suivants:

Bill 27.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

Bill 171.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 229) intitulé: "Loi modifiant la Loi de certaines matières spéciales de procédure".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice".

En conséquence, il présente, ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Combien y a-t-il de caisses populaires qui auraient fait perdre \$200,000 ou \$250,000 à leurs membres, dans la province de Québec?

2. Par qui ces caisses étaient-elles administrées?

3. Quels sont les noms et les pertes de ces caisses populaires?

4. Est-ce que la liquidation est terminée dans chaque cas et quel est le chiffre des pertes réelles?

5. Les intéressés se sont-ils pourvus légalement contre les personnes responsables?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

Le gouvernement n'a aucun renseignement au sujet des questions ci-dessus.

Question par M. Crépeau.—Combien le gouvernement avait-il de gardes-feux à son emploi: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

	<i>Inspec- teurs</i>	<i>Gardes- feux</i>	<i>Sous-gar- des-feux</i>	<i>Gardes- feux auxiliaires</i>	<i>Totaux</i>
<i>a.</i>	75	422	....	1,301	1,798
<i>b.</i>	94	458	....	1,452	2,004
<i>c.</i>	101	490	1,305	120	2,016
<i>d.</i>	108	530	1,336	190	2,164
<i>e.</i>	112	544	1,346	317	2,319

Question par M. Guertin.—1. Combien le gouvernement a-t-il de bureaux de placement?

2. Quelle est l'adresse de chacun d'eux?

3. Combien de positions ont été accordées par chacun d'eux: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 7, y compris les bureaux d'Amos et Rouyn qui ont été ouverts après le 1er juillet 1929.

2. et 3. Voir le rapport général du Ministre des Travaux publics et du Travail, pour chacune des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Question par M. Blain.—1. Combien y avait-il d'agriculteurs dans la province: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

2. Où le gouvernement a-t-il pris ses statistiques?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* en 1925: Pas de statistiques; *b.* en 1926: 145,156; *c.* en 1927: 146,363; *d.* en 1928: 149,199; *e.* en 1929: Compilation incomplète.

2. Dans les rapports sur les "Statistiques Municipales" du gouvernement de la province de Québec.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont les Protonotaires de Roberval?

2. Quand ont-ils été nommés et sur la recommandation de qui?

3. Quel est le traitement de chacun?

4. Y a-t-il eu des plaintes contre leur administration?

5. Dans l'affirmative, quand et par qui ont-elles été faites?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. M. Raoul Boissonneault.

2. Le 7 novembre 1928, sur la recommandation du magistrat de district siégeant à Roberval et de plusieurs notables de Roberval.

3. Il est à honoraires.

4. Non.

5.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 55, intitulé: "Loi pour remplacer la loi du paiement des pénalités.

Bill 200, intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 55) intitulé: "Loi pour remplacer la loi du paiement des pénalités", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 230) intitulé: "Loi accordant un octroi à la compagnie de transport de Bas-Saint-Laurent, limitée, relativement à un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent, entre la côte sud et la côte nord".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Bill 54, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Bill 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu".

Bill 208, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Bill 209, intitulé: "Loi modifiant la Loi des habitations salubres".

Bill 216, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 224) intitulé: "Loi concernant la construction d'un pont sur la Baie de Gaspé".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, pour aider à la construction d'un pont sur la baie de Gaspé entre la municipalité du village de Gaspé et l'endroit appelé *Gaspé Harbour*, dans le comté de Gaspé, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à faire avec une compagnie qui se chargera de la construction de ce pont, un contrat aux conditions ci-après mentionnées.

Résolu, 2.—Que ce contrat devra pourvoir:

a. A ce que le coût de la construction, de l'entretien, de l'exploitation et du maintien de ce pont, ainsi que celui des travaux des approches et de l'acquisition des terrains nécessaires, soit à la charge de la compagnie, partie audit contrat;

b. A ce que pour tout emprunt contracté par la compagnie, pour fins de construction dudit pont et de ses approches, il soit pourvu à un fonds d'amortissement annuel suffisant pour rembourser l'emprunt dans une période de pas moins de vingt et de pas plus de quarante années, et à ce que le dit fonds d'amortissement soit, chaque année, déposé entre les mains du trésorier de la province pour être traité comme les fonds d'amortissement des emprunts des corporations municipales;

c. A ce que les plans de construction dudit pont et de ses approches, après leur approbation par le gouvernement fédéral, soient soumis au ministre des travaux publics et du travail et approuvés par lui;

d. Au parachèvement des travaux dans un délai déterminé;

e. Au mode suivant lequel le pont sera maintenu et entretenu;

f. A l'imposition de droits de péage suivant un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

g. A ce que, dans le cas où le montant d'argent provenant des droits de péage établis comme dit ci-dessus ne serait pas suffisant pour rencontrer chaque année à l'échéance, les sommes d'argent nécessaires pour payer les charges annuelles d'exploitation et d'entretien dudit pont, les intérêts sur tout emprunt pour fins de construction dudit pont et de ses approches et le fonds d'amortissement de tel emprunt, le gouvernement s'engagera à payer soixante-quinze pour cent dudit déficit annuel à la compagnie, partie audit contrat, aussi longtemps que subsistera tel déficit;

Si le taux d'intérêt payé par la compagnie sur un emprunt est supérieur à six pour cent par an ledit taux d'intérêt devra être réduit à six pour cent pour les fins d'application de la présente résolution;

h. A ce qu'en tout temps après l'expiration de dix années de la date du parachèvement des travaux de construction dudit pont, le gouvernement de la province puisse acheter ce pont de la compagnie qui l'a construit en lui remboursant, à même le fonds consolidé du revenu, toutes sommes dépensées pour le coût des terrains, de la construction, des approches et des autres dépenses incidentes nécessaires, avec en plus une prime de dix pour cent du montant total de ces dépenses;

i. A toutes autres conditions, non contraires à celles ci-dessus prescrites que le ministre des travaux publics et du travail jugera utiles ou nécessaires pour la mise à effet des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourvu que ces conditions aient été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil;

j. A ce que les livres, papiers et autres documents, de même que la comptabilité de la compagnie, partie audit contrat, soient en tout temps soumis à l'examen du ministre des travaux publics et du travail ou de toute autre personne par lui à ce autorisée.

Résolu, 3.—Que les sommes que le gouvernement pourra être appelé à verser en vertu du paragraphe g de la résolution 2 seront

payées à qui de droit par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des travaux publics et du travail, déclarant que les conditions du contrat ont jusqu'à date été observées, et spécifiant le montant dû.

Résolu, 4.—Que la compagnie, partie au contrat ci-dessus, soit autorisée à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous les immeubles requis pour la construction dudit pont et de ses approches, de même que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer et baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles, et que toute telle expropriation sera soumise à la Loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230).

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des dites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 227) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques".

L'honorable M. McMaster propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. McMaster informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dépenses se rapportant au bureau du directeur de l'enseignement technique, tel que prévu par la loi qui sera basée sur la présente résolution, soient payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 227) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le porteur d'une licence de fabricant de paratonnerres en vertu de la Loi des paratonnerres (Statuts refondus, 1925, chapitre 178A,) qui fera l'installation de paratonnerres devra, en faisant application pour l'inspection de telle installation, payer au ministre, en sus des droits mentionnés aux articles 8 et 13 respectivement de ladite loi et comme honoraires d'inspection, la somme d'un dollar par borne aérienne comprise dans toute installation de paratonnerres.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Cette résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 226) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 214) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance depuis 1929 inclusivement, entre le gouvernement et l'Association des producteurs de lait au sujet de la vente du lait à Montréal.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congrégation Bnai Israel", a pour objet l'expansion d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il des limites dans le haut du comté de Bellechasse qui sont sous licences pour coupe de bois depuis que M. Édouard Lacroix les a abandonnées?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les personnes qui sont en possession de ces dites limites et par qui se fait la coupe de bois chaque année?

3. Le notaire J.-E.-J. Bolduc, maire de Saint-Camille-de-Bellechasse, fait-il depuis plusieurs années couper des quantités de bois sur lesdites limites?

4. Quelle est la quantité: *a.* de bois de pulpe; *b.* de cèdre et pin; *c.* de poteaux de cèdre et dormants de cèdre qui a été coupée: *a.* en 1924-25; *b.* en 1925-26; *c.* en 1926-27; *d.* en 1927-28; *e.* en 1928-29; *f.* en 1929-30 par le notaire J.-E.-J. Bolduc?

5. Quel est le montant qui a été payé pour coupe de bois par le notaire J.-E.-J. Bolduc, chaque année depuis 1924 à 1930?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui, la province de Québec est propriétaire de terrains forestiers, sous permis à cet endroit.

2. Les limites en question ont été transférées par M. Édouard Lacroix à la "McCrae Wilson Lumber Co" et à "E. Bolduc Enregistré".

3. L'exploitation des dites limites est faite partie par "McCrae Wilson Lumber Co." et partie par "E. Bolduc, Enregistré, les concessionnaires actuels, et non pas par J.-E.-J. Bolduc.

4.—

	1924-25	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30
Bois à pulpe:	Aucun.	Aucun.	490 cordes.	484½ cordes.	1,610.90 cdes.	145 cordes.
Cèdre poteaux:	Aucun.	Aucun.	Aucun.	Aucun.	273	Aucun.
Cèdre:	Aucun.	Aucun.	Aucun.	Aucun.	284 pmp.	Aucun.
Pin:	Aucun.	Aucun.	Aucun.	Aucun.	228,532 pmp.	Aucun.
Dormants:	Aucun.	Aucun.	Aucun.	Aucun.	3,200	Aucun.

5. Les montants payés par "E. Bolduc, Enregistré", pour droits de coupe et intérêts, sont comme suit:

1928: \$100.00

1929: \$3,438.93

1930: \$660.00

En outre des sommes susdites payées jusqu'à date par "E. Bolduc, Enregistré", il y a pour droits de coupe une balance de \$797.00 encore due et dont le recouvrement, avec intérêts, se fait au fur et à mesure des expéditions, à raison de \$60.00 par char de bois expédié.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants".

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions relatives au bill No 224, intitulé: "Loi concernant la construction d'un pont sur la Baie de Gaspé", rapportées du comité plénier et lues une première fois, ce jour.

L'honorable M. Galipeault propose:

"Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois".

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que tous les mots après "Que" soient remplacés, par les suivants:

Que tout en étant prête à approuver la construction d'un pont à Gaspé, cette Chambre condamne la méthode proposée à savoir de confier la construction à une compagnie privée et de s'engager à lui payer pour le rachat, en plus du coût total de l'entreprise, une prime de dix pour cent, sans établir de limite quant au coût total.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Guertin,*

*Lafleur,
Renaud,
Sauvé.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bernard,
Bissonnet,
Bouthillier,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
David,
Desmarais,
Dillon,*

*Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Marchand,
McDonald,
McMaster,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Oliver,
Ouellet,
Papineau,*

*Drouin,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Frigon,
Gagnon,
Galipeault,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,*

*Paquet,
Perrault,
Perron,
Phaneuf,
Plante,
Roy,
Savoie,
Smart,
Taschereau,
Turcotte,
Vautrin.—53.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 224) intitulé: "Loi concernant la construction d'un pont sur la Baie de Gaspé".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant la loi des paratonnerres".

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Charbonneau,
Crépeau,
Gagnon,
Guertin,*

*Lafluer,
Lamoureux,
Laperrière,
Renaud,
Sauvé.—10.*

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>McMaster,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Oliver,</i>
<i>David,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Vautrin.—51.</i>
<i>Lahaie,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 39) intitulé: "Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre ne croit pas devoir légiférer au sujet de l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal, avant que le conseil de l'instruction publique n'ait été consulté".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

*Blain,
Crépeau,
Guertin,*

*Renaud,
Sauvé.—5.*

CONTRE

Messieurs :

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bissonnet,
Bouthillier,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Frigon,
Gagnon,
Galipeault,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté.*

*Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Marchand,
McDonald,
McMaster,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Ouellet,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Perron,
Phaneuf,
Plante,
Rochette,
Roy,
Smart,
Taschereau,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—51.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, entre le gouvernement et toute personne depuis le 1er janvier 1929, concernant l'avocat Cotton.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Bastien, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 148) intitulé: "Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume" a été déposé après les délais prescrits pour des causes indépendantes de la volonté du promoteur, les droits additionnels que celui-ci a payés lui soient remboursés.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 2 AVRIL 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état démontrant:

Qu'a rapporté: *a.* en 1920-21; *b.* en 1921-22; *c.* en 1922-23; *d.* en 1923-24; *e.* en 1924-25; *f.* en 1925-26; *g.* en 1926-27; *h.* en 1927-28, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc." tel qu'il appert à la page 8 des Comptes Publics 1924-25 et à la page 6 des Comptes Publics de chacun des autres exercices.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 39) intitulé: "Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 55) intitulé: "Loi pour remplacer la Loi du paiement des pénalités", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 218) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Gauthier.—1. Existe-t-il dans la province une compagnie appelée "The Eureka Mines, Limited" ?

2. Quel était le capital de cette compagnie ?

3. Quels étaient ses officiers en juin 1928 ?

4. Cette compagnie détient-elle ou a-t-elle détenu *a.* des claims en cette province; *b.* des permis d'exploitation; *c.* des concessions minières ?

5. Cette compagnie a-t-elle transmis un prospectus et des rapports au secrétaire de cette province, ou au contrôleur du Revenu ?

6. Quels claims indique ce prospectus ?

7. Ces claims étaient-ils enregistrés au nom de cette compagnie dans les livres du service des Mines ?

8. Ces claims sont-ils encore en vigueur ?

9. Des parts ont-elles été vendues au public ?

10. Combien de parts ont été vendues, et à quel prix ont-elles été vendues ?

11. Est-il à la connaissance du service des mines que des parts ont été vendues à des cultivateurs ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. \$1,000,000.00 lors de son incorporation. Ce capital fut porté à \$3,000,000.00 le 20 juin 1928.

3. D'après le prospectus en date du premier juin 1928, transmis au secrétaire provincial le 20 août 1928, ses officiers étaient alors: William Tremblay, M.P.P., Montréal, président; Georges Lalancette, échevin, Montréal, vice-président; Ulric Simard, courtier, Montréal, secrétaire; L.-O. Jalbert, contracteur, Montréal, trésorier.

4. Aucun claim, permis d'exploitation ou concession minière n'a été enregistré au nom de cette compagnie dans les livres du département.

5. Oui; un prospectus à l'honorable secrétaire provincial, le 20 août 1928, et un rapport au contrôleur du revenu, le 31 janvier 1930.

6. Les claims 13156 ($\frac{1}{2}$ nord du lot 25, rang V), 13157 ($\frac{1}{2}$ nord du lot 28 rang V), 13158 ($\frac{1}{2}$ sud du lot 30, rang VI), et 13159 ($\frac{1}{2}$ sud du lot

31, rang VI), canton de Desmeloizes, ainsi qu'un autre groupe dans l'angle nord-ouest du même canton.

7. Non.

8. Non. Ils sont expirés depuis septembre 1929 et sont retombés dans le domaine de la Couronne.

9. Oui.

10. Le rapport de la compagnie au contrôleur du revenu indique que 1,000,000 de parts ont été livrées en paiements des propriétés, et que 65,805 parts ont été vendues à \$0.25 la part.

11. Oui.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 225) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe".

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, entre le gouvernement et toute personne depuis le 1er janvier 1921, concernant les crucifix placés dans nos cours de justices.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que les bills (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest", et (No 156) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord", ont dû être présentés par suite du décès de certains directeurs désignés dans la loi les constituant en corporation, et qu'ils ont été présentés quelques jours après l'expiration des délais prescrits par les articles 498 et 516 des règles qui régissent les bills privés, par suite d'une erreur dans les journaux qui avaient charge de la publication des avis, les droits additionnels payés par les promoteurs leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Messier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance relativement à "The Eureka Mines, Limited," entre toute personne et le service des mines ou tout autre département, copie de prospectus et de rapports, transmis au secrétaire de la province, au contrôleur du Revenu, par cette compagnie ou ses officiers.

M. Guertin propose, secondé par M. Blain:

Que cette Chambre invite le gouvernement à présenter à la présente session une loi pour fixer le salaire minimum de certaines classes de travailleurs, du sexe masculin.

Et la motion est soumise à la Chambre.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Lafleur.—Combien la Commission des Liqueurs a-t-elle payé ou avancé à M. Jules Desmarais pour traitement, salaire, gratification, honoraires, dépenses, frais de voyages ou autrement, chaque année, depuis qu'il est à l'emploi de ladite commission?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1924: \$1,647.25; 1925: \$1,179.33; 1926: \$220.00; 1927: \$465.00; 1928: \$3,542.85; 1929: \$3,169.12.

Question par M. Cantin.—1. A quelle date la compagnie "Terre Haute Lumber Co. Ltd", a-t-elle déposé un sommaire conforme à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec, chaque année, depuis qu'elle existe?

2. Quels étaient dans chaque cas: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. et 2. Cette compagnie n'a pas été constituée en corporation conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Question par M. Crépeau.—1. Quel prix du mille carré recevait M. Thomas Maher pour ses contrats avec le ministère des terres et forêts: *a.* du 17 mars au 15 juillet 1924; *b.* du 21 janvier au 7 octobre 1925; *c.* du 28 mars 1928 au 9 avril 1929; *d.* du 17 octobre 1928 au 3 septembre 1929?

2. Le département des terres et forêts a-t-il accordé des contrats d'inventaire à d'autres ingénieurs forestiers ou arpenteurs?

3. Dans l'affirmative, à qui?

4. A quel prix du mille carré dans chaque cas?

5. La Compagnie Franco-Canadienne a-t-elle reçu des contrats du gouvernement ?

6. Dans l'affirmative, combien du mille carré ont coûté au département les différents travaux faits par la Compagnie Franco-Canadienne ?

7. M. Thomas Maher a-t-il offert dans une lettre au ministre, le 14 avril 1926, de faire la reconnaissance à l'aéroplane pour délimiter les espaces incendiés de jeunes forêts des grands peuplements et des principaux accidents topographiques et en plus, de compléter ce travail par un inventaire sur le terrain au moyen de lignes (virées) parallèles et équidistantes de deux milles et demie pour la somme de \$11.00 du mille carré ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. *a.* Pour inventaire détaillé d'une partie des bassins des rivières Gatineau et Lelièvre \$25.00 du mille carré; *b.* Pour reconnaissance ou inventaire sommaire d'une partie du bassin du Haut-Saint-Maurice, \$11.00 par mille carré; *c.* Pour inventaire détaillé d'une partie des bassins des rivières Bell et Mégiscan, bloc No 1, \$20.00 par mille carré; *d.* Pour inventaire détaillé du bloc No 2, bassin de la rivière Mégiscan, \$20.00 par mille carré.

2. Oui, à d'autres ingénieurs forestiers.

3. et 4. *a.* Albert Bourget, ingénieur-forestier et arpenteur, pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Chibougamou, \$25.00 par mille carré; *b.* Ernest Ménard, ingénieur forestier pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Bersimis, \$25.00 par mille carré; *c.* Zéphirin Rousseau, ingénieur forestier pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Natashquan, \$25.00 par mille carré; *d.* Albert Massé, ingénieur forestier et arpenteur pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Moisie, \$25.00 par mille carré.

5. Oui. Non pas pour des inventaires forestières mais pour la photographie aérienne complète de certains territoires. Ces contrats comprenant la préparation et la fourniture de clichés photographiques ainsi que des plans et cartes. La compagnie devant employer ses propres hydro-avions, pilotes, mécaniciens, photographes, etc. et se construire des garages aux bases d'opérations et installer des ateliers dans la province pour l'exécution de ses travaux photographiques.

6. De \$45.00 à \$50.00 du mille carré pour la Gaspésie et de \$45.00 du mille carré, en dehors de la Gaspésie.

7. En effet, M. Maher a soumis, par sa lettre du 14 avril 1926 diverses propositions pour faire des inventaires sommaires mais le gouvernement a jugé préférable de faire exécuter des inventaires plus détaillés répondant au schéma adopté par l'Association des Ingénieurs Forestiers de Québec. C'est pour cela que des contrats pour des inventaires détaillés ont été accordés à messieurs les ingénieurs forestiers Bourget, Maher, Massé, Ménard, et Rousseau basés sur ce schéma et dont le prix par mille carré variait suivant la situation et les difficultés respectives des territoires inventoriés.

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 232) intitulé: "Loi concernant un octroi à l'université de "Bishop's College, Lennoxville".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour:

Que cette Chambre invite le gouvernement à présenter à la présente session une loi pour fixer le salaire minimum de certaines classes de travailleurs, du sexe masculin.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Guertin,*

*Lafleur,
Renaud,
Sawé.—6.*

CONTRE

MESSIEURS:

*Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bissonnet,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Dansereau,
David,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,*

*Grant,
Laferté,
Lahaie,
Laperrière,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McMaster,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Oliver,
Ouellet,
Paquet,
Perrault,
Perron,
Phaneuf,
Piché,*

Fortin,
 Francœur,
 Frigon,
 Gagnon,
 Galipeault,
 Gault,
 Gauthier,
 Godbout,

Plante,
 Rochette,
 Saurette,
 Savoie,
 Smart,
 Taschereau,
 Turcotte,
 Vautrin.—58.

La motion est ainsi rejetée.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il contribué à l'amélioration et au gravelage du chemin de front de la Côte Visitation, dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette, depuis les limites de la ville de Joliette jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare ?

2. Dans l'affirmative, quel a été le montant de cette contribution ?

3. Quels sont les départements qui ont contribué et dans quelle proportion ?

4. Lesdits travaux ont-ils été donnés à faire à l'entreprise et dans l'affirmative: *a.* quel est le nom de l'entrepreneur; *b.* qui a cautionné pour lui ?

5. Des soumissions avaient-elles été demandées ?

6. Quel a été le coût de l'entreprise ?

7. Combien lesdits travaux étaient-ils censés coûter d'après les estimés des ingénieurs du département de la Voirie ?

8. Combien le gouvernement a-t-il payé à date à compte sur sa contribution ?

9. Quelle est la longueur dudit chemin ainsi améliorée ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. \$9,970.58.

3. Le département de la voirie a contribué dans la proportion de 75%.

4. Oui, par la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée *a.* Alfred Beaudry; *b.* L'entrepreneur a fourni un chèque de garantie de \$1,329.41, soit 10% du contrat.

5. Oui, par la municipalité qui donnait l'entreprise.

6. \$13,294.10.

7. Les estimés étaient de \$12,313.60.

8. Le département de la voirie a payé la contribution promise: \$9,970.58.

9. 4.16 milles.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il contribué au gravelage et à l'entretien du chemin de comté entre les paroisses de Sainte-Mélanie-d'Ailleboust et de Saint-Ambroise-de-Kildare, dans le comté de Joliette ?

2. Quel est le montant de sa contribution ?

3. Quels sont les départements qui ont contribué et dans quelle proportion ?

4. Le gravelage et l'amélioration dudit chemin ont-ils été donnés à l'entreprise, et dans l'affirmative: *a.* qui a été l'entrepreneur; *b.* qui a cautionné pour lui ?

5. Des soumissions ont-elles été demandées pour cette entreprise ?

6. D'après les estimés des ingénieurs du département de la voirie quel était le coût présumé de l'entreprise ?

7. Combien le gouvernement a-t-il payé à date à compte sur sa contribution ?

8. Quelle est la longueur dudit chemin qui a été améliorée ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui, par la construction du chemin en gravier.

2. \$6,000.00.

3. Le département de la voirie a contribué dans la proportion de 60%.

4. La construction du chemin en gravier a été donnée à l'entreprise par la municipalité du comté de Joliette: *a.* Louis Sylvestre; *b.* Le département l'ignore; c'était un contrat municipal.

5. Le département ignore si la municipalité du comté de Joliette a demandé des soumissions.

6. Les estimés étaient de \$15,295.15.

7. Le département de la voirie a payé la contribution promise: \$6,000.00.

8. 3.85 milles.

Question par M. Blain.—1. Quel est le montant dépensé pour les concerts de M. Marcel Dupré, sous les auspices du Conservatoire National depuis le 1er janvier 1928 ?

2. Quelles sont les sommes octroyées annuellement pour frais de concerts et conférences depuis la même date ?

3. Quel est le montant total des subventions accordées aux impresarios pour l'importation d'artistes ou troupes théâtrales depuis la même date ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Aucun.

2. Aucune.

3. Aucun.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, écoles de médecine vétérinaire, et école de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 233) intitulé: "Loi créant une commission d'écoles forestières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 3, intitulé: "Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières".

Bill 45, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'École polytechnique".

Bill 66, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Bill 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec".

Bill 68, intitulé: "Loi modifiant la Loi des musées de la province".

Bill 69, intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province."

Bill 72, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des hôtels".

Bill 73, intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

Bill 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

Bill 202, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies minières de Québec".

Bill 210, intitulé: "Loi concernant la pension des juges des sessions des magistrats de police et des magistrats de district".

Bill 217, intitulé: "Loi autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique".

Bill 219, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal".

Bill 222, intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 62, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain".

Bill 154, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 154) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 218) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 232, intitulé: "Loi concernant un octroi à l'université de "Bishop's College, Lennoxville".

L'honorable M. McMaster propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. McMaster informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit par les présentes résolutions autorisé à aider l'université de "Bishop's College" pour un montant n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres.

Résolu, 2.—Que la province pourra fournir cette aide à l'université par subvention directe, ou en s'engageant à lui verser annuellement une somme suffisante pour payer, à un taux n'excédant pas cinq et demi pour cent, l'intérêt d'un emprunt n'excédant pas ledit montant, et pour pourvoir à un fonds d'amortissement suffisant pour éteindre ledit emprunt contracté par l'université afin de prélever des fonds à son usage, pour un terme de pas moins de vingt ans; ledit fonds d'amortissement devant être payé au trésorier de la province ou retenu par ce dernier.

Résolu, 3.—Que si l'octroi est accordé par l'engagement de payer l'intérêt et le fonds d'amortissement comme susdit, l'université de "Bishop's College" reçoive, par les présentes résolutions, l'autorisation et le pouvoir d'emprunter ladite somme, et de donner, en garantie de l'émission des obligations ci-dessus mentionnées, une hypothèque sur tous ses immeubles et de transporter tous ses biens, mobiliers ou immobiliers, au fidéicommissaire pour les porteurs desdites obligations.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président, du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois et une seconde et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 232) intitulé: "Loi concernant un octroi à l'université de "Bishop's College, Lennoxville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par M. Bergeron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, requêtes, résolutions adressées au Gouvernement relativement aux taux de péage à acquitter pour passer sur la voie carrossable du Pont de Québec.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 mars, 1930.

Pour: Copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a envoyé à date des lettres d'avocat au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté ou est située chacune de ces municipalités, la date de l'envoi de chacune de ces lettres d'avocat, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût: a. pour le gouvernement; b. pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénoms de celui qui était l'avocat du gouvernement dans chaque cas et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait. (*Document de la Session No 71*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 mars, 1930.

Pour: Copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté à date des poursuites au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté ou est située chacune de ces municipalités, la date de chaque poursuite, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût de ces poursuites en frais de cour ou autres: a. pour le gouvernement; b. pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénoms de celui qui a agi au dossier comme avocat du gouvernement dans chaque cas et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait. (*Document de la Session No 72*).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante et quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service de l'élevage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 3 AVRIL 1930

Onze heures du matin.

Prière.

Question par M. Blain.—1. Combien ont coûté à date à la Commission des Liqueurs les polices d'assurance que ladite Commission a données à ses employés?

2. Quel est actuellement le montant total de la prime?

3. Quel est le montant global de l'assurance?

4. Quelles sont les compagnies d'assurance qui ont émis ces polices et quel est le montant global des polices émises par chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. McMaster:

1. \$106,512.28.

2. \$23,222.31.

3. \$1,523,716.14.

4. (Canada Life Assurance Co.,) Sun Life Assurance Co, \$1,185,766.14; Travellers' Insurance Co., \$337,950.00.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 229) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 220) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendement sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi de certaines matières spéciales de procédures".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, un comité plénier d'un projet de résolution relative au bill (No 230) intitulé: "Loi accordant un octroi à la compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent, limitée, relativement à un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent, entre la côte sud et la côte nord".

L'honorable M. Laferté propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Laferté informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre de la colonisation, de la chasse et des pêcheries, à la Compagnie de transport du Bas St-Laurent, Limitée, (*The Lower St. Lawrence Transportation, Limited*), un montant annuel

de cinquante mille dollars, pendant une période de temps n'excédant pas cinq années, pour l'établissement et le maintien, par la compagnie, pendant la saison de navigation de chacune des années 1930 à 1934, inclusivement, de services réguliers de bateaux entre la côte sud et la côte nord du fleuve Saint-Laurent:

a. de Rimouski à la Pointe-aux-Outardes, avec escales aux points intermédiaires;

b. de Rimouski à la Baie Comeau et à la Baie Trinité; et,

c. de Matane à la Baie Trinité et aux Sept-Iles,—

suivant les termes et les conditions d'un contrat à intervenir à ces fins entre le ministre de la colonisation, de la chasse et des pêcheries et la dite compagnie.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 230) intitulé: "Loi accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas St-Laurent, Limitée, pour l'établissement d'un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la côte sud et la côte nord".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 233) intitulé: "Loi créant une commission d'écoles forestières".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Question par M. Guertin.—1. A quelle date le conseil provincial du prêt agricole canadien nommé en vertu de 18 George V, chapitre 30, a-t-il commencé ses activités?

2. Quels sont: a) les membres, b) le personnel dudit conseil, et quels sont les titres et attributions de chacun d'eux?

3. Quel est le salaire: a) de chacun des membres dudit conseil, b) de chacun des membres du personnel?

4. A quelle date chacun d'eux a-t-il été nommé?

5. Avant cette nomination quelle était la profession ou l'occupation de chacun d'eux?

6. Combien le conseil provincial du prêt agricole canadien a-t-il de bureaux permanents?

7. Où sont-ils situés, et à quelle date a été établi chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

L'organisation du Prêt Agricole relève du Gouvernement du Canada et le Gouvernement Provincial n'a pas les renseignements voulus pour répondre à ces questions.

Question par M. Blain.—1. Quels sont les noms des ingénieurs-forestiers dont le district d'inspection renferme des concessions forestières affermées à la "International Paper Co."?

2. Le gouvernement a-t-il, au cours des années 1927, 1928 et 1929, passé des ordres-en-conseil autorisant l'International Paper Co. à couper des bois d'un diamètre plus petit que le diamètre légal?

3. Dans l'affirmative, dans le bassin de quelles rivières?

4. Des coupes illégales ont-elles été rapportées au ministère des Terres et Forêts par ses ingénieurs ou par d'autres?

5. Quel est le montant exact des comptes pour infractions à la loi du diamètre légal envoyés à la "International Paper Co.," pour ses opérations de l'année 1929?

6. Quelle somme cette compagnie a-t-elle payée pour les dites infractions.

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Messieurs Hélie, Martel, Kieffer, Guilmette, Trottier, Roy et Boissonneault, ingénieurs-forestiers et chefs de districts.

2. Oui, en 1928 et en 1929, suivant les dispositions de la loi des inventaires forestiers.

3. Rivières Saint-Maurice, Ottawa, York, Darmouth, Pentecôte et région de l'Abitibi.

4. Oui.

5. Des comptes préliminaires pour \$8,359.50 ont été adressés à la compagnie durant l'année 1929, mais le département des Terres & Forêts attend le résultat des réinspections du printemps pour établir le montant final des réclamations pour infractions.

6. La compagnie a déjà payé \$2,666.00; le reste des comptes est en suspens en attendant la réinspection des coupes.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: En quelles années les 80,188 milles carrés des forêts de notre province ont été affermés et combien de milles carrés ont été affermés, chacune desdites années.

Sur la motion de M. Delisle, secondé par M. Thurber, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: 1. En outre des 80,188 milles carrés présentement affermés, y a-t-il eu d'autres limites à bois d'affermées dans le passé; si oui, dire en quelles années elles l'ont été; 2. Quelles ont été les limites qui ont été louées pour la coupe du bois avant et depuis la Confédération donnant pour chacune la date et le mode de location, à qui loué, la superficie originaire en milles carrés, la prime d'affermage par mille carré et le montant payé pour la prime d'affermage; 3. Quels sont les détenteurs actuels des limites à bois qui ont été affermés avant et depuis la Confédération et quelles en sont les superficies actuelles; 4. Quelles sont les limites à bois qui ont été annulées ou abandonnées depuis la Confédération.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de cette Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 11 mars 1930, pour:

Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, contrats, etc., entre le ministère de la voirie ou aucun de ses officiers et toute personne, au sujet de la confection du chemin dit Boulevard Perron dans les limites des municipalités du village Cap-Chat et de la paroisse Cap-Chat.

(Document de la Session No 73).

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date la Corporation des obligations municipales Ltée, a-t-elle déposé un sommaire conforme à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec, chaque année depuis qu'elle existe?

2. Quels étaient dans chaque cas: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 30 décembre 1924; 28 avril 1928; 7 juillet 1928; 29 juin 1929.

2. *a.* et *b.* D'après le sommaire du 20 décembre 1924: René Dupont, 116, Côte de la Montagne, Québec; J.-W. Simard, 116 Côte de la Montagne, Québec; J.-A. LaRue, 71 rue St-Pierre, Québec.

D'après le sommaire du 28 avril 1928: René Dupont, Québec; C.-E. Taschereau, Québec; J.-G. Raymond, Québec; St. Georges Lépinay, Québec.

D'après le sommaire du 7 juillet 1928: René Dupont, Québec; J.-G. Raymond, Québec; St. Georges Lépinay, Québec; Mlle H. Feuilleau, Québec.

D'après le sommaire du 29 juin 1929: René Dupont, Québec.

L'honorable M. McMaster, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1930, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 3 avril 1930.

H.-G. CARROLL.

(Document de la Session No 1A).

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, il est—

Résolu que le message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des différents ouvriers de Québec, S. R., 1925, ch. 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente un mille huit cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc, (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-et-un mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R., 1925, ch. 3, art. 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression, reliure et distribution des Statuts, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, S. R., 1925, ch. 10, art. 36 tel que modifié par la loi 16 Geo. V, ch. 14, s. 16, (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses contingentes des départements (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent soixante-dix-neuf mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Juges de la Cour des sessions de la paix, constables et messagers à Québec et à Montréal, S. R., 1925, ch. 145, arts 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des bureaux publics, asiles d'aliénés et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Rochette.—Est-ce que Monsieur Thomas Maher, ingénieur forestier, a sollicité du travail ou des contrats du gouvernement ou du Ministère des Terres et Forêts durant l'année 1929?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Oui.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 mars 1930.

Pour: Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le ministère de la voirie ou aucun de ses officiers ou toute autre personne, au sujet de la nomination de cantonniers pour Cap-Chat en 1928, et en 1929.
(*Document de la session No 74*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 mars, 1930.

Pour: Copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., au sujet de la plantation d'arbres d'ornements, le long du Boulevard Perron dans les municipalités du village Cap-Chat et la paroisse Cap-Chat, ainsi que les connaissements des arbres envoyés par le ministère de la voirie.
(*Document de la session No 75*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 2 avril, 1930.

Pour: Copie de toute correspondance relativement à "The Eureka Mines, Limited", entre toute personne et le service des mines ou tout autre département, copie de prospectus et de rapports, transmis au secrétaire de la province, au contrôleur du Revenu, par cette compagnie ou ses officiers.
(*Document de la session No 76*).

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 38, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus concernant la réorganisation de certains départements".

Bill 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Bill 53, intitulé: "Loi modifiant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec".

Bill 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill 167, intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

Bill 175, intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

Bill 177, intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité".

Bill 178, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables".

Bill 181, intitulé: "Loi modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil".

Bill 183, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques".

Bill 184, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs".

Bill 185, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'expropriation".

Bill 193, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires".

Bill 194, intitulé: "Loi modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes".

Bill 197, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill 198, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences de mariage".

Bill 205, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Bill 206, intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins".

Bill 207, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

Bill 211, intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées, relativement aux annonces dans les journaux".

Bill 213, intitulé: "Loi pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies".

Bill 214, intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats".

Bill 215, intitulé: "Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe".

Bill 221, intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

Bill 223, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts".

Bill 224, intitulé: "Loi concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé".

Bill 225, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe".

Bill 227, intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques".

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: 1. Si l'entrepreneur de l'entretien de la route nationale autour du Lac-Saint-Jean, M. E.-R. Truchon, de Roberval, a été percepteur du revenu pour la division ouest du Lac Saint-Jean et si oui, a-t-il été destitué comme percepteur; 2. Dans l'affirmative, quelle fut la raison de sa destitution; 3. Des plaintes, avaient-elles été portées contre lui et de quelle nature étaient ces plaintes.

Question par M. Blain.—1. Pendant la suspension du shérif J.-C. Lislois, de Montmagny, y a-t-il eu des vols à la prison de Montmagny?

2. Si oui, quelle est leur nature?

3. Les coupables ont-ils été punis?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Non.

2.

3.

Question par M. Blain.—1. Un nommé Roger Mercier, de Montmagny, a-t-il été condamné par le magistrat Fiset, le 2 octobre 1929, pour offense contre la Loi des liqueurs?

2. Le dit Roger Mercier a-t-il purgé sa sentence?

3. Qui était son avocat?

4. Qui a payé ses frais?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui, le 29 octobre 1929.

2. Il est actuellement à purger sa sentence à la prison de Québec.

3. M. René Paré.

4. Mercier devra les payer ou faire trois mois additionnels.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle était saisie, le jeudi 6 mars dernier:

Qu'il soit déposé devant cette Chambre:

Copie de toute correspondance échangée, depuis mai 1927 entre le, gouvernement et toute personne au sujet de la tuberculose bovine, et les épreuves à la tuberculine dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne relativement à l'éducation dans la province de Québec.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne concernant la seigneurie Thomas, dans le comté de Témiscouata.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Caron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, etc., depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'économie rurale, spécialement quant aux arts domestiques et aux petites industries de la campagne.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institutions protestantes, S. R., 1925, ch. 133, art. 464 et ch. 134, art. 5, tel que modifié par la loi 17 Geo. V, ch. 40, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à littérature et aux beaux arts:—Livres de récompenses, reliure, etc., 20,000.00; Littérature, 7,500.00; Beaux-Arts, 7,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1931.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 Geo. V, ch. 55, art. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, S. R., 1925, ch. 186, art. 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500. pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour Maladies vénériennes—Aide à la protection du public contre—pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Régistrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi: *Gazette officielle de Québec*, S. R., 1925, ch. 18, div. 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Officier spécial, côte nord du St-Laurent: traitement et dépenses de voyage (arrête ministériel No 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service maritime sur la Côte nord et des îles de la Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934. O.C. No 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service entre les îles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "The Clarke Steamship Co., Ltd", octroi *re* service hebdomadaire entre Montréal et la Côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re* service entre Rimouski et la Côte Nord, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bulletin de la Ferme: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1931, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat de la cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer, Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille cinq cent soixante-quatre dollars et trente-trois centins soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux chambres de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements (Gouvernement civil): Bureau du lieutenant-gouverneur, \$1,500.00; Département du Conseil exécutif:—service d'inspection, de vérification et de comptabilité, \$2,000.00; Département du secrétaire provincial, \$10,000.00; Département du Trésor:—Bureau de l'Auditeur, \$2,000.00; Département des Travaux Publics et du Travail, \$2,000.00; Département de l'instruction publique, \$1,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles:—École technique de Québec, \$40,000.00; École technique de Montréal, \$14,000.00; École technique de Hull, \$21,000.00; École des hautes études commerciales, \$65,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, et pour cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires (en plus du montant de \$325,000.00 autorisé par S. R., 1925, chap. 133,

art. 474, amendé par 16 Geo. V, chap. 43, sec. 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts:—Livres de récompense, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille six cent soixante-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour section d'enseignement ménager, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille cinq cent trente-sept dollars et treize centins soit ouvert à Sa Majesté pour prison de Chicoutimi: construction, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour journal d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

69. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

70. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

71. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

72. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (Voirie et mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

73. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

74. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

75. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

76. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

77. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

78. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de l'enseignement forestier:—École de papeterie: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

79. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

80. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

81. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

82. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (Colonisation, chasse et pêche), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

83. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

84. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes (en plus de \$40,000.00 autorisé par S. R., 1925, chap. 84), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

85. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

86. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à l'industrie des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

87. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commission et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

88. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistrateur: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

89. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi, *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

90. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille vingt-quatre dollars et trente-trois centins soit ouvert à Sa Majesté pour agent général pour la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande (en plus du montant de \$40,000.00 autorisé par S. R., 1925, chap. 15, art. 6, amendé par 16 Geo. V, chap. 15, sec. 2), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

91. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, octrois: Montréal, \$1,000.00; Québec, \$500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

92. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona: Local Protestant Committee, \$641.20; Comité Catholique Provincial, \$4,358.80, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

93. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté par Last Post Fund, 2ième de 10 versements annuels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

94. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maisons des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

95. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, à Arthabaska: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

96. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec: pour organisation de cours d'apprentissage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

97. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Littéraire et Historique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

98. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour Musée du Château Ramezay: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1930, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$3,422,440.79.

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$19,966,947.33.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions.

Les résolutions sont lues ainsi qu'il suit:

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1930, il sera permis de tirer au fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$3,422,440.79.

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$19,966,947.33.

Les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. McMaster ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931 et pour d'autres fins du service public."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. McMaster, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à dix heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 4 AVRIL 1930

Dix heures du matin.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 218, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux".

Bill 220, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Bill 226, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité".

Bill 229, intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice".

Bill 230, intitulé: "Loi accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas St-Laurent, Limitée, pour l'établissement d'un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la côte sud et la côte nord."

Bill 232, intitulé: "Loi concernant un octroi à l'université de Bishop's College, Lennoxville".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 26, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Bill 29, intitulé: "Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies".

Bill 39, intitulé: "Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal".

Bill 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature".

Bill 59, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Bill 99, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

Bill 158, intitulé: "Loi concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gilles".

Bill 160, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-la-Reine".

Bill 170, intitulé: "Loi modifiant les articles 502 et 503 du Code municipal".

Bill 196, intitulé: "Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 39) intitulé: "Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 158) intitulé: "Loi concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gilles", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 160) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-la-Reine", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant les articles 502 et 503 du Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 196) intitulé: "Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant:

1. Dans quelles localités de cette province le gouvernement est-il intervenu: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929,

relativement au respect de la loi du repos dominical violée par des compagnies ou corporations;

2. Quel a été le résultat de l'intervention du gouvernement dans chaque cas;

3. Y a-t-il d'autres localités où l'on a signalé au gouvernement des infractions à ladite loi et où le gouvernement n'est pas intervenu;

4. Dans l'affirmative, quelles sont ces localités et pourquoi dans chaque cas, le gouvernement n'est-il pas intervenu;

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant:

1. Combien la Commission des Liqueurs a-t-elle payé ou avancé pour traitement, salaire, gratification, honoraires, dépenses, frais de voyages ou autrement à chacun des avocats dont elle a utilisé les services, chaque année où chacun d'eux a ainsi travaillé pour ladite commission;

2. A quelle étude ou raison sociale appartenait chacun d'eux.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant:

1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des liqueurs: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929;

2. Combien de saisies ont été opérées dans chaque comté, pour chacune de ces années;

3. Qu'ont rapporté à la Commission des Liqueurs de Québec, dans chacun des comtés de la province, la vente des liqueurs; les licences, permis, etc., des brasseries; les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.; les poursuites, les amendes et les saisies, en vertu de la loi des liqueurs: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant:

1. Quels sont les noms et prénoms des avocats de la Commission des Liqueurs à qui il a été payé \$49,346.28 en 1928-29 et \$40,724.52 du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930, tel qu'il appert à la page 147 des procès-verbaux de l'Assemblée législative 1930;

2. A quelle étude ou raison sociale appartenait chacun de ces avocats;

3. Quel montant a été payé à chacun d'eux.

Sur la motion de M. Cantin, secondé par M. Rochette, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, requête en liquidation, jugement, rapports, bordereau de dividende, minutes des assemblées des inspecteurs, et spécialement celle du 12 juin 1928, relativement à la Compagnie "Terre-Haute Lumber Co., Ltd."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 32, intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

Bill 35, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux enregistrements."

Bill 169, intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec".

Bill 228, intitulé: "Loi modifiant la Loi de certaines matières spéciales de procédure."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill No 20, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931, et pour d'autres fins du service public".

Sur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verre noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 3 Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.
- 4 Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.
- 5 Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose.
- 9 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.
- 13 Loi modifiant la Loi des timbres.
- 15 Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre.
- 17 Loi modifiant l'article 423 du Code municipal.
- 19 Loi modifiant la loi concernant le département de l'agriculture.
- 22 Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada.
- 23 Loi concernant "Verdun Protestant Hospital".
- 26 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.

-
-
- 29 Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies.
 - 32 Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.
 - 35 Loi modifiant le Code civil relativement aux enregistrements.
 - 38 Loi modifiant les Statuts refondus concernant la réorganisation de certains départements.
 - 39 Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal.
 - 40 Loi validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.
 - 42 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
 - 44 Loi modifiant la Loi des licences.
 - 45 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'École polytechnique.
 - 47 Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.
 - 48 Loi modifiant la Loi des unités sanitaires.
 - 49 Loi modifiant la Loi concernant les sociétés coopératives agricoles.
 - 50 Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec.
 - 51 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.
 - 52 Loi modifiant la Loi de la Législature.
 - 53 Loi modifiant la Loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.
 - 54 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.
 - 55 Loi pour remplacer la Loi du paiement des pénalités.
 - 56 Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires.
 - 57 Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu.
 - 58 Loi modifiant la Loi des statistiques judiciaires.
 - 59 Loi modifiant le Code municipal.
 - 60 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
 - 61 Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation de certaines utilités publiques.
 - 62 Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain.
 - 63 Loi modifiant la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.
 - 64 Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.
 - 65 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.
 - 66 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.
 - 67 Loi modifiant la Loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec.
 - 68 Loi modifiant la Loi des musées de la province.
 - 69 Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province.
 - 70 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles.
 - 72 Loi modifiant la Loi de l'inspection des hôtels.
 - 73 Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.
 - 74 Loi modifiant la Loi de l'inspection des échafaudages.

-
-
- 99 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
 - 103 Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.
 - 114 Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company".
 - 120 Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.
 - 122 Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada.
 - 128 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 136 Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos.
 - 149 Loi autorisant "Last Post Fund" à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.
 - 150 Loi modifiant la charte de "Quebec Labrador Railway Company".
 - 151 Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "E. B. Eddy Company, Limited".
 - 154 Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.
 - 155 Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.
 - 156 Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord".
 - 157 Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci.
 - 158 Loi concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies.
 - 159 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.
 - 160 Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine.
 - 167 Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.
 - 169 Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.
 - 170 Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eaux municipaux.
 - 174 Loi modifiant l'article 642 du Code municipal.
 - 175 Loi modifiant la Loi du barreau.
 - 177 Loi modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité.
 - 178 Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables.
 - 181 Loi modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil.
 - 182 Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels.
 - 183 Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques.
 - 184 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.
 - 185 Loi modifiant la Loi de l'expropriation.
 - 193 Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires.
 - 194 Loi modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes.
 - 196 Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.
 - 197 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
 - 198 Loi modifiant la Loi des licences de mariage.

-
- 200 Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.
 - 201 Loi modifiant la Loi des établissements industriels.
 - 202 Loi modifiant la Loi des compagnies minières de Québec.
 - 203 Loi modifiant la Loi concernant les cercles agricoles.
 - 204 Loi modifiant la Loi concernant les sociétés d'agriculture.
 - 205 Loi modifiant la Loi de la chasse.
 - 206 Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins.
 - 207 Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.
 - 208 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.
 - 209 Loi modifiant la Loi des habitations salubres.
 - 210 Loi concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district.
 - 211 Loi modifiant la Loi des vues animées, relativement aux annonces dans les journaux.
 - 213 Loi pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies.
 - 214 Loi modifiant la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats.
 - 215 Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe.
 - 216 Loi modifiant la Loi de la commission des services publics.
 - 217 Loi autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique.
 - 218 Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux.
 - 219 Loi modifiant la Loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.
 - 220 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.
 - 221 Loi modifiant la Loi des paratonnerres.
 - 222 Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation.
 - 223 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts.
 - 224 Loi concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé.
 - 225 Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe.
 - 226 Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.
 - 227 Loi modifiant la Loi des écoles techniques.
 - 228 Loi modifiant la Loi de certaines matières spéciales de procédure.
 - 229 Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice.
 - 230 Loi accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas Saint-Laurent, Limitée, pour l'établissement d'un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la côte sud et la côte nord.
 - 232 Loi concernant un octroi à l'université de "Bishop's College, Lennoxville.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills”.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

20 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: “Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur don et sanctionne ce bill”.

Après quoi il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de clore la troisième session de la dix-septième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est particulièrement agréable de donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux lois que vous avez adoptées durant cette session qui vient de se terminer.

Des projets de loi d'une grande importance pour toutes les classes de notre population vous ont été soumis au cours de vos délibérations: projets relatifs à l'agriculture et à la colonisation; réglementation des droits sur les successions; création d'une commission composée d'économistes pour étudier les divers systèmes d'assurance sociale, de placement familial, de pension de vieillesse et autres problèmes sociaux.

A l'étude de cette législation vous avez apporté un soin et un discernement conformes aux meilleurs intérêts de notre province et je forme des vœux pour que ces lois obtiennent tous les bons résultats que vous attendez.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition de chacun de nos départements les crédits nécessaires à leur bonne administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier de tout le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux, et de répandre ses bienfaits sur toute notre population.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit, :

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

Séance du 5 février 1930.

Seul le député à qui l'on a imputé des propos qu'il n'aurait pas tenus peut nier avoir tenu ces propos.

Séance du 11 février 1930.

Il est irrégulier de proposer de renvoyer de nouveau un bill au comité plénier avec instruction d'en retrancher un article, si la chambre a déjà rejeté une motion proposant de renvoyer de nouveau le bill au comité plénier avec instruction d'en retrancher cet article en même temps que d'autres.

Séance du 26 mars 1930.

Un bill ne peut être présenté par un simple député si l'application des dispositions qu'il contient doit entraîner une augmentation de dépense pour le gouvernement dans l'exécution de travaux publics.

Séance du 27 mars 1930.

Sur une motion de deuxième lecture, un amendement proposé sous la forme d'une résolution est irrégulier s'il n'énonce aucune raison particulière à l'encontre de la deuxième lecture.

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1930

3e SESSION DE LA 17ième LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 7 janvier 1930.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Godbout, secondé par M. McDonald.

Les Chambres sont prorogées le 4 avril 1930.

Séances.....	62
Pétitions présentées relativement à des bills.....	85
Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	34
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	232
Avis de questions.....	235
Avis de motions proposant le vote d'ordres ou d'adresses.....	38
Avis de motions relatifs à la présentation de bills.....	135
Séances de comités pléniers consacrées à l'étude de bills.....	227
Séances du comité des subsides.....	25
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents.....	1
Rapports du comité des bills privés en général.....	20
“ “ des chemins de fer, etc.....	5
“ “ des règlements.....	14
“ “ des bills publics en général.....	31
“ “ des comptes publics.....	1
“ “ des privilèges et élections.....	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc.....	1
“ “ de l'industrie et du commerce.....	1
“ “ de la bibliothèque de la législature.....	1
“ “ du code municipal.....	4
“ “ des impressions législatives.....	1

E. R. ALLEYN,

Greffier des archives.



INDEX

DES

Journaux de l'Assemblée législative DE QUÉBEC

20 GEORGE V, 1930

ABRAMHAM, FREDERICK GERALD:—Loi changeant le nom de—
en celui de Charters.—(Voir *BILLS, No 93.*)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir *TRIBUNAUX JUDICIAIRES.*)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Proposée par M.
Godbout, secondé par M. McDonald, 14; débat, 14; reprise du
débat, 14; 21; 25, 30, 33, 34, 37, 41; amend., 41; rejeté, 43; adoption
de l'adresse, 43. (Voir *DISCOURS DU TRÔNE.*)

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir *Docu-
MENTS DE LA SESSION.*)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité de l'):—(Voir
COMITÉS.)

AGRICULTURE:—

1. Loi concernant les écoles d'—.(Voir *BILLS, No 4.*)
2. Loi concernant le département de l'—.(Voir *BILLS, No 19.*)
3. Loi concernant les cercles agricoles.—(Voir *BILLS, No 203.*)
4. Loi concernant les sociétés d'—.(Voir *BILLS, No 204.*)
5. (Voir *SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE; SYNDICATS COOPÉRATIFS.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la
Session" et "Questions".

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE:—(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR.)

ALIÉNÉS:—Loi des asiles d'—(Voir BILLS, *No 21.*)

ALLARD, Paul:—Loi concernant le Collège des dentistes et—. (Voir BILLS, *No 85.*)

ALMA & JONQUIÈRES:—Loi concernant la compagnie de chemin de fer—. (Voir BILLS, *No 89.*)

AMOS:—(Voir SAINTE-THÉRÈSE d'—.)

ANGLO CANADIAN INSURANCE CO., LTD.:—Loi concernant—. (Voir BILLS *No 109.*)

ANIMAUX SAUVAGES EN CAPTIVITÉ:—

1. Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No. 41.*)

2. Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 226.*)

ARRONDISSEMENTS DE VOTATION:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 222.*)

ARTHABASKA:—

1. Loi accordant juridiction concurrente au tribunal d'—sur certains cantons de Richmond et Wolfe.—(Voir BILLS, *No 215.*)

2. (Voir DRUMMOND.)

ASILES D'ALIÉNÉS:—(Voir ALIÉNÉS.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 3; pour la sanction de certains bills, 260; à la clôture de la session, 390.

Ajourne à une heure plus tôt que celle fixée par le règlement, 34, 50; à une heure plus tard, 211, 241.

Décide d'avoir deux séances par jour, 310; trois séances, 334.

Proclamation convoquant l'—, II.

Séance suspendue, 2.

ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES:—Loi concernant l'—. (Voir BILLS, *No 115.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ASSURANCES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS, No 66.*)
2. (Voir *FABRIQUES DE DIOCÈSES.*)

ASSURANCE SOCIALE:—Loi concernant une commission pour système d'—. (Voir *BILLS, No 69.*)

AUTOMOBILES:—(Voir *VÉHICULES.*)

AVOCATS:—(Voir *BARREAU.*)

BAGOTVILLE:—Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 82.*)

BARREAU:—

1. Loi du—. (Voir *BILLS, No 175.*)
2. Loi relative à l'admission des femmes au—. (Voir *BILLS, No 186.*)
3. Loi concernant le—et Cedric Hands—. (Voir *BILLS, No 75.*)
4. Loi concernant le—et Maurice Hartt—. (Voir *BILLS, No 133.*)

BEAUCEVILLE:—Loi concernant—et Beauceville-Est.— (Voir *BILLS, No 154.*)

BEAUHARNOIS LIGHT HEAT & POWER CO.:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 113.*)

BEAUHARNOIS RY. CO.:—Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 114.*)

BÉNÉFICIAIRES:—Loi de la saisine de certains—. (Voir *BILLS, No 56.*)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir *COMITÉS.*)
2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour—, 36; députés nommés par l'Assemblée, 37.
3. Rapport du bibliothécaire, déposé, 279. (*No 63.*)

BILLS:—

No 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation (M. Taschereau), 8.

No 2.—Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.—Résolution renv. à comité pl., 30; en comité pl., concours, 206. Bill présenté (M. Taschereau), 2e et 3e lect., 207. Message du C. L. avec amend., 225; concours, 226. Sanction, 260. (20 Geo. V, c. 13.)

No 3.—Loi pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.—Bill présenté (M. Taschereau), 128. Résolutions renv. à comité pl., 132; étude en comité, concours, 276; bill renv. à comité, 276; rapporté, 310; 3e lect., 322. Message du C. L., 364. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 88.)

No 4.—Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société Coopérative Fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—Résolution renv. à comité pl., 175; en comité, 228, 231, 233; concours, 234. Bill présenté (M. Perron), 2e et 3e lect., 234. Message du C. L., 324. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 7.)

No 5.—Loi concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose.—Bill présenté (M. David), 230. Résolutions renv. à comité pl., 231; concours, 251; 2e lect. du bill; en comité pl., 251; 3e lect., 257. Message du C. L., 323. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 83.)

No 6.—Loi modifiant les articles 106 et 2262 du Code civil.—Présentation, (M. Taschereau), 23; renv. à comité, 115; rapporté, 151; 3e lect., 168. Message du C. L., 196. Sanction, 260. (20 Geo. V, c. 98.)

No 7.—Loi concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants.—Présentation (M. Taschereau), 23; renv. à comité, 101; rapporté, 113; 3e lect., 126. Message du C. L. avec amend., 1ère lect., 139; concours, 142. Sanction, 260. (20 Geo. V, c. 123.)

No 8.—Loi modifiant la Loi de la nomination des constables.—Présentation (M. Taschereau), 24; bill retiré, 149.

No 9.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux registres tenus par les juges de paix.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 149; rapporté, 229; en comité pl., 237; 3e lect., 238. Message du C. L., avec amend., concours, 318. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 68.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 10.—Loi modifiant la Loi des coroners.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 101; rapporté, 128; 3e lect., 162. Message du C. L., 204. Sanction, 260. (20 Geo. V, c. 69.)

No 11.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 61; rapporté, 62; 3e lect., 67. Message du C. L., 116. Sanction, 260. (20 Geo. V, c. 102.)

No 12.—Loi modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 61; rapporté, 62; 3e lect., 67. Message du C. L., 116. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 96.)

No 13.—Loi modifiant la Loi des timbres.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 168; rapporté, 229; 3e lect., 238. Message du C. L., 311. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 23.)

No 14.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 67; rapporté, 128; 3e lect., 138. Message du C. L., 165. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 24.)

No 15.—Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 198; rapporté, 229; 3e lect., 245. Message du C. L., 311. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 74.)

No 16.—Loi modifiant la Loi des palais de justice et prisons.—Présentation (M. Taschereau), 24; renv. à comité, 101; rapporté, 128; 3e lect., 143. Message du C. L., 166. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 71.)

No 17.—Loi modifiant l'article 423 du Code municipal—Présentation (M. Taschereau), 25; renv. à comité, 175; rapporté, 230; 3e lect., 281. Message du C. L., 323. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 106.)

No 18.—Loi modifiant la Loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers.—Présentation (M. Perron), 118; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 213. Message du C. L., 258. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 39.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 19.—Loi concernant le département de l'agriculture.—Présentation (M. Perron), 118; 2e lect., 221; 3e lect., 226. Message du C. L., 318. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 35.)

No 20.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931, et pour d'autres fins du service public.—Présentation (M. McMaster), 2e et 3e lect., 385. Message du C. L., 390. Sanction, 394. (20 Geo. V, c. 1.)

No 21.—Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés.—Présentation (M. David), 32; bill retiré, 122.

No 22.—Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites Sœurs et le Trust général du Canada.—Résolution renv. à comité, 158; en comité, concours; bill présenté, 2e lecture, 220; 3e lect., 226. Message du C. L., avec amend., concours, 318. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 12.)

No 23.—Loi concernant *Verdun Protestant Hospital*.—Résolutions renv. à comité, 108; en comité, concours, 207. Bill présenté, 2e lect., 208; 3e lect., 220. Message du C. L., 311. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 11.)

No 24.—Loi modifiant la Loi des vues animées.—Présentation (M. Taschereau), 104; renv. à comité, 143; rapporté, 151; 3e lect., 162. Message du C. L., 204. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 75.)

No 26.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Résolutions renv. à comité pl., 245; en comité, 1e et 2e lect., concours, 265. Bill présenté (M. McMaster), 242; 2e lect., renv. à comité pl., 274; en comité, rapporté, 294; 3e lect., 304. Message du C. L., avec amend., 386; concours, 387. Sanction, 390. (20 Geo. V, c. 28.)

No 27.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.—Présentation (M. Taschereau), 104; renv. à comité, 132; rapporté, 151; ordre révoqué, renv. de nouveau à comité, 168; rapporté (rejeté), 343.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 28.—Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc.—Présentation (M. Taschereau), 242; renv. à comité, 259; rapporté (rejeté), 310.

No 29.—Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies.—Présentation (M. Taschereau), 169; renv. à comité, 277; rapporté, 310; 3e lect., 322. Message du C. L. avec amend., 386; concours, 387. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 87.)

No 30.—Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture.—Présentation (M. Laferté), 105; 2e et 3e lecture, 143. Message du C. L., 166. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 40.)

No 32.—Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.—Présentation (M. David), 242; renv. à comité, 313; rapporté, 317; 3e lect., 329. Message du C. L., 390. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 60.)

No 34.—Loi modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau), 230; renv. à comité, 239.

No 35.—Loi modifiant le Code civil relativement à certains enregistrements.—Présentation (M. Taschereau), 256; renv. à comité, 295; rapporté, 323; 3e lect., 332. Message du C. L., 390. Sanction 391. (20 Geo. V, c. 101.)

No 36.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs de certaines corporations.—Présentation (M. Taschereau), 256; renv. à comité, 315; rapporté (retiré), 324.

No 37.—Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.—Présentation (M. Taschereau), 104; renv. à comité, 132; rapporté, 151; 3e lect., 163. Message du C. L., 204. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 127.)

No 38.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, concernant la réorganisation de certains départements.—Présentation (M. Perrault), 165; 2e et 3e lect., 306. Message du C. L., 375. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 19.)

No 39.—Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal.—Présentation (M. David), 324; amend.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

proposé à la motion de 2e lecture rejeté, 2e lect., 354; 3e lect., 356. Message du C. L., avec amend., 386; concours, 387. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 61.)

No 40.—Loi validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.—Présentation (M. McMaster), 181; 2e et 3e lect., 222. Message du C. L., 283. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 29.)

No 41.—Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.—Bill présenté (M. Laferté), 119; résolutions renv., à comité pl., 122; en comité, concours, 186; 2e lect. du bill 187; 3e lect., 197. Message du C. L., 259. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 44.)

No 42.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Bill présenté (M. Perrault), 142; résolution renv., à comité pl., 213; en comité, 1ère et 2e lect., concours, 304. 2e et 3e lect., du bill, 305. Message du C. L., 375. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 41.)

No 44.—Loi modifiant la Loi des licences.—Présentation (M. McMaster), 243; 2e et 3e lect., 297. Message du C. L., 346. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 24.)

No 45.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique.—Résolutions renv., à comité pl., 335, en comité, concours, 338. Bill présenté (M. Galipeault), 2e et 3e lect., 338. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 62.)

No 46.—Loi ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.—Présentation (M. Taschereau), 128; renv., à comité, 149; rapporté, 165; 3e lect., 197. Message du C. L., 259. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 122.)

No 47.—Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.—Présentation (M. McMaster), 181; 2e lect., en comité pl., 227; 3e lect., 228. Message du C. L., 318. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 31.)

No 48.—Loi modifiant la Loi des unités sanitaires.—Présentation (M. David), 147; 2e lect., en comité pl., 221; ordre de 3e lect. révoqué, de nouveau en comité pl., 3e lect., 231. Message du C. L., avec amend., 318; concours, 319. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 82.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

No 49.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.—Présentation (M. Perron), 128; 2e lect., en comité pl., 255; 3e lect., 257. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 38.)

No 50.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec.—Présentation (M. Perron), 128; 2e lect., en comité pl., 256; 3e lect., 257. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 91.)

No 51.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—Présentation (M. Perron), 128; 2e lect., 257; 3e lect., 265. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 148.)

No 52.—Loi modifiant la Loi de la Législature.—Présentation (M. Taschereau), 151; renv., à comité, 245; rapporté, 278; 3e lect., 297. Message du C. L., avec amend., concours, 387. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 17.)

No 53.—Loi modifiant la loi 3 Georges V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.—Présentation (M. Mercier), 317; 2e lect., en comité pl., 336; 3e lect., 337. Message du C. L., 375. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 34.)

No 54.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.—Présentation (M. McMaster), 242; 3e et 3e lect., 296. Message du C. L., 346. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 26.)

No 55.—Loi modifiant la Loi du paiement des pénalités.—Présentation (M. Taschereau), 181; renv., à comité, 214; rapporté, 229; 3e lect., 245. Message du C. L., avec amend., 1ère lect., 345; concours, 356. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 73.)

No 56.—Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires.—Présentation (M. McMaster), 212; 2e lect., en comité pl., 221; progrès rapporté; de nouveau renv., à comité, 222; rapporté, 224; 3e lect., 238. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 30.)

No 57.—Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu.—Présentation (M. McMaster), 242; 2e et 3e lect., 296. Message du C. L., 346. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 22.)

BILLS:—*Suite.*

No 58.—Loi modifiant la Loi des statistiques judiciaires.—Présentation (M. David), 204; renv., à comité, 240; rapporté, 256; 3e lect., 275. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 72.)

No 59.—Loi modifiant le Code municipal.—Présentation (M. Taschereau), 151; renv., à comité, 245; rapporté, 310; 3e lect., 320. Message du C. L., avec amend., concours, 387. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 103.)

No 60.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Taschereau), 151; renv., à comité, 245; rapporté, 278; 3e lect., 320. Message du C. L., 375. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 47.)

No 61.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation des utilités publiques.—Présentation (M. Taschereau), 151; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 239. Message du C. L., 311. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 53.)

No 62.—Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain.—Présentation (M. Taschereau), 151; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 239. Message du C. L., avec amend., concours, 365. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 94.)

No 63.—Loi modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.—Présentation (M. Taschereau), 152; renv. à comité, 239; 3e lect., 258. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 52.)

No 64.—Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.—Résolution renv. à comité pl., 187; recommandation du L. G., concours, 227. Bill présenté, 2e et 3e lect., 227. Message du C. L., 311. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 79.)

No 65.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.—Présentation (M. Taschereau), 230; renv. à comité, 246; rapporté, 248; 3e lect., 258. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 66.)

No 66.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.—Résolutions renv., à comité pl., 281; en comité, concours, 306. Bill présenté (M. McMaster), 279; 2e et 3e lect., 307. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 90.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 67.—Loi modifiant la loi 18 Georges V, Chapitre 3 concernant le palais de justice du district de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 167, en comité, 330; de nouveau en comité, 1ère lect., 333; amend., proposé à la motion de 2e lecture rejeté, 335; 2e lect., des résolutions, concours, 336. Bill présenté (M. Galipeault), 2e et 3e lect., 336. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 6.)

No 68.—Loi modifiant la Loi des musées de la province.—Résolutions renv., à comité pl., 167; en comité pl., concours, 320. Bill présenté (M. Galipeault), 321; amend., proposé à la motion de 2e lecture; point d'ordre soulevé, maintenu, 2e et 3e lect., 321. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 64.)

No 69.—Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale dans la province.—Bill présenté (M. Galipeault), 165; résolutions renv. à comité pl., 201; en comité pl., concours, 307. 2e et 3e lect. du bill, 320. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 14.)

No 70.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles.—Présentation (M. David), 230; 2e et 3e lect., 258. Message du C. L., 323. Sanction, 391. (20 Geo. V c. 55.)

No 72.—Loi modifiant la Loi de l'inspection des hôtels.—Présentation (M. McMaster), 279; 2e et 3e lect., 308. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 81.)

No 73.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.—Présentation (M. Mercier), 230; 2e et 3e lect., 296. Message du C. L., 364. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 33.)

No 74.—Loi modifiant la Loi de l'inspection des échafaudages.—Présentation (M. Galipeault), 181; 2e et 3e lect., 245. Message du C. L., 311. Sanction, 391. (20 Geo. V, c. 77.)

No 75.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Bercovitch), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 38; 3e lect., 48. Message du C. L., 138. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 181.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 76.—Loi modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.—Pétition, 17; rapporté, 27. Bill présenté (M. Vautrin), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 38; ordre de renv. à comité pl., révoqué, de nouveau renv. à comité, 48; rapporté, 52; en comité pl., de nouveau renv. au comité des bills publics, 63; rapporté à la Chambre, 70; 3e lect., 120. Message du C. L., 138. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 141.)

No 77.—Loi modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.—Pétition, 17; rapport 27, Bill présenté (M. Vautrin), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 96; 3e lect., 103. Message du C. L., 138. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 143.)

No 78.—Loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Bouthillier), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 62; 3e lect., 67. Message du C. L., 122. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 163.) Motion pour remboursement des droits rejetée, 341.

No 79.—Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.—Pétition, 22, rapport, 27. Bill présenté (M. Cohen), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 38; 3e lect., 49, Message du C. L., 116. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 187.)

No 80.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Cantin), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 38; en comité pl., rapp., 3e lect., 48. Message du C. L., 116. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 57.)

No 81.—Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.—Pétition, 26; rapport, 31. Bill présenté (M. Thurber), 32; renv. à comité, 35; rapporté, 59; 3e lect., 64. Message du C. L., 135. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 168.)

No 82.—Loi déterminant la limite est de la ville de Bagotville.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Delisle), 28; renv. à comité, 34; rapporté, 118; 3e lect., 133. Message du C. L., avec amend., 196; concours, 196. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 120.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 83.—Loi modifiant la charte de “les Pères Eudistes de la province de Québec”.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Bédard), 29; renv. à comité, 34; rapporté, 38; 3e lect., 49. Message du C. L., 145. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 152.) Remboursement des droits, 292.

No 84.—Loi constituant en corporation la Congrégation Bnai Israel.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Bercovitch), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 70; 3e lect., 111. Message du C. L., 166. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 158.)

No 85.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.—Pétition, 16; rapport, 53. Bill présenté (M. Marchand), 53; renv. à comité, 62; rapporté, 70; 3e lect., 102. Message du C. L., 138. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 184.)

No 86.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Plante), 28; rem. à comité, 33; rapporté, 62; 3e lect., 68. Message du C. L., avec amend., 116; concours, 117. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 147.)

No 87.—Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.—Pétition, 26; rapport, 60. Bill présenté (M. Marchand), 60; renv. à comité, 65; rapporté, 134; 3e lect., 146. Message du C. L., 196. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 114.)

No 88.—Loi ratifiant le règlement No 187, nouvelle série, de la ville Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à la *Dominion Rubber Company, Limited*.—Pétition, 31; rapport, 60. Bill présenté (M. Vautrin), 60; renv. à comité, 65; rapporté, 134; 3e lect., 146. Message du C. L., avec amend., 196; concours, 197. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 176.)

No 89.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières.—Pétition, 25; rapport, 39. Bill présenté (M. Delisle), 40; renv. à comité, 50; rapporté, 59; en comité pl., progrès rapporté, 65; de nouveau en comité pl., 3e lect., 98. Message du C. L., 138. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 130.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

BILLS:—Suite.

No 90.—Loi modifiant la charte de *Montreal Trust Company*.—Pétition, 25; rapport, 31. Bill présenté (M. Cohen), 32; renv. à comité, 35; rapporté, 44; 3e lect., 63. Message du C. L., 116. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 139.)

No 91.—Loi modifiant la charte de la *Shawinigan Water and Power Company*.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Grant), 32; renv. à comité, 35; rapporté, 44; en comité pl., progrès rapporté, 98; amend. proposé à la motion pour étude en comité pl. à l'effet que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics, lequel amend. est rejeté; étude en comité pl., rapporté, 101; diverses motions pour aller en comité plen., proposées à la motion de 3e lect., rejetées; 3e lect., 108. Message du C. L., 145. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 137.)

No 92.—Loi modifiant la charte de la *Quebec & Western Railway Company*.—Pétition, 22; rapport, 27. Bill présenté (M. Drouin), 29; renv. à comité, 34; rapporté, 88; en comité pl., 123; 3e lect., 146. Message du C. L., avec amend., 196; concours, 197. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 134.)

No 93.—Loi changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Smart), 28; renv. à comité, 34; rapporté, 38; 3e lect., 48. Message du C. L., 116. Sanction, 261. (20 Geo. V, c. 186.)

No 94.—Loi ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.—Pétition, 16; rapport, 38. Bill présenté (M. Roy), 40; renv. à comité, 50; rapporté, 52; 3e lect., 63. Message du C. L., avec amend., 116; concours, 116. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 179.)

No 95.—Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Marchand), 32; renv. à comité, 59; 3e lect., 64. Message du C. L., avec amend., 1ère lect., 139; concours, 144. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 116.)

No 96.—Loi validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la *Dominion Bridge Company, Limited*.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Marchand), 32; renv. à comité, 35; rapporté, 52; 3e lect., 101. Message du C. L., avec amend., 1ère lect., 139; concours, 159. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 174.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 97.—Loi autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse.—Pétition, 26; rapport, 39. Bill présenté (M. Grant), 39; renv. à comité, 50; rapporté, 104; 3e lect., 123. Message du C. L., 166. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 161.)

No 98.—Loi refondant la charte de la cité de Lévis.—Pétition, 26; rapport, 39. Bill présenté (M. Roy), 39; renv. à comité, 50; rapporté, 53; ordre d'aller en comité pl. révoqué; renv. de nouveau à comité, 64; rapporté, 70; 3e lect., 115. Message du C. L., avec amend., concours, 205. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 98.)

No 99.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Pétition, 35; rapport, 118. Bill présenté (M. Power), 118; renv. à comité, 127; rapporté, 224; 3e lect., 231. Message du C. L., avec amend., 387; concours, 388. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 110.)

No 101.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis".—Pétition, 16; rapport, 44. Bill présenté (M. Roy), 45; rem. à comité, 52; rapporté, 70; 3e lect., 103. Message du C. L., 138. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 154.) Remboursement des droits, 275.

No 102.—Loi concernant *University Club of Montreal*.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Marchand), 29; renv. à comité, 34; rapporté, 38; 3e lect., 49. Message du C. L., 122. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 149.)

No 103.—Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.—Pétition, 35; rapport, 39. Bill présenté (M. Marchand.), 40; renv. à comité, 50; rapporté, 59; en comité pl., progrès rapporté, 64; ordre d'aller en comité pl., révoqué, renv. de nouveau en comité, 111; rapporté, 118; 3e lect., 127. Message du C. L., avec amend., concours, 311. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 113.)

No 104.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 26; rapport, 31. Bill présenté (M. Frigon), renv. à comité, 36; rapporté, avec recommandation de retirer le bill, concours, 113. Remboursement des droits, 126.

No 105.—Loi modifiant la charte de "La Congrégation du Très Saint-Rédempteur".—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Ro-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

chette), 32; renv. à comité, 35; rapporté, 45; 3e lect., 63. Message du C. L., avec amend., concours, 123. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 151.) Remboursement de l'amende, 313.

No 106.—Loi constituant en corporation "L'Œuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil".—Pétition, 35; rapport, 44. Bill présenté (M. Drouin), 46; renv. à comité, 52; rapporté, 62; 3e lect., 68. Message du C. L., 122. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 155.) Remboursement des droits, 280.

No 107.—Loi constituant en corporation *St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church*.—Pétition, 17; rapport, 39. Bill présenté (M. Smart), 39; renv. à comité, 49; rapporté, 96; 3e lect., 112. Message du C. L., 166. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 157.) Remboursement des droits, 275.

No 108.—Loi autorisant Gédéon Frédette et al. à vendre certains biens substitués.—Pétition, 22; rapport, 51. Bill présenté (M. Bouthillier), 51; renv. à comité, 58; rapporté, 88; 3e lect., 111. Message du C. L., 145. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 162.) Motion pour remboursement des droits rejetée, 341.

No 109.—Loi concernant *Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited*.—Pétition, 17; rapport, 44. Bill présenté (M. Vautrin), 46; renv. à comité, 51; rapporté, 62; 3e lect., 68. Message du C. L., avec amend., concours, 123. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 140.)

No 110.—Loi concernant la succession de Maurice Gougeon.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Marchand), 32; renv. à comité, 35; rapporté, 88; 3e lect., 111. Message du C. L., avec amend., concours, 168. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 164.)

No 111.—Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.—Pétition, 23; rapport, 44. Bill présenté (M. Marchand), 45; renv. à comité, 51; rapporté, 117; en comité pl., 138; 3e lect., 145. Message du C. L., 204. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 124.)

No 112.—Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.—Pétition, 35; rapport, 39. Bill présenté (M. Poulin), 40; renv. à comité, 50; rapporté, 88; 3e lect., 116. Message du C. L., 168. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 126.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

No 113.—Loi modifiant la charte de la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*.—Pétition, 27; rapport, 51. Bill présenté (M. Papineau), 51; renv. à comité, 59; rapporté, 70; en comité pl., 115; 3e lect., 159. Message du C. L., 225. Sanction 262. (20 Geo. V, c. 136.)

No 114.—Loi constituant en corporation *Beauharnois Railway Company*.—Pétition, 26; rapport, 51. Bill présenté (M. Papineau), 51; renv. à comité, 59; rapporté, 88; en comité pl., 159, 185, 243; 3e lect., 243. Message du C. L. avec amend., 318; concours, 319. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 131.)

No 115.—Loi concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec.—Pétition 60; rapport, 60. Bill présenté (M. Plante), 60; renv. à comité, 65; rapporté (retiré), 104.

No 116.—Loi modifiant la charte de la ville de Lennoxville.—Pétition, 25; rapport, 60. Bill présenté (M. Crépeau), 60; renv. à comité, 65; rapporté, 96; 3e lect., 112. Message du C. L., 145. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 117.)

No 117.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens.—Pétition, 22; rapport, 27. Bill présenté (M. Drouin), 29; renv. à comité, 34; rapporté, 38; 3e lect., 49. Message du C. L., 116. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 183.)

No 118.—Loi concernant la succession de feu Blanche-Celema *alias* Celina St-Denis.—Pétition, 26; rapport, 53. Bill présenté (M. Thurber), 53; renv. à comité, 65; rapporté, 96; 3e lect., 112. Message du C. L. avec amend., concours, 145. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 170.)

No 119.—Loi modifiant la charte de "Les Rentiers de l'avenir".—Pétition, 25; rapport, 39. Bill présenté (M. Drouin), 46; renv. à comité, 58; rapporté (retiré), 263.

No 120.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.—Pétition, 31; rapport, 39. Bill présenté (M. Delisle), 40; renv. à comité, 50; rapporté, 96; 3e lect., 126. Message du C. L. avec amend., concours, 311. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 118.)

No 121.—Loi modifiant la loi de l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec.—Pétition, 30; rapport, 44. Bill pré-

BILLS:—*Suite.*

senté (M. Vautrin), 46; renv. à comité, 52; rapporté, 62; en comité pl., 68; 3e lect., 87. Message du C. L. avec amend., 1ère lect., 139; concours, 144. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 150.)

No 122.—Loi modifiant la charte des Prévoyants du Canada.—Pétition, 27; rapport, 39. Bill présenté (M. Drouin), 45; renv. à comité, 51; rapporté, 104; ordre révoqué, renv. de nouveau à comité, 138; rapporté, 188; 3e lect., 223. Message du C. L. avec amend., concours, 284. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 142.)

No 123.—Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de La Tuque.—Pétition, 26; rapport, 39. Bill présenté (M. Grant), 39; renv. à comité, 50; rapporté, 104; 3e lect., 123. Message du C. L. avec amend., concours, 166. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 177.)

No 124.—Loi constituant en corporation *Christian and Missionary Alliance in Québec*.—Pétition, 17; rapport, 38. Bill présenté (M. Smart), 39; renv. à comité, 50; rapporté, 96; 3e lect., 112. Message du C. L., 166. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 156.) Remboursement des droits, 275.

No 125.—Loi modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.—Pétition, 31; rapport, 39. Bill présenté, (M. Côté), 40; renv. à comité, 50; rapporté, 69; 3e lect., 102. Message du C. L. avec amend., 1ère lect., 139; concours, 144. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 146.) Remboursement des droits, 332.

No 126.—Loi concernant la succession de feu Joseph-Arthur Ville-neuve.—Pétition, 26; rapport, 31. Bill présenté (M. Plante), 31; renv. à comité, 35; rapporté, 59; 3e lect., 64. Message du C. L., 116. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 171.)

No 127.—Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.—Pétition, 31; rapport, 44. Bill présenté (M. Plante), 45; renv. à comité, 51; rapporté, 59; 3e lect., 64. Message du C. L., avec amend., 116; concours, 117. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 165.)

No 128.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Vautrin), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 199; en comité pl., 222; 3e lect., 228. Message du C. L., 318. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 58.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 129.—Loi déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal.—Pétition, 26; rapport, 39. Bill présenté (M. Plante), 40; renv. à comité, 50; rapporté (retiré), 224.

No 130.—Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt.—Pétition, 26; rapport, 51. Bill présenté (M. Grant), 51; renv. à comité, 59; rapporté, 69; 3e lect., 102. Message du C. L. avec amend., 139; 1ère lect., 140; concours, 145. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 119.)

No 131.—Loi ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan-Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt No 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais.—Pétition, 26; rapport, 39. Bill présenté (M. Frigon), 40; renv. à comité, 51; rapporté, 69; 3e lect. sur division, 101. Message du C. L. avec amend., concours, 205. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 175.)

No 132.—Loi constituant en corporation la *Montreal Mutual Insurance Company*.—Pétition, 23; rapport, 44. Bill présenté (M. Vautrin), 45; renv. à comité, 69; rapporté, 113; 3e lect. avec titre modifié: "Loi constituant en corporation la *Select Mutual Insurance Company*", 124. Message du C. L., 166. Sanction, 262. (20 Geo. V, c. 144.)

No 133.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examen.—Pétition, 22; rapport, 88. Bill présenté (M. Cohen), 89; renv. à comité, 98; rapporté, 150; 3e lect., 163. Message du C. L., 225. Sanction, 263. (20 Geo. c. 182.)

No 134.—Loi constituant en corporation *The Pension Fund Society of The Royal Trust Company*.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Bercovitch), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 62; 3e lect., 68. Message du C. L., 122. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 138.)

No 135.—Loi ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.—Pétition, susp. du régl., 36; rapport, 44. Bill présenté (M. Bercovitch), 45; renv. à comité, 61; rapporté, 113; 3e lect., 124. Message du C. L. avec amend; concours, 166. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 166.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 136.—Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos.—Pétition, 30; rapport, 118. Bill présenté (M. Authier), 118; renv. à comité, 127; rapporté, 188; 3e lect., 202. Message du C. L. avec amend., concours, 284. Remboursement des droits, 331. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 160.)

No 137.—Loi permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.—Pétition, 22; rapport, 96. Bill présenté (M. Cohen), 96; renv. à comité, 103; rapporté, 141, 3e lect., 149. Message du C. L., 225. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 188.)

No 138.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Smart), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 38; en comité pl., 3e lect., 48. Message du C. L., 122. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 59.)

No 139.—Loi modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.—Pétition, 22; rapport, 44. Bill présenté (M. Drouin), 45; renv. à comité, 52; rapporté, 62; 3e lect., 68. Message du C. L., 145. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 145.) Remboursement des droits, 175.

No 140.—Loi ratifiant le règlement No 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre, 1929.—Pétition, 23; rapport, 53. Bill présenté (M. Lahaie), 53; renv. à comité, 61; rapporté, 70; en comité pl., 102; 3e lect., 115. Message du C. L. avec amend., concours, 205. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 180.)

No 141.—Loi modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.—Pétition, 35; rapport, 88. Bill présenté (M. Vautrin), 89; renv. à comité, 98; rapporté, préambule non prouvé, 142. Remboursement des droits, 275.

No 142.—Loi permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.—Pétition, 22; rapport, 96. Bill présenté (M. Cohen), 97; renv. à comité, 103; rapporté, 150; 3e lect., 163. Message du C. L., 225. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 189.)

No 143.—Loi permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.—Pétition, 22; rapport,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

96. Bill présenté M. (Cohen), 97; renv. à comité 103; rapporté, 150; 3e lect., 163. Message du C. L., 225. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 190.)

No 144.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.—Pétition, 26; rapport, 70. Bill présenté (M. Thurber), 71; renv. à comité, 94; rapporté, 113; 3e lect., 124. Message du C. L., 166; remboursement des droits, 188. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 185.)

No 145.—Loi validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury.—Pétition, 15; rapport, 53. Bill présenté (M. Bastien), 53; renv. à comité, 65; rapporté, 96; 3e lect., 112. Message du C. L., avec amend., 168; concours, 169. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 172.) Remboursement des droits, 313.

No 146.—Loi concernant le pont de comté appelé “Pont Alonzo Wright”, dans le comté municipal de Hull.—Pétition, 26; rapport, 118. Bill présenté (M. Guertin), 118; renv. à comité, 127; rapporté, 134; 3e lect., 146. Message du C. L., 240. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 128.) Remboursement des droits, 332.

No 147.—Loi modifiant les lois concernant la cité de Hull.—Pétition, susp. du régl., 58; rapport, 70. Bill présenté (M. Guertin), 70; renv. à comité, 94; rapporté, 160; 3e lect., 167. Message du C. L., avec amend., concours, 240. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 112.)

No 148.—Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.—Pétition, 26; rapport, 70. Bill présenté (M. Vautrin), 71; renv. à comité, 94; rapporté, 104; 3e lect., 124. Message du C. L. avec amend., 168; concours, 169. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 169.) Remboursement des droits, 356.

No 149.—Loi autorisant *Last Post Fund* à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.—Pétition, susp. du régl., 52; rapport, 60. Bill présenté (M. Vautrin), 60; renv. à comité, 65; rapporté, 96; 3e lect., 112. Message du C. L., 283. Remboursement des droits, 331. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 129.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

BILLS:—*Suite.*

No 150.—Loi modifiant la charte de *The Quebec Labrador Railway Company*.—Pétition (susp. du règl.), 41; rapport, 118. Bill présenté (M. Rochette), 118; renv. à comité, 127; rapporté, 151; en comité pl., 163; 3e lect., 202. Message du C. L., 283. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 135.)

No 151.—Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la *E. B. Eddy Company, Limited*.—Pétition, susp. du règl., 127; rapport, 141. Bill présenté (M. Guertin), 142; renv. à comité, 150; rapporté, 160; 3e lect., 167. Message du C. L., avec amend., concours, 284. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 178.)

No 152.—Loi ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, *Montreal Trust Company* et Sa Majesté le Roi.—Pétition, susp. du règl., bill présenté (M. Plante), 134; renv. à comité, 150; rapporté, 165; 3e lect., 175. Message du C. L. avec amend., 240; concours, 241; motion pour remboursement des droits retirée, 244. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 173.)

No 153.—Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la *Masonic Memorial Temple Corporation* de toutes taxes municipales, à Montréal.—Pétition, susp. du règl.; bill présenté (M. Gault), 133; renv. à comité, 150; rapporté, 165; 3e lect., 175. Message du C. L., avec amend. 240; concours, 241. Sanction, 263. (20 Geo. V, c. 125.) Remboursement des droits, 292.

No 154.—Loi constituant en corporation la ville de Beauceville-est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.—Pétition, susp. du règl., 141. Bill présenté (M. Fortin), 141; renv. à comité, 167; rapporté, 229; 3e lect., 240; Remboursement des droits, 341. Message du C. L. avec amend., concours, 365. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 121.)

No 155.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.—Pétition, susp. du règl., 140. Bill présenté (M. Plante), 140; renv. à comité, 150; rapporté, 224; 3e lect., 232. Message du C. L., 318. Remboursement des droits, 358. Sanction, 392 (20 Geo. V, c. 133.)

No 156.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord.—Pétition, susp. du règl., 140. Bill présenté (M. Plante), 140; renv. à comité, 150; rapporté, 225; 3e lect., 232. Message du C. L., 318. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 132.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 157.—Loi modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci.—Pétition, susp. du règl., 181. Bill présenté (M. Plante), 181; renv. à comité, 202; rapporté, 215; 3e lect., 228. Remboursement des droits, 244. Message du C. L., 318. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 153.)

No 158.—Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et de Mary Gillies.—Pétition, susp. du règl., 199. Bill présenté (M. Vautrin), 199; renv. à comité, 208; rapporté, 224; 3e lect., 232. Message du C. L. avec amend., 387; concours, 388. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 167.)

No 159.—Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.—Pétition, susp. du règl., 214. Bill présenté (M. Thurber), 214; renv. à comité, 222; rapporté, 248; 3e lect., 259; remboursement des droits, 342. Message du C. L., 364. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 115.)

No 160.—Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La Reine.—Bill présenté, susp. du règl. (M. Authier), 279; renv. à comité, 292; rapporté, 324; 3e lect., 331. Remboursement des droits, 341. Message du C. L., 387; concours, 388. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 159.)

No 166.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.—Bill présenté (M. Guertin), 279; renv. à comité, 293; rapporté, 310; en comité pl., le comité se lève, 337.

No 167.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.—Bill présenté (M. Lemieux, Gaspé), 257; renv. à comité, 280; rapporté, 310; 3e lect., 319. Message du C. L., 375. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 86.)

No 168.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.—Bill présenté (M. Drouin), 264; renv. à comité, 280; rapporté (rejeté), 317.

No 169.—Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.—Bill présenté (M. McDonald), 212; renv. à comité, 232; rapporté, 278; 3e lect., 293. Message du C. L., 390. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 99.)

No 170.—Loi modifiant les articles 502 et 513 du Code municipal.—Bill présenté (M. Dugas), 181; renv. à comité, 201; rapporté, 230; 3e lect., 292. Message du C. L., amend., 387; concours, 388. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 107.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 171.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.—Bill présenté (M. Bercovitch), 181; renv. à comité, 197; rapporté (rejeté), 343.

No 172.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.—Bill présenté (M. Bercovitch), 204; renv. à comité, 213; rapporté (rejeté), 229.

No 173.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'assurance des véhicules automobiles.—Bill présenté (M. Cantin), 264; renv. à comité, 281; rapporté (rejeté), 324.

No 174.—Loi modifiant l'article 642 du Code municipal.—Bill présenté (M. Gauthier), 151; renv. à comité, 188; rapporté, 235; 3e lect., 244. Message du C. L., 323. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 108.)

No 175.—Loi modifiant la Loi du barreau.—Bill présenté (M. Bédard), 23; renv. à comité, 41; rapporté, 44; en comité pl., 61; ordre de 3e lecture révoqué, de nouveau en comité pl., 3e lect., 93. Message du C. L., 375. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 85.)

No 176.—Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique, concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants.—Bill présenté (M. Bercovitch), 54. Ordre de 2e lecture révoqué; bill retiré, 351.

No 177.—Loi modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité.—Bill présenté (M. Delisle), 54; renv. à comité, 137; rapporté, 141; 3e lect., 149. Message de C. L., 375. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 105).

No 178.—Loi modifiant la Loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou insitutions charitables.—Bill présenté (M. Delisle), 67; renvoi à comité, 137; rapporté, 141; 3e lect., 149. Message du C. L., 375. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 49.)

No 179.—Loi modifiant l'article 1622 du Code civil.—Bill présenté (M. Dugas), 104; renv. à comité, 132; rapporté, 134; 3e lect., 143.

No 180.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales.—Bill

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

présenté (M. Dugas), 104; renv. à comité, 206; rapporté, 230; en comité pl., 244; ordre révoqué, de nouveau renv. à comité, 257; rapporté (rejeté), 264.

No 181.—Loi modifiant les articles 455 et 949a du Code civil.—Bill présenté (M. Francœur), 104; renv. à comité, 115; rapporté, 134; 3e lect., 159. Message du C. L., 375. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 97.)

No 182.—Loi modifiant la Loi des licences relativement aux hôtels.—Bill présenté (M. Blain), 97; renv. à comité, 132; rapporté, 134; 3e lect., 206. Message du C. L., 323. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 25.)

No 183.—Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques.—Bill présenté (M. Duplessis), 97; renv. à comité, 114; rapporté, 117; 3e lect., 126. Message du C. L., 376. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 51.)

No 184.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.—Bill présenté (M. Duplessis), 97; renv. à comité, 114; rapporté, 117; en comité pl., 126; 3e lect., 132. Message du C. L., 376. Sanction, 292. (20 Geo. V, c. 48.)

No 185.—Loi modifiant la Loi de l'expropriation.—Bill présenté (M. Duplessis), 97; renv. à comité, 115; rapporté, 117; 3e lect., 132. Message du C. L., 376. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 93.)

No 186.—Loi modifiant la Loi du barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit.—Bill présenté (M. Drouin), 97; motion de renvoi à 6 mois à la motion de 2e lect., débat, ajourné, 132; concours, 136.

No 187.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions.—Bill présenté (M. Bercovitch), 125; renv. à comité, 156; rapporté (rejeté), 188.

No 188.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.—Bill présenté (M. Guertin), 125; renv. à comité, 195; rapporté comme n'étant pas en conformité avec le règl., 224; motion pour réinscrire sur le feuillet rescindée; bill retiré, 274.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 189.—Loi modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.—Bill présenté (M. Caron), 125; renv. à comité, 188; rapporté, 188; ordre révoqué, de nouveau renv. à comité, rapporté (rejeté), 264.

No 190.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.—Bill présenté (M. Vautrin), 128; amendement pour renvoi à 6 mois proposé à la motion de 2e lecture adopté, 195.

No 191.—Loi du salaire minimum pour les hommes.—Bill présenté (M. Guertin), 142; l'orateur décide que le bill ne peut pas être présenté par un simple député attendu qu'il comporterait certaine dépense, 313.

No 192.—Loi modifiant le Code civil concernant les privilèges sur les immeubles.—Bill présenté (M. Cohen), 147; renv. à comité, 188; rapporté (rejeté), 224.

No 193.—Loi modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires.—Bill présenté (M. Bercovitch), 147; renv. à comité, 201; rapporté, 224; 3e lect., 232. Message du C. L., 376. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 100.)

No 194.—Loi modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à certaines taxes.—Bill présenté (M. Dugas), 212; renv. à comité, 232; rapporté, 264; 3e lect., 280. Message du C. L., 376. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 109.)

No 195.—Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.—Bill présenté (M. Casgrain), 242; renv. à comité, 259; rapporté (rejeté), 299.

No 196.—Loi remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.—Bill présenté (M. Thurber), 235; renv. à comité, 244; rapporté, 278; 3e lect., 308. Message du C. L., avec amend., 387; concours, 388. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 109.)

No 197.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Bill présenté (M. Thurber), 235; renv. à comité, 244; rapporté, 263; 3e lect., 280. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 50.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 198.—Loi modifiant la Loi des licences de mariages.—Bill présenté (M. Smart), 242; renv. à comité, 259; rapporté, 317; 3e lect., 332. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 84.)

No 199.—Loi remplaçant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.—Bill présenté (M. Delisle), 242; renv. à comité, 280; rapporté (rejeté), 317.

No 200.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.—Bill présenté (M. Galipeault), 182; 2e et 3e lect., 281. Message du C. L., avec amend., 345; 1ère lect., 346; concours, 356. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 46.)

No 201.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels.—Bill présenté (M. Galipeault), 200; 2e lect., 221; 3e lect., 226. Message du C. L., 311. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 80.)

No 202.—Loi modifiant la Loi des compagnies minières de Québec.—Bill présenté (M. Perrault), 230; 2e et 3e lect., 205. Message du C. L., 365. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 42.)

No 203.—Loi modifiant la Loi concernant les cercles agricoles.—Bill présenté (M. Perron), 212; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 238. Message du C. L., 323. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 37.)

No 204.—Loi modifiant la Loi concernant les sociétés d'agriculture.—Bill présenté (M. Perron), 212; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 238. Message du C. L., 323. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 36.)

No 205.—Loi modifiant la Loi de la chasse.—Bill présenté (M. Laferté), 212; résolution renv. à comité pl., 213; comité, concours, 294, 2e et 3e lect. du bill, 295. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 43.)

No 206.—Loi détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska, pour toutes les fins.—Bill présenté (M. Perrault), 256; renv. à comité, 282; rapporté, 310; 3e lect., 320. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 16.)

No 207.—Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.—Résolu-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

tion renv. à comité pl., 281; comité pl., concours, 328. Bill présenté (M. Mercier), 279; 2e et 3e lect., 329. Message du C. L., 376. Sanction, 392. (20 Geo. V, c. 3.)

No 208.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.—Bill présenté (M. McMaster), 241; 2e et 3e lect., 258. Message du C. L., 346. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 27.)

No 209.—Loi modifiant la Loi des habitations salubres.—Bill présenté (M. Taschereau), 241; renv. à comité, 251, rapporté, 256; 3e lect., 275. Message du C. L., 346. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 54.)

No 210.—Loi concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district.—Résolution renv. à comité pl., 245; en comité pl., concours, 293. Bill présenté (M. Taschereau), 2e lect., 294; 3e lect., 304. Message du C. L., 365. Sanction 393. (20 Geo. V, c. 67.)

No 211.—Loi modifiant la Loi des vues animées.—Bill présenté (M. Taschereau), 264; 2e et 3e lect., 282. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 76.)

No 213.—Loi pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies.—Résolution renv. à comité pl., 244; en comité pl., concours, 339. Bill présenté (M. Galipeault), 2e et 3e lect., 341. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 2.)

No 214.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection de certains syndicats.—Bill présenté (M. Taschereau), 243; renv. à comité, 314; rapporté, 323; 3e lect., 350. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 92.)

No 215.—Loi accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe.—Bill présenté (M. Taschereau), 242; renv. à comité, 281; rapporté, 317; 3e lect., 329. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 65.)

No 216.—Loi modifiant la Loi de la commission des services publics.—Résolution renv. à comité pl., 245; en comité, concours, 277. Bill présenté (M. Taschereau), 2e et 3e lect., 277. Message du C. L., 346. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 20.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 217.—Loi autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique.—Résolution renv. à comité pl., 245; en comité, concours, 327. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 328. Message du C. L., 365. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 8.)

No 218.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux.—Bill présenté (M. Laferté), 243; en comité pl., 357; 3e lect., 365. Message du C. L., 386. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 15.)

No 219.—Loi modifiant la Loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.—Résolution renv. à comité pl., 331; en comité, concours, 338. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 339. Message du C. L., 365. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 9.)

No 220.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.—Bill présenté (M. McMaster), 279; 2e et 3e lect., 369. Message du C. L., 386. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 32.)

No 221.—Loi modifiant la Loi des paratonnerres.—Résolution renv. à comité pl., 292; 1ère et 2e lect., concours, 349. Bill présenté (M. Gali-peault), 283; 2e lect., 349; en comité pl., amend. renv. à 6 mois, proposé à la motion de 3e lect., rejeté, 353; 3e lect., 354. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 78.)

No 222.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation.—Bill présenté (M. Taschereau), 283; 2e et 3e lect., 337. Message du C. L., 365. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 18.)

No 223.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts.—Bill présenté (M. David), 317; 2e et 3e lect., 333. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 56.)

No 224.—Loi concernant la construction d'un pont sur la Baie de Gaspé.—Résolution renv. à comité pl., 335; en comité, 1ère lect., 346; amend. proposé à la motion de 2e lect. rejeté, 2e lect., concours, 352.

BILLS:—*Suite.*

Bill présenté (M. Galipeault), 2e et 3e lect., 353. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 4.)

No 225.—Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe.—Bill présenté (M. Galipeault), 330; 2e et 3e lect., 358. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 89.)

No 226.—Loi modifiant la Loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.—Bill présenté (M. David); 330; 2e et 3e lect., 350. Message du C. L., 386. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 45.)

No 227.—Loi modifiant la Loi des écoles techniques.—Résolution renv. à comité pl., 335; 1ère et 2e lect., concours, 348. Bill présenté (M. McMaster), 2e et 3e lect., concours, 348. Message du C. L., 376. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 63.)

No 228.—Loi modifiant la Loi de certaines matières spéciales de procédure.—Bill présenté (M. Taschereau), 344; 2e et 3e lect., 369. Message du C. L., 390. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 95.)

No 229.—Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice.—Bill présenté (M. Taschereau), 344; 2e et 3e lect., 368. Message du C. L., 386. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 70.)

No 230.—Loi accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent, limitée, relativement à un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la côte sud et la côte nord.—Résolution renv. à comité pl., 346; en comité, concours, 369. Bill présenté (M. Laferté), 2e et 3e lect., 370. Message du C. L., 386. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 5.)

No 232.—Loi concernant un octroi à l'université de *Bishop's College*, Lennoxville.—Résolutions renv. à comité pl., 361; en comité, concours, 365. Bill présenté (M. McMaster), 2e et 3e lect., 366. Message du C. L., 386. Sanction, 393. (20 Geo. V, c. 10.)

No 233.—Loi créant une commission d'écoles forestières.—Bill présenté (M. Mercier), 364; ordre révoqué, bill retiré, 370.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

- Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 8.
- Deuxième lecture, renvoi à comité, 33, 35.
- Deuxième lecture sur division, renv. à comité, 201, 259.
- Ordre révoqué, renv. à comité, 64, 222.
- Deuxième lecture, renvoi à comité plénier, étude en comité plénier, rapporté, 3e lecture, 213, 221, 238.
- Ordre de 2e lect., révoqué, bill retiré, 149.
- Débat sur motion de 2e lect., ajourné, 132.
- Rapport d'un comité qu'un bill a été rejeté, 188, 224, 343.
- Rapport d'un comité qu'un bill a été retiré, 324.
- Rapport du comité plénier que le travail avance, 64, 98, 357.
- Troisième lecture remise, 61, 251.
- Ordre de 3e lect., révoqué et bill retiré, 351.
- Adoption avec célérité, 207, 208, 339.
- Remboursement des droits, 126, 275.
- Remboursement des droits additionnels, 188, 244.
- Décision de l'Orateur, (Voir ORATEUR).
- Titre d'un bill modifié, 124.
- Sanction, 260, 390.
- Troisième lecture sur division, 356.
- Suspension du règlement et pétition présentée, 36, 52.
- Suspension du règlement et bill présenté, 279.
- Bill déclaré irrégulier, 313.
- Préambule d'un bill amendé au comité des bills privés, 134.
- Renvoi à 6 mois proposé à la 2e lect., débat, 132; adopté, 136, 195.
- Bill rapporté à la Chambre, 70.
- Motion pour remboursement des droits retirée, 244.
- Motion pour remboursement des droits rejetée, 341.
- Rapport d'un comité qu'un bill n'a pas été adopté vu qu'il n'était pas conforme aux règlements, 224.
- Ordre de 3e lect., révoqué, renvoi de nouveau à comité, 168.
- Troisième lecture remise, 221.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS).

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BISHOP'S COLLEGE, LENNOXVILLE.—Loi concernant un octroi à—.
(Voir BILLS, No 232.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BON ORDRE:—(Voir POLICE.)

BON-PASTEUR (Montréal):—Loi concernant les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du—relativement à la garde des détenues dans la prison des femmes de Montréal.—(Voir BILLS, *No 2*.)

BOUCHARD, TÉLESPHORE-DAMIEN:—(Voir ORATEUR.)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX.)

BUREAU DES COMMISSAIRES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—
Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 80*.)

CAPELOVITCH, VICTOR:—Loi permettant à Victor Capelovitch de changer son nom—en celui de Cape.—(Voir BILLS, *No 79*.)

CAUGHNAWAGA:—(Voir PONT DE—.)

CERCLES AGRICOLES:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, *No 203*.)

CHARTERS:—(Voir ABRAHAM.)

CHASSE:—

Loi de la—. (Voir BILLS, *No 205*.)

Loi de la—relative aux animaux sauvages. (Voir BILLS, *Nos 41 et 226*.)

CHEMINS DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):
—(Voir COMITÉS.)

CHICOUTIMI:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, *No 120*.)

CHRISTIAN AND MISSIONARY ALLIANCE IN QUEBEC:—Loi concernant—.
(Voir BILLS, *No 124*.)

CITÉS ET VILLES.—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *Nos 60 et 197*.)

2. Loi des—concernant les hôpitaux ou institutions charitables.—
(Voir BILLS, *No 178*.)

3. Loi des—relativement à l'approbation de règlements par les électeurs.—(Voir BILLS, *No 184*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant les arts 106 et 2262 du—. (Voir *BILLS, No 6.*)
2. Loi modifiant le—concernant interdictions, conseils judiciaires et séparations de biens.—(Voir *BILLS, No 12.*)
3. Loi modifiant le—concernant ventes en bloc.—(Voir *BILLS, No 28.*)
4. Loi modifiant le—relativement à certains enregistrements.—(Voir *BILLS, No 35.*)
5. Loi modifiant les arts 1220 et 2144 du—relativement à écrits faits hors de la province. (Voir *BILLS, No 169.*)
6. Loi modifiant l'art. 1622 du—. (Voir *BILLS, No 179.*)
7. Loi modifiant les arts 455 et 949a du—. (Voir *BILLS, No 181.*)
8. Loi modifiant le—concernant les privilèges sur les immeubles.—(Voir *BILLS, No 192.*)
9. Loi modifiant le—relativement aux prêts hypothécaires. (Voir *BILLS, No 193.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le—relativement aux jugements en séparation de biens.—(Voir *BILLS, No 11.*)
2. Loi modifiant l'art. 599 du—relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments. (Voir *BILLS, No 27.*)
3. Loi modifiant l'art. 1089 du—. (Voir *BILLS, No 34.*)
4. Loi modifiant l'art. 599 du—. (Voir *BILLS, No 171.*)
5. Loi modifiant le—relativement aux injonctions. (Voir *BILLS, No 187.*)
6. Loi modifiant les arts 781 et 802 du—. (Voir *BILLS, No 189.*)
7. Loi modifiant l'art. 94 du—. (Voir *BILLS, No 195.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant l'art. 423 du—. (Voir *BILLS, No 17.*)
2. Loi modifiant le—. (Voir *BILLS, No 59.*)
3. Loi modifiant les arts 502 et 503 du—. (Voir *BILLS, No 170.*)
4. Loi modifiant l'art. 642 du—. (Voir *BILLS, No 174.*)
5. Loi modifiant l'art. 398 du—concernant les hôpitaux et charité. (Voir *BILLS, No 177.*)
6. Loi modifiant le—relativement à la cassation de procédures municipales. (Voir *BILLS, No 180.*)
7. Loi modifiant l'art. 700 du—relativement à l'imposition de taxes. (Voir *BILLS, No 194.*)
8. Loi remplaçant les arts 75 et 760 du—. (Voir *BILLS, No 196.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES:—

1. Loi concernant le—et Paul Allard. (Voir BILLS, No 85.)
2. Loi concernant le—et Stewart Alton Robinson. (Voir BILLS, No 144.)

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS:—Loi concernant le—et Joseph Goldberg. (Voir BILLS, No 117.)

COLLÈGES ÉLECTORAUX:—Loi relative à la création de nouveaux—. (Voir BILLS, No 218.)

COLONISATION MONTRÉAL ET NORD:—Loi concernant la compagnie de chemin de fer—. (Voir BILLS, No 156.)

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 10.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres des différents comités permanents, 10; rapport, 11; concours, 13.

Noms des députés composant les comités permanents, 12.

Agriculture, immigration et colonisation:—1er rapport, 18.

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 36; par le Conseil, 36.

Bills privés en général:—1er rapport, 17; 2e, 38; 3e, 44; 4e, 52; 5e, 59; 6e, 62; 7e, 70; 8e, 88; 9e, 96; 10e, 113; 11e, 117; 12e, 134; 13e, 141; 14e, 150; 15e, 160; 16e, 165; 17e, 215; 18e, 224; 19e, 229; 20e, 248.

Bills publics en général:—1er rapport, 17; 2e, 38; 3e, 43; 4e, 52; 5e, 59; 6e, 62; 7e, 69; 8e, 88; 9e, 96; 10e, 103; 11e, 113; 12e, 117; 13e, 128; 14e, 134; 15e, 188; 16e, 151; 17e, 160; 18e, 165; 19e, 188; 20e, 199; 21e, 224; 22e, 229; 23e, 248; 24e, 256; 25e, 263; 26e, 278; 27e, 299; 28e, 310; 29e, 317; 30e, 323; 31e, 343. Nom ajouté, 117.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 18; 2e, 59; 3e, 88; 4e, 151; 5e, 224.

Code municipal:—1er rapport, 18; 2e, 230; 3e, 235; 4e, 264.

Comptes publics:—1er rapport, 18.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 36, par le Conseil, 43.

Industrie et commerce:—Premier rapport, 31.

Privilèges et élections:—1er rapport, 17.

Règlements:—1er rapport, 18; 2e, 27; 3e, 31; 4e, 38; 5e, 44; 6e, 50; 7e, 53; 8e, 69; 9e, 70; 10e, 88; 11e, 96; 12e, 118; 13e, 141; 14e, 229.

COMITÉS:—*Suite.*

Comité rapporte progrès, 64.

Comité recommandant de prolonger délais pour réception de rapports des comités permanents, 44, 45, 229.

Comité fait rapport qu'un bill a été retiré, 113.

Comité plénier se lève sans faire de rapport, 337.

Comité rejette un bill, 188.

Membres ajoutés à des comités, 18.

Président des comités nommé, (M. Vautrin), 43.

Comité rapporte qu'il a amendé préambule d'un bill, 134.

Comité rapporte que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 142.

Comité de redistribution des comtés, nommé, 61; 1er rapport, 70; 2e, avec exhibits (Document No 60), 235; nom d'un député remplacé par un autre, 61.

COMMISSION D'ÉCOLES FORESTIÈRES:—Loi concernant une—. (Voir **BILLS**, No 233.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir **BILLS**, 128.)

COMMISSAIRES DU HAVRE (Montréal):—Loi ratifiant un contrat entre les—, Montreal Trust Company et Sa Majesté le Roi. (Voir **BILLS**, No 152.)

COMMISSION DES EAUX COURANTES:—Loi accordant des pouvoirs additionnels à la—. (Voir **BILLS**, No 53.)

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—Loi concernant la—. (Voir **BILLS**, No 216.)

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir **BILLS**, No 86.)

COMPAGNIES:—

1. Loi concernant les renseignements qui doivent être fournis par les—. (Voir **BILLS**, No 29.)

2. (Voir **CORPORATIONS**.)

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—

1. Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières. (Voir **BILLS**, No 89.)

2. Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Quebec & Western Ry. Co. (Voir **BILLS**, No 92.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—*Suite.*

3. Loi constituant en corporation "Beauharnois Railway Company". (Voir BILLS, *No 114.*)
4. Loi modifiant la charte de "The Quebec Labrador Railway Company".—(Voir BILLS, *No 150.*)
5. Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest. (Voir BILLS, *No 155.*)
6. Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord. (Voir BILLS, *No 156.*)

COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 225.*)**COMPAGNIE DE TRANSPORT DU BAS-SAINT-LAURENT LTÉE.;—Loi accordant octroi à la—relativement à un service entre les côtes sud et nord. (Voir BILLS, *No 230.*)****COMPAGNIES MINIÈRES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 202.*)****COMPTES PUBLICS:—(Voir COMITÉS.)****CONGREGATION BNAI ISRAEL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 84.*)****CONGRÉGATION DU TRÈS SAINT-RÉDEMPTEUR:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 105.*)****CONSEIL LÉGISLATIF:—****1. *Messages au Conseil:***

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 37; des impressions, 36.

2. *Messages du Conseil:*

Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 36 des impressions, 43.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 116, 122, 134, 138, 145, 165, 166, 168, 196, 204, 205, 225, 240, 258, 283, 284, 310, 311, 318, 323, 345, 346, 375, 386, 390.

CONSEILS JUDICIAIRES:—(Voir INTERDICTIONS.)**CONSTABLES:—**

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 8.*)
2. (Voir POLICE.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CONSTITUTS:—(Voir HULL.)

CONTRÔLE DU REVENU:—Loi du—. (Voir BILLS, *No 57.*)

CORONERS:—(Voir BILLS, *No 10.*)

CORPORATIONS:—

1. Loi des pouvoirs de certaines—. (Voir BILLS, *No 36.*)
2. Loi de la taxe sur les—. (Voir BILLS, *No 54.*)

COUR DES JEUNES DÉLINQUANTS:—Loi concernant la—et la maison de détention.—(Voir BILLS, *No 7.*)

CULTIVATEURS:—

Motion que vu la nécessité d'améliorer l'agriculture et la situation des—la Chambre invite le gouvernement à s'entendre avec le Conseil provincial du Prêt agricole et avec les autorités du parlement fédéral de façon à obtenir une taux d'intérêt en rapport avec la valeur de la propriété.

Amendement à l'effet d'inviter le gouvernement à faire démarches auprès du Parlement fédéral pour obtenir réduction du taux sur les prêts à être faits sous l'autorité de la loi du Prêt agricole canadien, 250; amendement adopté, concours, 309.

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—396.

DENTISTES:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 167.*)
2. (Voir COLLÈGE DES CHIRURGIENS—.)

DÉPARTEMENTS:—(Voir BILLS, *No 38.*)

DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 14.*)

DÉPUTÉS:—

- Les—prêtent serment et prennent séance, 8.
Un—envoie sa démission comme tel, 3.

DISCOURS DU TRÔNE:—A l'ouverture de la session, 8; à la clôture de la session, 394; motion pour prise en considération du—, 10. (Voir ADRESSE EN RÉPONSE AU—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DISTRICTS ÉLECTORAUX:—Loi relative à de nouveaux—. (Voir *BILLS*, No 218.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Affaires municipales:—

1. Rapport du ministre des—1928-29. Déposé, 13. (No 12.)
2. (Voir *Voirie*, *Statistiques*, *Municipalités*.)

Agriculture:—

1. Rapport du ministre de l'—1928-29. Déposé, 11. (No 4.)
2. Correspondance, depuis 1928, relativement aux personnes qui ont poursuivi des études concernant l'agriculture en Europe ou aux États-Unis aux frais de la province. Ordonné, 313.
3. (Voir *Publications agricoles*; *Mauvaises herbes*; Comptabilité agricole; Cultivateurs; Lin; Arts domestiques.)

Annuaire statistique:—L'—de 1929. Déposé, 19. (No 27.)

Arbres:—Correspondance, etc., au sujet de la plantation d'arbres d'ornements, le long du Boulevard Perron, dans Cap-Chat, ainsi que les arbres envoyés par la voirie. Ordonné, 332; déposé, 375. (No 75.)

Archiviste:—Rapport de l'—pour 1928-29. Déposé, 14. (No 19.)

Arts domestiques:—Correspondance, depuis 1927, relativement à l'économie rurale, quant aux—et aux petites industries de la campagne. Ordonné, 377.

Assistance publique:—

1. Rapport du directeur de l'—pour 1929. Déposé, 14. (No 13.)
2. (Voir *Emprunts*.)

Assurances:—(Voir *Compagnies d'—*; *Sociétés de Secours mutuels*.)

Auditeur de la province:—(Voir *Mandats spéciaux*.)

Bagotville:—(Voir *Lots de grève*.)

Beauharnois Light, Heat & Power Co.:—Correspondance relativement à la—, depuis janvier 1927 au 15 janvier 1930. Ordonné, 100; déposé, 255. (No 62).

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

*Bibliothèque de la législature:—*Rapport de 1929. Déposé, 279. (No 63.)

Boulevard Perron:—(Voir *Cap-Chat; Arbres.*)

Boulevard Pie IX:—(Voir *Pont.*)

*Budget:—*Des dépenses pour 1930 et 1931. Déposé, 47, 373. (Nos 1 et 1a.) (Voir *SUBSIDES.*)

Cap-Chat:—

1. Correspondance, etc., au sujet de la nomination de cantonniers pour—en 1928, et en 1929. Ordonné, 332; déposé, 375. (No 75.)
2. Correspondance au sujet du chemin Boulevard Perron, à Cap-Chat. Ordonné, 342; déposé, 372. (No 73.)
3. (Voir *Arbres.*)

*Cautionnements:—*État des—fournis par les officiers publics, du 19 janvier 1929 au 8 janvier 1930. Déposé, 14. (No 7.)

Chemins:—(Voir *Routes; Colonisation; Chicot; Voirie.*)

Chemins de Colonisation:—

1. Correspondance relativement à un—entre St-Paul du Buton et St-Fabien ainsi qu'à une soumission des citoyens de Bellechasse. Déposé, 15. (No 21).

Chemin de fer:—(Voir *Compagnies de—*).

*Chicot (rang):—*Correspondance, depuis 1926, au sujet d'octrois pour chemins dans—, paroisse Sainte-Eustache. Déposé, 15. (No 22.)

*Cidre de pommes:—*Correspondance depuis 1926, concernant la fabrication du—. Déposé, 15. (No 20.)

Colonisation:—

1. Rapport du ministre de la—, des mines et des pêcheries, pour 1929. Déposé 14. (No 18.)
2. Rapport du Ministre de la colonisation, des mines et pêcheries, sur le rapatriement dans la province de Québec, pendant les années 1928 et 1929. Déposé, 41. (No 35.)
3. (Voir *Thibodeau; Chemins de—*.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Commission des Accidents du travail:—Deuxième rapport de la—. Déposé, 69. (*No 37.*)

Commission des Eaux courantes:—Dix-huitième rapport de la—. Déposé, 99. (*No 40.*)

Commission des liqueurs:—

1. Huitième rapport annuel de la—. Déposé, 71. (*No 38.*)
2. Amendes payées dans chacun des comtés pour infractions à la loi des liqueurs de 1925 à 1929; saisies; ce qu'a rapporté à la—les saisies, licences, etc. Ordonné, 389.
3. État indiquant les avocats de la—à qui a été payé \$49,346-.28 en 1928-29 et \$40,724.52 du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930. Ordonné, 389.
4. État indiquant salaire, gratifications, honoraires, frais, etc., payés aux avocats de la—. Ordonné, 383.

Commission des services publics:—Rapport de la—. Déposé, 30. (*No 31.*)

Compagnies d'Assurances:—

1. Rapport sur les—1929 (opérations de 1928.) Déposé, 331. (*No 70.*)
2. (Voir *Sociétés de Secours mutuels.*)

Compagnies de chemin de fer:—

1. Rapports des—pour l'année expirée le 31 décembre 1928, article 4, chapitre 31. S.R.Q., 1925, Déposé, 34. (*No 32.*)
2. Statistiques des—au 31 déc. 1928, art. 187, c. 230, S.R.Q., 1925. Déposé, 34. (*No 33.*)

Comptabilité agricole:—Correspondance depuis 1928, au sujet de la—dans les écoles rurales. Ordonné, 225; déposé, 255. (*No 61.*)

Comptes publics:—Pour l'exercice finissant le 30 juin 1929. Déposé, 19. (*No 2.*)

Conserves alimentaires:—Correspondance, etc., depuis 1927, relativement à l'industrie des—. Ordonné, 202.

Corporations scolaires:—État financier des—pour l'année finissant le 30 juin 1928. Déposé, 99. (*No 42.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Corporations municipales:—(Voir *Mauvaises herbes*; *Affaires municipales*; *Municipalités*.)

Cotton, avocat:—Correspondance, depuis le 1er janvier 1929, concernant—. Ordonné, 356.

Crucifix:—Correspondance, depuis le 1er janvier 1921, concernant les—placés dans nos cours de justice. Ordonné, 358.

Cultivateurs:—Correspondance au sujet de la coopération à assurer entre les—. Débat, 144, 156. Ordonné, 162; déposé, 222. (*No 57.*)

Démographie:—(Voir *Hygiène*.)

Desloges, Dr A.-H.:—(Voir *Hôpitaux*.)

Devlin, Dr F.-E.:—(Voir *Hôpital*.)

Dimanche:—(Voir *Repos dominical*.)

Eaux courantes:—(Voir *Commission des*—.)

Écoles:—

1. Liste des municipalités scolaires et du Personnel enseignant, 1929. Déposé, 19. (*No 26.*)
2. (Voir *Système scolaire*; *Instruction publique*; *Corporations scolaires*, *Municipalités*; *Inspecteurs d'écoles*.)

Écoles de réformes et d'industries:—

1. Rapport du directeur médical des—. Déposé, 14. (*No 11.*)
2. (Voir *Établissements pénitentiaires*.)

Emprunts:—

1. État indiquant les emprunts effectués par le gouvernement depuis 1919-20; maison financière; taux d'intérêt. Ordonné, 105; déposé, 105. (*No 44.*)
2. État démontrant les emprunts contractés par les institutions et dont le paiement a été garanti en vertu de la Loi de l'assistance publique 1922; date de l'emprunt; taux d'intérêt. Ordonné, déposé, 314. (*No 69.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Enseignement:—Statistiques de l'—pour 1928-29. Déposé, 19.
(*No 28.*)

Établissements pénitentiaires:—(Voir *Statistiques.*)

Études de l'agriculture en Europe:—(Voir *Agriculture.*)

Eureka Mines, Ltd.:—Correspondance relativement à *The*—, prospectus et rapports, transmis au secrétaire de la province, au contrôleur du Revenu. Ordonné, 358, déposé, 375. (*No 76.*)

Femme:—Commission des droits civils de la—. Premier rapport déposé, 147; second rapport, 280. (*Nos 48 et 48A.*)

Fiefs et seigneuries:—Rapport des—. Déposé, 19. (*No 29.*)

Forces hydrauliques:—État démontrant les forces hydrauliques louées ou aliénées; concessionnaires ou locataires; date du bail; de la vente. Ordonné, déposé, 199. (*No 55.*)

Forêts:—

1. État indiquant en quelles années les 80,188 milles carrés des—ont été affermés. Ordonné, 371.
2. (Voir *Limites à bois.*)

Hôpital Saint-Jean-de-Dieu:—Rapport du Surintendant médical de l'—pour 1928. Déposé, 14. (*No 10.*)

Hôpital Saint-Michel-Archange:—Rapport annuel du Surintendant médical de l'—, pour 1928. Déposé, 14. (*No 9.*)

Hôpitaux d'aliénés:—Rapports annuels du directeur médical des—. Déposé, 14. (*No 11.*)

Hull-Maniwaki:—Correspondance, etc., au sujet de la route—, limites du Canton Wakefield. Ordonné, 167; déposé, 223. (*No 59.*)

Hygiène:—Septième rapport du Service provincial d'—, 1928-29, et de la Démographie pour 1928. Déposé, 113. (*No 46.*)

Ile Maligne.—(Voir *Quebec Development Co.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Imprimeur du roi:—Rapport de l'—. Présenté, 13. (*No 8.*)

Inspecteurs d'écoles:—Correspondance relativement aux traitements des—. Déposé, 113. (*No 47.*)

Institutions d'assistance:—(*Voir Statistiques.*)

Instruction publique:—

1. Rapport du Surintendant de l'—pour 1928-29. Déposé, 14.
2. État financier du surintendant de l'—pour 1929. Déposé, 14. (*No 16.*)
3. État financier des Corporations Scolaires pour 1928. Déposé, 99. (*No 42.*)
4. Correspondance relative à l'éducation dans la province. Ordonné, 377.

Jasmin, Dr. J.-S.:—Correspondance, depuis 1927, avec le—et autres, relativement à la tuberculose chez les animaux et à la tuberculine. Déposé, 15. (*No 24.*)

Journaux.—(*Voir Publicité.*)

Lait:—

1. Correspondance, etc., depuis nov. 1929, au sujet traitement que font subir compagnies aux cultivateurs ayant pris part à grève de producteurs de lait, districts de Montréal et Terrebonne. Ordonné, 166.
2. Correspondance depuis 1929 avec l'Association des producteurs de lait au sujet de la vente du lait à Montréal. Ordonné, 350.
3. Correspondance depuis 1928, relativement au coût de la production du lait. Ordonné, 225.

Licences: hôtels, magasins, etc.:—État démontrant ce qu'a rapporté de 1920 à 1928, les sources de revenu sous la rubrique—. Ordonné, 356.

Limites à bois:—

1. État indiquant, en outre des 80,188 milles carrés présentement affermées, celles louées depuis la Confédération. Ordonné, 372.
2. (*Voir Forêts.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Lin.:—Correspondance depuis 1925 relativement à la culture du—. Déposé 15. (*No. 23.*)

Liqueurs.:—(Voir *Commission des—.*)

Loi 19 Geo. V, c. 31.:—Correspondance, etc., relativement à la—. Ordonné, 100.

Loi des Mauvaises herbes.:—(Voir *Mauvaises herbes.*)

Lots de grève.:—État démontrant lots de grève loués, entre Bagotville et la rivière à Mars, sur la Baie des Ha! Ha!; prix du loyer, obligations. Ordonné, déposé, 161. *No 51.*)

Mandats spéciaux.:—Déposé, 19. (*No 30.*)

Marchand, canton.:—Corrsepondance, etc., relativemnt à l'administration municipale, dans le—et comté Labelle. Ordonné, 315.

Mauvaises herbes.:

1. Correspondance depuis 1925 au sujet des—. Déposé, 15. (*No 25.*)
2. État indiquant inspecteurs nommés par corporations municipales; plaintes faites depuis 1927. Ordonné, 46; déposé, 46. (*No 36.*)

Mines et voirie.:—Rapport du ministre des—pour 1929. Déposé, 11. (*No 6.*) (Voir *Eureka Mines; Voirie.*)

Municipalités.:—

1. État indiquant montant exigé par le gouvernement de chacune des—autorisées à faire des emprunts en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$68,664,509.86. Ordonné, 87; déposé, 87. (*No 39.*)
2. (Voir *Affaires municipales; Statistiques; Routes; Corporations municipales, Corporations scolaires.*)

Narcotiques.:—(Voir *Prison de Bordeaux.*)

Nominations dans le Service civil.:—Rapports du Conseil exécutif concernant —. Déposé 11. (*No 3.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Officiers publics:—(Voir *Cautionnements; Nominations dans le service civil.*)

Palais de justice (Montréal):—(Voir *Rochon.*)

Petites industries:—(Voir *Arts domestiques.*)

*Pont de Québec:—*Correspondance relative aux taux de péage sur la voie carrossable du—. Ordonné, 367.

*Pont sur rivière Gatineau:—*Correspondance concernant la reconstruction du Pont sur la Rivière Gatineau, entre la Cité de Hull et le Village de Pointe Gatineau. Ordonné, 226; déposé, 314. (*No 68.*)

*Pont vis-à-vis Boulevard Pie IX:—*Correspondance etc., relativement à un nouveau pont vis-à-vis le Boulevard Pie IX pour relier Montréal à l'île Jésus. Ordonné, 250; déposé, 308. (*No 65.*)

*Prison à Ste-Scholastique:—*Correspondance depuis 1927 relativement à l'ancienne prison du district de Terrebonne à Sainte-Scholastique. Ordonné, 213; déposé, 308. (*No 66.*)

*Prison de Bordeaux:—*Correspondance, etc., concernant l'introduction de narcotiques à la prison de Bordeaux.—Ordonné, 315.

*Publicité:—*État démontrant, depuis réponse du 26 mars 1929 au 30 juin 1929, les journaux, personnes et compagnies auxquels des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure ont été payés. Ordonné, déposé, 148. (*No 49.*)

*Publications agricoles:—*Correspondance, etc., depuis 1927, relativement aux—. Ordonné, 175; déposé, 223. (*No 58.*)

*Quebec Development Co., Ltd:—*Contrats avec la "Quebec Development Company, Limited" concernant construction barrage près Ile Maligne, depuis novembre 1922 au 1er mai 1923. Ordonné, 133; déposé, 169. (*No 52.*)

Rapatriement:—(Voir *Colonisaion.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Redistribution des Collèges électoraux:—Exhibits accompagnant second et dernier rapport du Comité spécial.—Déposé, 235. (*No 60.*)

Repos dominical:—État indiquant localités où le gouvernement est intervenu relativement au respect du—. Ordonné, 388.

Rochon, William:—Correspondance au sujet de travaux d'électriciens dans l'annexe du palais de justice, Montréal, de M—. Déposé, 308. (*No 64.*)

Roy, Dr C.-S.—(Voir *Hôpital.*)

Roy, Hector:—Correspondance, au sujet du paiement des comptes de M.—inspecteur des garde-feux pour Gaspé Ouest. Ordonné, 225.

Secrétaire et registraire:—Rapport du—1928-29. Déposé, 14. (*No 15.*)

Seigneurie Thomas:—Correspondance depuis 1927 concernant la—, comté de Témiscouata. Ordonné, 377. (Voir *Fiefs et seigneuries.*)

Service civil:—(Voir *Nominations.*)

Services publics:—(Voir *Commission des—.*)

Sociétés de Secours mutuels:

1. Rapport sur les—1929, (opérations de 1928.) Déposé, 189. (*No 54.*)
2. (Voir *Assurances.*)

Statistiques:—

1. Municipales pour 1928. Déposé, 99. (*No 43.*)
2. Des Établissements pénitentiaires pour 1928. Déposé, 19. (*No 14.*)
3. Des Institutions d'assistance, année 1928. Déposé, 99. (*No 41.*)
4. Annuaire Statistique, 1929. Déposé, 19. (*No 27.*)
5. De l'Enseignement pour 1928-29. Déposé, 19. (*No 28.*)
6. Des Compagnies de chemin de fer, 1928. Déposé, 34. (*No 33.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Statuts:—(Voir *Imprimeur du roi.*)

Terrebonne:—(Voir *Prison.*)

Terre-Haute Lumber Co., Ltd.:—Correspondance, etc., des assemblées des inspecteurs relativement à—. Ordonné, 389.

Terres et forêts:—

1. Rapport du ministre des—pour l'année 1929. Déposé, 41.
(*No 34.*)
2. (Voir *Forêts; Limites à bois.*)

Thibodeau, Philippe:—Correspondance, etc., au sujet de la concession de certains lots du canton de Metgermette-Nord, à M. Philippe Thibodeau, de Saint-Georges. Ordonné, 226.

Travaux de voirie:—

1. État indiquant secrétaire-trésorier des municipalités auxquelles ont été intentées des poursuites pour—. (Ordonné, 184; déposé, 184. (*No 53.*))
2. État indiquant secrétaire-trésorier des municipalités auxquelles des lettres d'avocat ont été envoyées pour—. Ordonné, déposé, 201. (*No 56.*)
3. Liste des municipalités auxquelles ont été envoyées des lettres d'avocat au sujet des—, indication du comté, date de ces lettres, montant réclamé. Ordonné, 186; déposé, 367. (*No 71.*)
4. Liste des municipalités auxquelles ont été intentées des poursuites au sujet de—, indication du comté, date des poursuites, montant réclamé. Ordonné, 186; déposé, 367. (*No 72.*) (Voir *Voirie.*)

Travaux publics:—Rapport du ministre des—pour 1929. Déposé, 11.
(*No 5.*)

Truchon, E.-R.:—État indiquant gravelage employé par— sur route nationale autour Lac Saint-Jean; ponceaux, etc., Ordonné, 160; déposé, 161. (*No 50.*)

Tuberculose:—(Voir *Jasmin.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Tuberculose bovine:—Correspondance depuis mai, 1927, au sujet de la tuberculose bovine, dans comtés Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne. Motion, 202; débat, 202; adoptée, 377.

Union des Producteurs de lait:—(Voir *Lait*.)

Voirie:—

1. État indiquant, depuis la réponse du 21 mars 1929, contrats donnés relativement aux routes; entrepreneur; date; prix; nature des matériaux. Ordonné, 105; déposé, 105. (*No 45.*)
2. État indiquant inspecteur de la Voirie, comté de Saint-Hyacinthe; municipalités sous son contrôle; travaux faits au cours de 1928. Ordonné, déposé, 312. (*No 67.*)
3. Rapport du ministre de la—et des mines, 1929. Déposé 11. (*No 6.*)
4. (Voir *Hull-Maniwaki; Travaux de voirie; Truchon.*)

Wakefield, canton:—(Voir *Hull-Maniwaki*.)

DOMINION BRIDGE CO., LTD.:—(Voir *LACHINE*.)

DOMINION RUBBER CO., LTD.:—(Voir *SAINT-JÉRÔME*.)

DOBROFSKY:—Loi permettant à Joseph Alvin—, Louis Marvin—, Saul Meyer— de changer nom de famille en celui de Dorsey.—Voir *BILLS, Nos 137, 142 et 143.*)

DORSEY:—(Voir *DOBROFSKY*.)

DROITS DE LA FEMME:—(Voir *FEMMES*.)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—(Voir *SUCCESSIONS*.)

DRUMMOND:—Loi détachant lots du district de—et les annexant au district d'Arthabaska.—(Voir *BILLS, No 206.*)

DRUMMONDVILLE:—(Voir *UNION—*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

EAUX COURANTES:—

1. Loi du régime des—. (Voir *BILLS, No 73.*)
2. Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 53.*)

ÉCHAFAUDAGES:—Loi de l'inspection des—. (Voir *BILLS, No 74.*)

ÉCOLES: (Voir *INSTRUCTION PUBLIQUE.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir *COMMISSION DES—.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 80.*)

ÉCOLES D'AGRICULTURE:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 4.*)

ÉCOLES FORESTIÈRES:—Loi créant une commission d'—. (Voir *BILLS, No 233.*)

ÉCOLES JUIVES:—Loi concernant les—dans l'île de Montréal.—(Voir *BILLS, No 39.*)

ÉCOLE POLYTECHNIQUE:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 45.*)

ÉCOLES PROTESTANTES (Montréal):—

1. Loi concernant les écoles—et environs. (Voir *BILLS, No 32.*)
2. Loi concernant le Bureau central des—. (Voir *BILLS, No 138.*)
3. Loi concernant les enfants non catholiques et non protestants. (Voir *BILLS, No 176.*)

ÉCOLES TECHNIQUES:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 227.*)

ÉDUCATION DES ENFANTS DE CROYANCE JUDAÏQUE:—Loi concernant l'—dans l'île de Montréal. (Voir *BILLS, No 39.*)

ÉDUCATION DES ENFANTS NON CATHOLIQUES ET NON PROTESTANTS.—(Voir *BILLS, No 176.*)

EDDY, E. B., CO., LTD.:—Loi concernant l'évaluation des biens de la—. (Voir *BILLS, No 151.*)

EMPRUNTS:—(Voir *INSTRUCTION PUBLIQUE.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ENREGISTREMENTS:—Loi relative à certains—. (Voir *BILLS*, *No 35*.)

ÉTABLISSEMENTS DE CHARITÉ:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS*, *Nos 177 et 178*.)

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 201*.)

EUDISTES:—(Voir *PÈRES*—.)

EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES:—(Voir *BILLS*, *No 172*.)

EXPROPRIATION:—(Voir *BILLS*, *No 185*.)

FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS:—(Voir *LAIT*.)

FABRIQUES DES DIOCÈSES:—Loi concernant l'Association d'assurance mutuelle des—de Montréal.—(Voir *BILLS*, *No 77*.)

FEMMES:—

1. Loi relativement à l'admission des—au barreau. (Voir *BILLS*, *No 186*.)
2. Loi relative au droit de vote des—et à leur éligibilité. (Voir *BILLS*, *No 190*.)
3. Droits civils de la—. (Voir *DOCUMENTS (Femme)*, 147, 280.)

FREDETTE:—

1. Loi concernant un immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père.—(Voir *BILLS*, *No 78*.)
2. Loi autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués. (Voir *BILLS*, *No 108*.)

FUNÉRAILLES:—(Voir *ASSOCIATION DES*—.) (Voir *BILLS*, *No 115*.)

GADOURY, J.-ARTHUR:—Loi validant un acte de vente consenti à—. (Voir *BILLS*, *No 145*.)

GASPÉ:—(Voir *PONT DE*—.)

GILLIES MARY:—Loi concernant les successions de Thomas O'Reilley et de—. (Voir *BILLS*, *No 158*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

GOLDBERG, JOSEPH:—Loi concernant le Collège des médecins et chirurgiens et—. (Voir BILLS, *No 117.*)

GOUGEON, MAURICE:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, *No 110.*)

GRAND'MÈRE:—Loi concernant la cité de—, son territoire et emprunt. (Voir BILLS, *No 130.*)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Rapport de vacances dans la députation, 3; Émet brefs d'élection; Certificats d'élection de députés, 6.

HABITATIONS SALUBRES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 209.*)

HANDS, CEDRIC:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, *No 75.*)

HARTT, MAURICE:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, *No 133.*)

HÔPITAUX:—

1. Loi concernant l'aide aux—. (Voir BILLS, *Nos 177 et 178.*)
2. (Voir VERDUN PROTESTANT HOSPITAL.)

HÔTELS:—

1. Loi de l'inspection des—. (Voir BILLS, *No 72.*)
2. Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 182.*)

HULL:—

1. Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de —. (Voir BILLS, *No 37.*)
2. Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 147.*)

HYGIÈNE PUBLIQUE:—Loi des unités sanitaires.—(Voir BILLS, *No 48.*)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (Comité des)—(Voir COMITÉS.)

INCENDIES:—Loi de la prévention des—. (Voir BILLS, *No 64.*)

INJONCTIONS:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 187.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

INSTITUT BIOLOGIQUE:—(Voir UNIVERSITÉ LAVAL.)

INSTITUT PÉDAGOGIQUE:—Loi relative à l'établissement d'un—à Montréal. (Voir BILLS, *No 219.*)

INSTITUTIONS CHARITABLES:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, *Nos 177 et 178.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Loi de l'—relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles. (Voir BILLS, *No 70.*)
2. Loi de l'—concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants. (Voir BILLS, *No 176.*)
3. Loi de l'—relativement aux emprunts. (Voir BILLS, *No 223.*)
4. Voir ÉCOLES, COMMISSION DES—.

INTERDICTIONS:—Loi relative aux—, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens. (Voir BILLS, *No 12.*)

JUGEMENTS EN SÉPARATION DE BIENS:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 11.*)

JUGES DE PAIX:—Lois relative aux registres tenus par les—. (Voir BILL, *No 9.*)

JUGES DES SESSIONS:—Loi concernant la pension des—, magistrats de police et magistrats de district.—(Voir BILLS, *No 210.*)

LABELLE, EUSÈBE:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, *No 127.*)

LACHINE:—Loi validant une vente d'immeuble par la cité de—à la "Dominion Bridge Company, Limited". (Voir BILLS, *No 96.*)

LAIT:—Loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers.—(Voir BILLS, *No 18.*)

LA PRÉVOYANCE:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 76.*)

LASALLE:—Loi concernant la ville—. (Voir BILLS, *No 95.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

LAST POST FUND:—Loi autorisant—à posséder un cimetière. (Voir BILLS, *No 149*).

LA TUQUE:—

1. Loi autorisant Saint-Zéphirin de—à un emprunt pour une nouvelle église. (Voir BILLS, *No 97*.)
2. Loi ratifiant le règlement No 188 de la ville de—. (Voir BILLS, *No 123*.)

LAVAL, comté:—Loi concernant l'entretien de certains chemins dans le—. (Voir BILLS, *No 112*.)

LAVAL-DES-RAPIDES:—Loi concernant la ville—. (Voir BILLS, *No 141*.)

LÉGISLATURE:—Loi de la—. (Voir BILLS, *No 52*.)

LENNOXVILLE:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, *No 116*.)

LES RENTIERS DE L'AVENIR:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 119*.)

LÉVIS:—

1. Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 98*.)
2. Loi concernant Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de— (Voir BILLS, *Nos 101*.)

LICENCES:—

1. Loi modifiant la Loi des—. (Voir BILLS, *No 44*.)
2. Loi des—relativement aux hôtels. (Voir BILLS, *No 182*.)

LICENCES DE MARIAGES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 198*.)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du—à l'ouverture de la session, 8; à la clôture de la session, 394; motion pour adresse en réponse au discours du trône, débat, 14, 21, 25, 30, 33, 34, 37, 41; adoptée, 43. Amend., rejeté, 41.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil, à l'ouverture de la session, 2; pour la sanction de certains bills, 260, à la clôture de la session, 390.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 13.

Transmission du budget, 47; du budget supplémentaire, 373.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 11.

Proroge les Chambres, 395.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

LIQUEURS ALCOOLIKES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 220.*)

L'ŒUVRE NOTRE-DAME-DU-BON-CONSEIL:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 106.*)

LOI 3 GEO. V, c. 6:—Loi modifiant la—et la Commission des eaux courantes. (Voir BILLS, *No 53.*)

LOI 18 GEO. V, c. 3:—Loi modifiant la—concernant le palais de justice du district de Québec. (Voir BILLS, *No 67.*)

LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC:—

1. Loi modifiant la—(Voir BILLS, *No 166.*)
2. Loi—relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité. (Voir BILLS, *No 190.*)
3. Loi—relativement aux arrondissements de votation. (Voir BILLS, *No 222.*)
4. Loi—. (Voir BILLS, *No 188.*)

LONGUEUIL:—Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 159.*)

MAGISTRATS DE POLICE:—(Voir JUGES DES SESSIONS.)

MANDATS SPÉCIAUX:—Dépôt, 19.

MARIAGES:—Loi des licences de—. (Voir BILLS, *No 198.*)

MASONIC MEMORIAL TEMPLE CORPORATION:—Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la—de toutes taxes. (Voir BILLS, *No 153.*)

MASSON, JOSEPH:—Loi ratifiant actes de vente de la succession de l'honorable—. (Voir BILLS, *No 135.*)

MASSON, village:—(Voir NOTRE-DAME-DES-NEIGES DE:—.)

MÉDECINS:—(Voir COLLÈGE DES—.)

MINES:—

1. Loi concernant les—de Québec. (Voir BILLS, *No 42.*)
2. Loi des compagnies minières. (Voir BILLS, *No 202.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

MONTREAL, cité:—

1. Loi ratifiant certains contrats concernant la—. (Voir *BILLS, No 46.*)
2. Loi concernant les terres en culture dans la—. (Voir *BILLS, No 111.*)
3. Loi déterminant la pension de certains officiers de police de la—. (Voir *BILLS, No 129.*)
4. Loi permettant à la—d'exempter la "Masonic Memorial Temple Corporation" de toutes taxes. (Voir *BILLS, No 153.*)

MONTREAL ET SUD-OUEST:—Loi concernant la compagnie de chemin de fer—. (Voir *BILLS, No 155.*)

MONTREAL MUTUAL INS. CO.:—(Voir *SELECT MUTUAL.*)

MONTREAL TRUST CO.:—

1. Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 90.*)
2. (Voir *COMMISSAIRES DU HAVRE.*)

MOUTONS:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 199.*)

MUNICIPALITÉS:—(Voir *SUBVENTIONS MUNICIPALES; CODE MUNICIPAL; TAXES.*)

MUSÉES DE LA PROVINCE:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 68.*)

NOTRE-DAME-DES-NEIGES-DE-MASSON:—Loi concernant le village de Masson et les commissaires d'écoles de—. (Voir *BILLS, No 140.*)

NOTRE-DAME-DU-BON-CONSEIL:—(Voir *L'ŒUVRE DE—.*)

OFFICIERS DE JUSTICE:—Loi des salaires de certains—. (Voir *BILLS, No 229.*)

OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—Loi concernant l'Association des—. (Voir *BILLS, No 121.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ORATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 8.

Donne sa décision sur des questions d'ordre, 94, 313.

Précis des décisions de l'—, 396.

Dépose le rapport du bibliothécaire, 279.

Appel de la décision de l'—maintenue, 95.

Ajourne la Chambre sans qu'il y ait motion à cet effet, 351, 359.

Fait rapport que son prédécesseur a adressé au Greffier de la Couronne en Chancellerie un mandat pour émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de l'Islet, 3.

Télesphore Damien Bouchard, élu—, 2.

Iréné Vautrin, élu député—, 43.

Fait rapport que le Greffier de la Couronne en chancellerie a émis de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Compton, Richelieu, Montcalm et Beauce, 4.

Fait rapport qu'il a reçu certificats d'électeurs, 5, 6, 7, 8.

L'—suppléant prend fauteuil, 50, 204, 241.

L'—suppléant rend décision sur question d'ordre, 321.

ORDRES DE LA CHAMBRE:—

Ordre rescindé, 273.

Ordre révoqué, 168.

Ordre révoqué et bill retiré, 351.

ORDRES DU JOUR:—Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre. (Voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

O'REILLEY, THOMAS:—Loi concernant les successions de—et de Mary Gillies. (Voir BILLS, *No 158.*)

OUTREMONT:—Loi concernant la cité d'—. (Voir BILLS, *No 103.*)

PAIN:—Loi de la fabrication du—. (Voir BILLS, *No 62.*)

PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 16.*)

PALAIS DE JUSTICE, QUÉBEC:—Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 67.*)

PARATONNERRES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 221.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PÉNALITÉS:—Loi du paiement des—. (Voir *BILLS, No 55.*)

PENSIONS ALIMENTAIRES:—Loi relative aux sommes et pensions données à titre d'aliments. (Voir *BILLS, No 27.*)

PÈRES EUDISTES:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 83.*)

PÉTITION:—de “St. Francis Valley Railway Company” demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, 35.

PHARMACIE:—Loi de—. (Voir *BILLS, No 168.*)

POINTS D'ORDRE:—(Voir *QUESTIONS D'ORDRE.*)

POLICE:—

1. Loi de la—et du bon ordre. (Voir *BILLS, No 15.*)
2. (Voir *MONTREAL, cité.*)

PONT ALONZO WRIGHT:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 146.*)

PONT DE CAUGHNAWAGA:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 207.*)

PONT DE GASPÉ:—Loi concernant un pont sur la Baie de—. (Voir *BILLS, No 224.*)

PONT SUR RIVIÈRE DES PRAIRIES:—Loi concernant un pont sur—. (Voir *BILLS, No 213.*)

PRATT, JOHN:—Loi concernant la succession de—. (Voir *BILLS, No 81.*)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR.*)

PRÉSIDENT DES COMITÉS:—

1. M. Irénée Vautrin est nommé—, 43.
2. Le—préside les séances de la Chambre, 50, 67, 69, 99, 204, 241, 330, 334, 337.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 193.*)

PRÉVOYANTS DU CANADA:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 122.*)

PRISONS:—(Voir *PALAIS DE JUSTICE ET—.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PRIVILÈGES SUR LES IMMEUBLES:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, No 192.)

PROCÉDURE:—

1. Loi de certaines matières de—. (Voir BILLS, No 228.)
2. (Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature, II.

QUÉBEC, CITÉ DE:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, No 99.)

QUEBEC LABRADOR RY. CO.:—Loi concernant—. (Voir BILLS, No 150.)

QUEBEC & WESTERN RY CO.:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 92.)

QUESTIONS (ET RÉPONSES) :—

Accidents du Travail:—(Voir *Commission des*—.)

Actif et passif—Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province le 31 décembre 1929. 91.

Administration de la justice:—(Voir *Mandats; Mandats spéciaux*.)

Affaires municipales:—1. Combien a-t-il été payé à la province par les corporations municipales à l'occasion de tout acte émis, en rapport avec les—, depuis janvier 1929 à janvier 1930, 84; 2. (Voir *Corporations municipales; Emprunts; Maires et conseillers*.)

Agriculteurs:—Combien y avait-il d'—dans la prov. de 1925 à 1929, 345.

Agriculture:—(Voir *Automobiles; Commission du Prêt Agricole; Fermes; Mandats spéciaux; Publications*.)

Aliénistes:—(Voir *Congrès des*—.)

Amiante:—Depuis réponse du 21 janvier 1925, les droits sur—ont-ils été augmentés, quand et combien. 325.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Amiesite Asphalt, Ltd.:—1. A quelle date la Cie—a-t-elle déposé dernière fois un sommaire conformément à l'art. 187 de la Loi des Cies; noms et adresses des directeurs, 85, 2. Depuis la réponse du 12 mars 1929, combien de contrats ont été accordés à—; *a.* date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés, 77.

Animaux à fourrure:—(Voir *Rajotte.*)

Annonces:—(Voir *Journaux.*)

Asiles d'aliénés:—(Voir *Mamrats spéciaux; Congrès des aliénistes.*)

Assistance publique:—1. A quelle date a été fait le premier paiement annuel à—, soit \$1,000,000., provenant du revenu de la Commission des Liqueurs, (Comptes Publics 1928-29), 162; 2. (Voir *Médecins et chirurgiens.*)

Automobiles:—1. Combien le ministère de l'agriculture a-t-il dépensé pour—à date; nombre—lui appartenant; sont-elles réparées à Deschambault, 324; 2. Combien de licences d'—ont été émises de 1925-26 à 1929-30, 326.

Barrage Mercier:—Le contrôle du—sur la rivière Gatineau est-il entre les mains de la Commission des Eaux Courantes ou de la Cie Gatineau Power; cause de l'inondation sur la rivière Gatineau au printemps de 1929; dommages; y a-t-il des réclamations, 215.

Batiscan:—(Voir *Pont de—.*)

Bégin, Noël:—M. —, de Palmarolle, comté d'Abitibi, a-t-il reçu la prime de \$24.00 pour culture sur son lot en 1929, 331.

Beurre:—Concernant la production du—dans Québec, en 1929, 1928, 1927; le—de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie acheté en 1928, 1927, 46.

Blais, Frank:—Quels droits de coupe a payés M. — ou "Frank Blais, Limited", depuis 1926, 223.

Bois:—(Voir *Duvernay; Mesurage; Racine; Terres et forêts; Coupes de—.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—Suite.

Bolduc, J.-E.-J.:—(Voir *Coupes de bois*.)

Bordeaux:—(Voir *Prison de—*.)

Bourses:—Quels sont les élèves et professeurs à qui il a été octroyé des—pour suivre cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 4 mars 1929; genre d'études, 147.

Bulletin météorologique:—A qui ont été payées les \$707.71 pour l'impression du—, août 1927 à avril 1929, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 121.

Bureaux de placement:—Combien le gouvernement a-t-il des—, adresse; positions accordées de 1925 à 1929, 344.

Caisses populaires:—Combien y a-t-il de—qui auraient fait perdre \$200,000 ou \$250,000 à leurs membres, 344.

Cartes:—A qui ont été payées les \$18,700.00 pour—, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120.

Certificats de mineurs:—Quel nombre des—émis pour le comté de Témiscamingue de 1925 à 1929. 303.

Champs de démonstration:—(Voir *Fermes de—*.)

Charges sur le revenu:—(Voir *Mandats*.)

Chemins améliorés de façon permanente:—1. Qu'a coûté (a) au gouvernement, (b) aux municipalités la construction des 12,502 milles de—; combien ont été refaits, réfection, entretien, 89; 2. Quelle est la longueur des—des cités et villes, outre les 12,502 milles mentionnés à la page 12 rapport de la voirie, 1929. 326; 3. Qu'ont coûté au gouvernement, aux municipalités les 407.51 milles de chemins améliorés en sable et glaise, (rapport du ministère de la voirie, 1929); même question pour les 10,094.27 milles de chemins en gravier; pour les 1,421.76 milles de chemins en macadam; pour les 123.81 milles de chemins en macadam bitumineux; pour les 105.72 milles de chemins en béton de ciment; pour les 349.01 milles de chemins en béton bitumineux, 200.

Chemin des Sept-Chutes:—Combien a coûté le—, près Sainte-Émélie-de-L'Énergie, Joliette, 311.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Chemins de colonisation:—(Voir *Colonisation.*)

*Colonisation:—*1. Quels salaires par jour pour chemin de—, 325; 2. (Voir *Bégin; Gardes-chasse; Routes à Cap-Chat; Royal-Roussillon; Saint-Côme; Ste-Émélie-de-l'Énergie; Mandats spéciaux.*)

*Colons:—*Quel montant le gouvernement a-t-il avancé aux—pour bâtir maisons ou granges en 1929, 99.

Compagnie Franco-Canadienne:—(Voir *Maher, Thomas.*)

*Commission des Accidents du Travail:—*Depuis mars 1929, quel est le nombre des cas que la—a eu à étudier; à régler, montant global, 99

Commission des Eaux courantes:—(Voir *Réservoirs; Barrage Mercier.*)

*Commission des liqueurs:—*1. Depuis la réponse du 6 février 1929, combien la—a-t-elle dépensé pour gouvernement, 106; 2. Quel est le montant provenant, du 1er mai 1928 au 1er mai 1929; du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930 des ventes, des brasseries, permis, tavernes, hôtels, restaurants, clubs, amendes, saisies, 106; 3. Combien a coûté le restaurant de la—au Pied-du-Courant, du 1er mai 1928 au 30 avril 1929, et du 30 avril 1929 à date; combien a-t-il rapporté, 106; 4. Combien de permis de tavernes, de transports, la—a-t-elle donnés en 1929, dans la cité de Montréal, cité de Québec, dans le reste de la province; combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal, 106; 5. Quel est le montant total pour l'année 1928-29 provenant des ventes faites par les magasins de la—dans la ville de Hull, licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., les amendes, les saisies, 107; 6. Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois, en 1929, dans les magasins de la Commission des liqueurs, à: Valleyfield, Hull, Sherbrooke, St-Jean, Joliette, Trois-Rivières et pour quel montant, 152; 7. Combien la—a-t-elle dépensé en 1929 pour frais de publicité, 335; 8. Coût à la—des polices d'assurance à ses employés; prime totale; assurance globale; compagnies, 368; 9. (Voir *Assistance publique; Desmarais; Généreux; Lefort; Mercier, Roger; Keelman; Loi des liqueurs.*)

*Commission des Monuments Historiques:—*Combien de rapports la—a-t-elle fait imprimer depuis 1925, combien gratuitement, combien vendus, 157.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Commission du Prêt Agricole:—Combien de demandes d'emprunts reçues par la—, 264.

Concessions minières:—Combien de— ont été émises pour le comté de Témiscamingue, de 1925 à 1929, 303.

Congrès des aliénistes:—Le gouvernement était-il représenté au—à Barcelone, Espagne; quelle date; y a-t-il rapport, 164.

Conseils municipaux:—(Voir *Emprunts*.)

Contributions scolaires:—Concernant le pourcentage des—payées par les contribuables, par le gouvernement en 1927-28 et 1928-29, 86.

Coopérative Fédérée de Québec:—La—paie-t-elle taxe à la cité de Montréal, 83.

Corporation des Obligations municipales, Ltée:—A quelle date la— a-t-elle déposé sommaire conforme à l'art. 103 ou à l'art. 187 de la Loi des compagnies; noms des directeurs, 372.

Corporations municipales:—Quel était le passif des—en 1928 et 1929, 154.

Corporations scolaires:—1. Quel était le passif des—en 1928-29, 148; 2. (Voir *Emprunts*.)

Courses:—(Voir *Licences*.)

Côte Visitation, Saint-Charles-Borromée:—Le gouvernement a-t-il contribué au chemin de la—, comté de Joliette, entre la ville de Joliette et Saint-Ambroise-de-Kildare; montant de la contribution, 362.

Coupes de bois:—1. De faux affidavit ont-ils été faits en rapport avec des—, comté de Bellechasse, 342; 2. Le gouvernement a-t-il des limites dans le comté de Bellechasse sous licences pour—depuis que M. Édouard Lacroix les a abandonnées; le notaire J.-E.-J. Bolduc, maire de Saint-Camille-de-Bellechasse, fait-il couper bois sur lesdites limites, 350; 3. (Voir *Droits de coupe*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Deslauriers, Adélarde, Ltée.:—1. Quels sont les contrats accordés à la compagnie—et montant payé y compris les “extras”, 85; 2. A quelle date la Cie—a-t-elle déposé, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec, noms de ses directeurs, 85.

Desmarais, Jules.:—Combien la Commission des Liqueurs a-t-elle payé à M. — pour honoraires, etc., depuis qu'il est à son emploi, 359.

Dominion Financial Corporation, Ltd.:—Des procédures ont-elles été prises pour faire annuler le transfert de l'actif de la—à la “Vermont Mortgage Corporation”, 105.

Droits de coupes de bois.:—Le ministre des Terres a-t-il perçu des—sur le terrain occupé par la ligne de transmission du Lac St-Jean à Québec; de qui et combien, 153; 2. (Voir *Blais; Richardson; Coupes de bois; Duvernay.*)

Droits du pauvre.:—1. Quels ont été les—perçus dans toute la prov. en 1928-29; dans cité de Montréal, dans toute la prov. en vertu de S. VI, ch. 189, vol. III, S. Refondus, 1925, art. 49; 86; 2. (Voir *Licences.*)

Dupré, Marcel.:—Quel est le montant dépensé pour les concerts de M. —, sous les auspices du Conservatoire National depuis le 1er janvier 1928; sommes octroyées pour concerts et conférences; subventions accordées aux impressarii pour artistes ou troupes théâtrales, 363.

Duvernay, Canton.:—Quelles conclusions de l'enquête au sujet des bois coupés, en 1928-29, dans—, transportés à la scierie de la compagnie Lemay, à Landrienne, et saisis par le ministère des Terres et forêts, 142.

Écoles.:—(Voir *Contributions scolaires; Corporations scolaires; Institutrices; Instruction publique.*)

École de Médecine vétérinaire.:—L'—a-t-elle été transportée à l'Institut Agricole d'Oka, 78.

Écoles de réforme et d'industrie.:—(Voir *Mandats spéciaux.*)

École des Beaux-Arts (Montréal).:—Qu'ont coûté à date, terrain, construction, réparations, aménagement de l'—334.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

Écoles des hautes études (Montréal):—Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'—, 334.

Écoles élémentaires:—Combien a été dépensé pour la construction, etc., des—, depuis 1919-20; pourcentage de la contribution du gouvernement, 243.

École technique de Montréal:—Coût à date, 334.

Emprunts:—1. Quel montant a exigé le gouvernement des corporations scolaires autorisées à faire des — en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$2,142,458. 68; 75; 2. Quel montant a exigé le gouvernement des municipalités et des corporations scolaires du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1928-29; 107; 3. Quels sont les conseils municipaux auxquels le gouvernement a refusé des demandes d'emprunt pour \$814,724, (Rapport du Ministre des Affaires Municipales 1928-29), quel comté; quelle somme dans chaque cas, 171.

Eureka Mines, Ltd.:—Existe-t-il une compagnie—; capital; officiers en juin 1928; claims; concessions minières, etc., 357.

Femmes:—(Voir *Salaires minimum des—*.)

Fermes:—Concernant le nombre de—dans la province vendues par ministère de l'Agriculture en 1929; dans les vieilles paroisses; dans les régions de colonisation, 47.

Fermes à vendre:—1. Pour combien de—le ministère de l'agriculture a-t-il mis en 1929 leurs propriétaires en communication avec des acheteurs possibles, 148; 2. Combien y aurait-il de—dans la province, 148.

Fermes de démonstration:—1. Combien de—dans Hull, Pontiac et Papineau; l'intention du gouvernement d'en établir, 57; 2. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, pendant les six premiers mois de l'exercice en cours, pour—, champs de démonstration, vergers de démonstration, pour conserves alimentaires, 72; 3. Combien y a-t-il à date de—, coût, nombre établi, depuis la réponse du 13 février 1929, noms des propriétaires, paroisses et comtés, 72.

Fitzpatrick, Sir Chas:—(Voir *Spencer Wood.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Galipeault:—(Voir Pont—.)

*Gardes-chasse:—*Combien le gouvernement avait-il de—, de gardes-pêche à son emploi, de 1925 à 1929, 342.

*Gardes-feux:—*Combien le gouvernement avait-il de—à son emploi, de 1925 à 1929, 344.

Gardes-pêche:—(Voir Gardes-chasse.)

*Gazette Printing Co., Ltd., The:—*1. A quelle date—, a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 184; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant montants inscrits spécifiquement ou non dans les Comptes publics 1928-29, 189; 3. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à la—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant montants inscrits spécifiquement ou non dans Comptes publics, 189.

*Gazoline:—*Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de la—et la perception de la taxe, 326.

Généreux, Édouard:—(Voir Lefort, Arthur.)

*Guide pour les touristes:—*Combien de livres “Sur les routes de Québec, —”, le gouvernement a-t-il fait imprimer; coût, 72.

Hull:—(Voir Emprunts.)

*Impression:—*1. A qui ont été payées les \$6,792.20 pour—, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 121; 2. (Voir *Journaux.*)

*Inspecteurs d'écoles:—*Le gouvernement qui, (page 302 des journaux de l'Assemblée législative 1929), était à étudier la question de payer aux —leurs dépenses de voyages au lieu de l'indemnité fixée par arrêté de l'exécutif, le 15 avril 1921, en est-il arrivé à quelque conclusion, 164.

*Inspecteurs d'écoles protestantes:—*Les deux fonctions d'—vacantes, l'une le 1er janvier 1927, l'autre le 1er septembre 1928, (page 302 des

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

journaux de l'Assemblée législative 1929), ont-elles été remplies; quand, 182.

Institut agricole d'Oka:—(Voir *École de médecine vétérinaire*.)

Institutrices:—Quelle a été la moyenne des salaires des—, écoles élémentaires, en 1927-28, 1928-29; moyenne dans chacun des comtés, mêmes périodes, 86.

Instruction publique: (Voir *Impression*; *Inspecteurs*; *Institutrices*; *Livre de prix*; *Loi scolaire*; *Journal de l'—*; *Mandats spéciaux*; *Mon Premier livre*; *Reliure*; *Rapports du département*.)

International Paper Co.:—Quels sont les ingénieurs forestiers sur concessions affermées à la—; le gouv. a-t-il autorisé coupes de bois plus petit que diamètre légal; des coupes illégales ont-elles été rapportées, 371.

Journal de l'Instruction publique:—Qui impriment le français et anglais du—pour la publication desquels il a été octroyé \$14,000.00 (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120.

Journal scolaire:—A qui ont été payées les \$750.00 pour— (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 121.

Journaux:—1. Quels sont les journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure: pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; et du 31 décembre 1929, 284; 2. (Voir *Gazette*; *L'Abeille*; *Le Canada*; *La Riposte*; *La Tribune*; *L'Autorité Nouvelle*; *Le Bulletin*; *Le Bulletin de la Ferme*; *L'Éclaireur*; *Le Soleil*; *L'Événement*.)

Kee'man, M.:—M. —, de l'agence des détectives Pinkerton, a-t-il fait travail pour la Commission des liqueurs, en 1928, 292.

L'Abeille ou L'Abeille, Enrg.:—1. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, ou l'Abeille et l'Érable, ou L'Abeille Enr., pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 192; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928 à—, ou L'Abeille et L'Érable,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

ou L'Abeille Enr., pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 192.

L'Abeille et L'Érable:—(Voir *L'Abeille.*)

La Compagnie de publication du Canada, Ltée:—(Voir *Le Canada.*)

Lacroix, Édouard:—(Voir *Coupes de Bois.*)

*Lac-Saint-Jean:—*1. Le ministre de la voirie a-t-il donné un contrat pour deux coulées dans le chemin de front du—(rang de l'église de Saint-Bruno); soumissions; annoncées; prix, 125; 2. Des plaintes ont-elles été portées au sujet de la route autour du—, travaux demandés ont-ils été faits, 125; 3. Le gouvernement a-t-il payé en 1929 des dommages causés par l'inondation du—, du printemps 1928; à qui, dans quelles paroisses; le gouvernement admet-il sa responsabilité, 170; 4. (Voir *Droits de coupes de bois.*)

*La Riposte:—*Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 192; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à—, pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 192.

*La Tribune ou La Tribune, Ltée:—*1. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928 à—, pour abonnements, annonces, publicité, impression ou publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 190; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 190; 3. A quelle date—, a-t-elle déposé un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 158.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

L'Autorité Nouvelle ou L'Autorité Company:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à—, pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 194.

L'Autorité Nouvelle:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 194.

L'Autorité Company:—A quelle date—a-t-elle déposé un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies; noms de ses directeurs, 158.

Le Bulletin:—(Voir *Pigeon*.)

Le Bulletin de la Ferme, Ltée:—1. A quelle date—a-t-il déposé un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 158; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, ou le "Bulletin de la Ferme, Limitée", pour abonnements, annonces, publicité, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 194; 3. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à—ou le "Bulletin de la Ferme, Limitée", pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement, dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 194.

Le Canada:—1. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29—ou la "Compagnie de publication du Canada, Limitée", pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics de 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 193; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à—, ou la "Compagnie de Publication du Canada, Limitée" pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 193; 3. A quelle date la "Compagnie de Publication de—, a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 183.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

L'Eclaireur ou L'Eclaireur, Ltée:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—ou *L'Eclaireur, Limitée*, pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 191.

L'Eclaireur:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée, de 1919 à 1928 à—, ou *L'Eclaireur, Limitée*, pour abonnements, annonces, publicité, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 191.

Lefort, Arthur:—1. Un nommé—a-t-il travaillé pour la police provinciale, 154; 2. Un nommé—a-t-il été à l'emploi de la Commission des Liqueurs; quelle date; emploi; résigné ou destitué; même question pour Édouard Généreux, 107.

Lemay, Cie:—(Voir *Duvernay*.)

Le Nouvelliste ou La Cie de Publication Le Nouvelliste, Ltée:—1. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 au—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 191; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928 au—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toute sorte, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 191; 3. A quelle date *La Cie de Publication*—, a-t-elle déposé, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 183.

Le Soleil, Ltée:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 au—, pour abonnements, annonces, publicité, reliure, etc., comprenant montants inscrits ou non dans Comptes publics 1928-29, 119; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928 à la compagnie—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant montants inscrits spécifiquement ou non dans Comptes publics, 189; 3. A quelle date—a-t-il déposé un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 86.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

L'Évènement ou *La Cie de l'Évènement*:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 à—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant montants inscrits spécifiquement ou non dans les Comptes publics 1928-29, 189; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à—, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 190; 3. A quelle date *La Cie* de—, a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 184.

Lévesque, Philippe:—(Voir *Royal-Roussillon*.)

Licences:—1. Quels ont été les droits perçus en 1928-29: dans la cité de Montréal; dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, de pistes de courses, d'entrée aux pistes de courses, des honoraires de l'enregistrement, des appareils pour les paris ou gageures, 93; 2. (Voir *Droits du pauvre*.)

Lieux d'amusements:—(Voir *Licences*.)

Licences: hôtels, magasins, etc.:—1. Qu'a rapporté en 1928-29 chacune des sources de revenus sous la rubrique générale—(Comptes publics 1928-29), 154; 2. Qu'a rapporté en 1896-97 les sources de revenus sous la rubrique—, (Comptes publics 1896-97), 235; 3. Qu'a rapporté en 1919-20 les sources de revenus comprises sous la rubrique—, (Comptes publics 1919-20), 236; 4. Qu'a rapporté les sources de revenus comprises sous la rubrique—, du 1er juillet 1929 au 31 décembre 1929, 326;

Liqueurs:—(Voir *Commission des*—.)

Lislois, J.-C.:—Pendant la suspension du shérif—, de Montmagny, y a-t-il eu vols à la prison, 377.

Livres de prix:—A qui ont été payées les \$2,200.00 pour—, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 121.

Loi 10 Geo. V, c. 9:—(Voir *Bourses*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Loi 16 Geo. V, c. 55:—Quels sont les revenus bruts et nets de la province provenant de la—, depuis le 1er janvier 1929 au 1er janvier 1930, 86.

Loi des bons chemins:—Combien de municipalités n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la—, de 1925 à 1929, 129.

Loi des liqueurs:—Combien a coûté, en 1928-29, la mise en vigueur de la—du 1er mai 1929 au 1er janvier 1930; montant dépensé pour détectives et causes; montant payé aux avocats de la Commission des liqueurs, 135.

Loi scolaire:—A qui ont été payées les \$6,604.69 pour l'impression de—, (Comptes publics 1928-29), et montant payé dans chaque cas, 121.

Macurban Asphalt, Ltd.:—1. Depuis la réponse du 12 mars 1929, combien de contrats ont été accordés à—, date du contrat, prix, route, matériaux, 78; 2. A quelle date la—a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 85.

Maher, Thomas:—1. Monsieur—, ingénieur forestier, a-t-il déjà été l'employé du ministère des Terres et forêts; quelles époques; fonctions; montants touchés en paiement de services, 254; 2. L'ingénieur forestier, —, a-t-il obtenu contrats du gouvernement pour inventaires des forêts; la date du contrat, où le travail a été fait, territoire inventorié, etc., 255; 3. Quel prix du mille carré recevait M. — pour ses contrats avec le ministère des terres et forêts: *a.* du 17 mars au 15 juillet 1924; *b.* du 21 janvier au 7 octobre 1925; *c.* du 28 mars 1928 au 9 avril 1929; *d.* du 17 octobre 1928 au 3 septembre 1929; contrats d'inventaire à d'autres ingénieurs forestiers ou arpenteurs; Cie Franco-canadienne, 359; 4. Est-ce que M. —, a sollicité contrats du gouvernement, en 1929, 374.

Maires et conseillers:—Quels sont les nom, prénoms et occupation de chacun des maires et des conseillers nommés par le gouvernement, (Rapport du Ministre des Affaires Municipales 1928-29); quels municipalités et comtés, raison et durée de chacune de ces vacances, 171.

Mandats:—Quelle somme représentent les — émis et non payés au 31 décembre 1929 pour les premiers six mois de l'exercice en cours; balance en banque le 31 décembre 1929, 130.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Mandats spéciaux:—Quel est chacun des cas de nécessité urgente pour lesquels des mandats spéciaux, (Comptes publics 1929), ont été émis pour: *a.* \$35,000.00 au service “Législation”; *b.* \$115,000.00 au service “Administration de la justice”; *c.* \$33,600.00 au service “Instruction publique”; *d.* \$180,000.00 au service “Asiles d’aliénés”; *e.* \$100,000.00 au service “Écoles de réforme et d’industrie”; *f.* \$249,000.00 au service “Travaux publics”; *g.* \$13,000.00 au service “Travail”; *h.* \$200,000.00 au service “Agriculture”; *i.* \$68,861.35 au service “Terres et Forêts”; *j.* \$205,000.00 au service “Colonisation, Mines et Pêcheries”; *k.* \$12,900.00 au service “Charges sur le revenu”; *l.* \$5,752.00 à “Services divers”, 119.

Manicouagan & English Bay Export Co.:—A quelle date les concessions forestières de la—ont-elles été affermées; prime, améliorations sur ces limites, 252.

Marsouin:—Depuis la réponse du 22 mars 1929, combien a-t-il dépensé soit pour détruire, chasser ou utiliser au point de vue commercial le marsouin; à qui a été confié le soin de poursuivre les études de destruction, 114.

Médecins et chirurgiens:—Quelle rémunération reçoivent les—qui traitent les malades indigents dans les institutions d’assistance publique, 148.

Médecins vétérinaires:—Combien de—ont-ils été employés pour faire subir aux troupeaux, l’épreuve de la tuberculine en 1929; noms, paroisses et comtés, combien d’animaux ont subi l’épreuve; condamnés, 72

Mercier, barrage:—(Voir *Barrage*.)

Mercier, Roger:—1. Est-il à la connaissance du procureur-général qu’un nommé —, de Montmagny, a été à l’emploi de la Commission des liqueurs; condamné à la prison, 291; 2. Un nommé —, de Montréal, a-t-il été condamné, pour offense contre Loi des liqueurs, frais, avocat, 377.

Messier Frères:—Le gouvernement ou la Coopérative Fédérée de Québec a-t-il fait l’achat de la laiterie —, rue Notre-Dame, Montréal, 212.

Mesurage du bois:—La Commission du—ainsi que du cubage a-t-elle terminé ses travaux, 90.

QUESTIONS:—*Suite.*

Mines:—(Voir *Permis d'exploitation minière; Concessions minières; Certificats de mineurs; Eureka Mines.*)

*Mon Premier Livre:—*1. A qui ont été payées les \$18,000.00 pour l'impression de—, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120; 2. A qui ont été payées les \$4,000.00 pour distribution de —, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120.

Monuments historiques:—(Voir *Commission des—.*)

Municipalités:—(Voir *Loi des bons chemins; Emprunts; Corporations municipales; Affaires municipales.*)

*Noranda Mines, Ltd.:—*Quels montants ont été payés au gouvernement en royauté par la—, en 1928-29, 302.

*Notman, W. C., Son:—*Combien de photographies prises pour les \$1,617.50 payées à— (Comptes publics 1927-28 sous l'item "Spencer-Wood"), 153.

Paielements:—(Voir *Recettes.*)

*Palais de justice de Montréal:—*Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'annexe du—; même question pour la prison de Bordeaux; l'École des Hautes Études de Montréal; l'École technique de Montréal; l'École des Beaux-Arts de Montréal; l'École des Beaux-Arts de Québec, 334.

*Palais de justice (Québec):—*Les travaux du—, qui, d'après une réponse du 19 mars 1929, devaient être terminés en septembre 1929, sont-ils terminés; coût, 78.

*Palais de justice de Sherbrooke:—*Demandes concernant la pose d'un ascenseur dans le—ont-elles été reçues, 135.

*Paquet, Evariste:—*Est-il vrai que le géolier de la prison de Montmagny, —, aurait laissé la garde de la prison à un prisonnier du nom de Wellie Mann; ledit — a-t-il été suspendu, 324.

Paris ou gageures:—(Voir *Licences.*)

*Passif et actif disponibles:—*Quels étaient le—, 31 déc. 1929, 91.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Permis d'exploitation minière:—Combien de—ont été émis dans le comté de Témiscamingue de 1925 à 1929, 302.

Pérodeau, Hon. N.:—(Voir *Spencer Wood.*)

Pigeon, A.-P., Ltée:—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée en 1928-29 au Bulletin, ou A.-P. Pigeon, ou—, pour abonnements, annonces, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement, dans les Comptes publics 1928-29 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 193; 2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée de 1919 à 1928, à A.-P. Pigeon, ou—, pour abonnements, annonces, publicité comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes publics et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, 193.

Pigeon, A.-P., Ltée:—A quelle date la compagnie—, a-t-elle déposé un sommaire, conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 158.

Pistes de courses:—(Voir *Licences.*)

Plourde, Émile:—Le contrat donné à —, de Saint-Prime, Lac Saint-Jean, pour charroirage de sable à gravelage, dans Saint-Gédéon, a-t-il été annulé ou suspendu, 304.

Ponts:—1. Quels sont les—qui ont été construits en 1928-29 et subventionnés par le gouvernement; coût de chacun de ces 58 points, 79. 2. Quels sont les 59 ponts qui étaient en construction au 1er juillet 1929; coût, subventions du gouvernement, contribution des municipalités, 80.

Pont Alonzo Wright:—Combien a coûté le—, sur la rivière Gatineau, comté de Hull; contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire, 58.

Pont de Batiscan:—(Voir *Pont Galipeault.*)

Pont de Cameron:—Combien coûtera le—situé entre Bouchette et Cameron, comté de Hull; contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire, 57.

Pont de la Pointe-Gatineau:—Les plans pour reconstruction du—près de Hull ont-ils été préparés; quand travaux et coût, 57.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Pont de Québec:—La construction de la voie carrossable sur le—est-elle terminée; coût, véhicules de toutes sortes y ayant passé, taux de péage, 84.

Pont entre Sainte-Anne et Chicoutimi:—Le gouvernement s'est-il engagé à payer pour un—sur le Saguenay, 135; 2. Le gouvernement a-t-il offert de construire un pont sur la rivière Saguenay, —, sans qu'il en coûte un sou aux municipalités, 303.

Pont Galipeault:—De janvier 1929 à janvier 1930, quels sont les revenus nets et bruts du —, du pont Taschereau, du pont Batiscau, 84.

Pont Taschereau:—(Voir *Pont Galipeault.*)

Pouvoir des Quinze:—Quel est le nombre de chevaux-vapeur développé au—; exporté en Ontario, ce que ce pouvoir d'eau a rapporté au gouvernement, 302.

Prêt Agricole:—1. Date des activités du—, nommé en vertu de 18 Geo. V, c. 30; membres du conseil; salaires, nomination, etc., 371; 2. (Voir *Commission du—.*)

Price Bros & Co.:—Quand et comment la compagnie —, a-t-elle obtenu les limites à bois à Sainte-Catherine et à Sainte-Marguerite sur le Saguenay, 253.

Prison de Bordeaux:—Coût à date du terrain, constructions, réparations, aménagement de la—, 334.

Prison de Chicoutimi:—A quelle date a commencé la construction de la nouvelle—; coût, terrain, construction, 155.

Prison de Hull:—Les plans de modifications à être faits à la —, sont-ils complétés; quand commencer les travaux, 135.

Protonotaires de Roberval:—Quels sont les—nommés sur la recommandation de qui; traitement, 345.

Provincial Transport Co.:—A quelle date la— a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 184.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Publications:—Quelle somme a coûté le service des—du ministère de l'agriculture du 1er janvier 1929 au 1er janvier 1930, 83.

Publicité:—(Voir *Journaux.*)

Racine, canton:—Quel règlement a été effectué dans chacun des cas de coupes illégales de bois qui auraient été faites sur—; date du règlement, 153.

Rapports du département:—A qui ont été payées les \$3,500.00 pour —, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120.

Rapports du surintendant:—A qui ont été payées les \$720.00 pour —, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120.

Rajotte, Rosario:—M. — a-t-il été envoyé à l'étranger pour se spécialiser dans les maladies des animaux à fourrure; est-il médecin vétérinaire, 83.

Recettes et dépenses:—1. Quel est le sommaire des—pour les premiers six mois de l'exercice en cours, 155; 2. Quel est l'état des—du 1er juillet 1929 au 31 décembre 1929, 172.

Recettes et paiements:—A quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours; les recettes et les paiements de toutes sortes, 90.

Reliure:—A qui ont été payées les \$5,500.00 pour—, (Comptes publics 1928-29) et montant payé dans chaque cas, 120.

Réservoirs:—Quels sont les—construits par cette province pour la régularisation des cours d'eau; capacité, coût, la propriété, à la province, servitudes, etc., 210.

Restaurant de la Commission des liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Revenus de la province:—(Voir *Loi 16 Geo. V, c. 55.*)

Richardson, Cie James:—Quel est le montant des droits de coupe payées par la—pour son exploitation de Cap-Chat depuis 1924; droits

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

de coupe payés par toutes autres personnes pour leur exploitation à Cap-Chat, 223.

Rioux, G.-H.:—Un nommé—a-t-il déjà été à l'emploi du département du procureur-général; quelles fonctions; destitué ou démissionné; relation avec l'indicateur Renaud, 248.

Robertson & Janin, Ltd.:—A quelle date la—a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 85.

Routes:—Quelles sont les—entretenues par le gouvernement pour les véhicules moteurs; longueur totale; coût de leur entretien et proportion des municipalités, 55. (Voir *Chemins*; *Voirie*; *Hull-Maniwaki.*)

Route 34:—A quelle date a commencé et terminé la construction de la—, du Lac Mégantic à Springhill; entrepreneur, 200.

Route à Cap-Chat:—Combien la Colonisation a-t-elle donné d'octrois depuis 1924, pour l'entretien de—, 237.

Route Hull-Maniwaki:—Combien a coûté la—, canton de Wakefield; soumissionnaires, prix, travaux, 71.

Route Laprairie:—Combien a-t-il été dépensé à date sur la—jusqu'au nouveau pont de la rive sud; noms des propriétaires dont propriétés acquises; montant payé à chacun; prix total, 54.

Route Rouyn-Angliers:—Combien a coûté la—, 302.

Royal-Roussillon, rang:—Combien de gravier charroyé en 1927, dans le rang 6-7 —, à Macamic, comté de l'Abitibi; montant payé à M. Philippe Lévesque, 342.

Saint-Côme:—Quels octrois accordés à—, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie, en 1928-29; travaux exécutés par contrat ou à la journée, 299.

Saint-Gédéon du Lac Saint-Jean:—Le ministre de la voirie a-t-il donné contrat pour sable à gravelage, dans—; soumissions, journaux, prix et conditions, 131.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Saint-Norbert (Berthier):—Quels octrois accordés à—, comté de Berthier: pour aide à la colonisation, travaux de voirie, en 1927, 1928, 1929; combien a été affecté aux chemins, ponts et ponceaux; combien de milles; travaux exécutés par contrat ou à la journée, 301.

Saint-Norbert (Joliette):—1. Le gouvernement s'est-il engagé à rembourser le coût de deux milles de chemins faits en 1929, dans—, 301; Quel était le maire de—, comté de Joliette: en 1927, 1928, 1929; le cantonnier; entrepreneurs de ponts et chemins, 301.

Sainte-Émélie-de-l'Énergie:—Quels octrois accordés à—, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie, 300.

Sainte-Mélanie d'Ailleboust:—Le gouvernement a-t-il contribué au chemin entre—et Saint-Ambroise-de-Kildare, comté de Joliette; montant de la contribution, 362.

Salaires minimums des femmes:—Depuis la réponse du 5-mars 1929, de quelles industries la Commission re—a-t-elle déterminé tels salaires, 81.

Services divers:—(Voir *Mandats spéciaux.*)

Spencer Wood:—1. Où sont gardés les portraits de Sir Chas Fitzpatrick et de l'hon. N. Pérodeau pour lesquels a été payé la somme de \$2,000.00, (Comptes publics 1927-28, "Spencer-Wood" et "Services divers", 156; 2. G. Szoldaticzs à qui il a été payé \$1,000 pour portrait de sir Chas. Fitzpatrick, (Comptes publics 1927-28 "Spencer Wood"), Geo. Zsoldatch à qui il a été payé \$1,000 pour portrait de l'hon. N. Pérodeau, "Service divers" sont-ils des élèves des écoles des Beaux-Arts de Québec ou de Montréal, 156; 3. Les \$1,000 payées à Geo. Zsoldatch pour portrait de l'hon. N. Pérodeau, (Comptes publics 1927-28), sont-elles imputables à—; pourquoi sous l'item "Services divers", 156; 4. G. Szoldaticzs à qui il a été payé \$1,000. pour portrait de sir Chas. Fitzpatrick, (Comptes publics 1927-28 sous l'item "Spencer Wood") et Geo. Zsoldatch à qui il a été payé \$1,000 pour portrait de l'hon. N. Pérodeau, (sous l'item "Services divers"), sont-ils une même personne 157; 5. Outre les \$105,530.48 qui, (Comptes publics 1928-29) ont été dépensées pour —, en 1928-29, y a-t-il d'autres dépenses imputables à "Spencer Wood", apparaissant sous "Service divers" ou d'autres rubriques; quelles dépenses, à qui payées, pourquoi inscrite sous autre rubrique, 190; 6. (Voir *Notman.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Szoldaticzs, G.:—(Voir *Spencer Wood.*)

Terre-Haute Lumber Co., Ltd.:—A quelle date la compagnie—a-t-elle déposé un sommaire conforme à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec; noms de ses directeurs, 359.

Terres et forêts:—(Voir *Droits de coupes de bois; Duvernay; Mandats spéciaux; Thibodeau.*)

Thibodeau, Philippe:—Combien de lots concédés à M. —, de Saint-Georges, canton Metgermette-Nord, 252.

Touristes:—(Voir *Guide pour les—.*)

Travaux publics et Travail:—(Voir *Mandats spéciaux.*)

Truchon, E.-R.:—1. Le gouvernement a-t-il, en 1929, donné contrat de la route de Bagotville à Chicoutimi ou Jonquière, à —, de Roberval, 131; 2. Quel montant a été payé chaque année à M. — pour la route autour du Lac Saint-Jean, depuis son contrat; combien à titre d'"extras", quelles paroisses, 161; 3. Le gouvernement a-t-il renouvelé contrat pour route autour du Lac Saint-Jean donné à M. —, de Roberval, et expiré le 1er janvier dernier, 303.

Tuberculine:—(Voir *Médecins vétérinaires.*)

Unité sanitaire:—Combien a coûté chaque —, au gouvernement; au comté ou groupe de comtés où elle a été établie, chaque année depuis son établissement; depuis réponse du 19 février 1929, combien ont été établies dans la province; combien de membres, 182.

Véhicules-moteurs:—(Voir *Routes.*)

Vergers de démonstration:—1. Depuis quand les—n'existent-ils plus; pourquoi ont-ils cessé d'exister 136; 2. (Voir *Fermes de démonstration.*)

Vermont Mortgage Corporation:—(Voir *Dominion Financial Corporation.*)

Voirie:—1. A combien de municipalités le gouvernement a-t-il fait envoyer des lettres d'avocat au sujet de travaux de —, réclamations, poursuites, depuis la réponse du 13 février 1929, quels avocats dans

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

chacune des poursuites, 90; 2. Pour combien de milles de chemins et sommes payées pour travaux de voirie depuis 1910 dans les comtés: *a.* Terrebonne; *b.* Châteauguay; *c.* Dorchester; *d.* Bellechasse; *e.* Compton; *f.* Montmorency; *g.* Deux-Montagnes; *h.* Laval; *i.* Joliette; *j.* Papineau; *k.* Soulanges; *l.* Vaudreuil, 213; 3. Le gouvernement exécute-t-il des travaux sur les chemins de sortie de la cité de Montréal; aux ponts Viau et Lachapelle; coût des travaux pour relier les routes de la rive sud au nouveau pont du Havre de Montréal; *a.* pour la route Édouard VII; *b.* pour St-Jean; *c.* pour Chambly; *d.* pour le champ d'aviation de St-Hubert, 319; 4. Quels salaires sont payés par jour pour travaux de voirie: *a.* au journalier; *b.* à un homme avec un cheval; *c.* à un homme avec deux chevaux; même question pour les chemins de colonisation, 325; 5. Pour combien de milles de chemin et quelles sommes payées pour travaux de —, depuis 1910, dans chacun des comtés, à l'exception des comtés mentionnés dans la réponse du 10 mars 1930, à la page 226 des procès-verbaux de l'Assemblée législative 1930, 325; 6. (Voir *Amiesite*; *Chemins améliorés*; *Chemin des Sept-Chutes*; *Macurban*; *Côte Visitation*; *Lac-St-Jean*; *Loi des Bons chemins*; *Plourde*; *Routes*; *Route Hull-Maniwaki*; *Route Laprairie*; *Route Rouyn-Angliers*; *St-Côme*; *Ste-Émélie-de-l'Énergie*; *St-Gédéon*; *St-Norbert*; *Ste-Mélanie*; *Truchon*.)

Zsoldatch, Geo.:—(Voir *Spencer Wood*.)

QUESTIONS D'ORDRE:—

L'orateur décide:

Seul le député à qui l'on a imputé des propos qu'il n'aurait pas tenus peut nier avoir tenu ces propos, 94; Appel de sa décision, 94; décision maintenue, 95.

Il est irrégulier de proposer de renvoyer de nouveau un bill au comité plénier avec instruction d'en retrancher un article, si la chambre a déjà rejeté une motion proposant de renvoyer de nouveau le bill au comité plénier avec instruction d'en retrancher cet article en même temps que d'autres, 110.

Un bill ne peut être présenté par un simple député si l'application des dispositions qu'il contient doit entraîner une augmentation de dépense pour le gouvernement dans l'exécution des travaux publics, 313.

L'Orateur suppléant décide:

Sur une motion de deuxième lecture, un amendement proposé, sous la forme d'une résolution est irrégulier s'il n'énonce aucune raison particulière à l'encontre de la deuxième lecture.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

REFUGE NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 157*).

RÉGIME DES EAUX COURANTES:—Loi du—. (Voir *BILLS, No 73*.)

RÈGLEMENTS (Comité des):— (Voir *COMITÉS; QUESTIONS D'ORDRE*.)

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—Les articles 510 et 511 suspendus au sujet d'une pétition, 52, 58; d'une pétition et d'un bill, 133, 199.

RENTIERS:—(Voir *LES*—.)

REVENU:—(Voir *CONTRÔLE DU*—.)

RHÉAUME:—Loi concernant la vente d'un immeuble de la succession—. (Voir *BILLS, No 148*.)

RICHMOND:—(Voir *ARTHABASKA*.)

ROBINSON, STEWART ALTON:—Loi concernant le Collège des chirurgiens-dentistes et—. (Voir *BILLS, No 144*.)

ROYAL TRUST CO.:—Loi concernant "The Pension Fund of—." (Voir *BILLS, No 134*.)

RUES PUBLIQUES:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 183*.)

SAINT-JÉROME:—Loi concernant la ville—et taxes municipales, à la "Dominion Rubber Company, Limited". (Voir *BILLS, No 88*.)

SAINT-LAURENT:—Loi concernant la ville—. (Voir *BILLS, No 87*.)

SAINT-NICOLAS:—Loi ratifiant la vente de lots—, comté de Lévis. (Voir *BILLS, No 94*.)

SAINT-PHILIPPE-DE-LA-REINE:—Loi concernant la paroisse de—. (Voir *BILLS, No 160*.)

SAINTE-THÉRÈSE-D'AMOS:—Loi concernant la paroisse de—. (Voir *BILLS, No 136*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SAINT-ZÉPHIRIN DE LA TUQUE:—Loi concernant—et emprunt pour nouvelle église. (Voir BILLS, *No 97.*)

ST. ANSGAR'S DANISH EVANGELICAL LUTHERAN CHURCH:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 107.*)

ST-DENIS, BLANCHE-CELEMA *alias* CÉLINA:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, *No 118.*)

SAISINE DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES:—(Voir BÉNÉFICIAIRES.)

SALAIRE DES OFFICIERS DE JUSTICE:—(Voir OFFICIERS DE JUSTICE.)

SALAIRE MINIMUM DES FEMMES:—Loi du—. (Voir BILLS, *No 200.*)

SALAIRE MINIMUM DES HOMMES:—

1. Loi du—. (Voir BILLS, *No 191.*)
2. Motion que cette Chambre invite le gouvernement à présenter une loi pour fixer le salaire minimum de certaines classes de travailleurs du sexe masculin; débat, 359; motion rejetée, 361.

SANCTION DES BILLS:—260, 390.

SÉANCES:—La Chambre décide d'avoir 2—par jour, 310; 3—, 334.

SELECT MUTUAL INS. CO.:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 132.*)

SÉPARATIONS DE BIENS:—(Voir INTERDICTIONS; JUGEMENTS EN—.)

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir BILLS, *No 1.*)

SERVICES PUBLICS:—(Voir COMMISSION DES—.)

SHAWINIGAN FALLS:—Loi ratifiant arrangement entre—et certaines compagnies.— (Voir BILLS, *No 131.*)

SHAWINIGAN WATER & POWER CO.:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 91.*)

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 49.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE:—

1. Loi concernant les écoles d'agriculture, les entrepôts, et—. (Voir *BILLS, No 4.*)
2. Loi concernant la—des agriculteurs.— (Voir *BILLS No 51.*)

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 204.*)**SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC:—**Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 139.*)**SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC:—**Loi concernant les—relativement aux soins des faibles d'esprit et à l'acte de fiducie du Trust Général du Canada. (Voir *BILLS, No 22.*)**SŒURS DE LA VISITATION SAINTE-MARIE:—**Loi concernant Les—. (Voir *BILLS, No 101.*)**STATISTIQUES JUDICIAIRES:—**Loi des—. (Voir *BILLS, No 58.*)**STATUTS REFONDUS, 1925:—**

1. Loi modifiant les—relativement aux dépôts et consignations. (Voir *BILLS, No 14.*)
2. Loi modifiant les—concernant la réorganisation de certains départements. (Voir *BILLS, No 38.*)
3. Loi modifiant les—relativement à l'aliénation des utilités publiques. (Voir *BILLS, No 61.*)
4. Loi modifiant les—, relativement à l'assurance des véhicules automobiles. (Voir *BILLS, No 173.*)
5. Loi modifiant les—relativement à de nouveaux districts électoraux. (Voir *BILLS, No 218.*)

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1931 et renvoi à comité des—, 47. (*No 1.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1930, et renvoi à comité des— 373, (*No 1a.*)

État des comptes publics, 1928-29, 19. (*No 2.*)

Constitution du comité des—, 43; du comité des voies et moyens, 43.

Motion pour formation du comité des—, 47; reprise du débat, 47, 58, 61, 63, 87, 88, 94, 98, 115, 121; motion adoptée, 121.

Formation du comité des—, 122, 143, 159, 176, 199, 203, 208, 214, 225, 234, 246, 257, 277, 282, 295, 297, 309, 313, 315, 322, 343, 363, 367, 373, 378.

SUBSIDES:—*Suite.*

Résolutions rapportées, 122, 144, 160, 164, 180, 199, 204, 210, 234, 247, 260, 277, 283, 296, 298, 309, 314, 317, 322, 343, 464, 368, 374, 385.

Résolutions adoptées, 122, 144, 160, 164, 180, 199, 204, 210, 234, 247, 260, 277, 283, 296, 298, 310, 314, 317, 322, 343, 364, 368, 371, 385.

Progrès rapporté, 214, 225, 229.

Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour 1930 et 1931. (Voir BILLS, *No 20.*)

Amendement proposé à la motion pour aller en subsides et rejeté: (*M. Guertin*)—Que cette Chambre exprime l'opinion que des auditeurs experts devraient être nommés pour faire une audition de la situation financière, de la province. 65; Débat sur la motion principale ajourné; 65; amendement rejeté, 66.

SUBVENTIONS MUNICIPALES:—Loi interdisant l'octroi de—. (Voir BILLS, *No 63.*)

SUCCESSIONS:—

1. Loi des droits sur les—. (Voir BILLS, *No 26.*)
2. Loi validant certains actes de transport de biens de—sujets à l'impôt. (Voir BILLS, *No 40.*)

SUFFRAGE FÉMININ:—(Voir LOI ÉLECTORALE.)

SYNDICATS COOPÉRATIFS:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 50.*)
2. Loi des—relativement à l'inspection. (Voir BILLS, *No 214.*)

TAXES:—

1. Loi des exemptions de—. (Voir BILLS, *No 172.*)
2. Loi relative à l'imposition de certaines—. (Voir BILLS, *No 194.*)

TÉLÉGRAPHE:—Loi des compagnies de—. (Voir BILLS, *No 225.*)

TERRES EN CULTURE:—(Voir MONTRÉAL, cité.)

TERRES PUBLIQUES:—Loi des—propres à la culture. (Voir BILLS, *No 30.*)

TIMBRES:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 13.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—

1. Loi des—relative aux registres tenus par les juges de paix. (Voir *BILLS, No 9.*)
2. Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 65.*)

TROIS-RIVIÈRES:—Loi concernant la cité des—. (Voir *BILLS, No 104.*)

TRUST GÉNÉRAL DU CAMADA:—(Voir *SŒURS DE LA CHARITÉ.*)

TUBERCULOSE:—Loi concernant la préservation de l'enfance contre la—. (Voir *BILLS, No 5.*)

UNION SAINT-JOSEPH DE DRUMMONDVILLE:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 125.*)

UNITÉS SANITAIRES:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 48.*)

UNIVERSITÉ LAVAL:—Loi concernant l'—relativement à un institut biologique. (Voir *BILLS, No 217.*)

UNIVERSITY CLUB:—Loi concernant“—of Montreal”. (Voir *BILLS, No 102.*)

UTILITÉS PUBLIQUES:—Loi relative à l'aliénation des—. (Voir *BILLS, No 61.*)

V
VALEURS MOBILIÈRES:—

1. Loi pour prévenir la fraude dans les transactions de—. (Voir *BILLS, No 3.*)
2. Loi de la taxe sur les transferts de—. (Voir *BILLS, No 208.*)

VAUTRIN IRÉNÉE:—(Voir *PRÉSIDENT DES COMITÉS.*)

VÉHICULES AUTOMOBILES:—

1. Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 47.*)
2. Loi relative à l'assurance des—. (Voir *BILLS, No 173.*)

VENTES EN BLOC:—Loi relative aux—de marchandises. (Voir *BILLS, No 28.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

VERDUN PROTESTANT HOSPITAL:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 23.*)

VILLENEUVE, JOSEPH-ARTHUR:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, *No 126.*)

VILLES:—(Voir CITÉS ET—.)

VOIES ET MOYENS:—

1. Constitution du comité des—, 43; formation en comité des—, 385; rapport de résolutions, concours, 385.
2. (Voir BILLS, *No 20.*)

VOTATION:—(Voir LOI ÉLECTORALE; COLLÈGES ÉLECTORAUX.)

VOTE DES FEMMES:—(Voir LOI ÉLECTORALE.)

VUES ANIMÉES:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 24.*)
2. Loi des—. (Voir BILLS, *No 211.*)

WOLFE:—(Voir ARTHABASKA.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".